REVUE

DES

DEUX MONDES

XLIXe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

PARIS. — Impr. J. CLAYE. — A. QUANTIN et Cie, rue Saint-Benoît.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XLIX[e] ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

TOME TRENTE-SIXIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE BONAPARTE, 17

1879

LA

GENÈSE D'UN CHEF-D'ŒUVRE

GOETHE ET FAUST

« Ce nom de Faust, quelle place ne tient-il pas dans l'histoire de l'esprit moderne ! A partir du xve siècle, de quelque côté que votre curiosité se tourne, vous le retrouverez partout. De ces cinq lettres assemblées par le doigt du destin sur un échiquier, des montagnes d'œuvres sont sorties : récits populaires, drames, compilations littéraires et musicales, dessins, gravures et tableaux. Les bibliothèques, les musées, les salles de spectacle, ce nom a tout rempli, à ce point que voilà un héros légendaire qui, si je m'en rapporte au catalogue des choses qu'il a suscitées, a déjà plus occupé le génie humain que n'ont fait les plus authentiques personnages de l'histoire. » Ces lignes, que nous imprimions ici même en 1869 (1) nous reviennent aujourd'hui citées dans la préface de l'édition de M. de Loeper, la plus complète que l'Allemagne ait donnée du poème de Goethe (2) et prouvent du moins que nous ne nous trompions pas quand nous prédisions il y a dix ans une infinité d'évolutions à cette science nouvelle qui partout en Europe comme en Amérique va se propageant autour de *Faust. La Divine Comédie* fut ainsi au moyen âge une sorte de ruche universelle ; il fallait que le monde

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1869.

(2) *Faust, eine Tragödie von Goethe, mit Einleitung und erläuternden Anmerkungen*, von G. von Loeper ; Berlin, 1879, Erster Theil, p. XLIV.

moderne eût la sienne ; et les abeilles s'y sont mises pour ne plus chômer. Inaugurée en Allemagne de 1818 à 1824 par les Schubarth, les Göschel, les Daub, les Hinrichs, en France par Mme de Staël, en Angleterre par Carlyle, la période des études et commentaires ne devait plus faire que croître et que grandir. Soixante ans se sont écoulés, et le public en est encore à prononcer son *claudite jam rivos*, les prés n'ayant apparemment point assez bu, et certaines œuvres étant douées d'une faculté kaléidoscopique pour intéresser diversement chaque génération. Sur *l'Iliade*, sur *la Divine Comédie*, sur *Hamlet*, qui se vantera jamais d'avoir dit le dernier mot? C'est le tonneau des Danaïdes; nul ne l'emplit, on le sait, et d'autant plus on y retourne. Les récens écrits des deux Vischer (Kuno et Frédéric), des Julian Schmidt, les *Leçons* d'Herman Grimm, cette édition de M. de Loeper, quel renouveau pour la discussion, surtout si vous y ajoutez ces traductions sans nombre en portugais, en flamand, en hébreu (1), ces éditions successives toujours accompagnées de notes et d'argumens explicatifs, ces reproductions par le théâtre, par les conférences, en un mot, tout cet ensemble de gloses, de recherches, d'élucubrations tant en prose qu'en vers, formant une littérature à part !

I.

Qui nomme Goethe dit Faust : c'est l'œuvre-type dont un reflet colore les autres créations plus ou moins pâlissantes et qui, pareille à Moïse, traînant après soi le peuple juif dans la Mer-Rouge, leur fera traverser à toutes l'océan de l'oubli. Faust et Méphistophélès ont désormais pour nous un sens pratique; ces figures émancipées et de l'auteur qui les créa et du pays qui les vit naître, se mêlent au mouvement cosmopolite et trouvent réplique à toutes les questions de notre siècle. C'est que les types façonnés de main d'homme ne se naturalisent qu'à ce prix ; il leur faut à la fois répondre aux conditions de l'idéal et satisfaire aux besoins du ménage, avoir l'universel et le particulier, être hors de nous et chez nous. La fiction doit pouvoir supporter l'épreuve de la vie commune; on se la représente intervenant dans nos affaires, s'immisçant dans nos controverses. Parmi ces êtres nés de l'imagination, Faust est le dernier en date; aucun ne nous touche de plus près, et cependant que d'années écoulées depuis qu'il fut conçu et mis à terme! Goethe, en composant son chef-d'œuvre, ignorait nos mœurs contemporaines, et les générations qui furent les premières à l'applau-

(1) Par le docteur Letteris (1864) et très réussie au dire des hébraïsans. Voir Loeper, p. XLIII de son Introduction.

dir s'en doutaient encore moins; rien de cela n'empêche que le personnage vive en pleine activité dans notre monde d'aujourd'hui; serait-il né d'hier, qu'il ne s'y comporterait pas plus à l'aise. Nous voyons aujourd'hui dans *Faust* bien des choses que les générations d'il y a cinquante ans n'y ont point vues, et qui pourrait prédire ce que les générations à venir y découvriront à leur tour et quels nouveaux commentaires ne suscitera pas ce personnage lorsqu'après cinq ou six cents ans il sera parlé de lui comme nous parlons des héros d'Homère, lesquels vivent depuis trois mille ans? Et comme il sera de tous les siècles, *Faust* est déjà de toutes les langues ; on le traduit et le retraduit à chaque heure : versions anglaises et françaises, italiennes et scandinaves; on le met en peinture, en musique; quelques-uns de ses proverbes sortent des entrailles mêmes de l'humanité : « Elle n'est pas la première! » s'écrie Méphistophélès en ricanant de la chute de Marguerite, et le drame est plein de pareils mots, des scènes entières sont écrites ainsi dans le marbre; la scène de la prison par exemple : du Shakspeare en style lapidaire. « Il semble que *Faust* soit du domaine universel, et qu'il ait cessé d'appartenir à l'Allemagne pour devenir l'héritage du genre humain (1). » Rien de plus vrai que cette assertion d'un éminent critique à propos de ces éternels remaniemens, de ces transpositions d'un art dans l'autre, — opéras et tableaux, — et de ces traductions, — supplice de Tantale, — toujours reprises, toujours revues et corrigées par leurs auteurs dans le sentiment de leur impuissance à rendre les beautés du texte.

Nous savons tous de quelle manière travaillait Goethe : « Poésie est délivrance, » disait-il; tout son secret est dans cette expression. Goethe ne prétend instruire ni moraliser personne, son œuvre n'est jamais qu'un enfantement: il accouche de l'idée qu'il a conçue et qui probablement l'étoufferait s'il ne s'en *délivrait*. Il va de lui-même à ses personnages, et réciproquement ses personnages nous ramènent à lui. Goethe a beaucoup écrit sur son propre compte, il s'est en quelque sorte inventorié jusque dans les menus détails de son existence dont certains élémens se retrouvent chez ses divers héros. Seulement la plupart ne nous présentent d'ordinaire qu'un seul côté de l'être si ondoyant et si compliqué du poète, celui que Goethe se proposait d'étudier pour le moment : en quoi presque toutes ses figures d'homme sont fragmentaires. Vous n'en voyez jamais qu'un aspect, il leur manque le contour. Prenons Werther et Tasse, pour ne citer ici que deux exemples. Qu'étaient-ils ? comment vivaient-ils avant la catastrophe à laquelle le roman et la tragédie nous font

(1) *Goethe*, von Herman Grimm. Berlin, 1877.

assister ? Pour les amener à l'incroyable état nerveux où nous les surprenons, à cette crise décisive, il a fallu bien des circonstances extraordinairement irritantes et douloureuses, et c'est ce qu'on ne nous dit pas, et voulussions-nous les regarder comme des incarnations de Goethe, nous n'en serions guère plus avancés, car Goethe, en son particulier, était un homme, un homme d'énergie et de résolution, capable, entendons-nous, de tenir tête à toutes les situations, d'affronter tous les assauts de la destinée, un homme de solide et vaillante constitution, ayant bon œil, bon pied, bon appétit et le reste. Et si Werther comme Tasse ne nous montrent que des natures mal équilibrées, c'est que ces personnages, tout en étant faits à la ressemblance de Goethe, ne nous livrent de lui qu'un seul côté; Werther et Tasse n'ont de Goethe qu'une moitié, celle que la lune éclaire d'un pâle rayon; quant à l'autre, la moitié saine et agissante, ne la cherchez point en eux, Faust la leur a prise. Tasse, Werther, Egmont ne sont que simples silhouettes, Faust seul est l'image vraie, il a sur toutes les créations du maître je ne sais quel indéniable droit d'aînesse. Goethe, à force de le sentir là toujours présent, finira par avoir peur de lui. Des années entières s'écouleront pendant lesquelles le nécromant tiendra sa progéniture à l'écart; puis il y reviendra, mais non sans trouble et combattu, tiraillé en même temps par ses tendresses de père et par le saint effroi du surnaturel, devant ce rejeton étrange qui, sans cesse grandissant, serait déjà de taille à faire la leçon aux universités réunies d'Athènes, de Padoue et de Strasbourg :

Le bon sens du maraud quelquefois m'épouvante.

C'est une chose en effet très curieuse que cette espèce de déférence dont use Goethe à l'égard de Faust. Quelque difficulté qu'il eût à se détacher de ses autres créations, encore finissait-il après des hésitations, des retouches sans nombre par les émanciper tôt ou tard; vis-à-vis de Faust, rien de pareil. Impossible à lui de s'en séparer; il s'effraie et recule à la seule idée de lui signer son exeat : toujours nouveaux délais, nouveaux prétextes; un moment, à l'époque du voyage en Italie et d'une première publication d'œuvres complètes, on dirait qu'il va se faire violence; il rajuste son manuscrit, met tout en ordre et presque aussitôt se ravise. D'année en année, sa crainte augmente. L'édition de 1790, toute fragmentaire, devait pourtant marquer, ne fût-ce qu'à titre de ballon d'essai. Vainement Schiller, à cette occasion, redouble d'instances, vainement il joint la remontrance aux prières; Goethe, après s'être laissé toucher, reprend ses doutes; l'édition de 1808, qui fut pour le public du temps une

révélation, ne contenait elle-même aux yeux de Goethe que des fragmens. Ainsi, peu à peu, s'implanta chez lui cette idée d'un travail à la Pénélope dont l'achèvement serait différé jusqu'à sa mort. Car il est à supposer que, si Goethe eût vécu davantage, l'œuvre posthume que nous possédons aurait encore subi bien des modifications. Quoi qu'il en soit, le poème nous apparaît aujourd'hui en toute harmonie et grandeur, et tel que nous le voyons se pondérer, se compléter avec sa première et sa seconde partie, son prologue et son épilogue, tel l'imagination de Goethe le conçut dès la première heure.

Une lettre à Guillaume de Humboldt nous fournit là-dessus des explications d'autant plus intéressantes qu'elle fut écrite par Goethe cinq jours avant sa mort (17 mars 1832) et peut ainsi passer pour une sorte de testament philosophique et littéraire. Rien de plus simple à la fois et de plus élevé que cette confession suprême où vous respirez par moment ce solennel religieux dont le langage de Goethe aime à s'envelopper. Vous croyez entendre la voix non d'un mourant, mais d'un être ayant déjà quitté ce monde et ne reprenant la parole que pour rendre un dernier compte de ses visées terrestres. Ajoutons que Guillaume de Humboldt était ici bien l'homme qu'il fallait. Les confidences ou les confessions de ce genre empruntent d'ordinaire beaucoup de leur gravité au caractère du personnage à qui elles sont faites. Qu'était-ce en quatre mots que Guillaume de Humboldt? Le prince de la critique allemande au temps de Schiller et de Goethe, un philologue, un savant, un poète, un de ces esprits possédant des clartés de tout et qui, sans créer eux-mêmes, ont mission de pousser et de maintenir dans la bonne voie les esprits créateurs et le public. Si les jugemens fantasques de Schlegel, le beau phraseur de cette période, n'ont pas prévalu et, si d'autre part Schiller et Goethe sont allés jusqu'au bout de leur style, c'est à Guillaume de Humboldt qu'on le doit. Cela dit, voyons cette lettre du 17 mars 1832.

Goethe s'examinant, s'analysant, étudie son propre développement d'après la méthode d'Aristote : « Les anciens, écrit-il, prétendaient que les animaux sont instruits par leurs organes; j'estime, moi, que le précepte s'applique également aux hommes, lesquels ont en outre cette supériorité de pouvoir à leur tour instruire leurs organes. Toute faculté d'agir et, par conséquent, tout talent implique une force instinctive agissant dans l'inconscience et dans l'ignorance des règles dont le principe est pourtant en elle. Plus tôt un homme s'instruit, plus tôt il apprend qu'il y a un métier, un art qui va lui fournir les moyens d'atteindre au développement régulier de ses facultés naturelles et plus cet homme est heureux. Ce qui lui vient du dehors, ce qu'il acquiert, ne saurait jamais nuire en quoi que

ce soit à son individualité originelle. Le génie par excellence est celui qui s'assimile tout, qui sait tout s'approprier sans préjudice pour son caractère inné. Ici se présentent les divers rapports entre la conscience et l'inconscience. Les organes de l'homme, par un travail d'exercice, d'apprentissage, de réflexion persistante et continue, par les résultats obtenus, — heureux ou malheureux, — les mouvemens rétroactifs d'appel et de résistance, nos organes amalgament, combinent inconsciemment ce qui est instinct et ce qui est acquis, et de cet amalgame, de cette combinaison, de cette chimie, à la fois inconsciente et consciente, il résulte finalement un ensemble harmonique dont le monde s'émerveille. Voici tantôt plus de soixante ans que la conception de *Faust* m'est venue en pleine jeunesse, parfaitement nette, distincte, toutes les scènes se déroulant devant mes yeux dans leur ordre de succession; le plan depuis ce jour ne m'a plus quitté et, vivant avec cette idée, je la reprenais en détail et j'en composais tour à tour les morceaux qui dans le moment m'intéressaient davantage, de telle sorte que quand cet intérêt m'a fait défaut, il en est résulté des lacunes comme dans la seconde partie. La difficulté était là d'obtenir par force de volonté ce qui ne s'obtient à vrai dire que par acte spontané de la nature. Mais ce serait bien tel dommage, si toute une longue existence d'activité et de réflexion ne devait point aider au succès d'une pareille opération. Pour moi, je n'éprouve aucune crainte à ce sujet, et c'est avec une entière confiance que j'aborde la postérité, comptant bien que ceux qui me liront alors ne sauront pas faire de distinction entre l'ancien et le nouveau, entre ce qui fut l'inspiration, l'élément des premiers jours et ce qui fut le produit du travail et de la volonté. »

Au résumé, ce testament contient deux points : le premier, absolument incontestable, à savoir : que *Faust* est, dans l'œuvre de Goethe comme dans sa vie, le fait capital; le second : que ce poème, objet et terme d'une des plus grandes vocations intellectuelles qu'il y ait eu, doit être envisagé *in globo*, l'auteur condamnant d'avance toute espèce de critique par fractionnement et classification chronologique. Ce document nous renseigne aussi sur l'état civil du héros. « Voici plus de soixante ans, » écrivait Goethe en 1832; faites le compte et vous remontez à 1772, date irrévocablement fixée et qui correspond à la dernière période de sa vie d'étudiant. Goethe avait donc vingt-trois ans et venait de recevoir le doctorat lorsque cette conception de *Faust* lui apparut à Strasbourg et qu'il mesura du premier coup d'œil toute l'architecture du poème. Laissons à d'autres le soin de compulser, de comparer les vieux papiers; de rechercher en quoi l'édition de 1790 diffère du manuscrit de 1772;

négligeons ces lacunes dont parle la lettre à Guillaume de Humboldt et voyons tout de suite où le Goethe de 1772 en était au moment de cette conception, quels étaient son état psychologique, ses horizons, et de quels élémens se composait ce que nous appellerions son matériel intellectuel.

II.

Ses cheveux en natte tressés,
Elle descend, les yeux baissés,
Du saint portique;
Simplicité, grâce, candeur;
Adorable dans sa raideur
Un peu gothique!

Marguerite passe, accostons-la.

Pendant la dernière période du séjour à Strasbourg, Goethe avait eu un grave reproche à se faire : cette humble et douce enfant égarée par lui et délaissée. Entre l'héroïne du drame et la fille du pasteur de Sesenheim les rapports vous sautent aux yeux. La séduction, pour n'avoir point causé de scandale, n'en fut pas moins consommée moralement, et Goethe, en abandonnant Frédérique, ne pouvait ignorer qu'il en faisait une veuve. Il savait à n'en point douter et ce qu'il emportait d'elle et ce qu'il lui laissait. Après s'être implanté au cœur de la pauvre fille, après l'avoir émue d'un sentiment qu'elle avait le droit de croire éternel, il quittait simplement la place : adieu, ma mie, en voilà assez de cette idylle! Arrange-toi maintenant comme tu pourras!.. Cruauté féroce qui par le temps et la réflexion ne devait point tarder à devenir symbole! Aux heures de poésie, allaient en effet se dégager les extrêmes conséquences, et l'anecdote librement donner tout ce que dans la réalité courante elle eût été capable de produire. Faust aussi commence par conter fleurette à Marguerite, puis la plante là, et cette petite affaire de galanterie coûte à Marguerite la vie de sa mère, de son frère, de son enfant et sa propre vie à elle en dernier lieu; on le voit : simple badinage, histoire de s'amuser et de rire un peu! Dans cette navrante églogue de Sesenheim, l'infanticide était contenu, et Goethe n'a qu'à lâcher la bride à son imagination pour brûler le chemin qui va le conduire de Frédérique à Marguerite. Quitter Frédérique, il n'avait pas même besoin de pousser les choses jusque-là, un pressentiment l'eût averti de ce qui adviendrait, eût évoqué devant ses yeux la douce amie de l'heure présente transformée en cette Gretchen, physiquement tournée à la ressemblance de Frédérique. Mêmes airs de visage, même complexion morale, même naturel

confiant, avec des réveils de mutinerie charmante. La Marguerite des fragmens publiés en 1790 est déjà pour l'idée et le contour une figure aussi parfaite que celle de l'édition de 1808, et notez que cette Marguerite des fragmens est celle du premier manuscrit. Quant à la Marguerite bienheureuse (*una pœnitentium*) transportée après sa mort au sein des nuages, et rencontrant Faust parmi les phalanges célestes, c'est là une invention attribuée au travail des dernières années, et cependant, étant donné le caractère de Goethe si bizarre et par moment si énigmatique, rien n'empêcherait que cette scène fût issue elle aussi du premier mouvement. Goethe eut toujours un fond de mysticisme, et cette disposition d'esprit, déjà très accentuée dans sa jeunesse, prit avec l'âge couleur de superstition. Quoi qu'il en soit, les scènes de l'édition de 1808, où la figure de Marguerite se dessine dans toute sa grâce, composent ce que Goethe a jamais écrit de plus achevé; il y a là une émotion, un souffle de vie, qui vous pénètrent. Le sentiment, les beaux vers pleins de lumière, pleins de flamme, y surabondent, et l'effet est toujours immédiat.

Nous avons remarqué plus haut que Goethe avait créé Marguerite à l'image de Frédérique; ne pourrait-il pas se faire aussi qu'il eût mis dans cette adorable Frédérique des Mémoires quelque chose de sa Marguerite? Arrêtons-nous un moment pour bien fixer les points. Lorsque Goethe écrivit son volume de *Poésie et Vérité*, où l'idylle de Sesenheim est racontée, Marguerite était depuis longtemps venue au monde, elle existait à l'état de type pour le poète qui, les illusions du récit aidant, pouvait, en nous racontant Frédérique, se souvenir alors de Marguerite, tout comme, en évoquant jadis Marguerite, il s'était souvenu de Frédérique. La Frédérique des Mémoires n'est point tant qu'on se l'imagine un portrait peint d'après nature et j'y verrais plutôt aujourd'hui un être de fantaisie évoqué par les souvenirs du passé et que Goethe s'est complu à revêtir de divers traits particuliers à son amie. Donner aux inventions de notre esprit les apparences de la réalité, n'est-ce point là le but suprême, et l'artiste n'a-t-il pas rempli toute sa vocation lorsqu'il est parvenu à persuader au public que c'est des mains mêmes de la nature que l'œuvre est sortie et qu'il n'a fait lui, poète, peintre ou statuaire, que fidèlement copier le type? En ce qui regarde Frédérique Brion, l'impression que nous donne Goethe est vivante; nous reconnaissons à son visage, à sa tournure, à son sourire, la fille du pasteur de Sesenheim. C'est elle, encore un peu et nous serions tentés de la déclarer plus aimable et plus accomplie qu'on ne nous la décrit, nous en voulons presque au poète de ne pas nous en dire davantage et c'est là dans les œuvres d'art, une nouvelle et décisive marque de perfection. Chacun, en voyant le modèle, se figure être

mieux informé sur son compte que l'auteur lui-même, les créations du génie humain en arrivent avec le temps à ce point d'indépendance vis-à-vis de leur propre créateur, que le premier passant venu semble leur toucher de plus près. Tel commentateur d'Hamlet s'imagine connaître le prince de Danemarck au moins aussi bien que Shakspeare, tel autre, Dumas le vieux, par exemple, croit le connaître mieux et lui fait la leçon en l'exhortant par la voix du spectre à prendre le gouvernement. N'avez-vous jamais entendu de fort honnêtes gens récriminer contre Shakspeare à l'occasion du trépas de Roméo, de Juliette et de Desdemona en s'écriant : « Il n'avait pas le droit de les tuer ! » Inutile d'ajouter qu'un pareil cri serait pour Shakspeare le plus beau triomphe, s'il pouvait le percevoir, car il en conclurait que pour provoquer tant de pitié, il faut décidément que les conceptions de son cerveau soient des êtres bien vivans. Et ce reproche d'avoir abandonné Frédérique, Goethe, qui peut-être comme homme ne l'avait point tant mérité, s'est arrangé dans ses Mémoires de manière à le justifier complètement comme auteur, ayant par là obtenu l'effet qu'il voulait produire. De tout ceci un seul fait est à retenir : savoir que ce personnage de Marguerite, créé de premier jet, est resté identiquement le même à travers les diverses phases du poème. On n'en peut dire autant des autres, à commencer par Méphistophélès.

L'opinion veut que Merck ait posé pour ce caractère : « Il était long et maigre d'encolure, le nez pointu, perçant, ses yeux d'un bleu clair, plutôt gris, donnaient à son regard inquiet et toujours furetant quelque chose du tigre. Lavater, dans sa *Physiognomonique*, nous a conservé son profil. Son caractère n'était que désaccord ; bon et brave garçon par nature, il avait pris le monde en amertume, et se laissait gouverner par son penchant humoristique au point de vouloir à toute force passer pour un farceur et pour un garnement. Sensé, tranquille, ouvert à certains momens, il allait à tel autre, comme l'escargot, vous tirer ses cornes, chagriner, offusquer les gens et jusqu'à leur nuire. Mais, comme on aime à jouer avec le danger dont on croit n'avoir rien à redouter, je n'en étais que davantage porté à me rapprocher de lui, à jouir de ses bonnes qualités, pénétré à fond de ce pressentiment que jamais ses mauvais instincts ne se retourneraient contre moi. » Goethe se plaît ainsi à reconnaître l'influence qu'il laissa prendre à Merck, un homme auquel il refusait « tout élément positif. » Détail qu'il ne nous faudra point perdre de vue si nous voulons savoir au juste pour combien ce Merck est entré dans la confection de Méphistophélès. Les lignes que je viens de citer sont extraites de ce livre intitulé *Poésie et Vérité*, livre admirable dont en France nous igno-

rons la valeur. Il y a là une somme énorme de littérature, et pour peu que vous ayez le goût des beautés de la prose latine, vous céderiez à l'attrait de cette langue qui par instans semble être du Tacite. Nul peut-être plus que Goethe n'eût été propre à écrire l'histoire; il possédait la méthode et le style : deux qualités maîtresses; il savait coordonner les faits et les reproduire comme il les voyait. L'idée un jour le préoccupa de composer dans ce genre une étude sur Bernard de Saxe-Weimar, cher à son cœur à double titre, et comme héros de la guerre de Trente ans et comme grand ancêtre du prince qu'il aimait et qu'il servait. De ce travail, rien n'est resté que les préliminaires. Les matériaux rassemblés par Goethe sont aux archives de Weimar, et ce beau livre de *Poésie et Vérité* porte témoignage de la langue qu'il comptait mettre en pratique à ce sujet. Maintenant, à la lecture des diverses traductions ayant cours chez nous, qui, je le demande, se douterait de tout cela? Ce livre, tel qu'on nous le donne ou plutôt tel qu'on nous le vend, ne représente à nos yeux que des mémoires plus ou moins ordinaires; quant à l'art merveilleux qui s'y manifeste à chaque page, pas un traître mot ne le dénonce; et voilà sur quels documens le public en général forme son opinion. C'est qu'on ne s'y prend point de la sorte pour faire passer de la langue allemande dans la nôtre l'œuvre encyclopédique d'un Goethe; s'il est des traductions qui se peuvent brasser à coups de dictionnaire, il faut ici le sens et la main d'un artiste. Autant d'ouvrages, autant de tâches proposées à des activités, à des curiosités diverses, à des talens spécialement autorisés. Toute traduction de ce genre qui n'est pas une œuvre d'art est forcément une œuvre industrielle.

Nombre d'années devaient s'écouler avant que Goethe ouvrît ses conversations avec Eckermann. Le souvenir de Merck était alors déjà sorti de la mémoire des hommes, et le vieux docteur sentait venir l'âge des patriarches. Qu'est-ce qu'un bourgeois, un *Philister* comme Eckermann, pouvait comprendre d'un caractère tel que Merck? Pour retourner à ce propos de sa jeunesse, il fallait donc que Goethe l'eût à nouveau ruminé et qu'il y eût là quelque énigme dont il cherchait l'explication : « Merck, disait-il, en 1830 à ce secrétaire bénévole de ses commandemens, s'il revenait au monde à cette heure, ne saurait plus être l'homme que nous avons connu. » Ce problème le préoccupait, qu'un individu tel que Merck, mêlé au mouvement des hommes et des choses, capable d'exercer personnellement une action puissante sur les autres et sur lui-même, Goethe, eût en fin de compte vécu pour rien. Merck manquait absolument d'élévation, et nous savons quel sens Goethe prêtait à ce mot : « Tout ce qui n'est point vers est prose » dit Molière, tout ce

qui n'est point élevé est bas. Faust a comme Goethe l'âme élevée, Merck a de la bassesse. Et l'esprit de bassesse, de négation, c'est le diable, c'est Méphistophélès. Tout acte positif, créateur, lui sera refusé; la force d'initiative sous quelque aspect qu'on se la représente lui fera défaut. Il n'existe et ne peut exister qu'à l'état de contradiction; pour qu'il entre en phosphorescence, il lui faut l'antagonisme. Goethe a pris soin de nous indiquer dans son journal que le seul homme au courant de sa vie quotidienne est Merck, et ce confident indispensable, il ne le recherche ni ne l'estime. Faust, lui non plus, ne saurait se passer de Méphistophélès; que deviendraient-ils l'un et l'autre sans leur miroir dont la transparence implacable réfléchit les choses comme elles sont? Comment sortiraient-ils d'embarras, ces docteurs sublimes, s'ils n'avaient là sous la main, pour le feuilleter à toute heure, le livre aux renseignemens, le vocabulaire universel où pas une idée n'est formulée, mais où sont catalogués tous les mots? Ici pourtant se dresse une objection : la conception de *Faust* remonte à l'époque du séjour à Strasbourg, tandis que les rapports avec Merck ne datent que d'une période beaucoup plus tardive; force est donc d'aller aussi nous renseigner ailleurs.

III.

Goethe était venu à Strasbourg la tête pleine d'illusions et de présomption, en fils de famille souverainement sûr de son affaire et qui n'a besoin de personne pour trouver sa voie. Jurisprudence, théologie, physique, il allait tout savoir; c'était le docteur Faust en herbe, ses antécédens l'avaient accoutumé aux égards, à la déférence, et voilà qu'en débarquant il se heurte contre Herder. Celui-ci, du premier coup, le déconcerte. Il se sent en présence d'une force parfaitement maîtresse et consciente, d'une autorité qui ne fléchira point, d'une intelligence à laquelle il n'apporte rien. Herder, bien au contraire, commence par dérouler aux yeux de Goethe des horizons qu'à lui seul le disciple n'eût point découverts, et tout cela, simplement, froidement, avec une nuance d'ironie pour répondre aux démonstrations gratulatoires d'un jeune monsieur qui jusqu'alors n'avait encore admis la supériorité de quiconque. Herder répandait ses idées à pleines mains, mais personne en les ramassant n'échappait aux amères boutades dont ce dispensateur de richesses accompagnait ses présens. Méphistophélès également connaît le fond des choses, révèle à Faust les secrets de l'être, le promène d'une sphère à l'autre, étale devant lui les jouissances et les trésors de cette pauvre humanité qu'il bafoue et dont

il n'additionne les grandeurs et les misères qu'à cette fin de prouver que le bien et le mal sont identiques et qu'au total l'énorme somme donne zéro. Il va sans dire que la théorie de Herder, naturellement, essentiellement élevée dans son positivisme, n'allait point jusque là; mais rien n'empêchait Goethe de tirer à part lui les conséquences, et de ressentir quelque angoisse à voir ce diable d'homme remuer ainsi les idées comme des pièces d'or dont il avait les poches pleines, les faire tinter et reluire au soleil pour les rejeter finalement comme de vils charbons. Séduire, captiver les âmes, puis, quand elles se sont loyalement données, mettre à néant leur confiance, influence démoniaque que la critique impartiale, impitoyable de Herder exerçait sur Goethe! Comment s'affranchir d'un compère dont le regard vous scrute, vous traverse et qui, sans la moindre idée d'en tirer profit pour lui-même, lit dans votre conscience le bien et le mal. Faust subit l'ascendant de Méphisto, se soumet à première vue et signe le pacte avec son sang. Plus encore qu'à l'attrait des jouissances promises il cède à l'empire d'un esprit supérieur. Il se voit perdu s'il ne se livre. Méphistophélès, de son côté, n'a qu'un but, affirmer cette domination; dans tout ce qui se rattache au train de la vie, il se subordonne; Faust sera le maître, Méphisto le serviteur; Faust aura les jouissances, Méphisto les lui procurera; tout ce que le démon se réserve, c'est de constater irrévocablement qu'en dernière analyse pas une de ces jouissances ne vaut le prix dont on l'achète.

Encore une fois, Herder n'allait point jusqu'à ces conclusions; mais, par sa critique, il y poussait Goethe, et de même que Gretchen nous montre implacablement ce qui aurait pu advenir de Frédérique, Méphistophélès nous indique où l'enseignement de Herder aurait pu mener Goethe. Nous savons maintenant de qui notre poète tenait ce don fatal de faire intervenir la critique au plus intime d'une jouissance et de s'interrompre au sein de la passion pour réfléchir au désenchantement final. Herder ayant préparé les élémens du caractère, il restait à guetter au passage l'original dont on emprunterait le masque; c'était chez Goethe le procédé ordinaire quand il avait une conception dans sa tête d'attendre qu'une rencontre lui en offrît le vivant modèle. Merck paraît, et de ce jour, l'incarnation a lieu : Méphistophélès a trouvé sa langue, son geste et sa tournure. Un mot pourtant. Merck est un cynique, rien de plus; il nie et ne sort point de là, impuissant à produire chose qui vaille; Méphistophélès au contraire, et quoi que Goethe lui-même nous en dise, possède une sorte d'élément créateur; serrez de près son style, méditez ses sentences, il y a dans cette négation bien du positif. Tel n'était point, nous le savons, le plan de Goethe, mais la figure s'est agrandie au delà des

proportions voulues. Il n'est chose pratique en ce monde sur laquelle ce diable ne soit prêt à faire la leçon aux plus grands docteurs : il connaît les littératures, il a parcouru toutes les théories et les appliquerait au besoin. Retournez la scène de l'écolier, placez-le devant un conseil de membres de l'Institut qui l'interrogent sur les sciences exactes et les autres, il ne se contentera pas de se moquer d'eux, il leur répondra bel et bien de manière à les convaincre qu'il en sait plus long qu'eux tous à lui tout seul. Cette grande envergure du personnage, Merck ne l'eut jamais; dans la formation successive de Méphistophélès, il n'entrerait donc tout au plus que pour moitié: il a fourni le profil, Herder et son influence sont pour le reste. Ajoutons que toutes les acquisitions que Goethe faisait en son particulier, à mesure qu'il avançait dans la vie, étaient portées au profit de Méphisto, son inséparable compagnon, l'*alter ego* dans les questions de critique et de controverse. Il le promenait avec lui par le monde, l'avait pour confident et pour juge de ses observations, de ses expériences, et grâce à cette faculté, à ce don caractéristiques chez Goethe d'acquérir toujours, maître Méphisto voyait se parachever son éducation et grandir son personnage. Que dis-je? il se pliait même aux belles manières; à force de fréquenter les honnêtes gens, il en prenait le ton et l'élégance, le Méphistophélès de 1772, ce cuistre en rupture de *banc* avait pris avec le temps je ne sais quel faux air de fonctionnaire ou d'académicien désenchanté dont la bile se donne cours : il a clarté sur tout sujet, et s'il faut parler politique, Goethe au besoin va l'adopter pour son truchement. On comprend que ce côté du rôle ne pouvait être que le produit d'une formation postérieure, et que l'auteur en 1772 ne se doutait encore de rien de tout cela.

J'arrive à la figure principale : deux hommes vivaient en Goethe, l'un qui agissait, l'autre qui regardait agir et jugeait l'acte. Dès l'enfance, il s'étudie, s'analyse comme un objet indépendant de lui-même, et le jour devait venir, à Strasbourg, où cet *auto-criticisme* amènerait le conflit. Il avait fini ses études, passé ses examens, et déjà, sa première jeunesse à peine révolue, il sentait à la fois et le vide de ses connaissances et le néant de ses examinateurs. A l'existence qui s'ouvrait devant lui l'avait-on seulement préparé? Il lui fallait, comme Faust, retourner sur ses pas, recommencer à s'instruire en ayant désormais dans l'âme cette certitude que tout ce qu'il savait et pourrait savoir n'était qu'un ramas de formules vaines. Partout contradiction et désaccord; d'un côté, ses rapports de famille, sa position à ménager dans le monde de la bourgeoisie, ses principes d'éducation, ses vues de carrière et les intérêts pratiques, de l'autre, un profond sentiment d'abandon, l'isolement au sein des relations les

plus diverses, l'impossibilité de se fixer dans un attachement et, mêlée à ce fiévreux désir de connaître, à cette indomptable curiosité, la conscience d'une frivolité coupable, d'un superficiel je ne sais quoi, au demeurant fort déshonnête. Plus tard ce phénomène du double moi le troubla : il en avait avec les années pris son parti, mais on peut dire qu'aux jours de jeunesse et d'orages, la découverte eut ses surprises et même ses épouvantemens. Contradiction et désaccord, c'étaient là prédispositions de nature. De même que le bien, le mal aussi régnait en lui et, les deux forces coexistant, il arrivait souvent que le mal prenait le dessus. La question terrible, suprême, se posait alors : le mal est-il quelque chose de positif ou n'y faut-il voir qu'un fantôme qui, s'effaçant, disparaît au dernier règlement des comptes? Goethe le croyait ainsi, mais on n'est jamais sûr de rien et, dans sa recherche de la vérité, il recourait à Spinoza. Nous savons que Goethe ne se livra jamais sans réserve : âme qui vive ne le conquit; au plus fort de la passion, il garde son sang-froid et se recueille. Pas un être qui définitivement le captive, pas un ouvrage dont il regrette de ne pas être l'auteur; il a des insolations, rien ne lui dure. Herder, Lavater, Jacobi, enthousiasmes d'un moment d'apprentissage, crises bientôt surmontées. Les influences qui le gouvernent sont dans le passé. Homère, Shakspeare, Raphaël et Spinoza, voilà ses vraies attaches. Ces quatre hommes représentent pour lui les élémens générateurs de toute la culture moderne; les principes de l'atmosphère intellectuelle où nous respirons, où nous pensons, où nous travaillons tous tant que nous sommes. Homère et Shakspeare sont les premiers en date, Spinoza ne vint que plus tard, et d'ailleurs leur influence n'a pas besoin d'être expliquée, et nul parmi nous ne la conteste; pour Spinoza, plus en dehors de notre horizon, le cas est différent et nécessite quelque digression.

Porro unum est necessarium : la question religieuse est en somme une grosse affaire. Croyant ou non croyant, chacun la résout à sa manière, mais tout le monde y pense et les plus sceptiques eux-mêmes sans en avoir l'air. C'est déjà lier commerce avec la foi que de nier. Sans toucher aux sujets irritans, sans parler ni de l'article 7, ni des jésuites, ni des rapports de l'église avec l'état, ni de la critique des évangiles, on serait pourtant bien aise de savoir un peu à quoi s'en tenir sur ce qui se passe au delà des choses de ce monde. Il y a là un point d'interrogation inéluctable; vous avez beau vous détourner de la voie publique, prendre par la traverse, au bout des plus secrets sentiers, le poteau se dresse, et bon gré mal gré on y regarde pour s'orienter. Ceux qui sont morts reviennent-ils? Où et comment? Et cette nou-

velle existence doit-elle être suivie de plusieurs autres, et du passé en avons-nous conscience? Éternel monologue d'Hamlet toujours repris et que cette aimable M[me] de Chevreuse variait si galamment quand elle écrivait à M[lle] de Lenclos : « Si on pouvait croire qu'en mourant on va causer avec tous ses amis en l'autre monde, il serait doux de le penser. » Répondre : Non, est très facile, mais ce non, sur quoi l'appuyer? Des raisons, nous en cherchons tous, chacun de nous s'informe où il peut; Goethe s'adressait à Spinoza. Le mysticisme historique de Herder, pas plus que le prosélytisme évangélique de Lavater, ne répondait à ses besoins pratiques. L'exemple de sa vie entière nous enseigne combien peu il tenait compte des catéchismes ; deux convictions seulement l'animaient : il est un dieu, un dieu personnel ayant sa volonté, son plan dans l'histoire de l'humanité, et l'homme individuellement ne périt pas. Ces deux articles de foi sont admis par lui en principe, et pour ainsi dire emmurés au plus profond de son être. Des preuves, il n'a que faire d'en demander ni d'en fournir, mais, en dehors de cela, rien ne l'émeut. Il écarte les détails, et toute théorie du surnaturel à laquelle ces deux idées ne suffisent point le laisse indifférent. En matière de théorie, ce qui le touche, c'est l'organisation morale du genre humain. Mais là, par exemple, il veut des argumens et vous en donne. Cette immense communauté que, grands et petits, nous formons tous, nous savons, nous sentons qu'elle n'est pas un simple effet du hasard et ne fonctionne point comme une mécanique, mais qu'une force active, intelligente vit en elle, la gouverne et la dirige vers un but. Ce but, nous l'appelons le bien, le bon, le beau, et nous résumons dans le nom de Dieu cette idée suprême d'intelligence, d'impulsion, d'activité universelles. L'histoire vue de haut déroule sous nos yeux l'effort des peuples pour accomplir cette loi et réaliser le grand dessein. Mais cette loi, qui nous dit qu'elle existe? Ce grand dessein, comment le reconnaître? Poser de telles questions est plus facile que de les résoudre; toujours faut-il déclarer que ceux-là ne sont point des hommes qui peuvent y rester étrangers toute leur vie : Goethe plus que personne devait les agiter. Quelle philosophie n'a-t-il pas compulsée au cours de sa vaste carrière? Il avait erré longtemps de système en système et de philosophe en philosophe, quand le maître enfin se rencontra.

IV.

Qu'était-ce maintenant que cet homme et que son livre, dont Goethe a pu dire : « L'*Éthique* m'a captivé, absorbé; ce que j'y ai lu, je l'ignore, mais je sais que le livre renferme des secrets qu'il

m'a été bien profitable de connaître. » Il s'appelait Baruch, ou, de son nom traduit en latin, *Benedictus* Spinoza. Amsterdam, en 1632, l'avait vu naître. Sa famille, ses origines étaient juives et portugaises. Chassée de Portugal par les inhumains traitemens dont on poursuivait alors les juifs, toute une population d'expatriés avait un jour abordé la côte hollandaise, et cette colonie, se constituant, se multipliant au sein de la vie nationale des Provinces-Unies, y devint à la longue une sorte d'état dans l'état. Parcourez l'œuvre de Rembrandt, étudiez ses peintures et ses estampes, là se rassemble, grouille et trafique ce monde singulièrement rébarbatif et pittoresque. Vous les voyez dans leurs costumes caractéristiques représenter des personnages de l'Ancien-Testament : les hommes en bonnets de fourrure, en lourds caftans, les femmes empaquetées, enturbannées de riches étoffes, de tissus massifs et chatoyans, affublées d'ornemens bizarres. Ces patriarches, ces prophètes, ces apôtres, sont des juifs de la colonie portugaise, tous, plus ou moins, rabbins et membres de cette synagogue, d'où l'irrégulier Spinoza, pour ses principes hétérodoxes, s'est fait bannir.

Il s'était mis à l'école chez un médecin qui lui enseigna le latin et le grec, et dont la fille, pendant ce temps, le charmait et l'ensorcelait; dire qu'il y aura toujours des jeunes cœurs pour s'exposer au danger de ces leçons et de ces lectures en commun! Encore la légende d'Héloïse et Abeilard, seulement la séduction ni le crime n'intervinrent cette fois. On s'aima, on se le dit, on se quitta; des regards, des vœux échangés, puis des larmes : une simple élégie, mais douloureuse, et dont le souvenir fut cause que Spinoza ne songea plus jamais au mariage. Il était malheureux autant qu'on peut l'être, toutes les haines de la corporation s'acharnaient contre lui; une tentative de meurtre eut même lieu à Amsterdam, il y échappa; néanmoins ne pas mourir sous le couteau d'un assassin ne suffisait point : il fallait manger, avoir un gîte. Descartes, son maître, lui conseilla de prendre un métier pour vaquer librement à ses études; il tailla des verres de lunettes, comme plus tard Rousseau copia de la musique. Cependant, à force de se remuer, la juiverie d'Amsterdam obtenait son bannissement. Il vécut alors à Leyde, à La Haye, très retiré, passant des semaines entières à la maison; un de ses amis, — il en comptait beaucoup et des plus dévoués, — lui voulut prêter une forte somme, Spinoza s'y refusa, « Vous avez un frère, lui dit-il, à qui cet argent doit aller de préférence. » Un autre offrit une pension de 500 écus, il se contenta d'en accepter 300; juste le nécessaire pour subsister, ayant fait abandon à sa sœur de ses droits sur l'héritage paternel. Heidelberg le voulait avoir pour professeur de philosophie, on l'assurait

d'avance de toute liberté dans son enseignement; il aima mieux s'en tenir à son existence indépendante de La Haye et continua d'y résider jusqu'à sa mort. Il avait environ quarante-cinq ans, quand, à bout de force, miné par le travail et la phtisie, il rendit l'âme. L'œuvre capitale de Spinoza, l'*Éthique*, est posthume. L'exposé de la doctrine de Descartes, qu'il publia de son vivant, a moins d'importance. Cette vie, que nous venons de résumer d'un trait, si remplie qu'elle fût de tribulations et de misères, réservait néanmoins à Spinoza maint avantage pour ses travaux. Condamné à l'isolement par les circonstances, sans liens de famille, sans attaches du côté de sa nation, il disposait en toute liberté de son génie. Aucune considération ne l'arrêtait; il avait rompu avec la synagogue, et savait que nulle persécution ne l'atteindrait sur cette noble terre de Hollande, où l'on pouvait alors tout penser, tout dire et tout imprimer. N'oublions pas que dans sa défection il avait conservé certains dons inaliénables qui particularisent la race juive, cette faculté de saisir dès l'abord le positif, d'examiner, de vérifier, de soupeser et de ne se point payer d'apparences.

Cet homme, ainsi préparé, tourne vers l'observation l'intense effort de son travail; froidement, d'un esprit exempt de préjugés et de passion, il contemple en silence le milieu social qui l'enserre, voit son prochain, l'étudie; et le livre où ces résultats seront consignés, l'auteur l'écrit en se proposant de ne le laisser publier qu'après sa mort. Les hommes devant être considérés comme faisant partie d'un grand tout, Spinoza nous donnera la théorie de leurs rapports entre eux : *Ethica ordine mathematico demonstrata*, autrement dit : la somme infinie de nos sentimens et des motifs qui les engendrent, réduite à l'état d'un certain nombre de simples formules. Aucune trace de personnalité, point d'argumens ni d'anecdotes, rien en dehors de la démonstration mathématique, rien qui vous prêche : Croyez ceci, faites-le, c'est le bien; évitez cela, c'est le mal. Et la langue dans laquelle c'est écrit n'est même pas une langue; l'auteur, pour plus d'exactitude, emploie le latin à l'usage des savans de l'époque et s'en sert comme d'une mécanique, n'adoptant que les mots et les tournures qui lui offrent le plus de garantie pour la parfaite intelligence du sens : l'impassible rigidité du terme dans la morte rigidité de la syntaxe! Rejetés d'avance en principe tout ressouvenir de lectures, toute phrase dont la construction et l'expression pourraient avoir un agrément quelconque; et comme si ce n'était point assez pour ce livre de ne voir le jour qu'après la mort de l'auteur, il faudra de plus qu'il soit anonyme. « Le nom de l'auteur imprimé sur le

titre d'un volume influence toujours plus ou moins le lecteur. » Ainsi prononce Spinoza, or cela même ne saurait être : « Tout le monde doit ignorer que ce livre est de moi, qu'on le tienne plutôt pour l'émanation spontanée du genre humain. » Étant acquis ce fait que les glaciers se déplacent, comment se meuvent-ils? De même pour l'humanité: le torrent s'épanche et s'écoule, où va le flot? Spinoza n'en veut qu'à ce problème et le résout par l'observation continue, approfondie des symptômes qu'il relève autour de lui et classe méthodiquement; il ne se fie qu'à ce qu'il voit, qu'à ce qu'il entend, l'histoire lui sert de peu, et son expérience poursuivie avec un absolu détachement d'idées personnelles et de préjugés nationaux, l'amène à cette conclusion qu'il n'y a de vrai, de positif que le bien, et que le mal ne saurait avoir de réalité, puisqu'il n'est que la négation du bien, et qu'une négation n'existe pas.

Ce livre, dont l'action générale n'est point à discuter, devait, à un moment donné, exercer une influence toute particulière sur l'esprit de Goethe, qui trouva dans cette solution la plus topique des réponses à ses troubles secrets en quête d'apaisement. N'est-ce pas le problème de sa propre existence que le poète de *Faust* cherche à résoudre avec l'aide du démon? Ces deux âmes dont parle Faust, Goethe les sent en lui, et cette double existence, objet d'une investigation perpétuelle, fait en même temps son épouvante, il se regarde au microscope, s'analyse et s'anatomise; bizarre composé des élémens les plus disparates, l'aveugle et le voyant marchent en lui côte à côte; ce qu'il écrit « roule à torrent sur le papier à son insu; » il lui faut se relire pour s'en rendre compte, et ce n'est aussi qu'en retournant la tête qu'il a conscience des actes qu'il accomplit. Du reste, cette manière d'être appartiendrait peut-être autant à l'espèce qu'à l'individu. L'inspiration est un état plus ou moins pathologique, la rêverie est un somnambulisme; un inspiré, un rêveur ne se connaît pas, il vit le personnage de son roman ou de son drame, il secoue les préjugés, franchit les obstacles et n'obéit qu'à la passion, tout entier à ses jouissances, à ses vertiges : désordre et génie! Mais le propre de Goethe est d'avoir en soi une puissance d'objectivité, un sens critique qui sait réagir au moment voulu. Il a son démon socratique qui le chevauche, et après l'avoir lancé à fond de train, le rassemble et le ramène. Savoir jouir et savoir à temps renoncer, brûler la vie à grandes guides et se gouverner de façon que les résultats soient toujours sauvegardés et que l'expérience tourne à profit, ne renoncer ni au plaisir, ni au devoir, être à soi-même son critique, son médecin, son conseiller intime et son maître des cérémonies, tout cela froidement, sans hypocrisie et sans complaisance; voilà l'homme. Deux êtres sont en lui : il est

l'un ou l'autre, jamais les deux en même temps; jamais les cercles des deux systèmes ne roulent ensemble, le poète compose, le critique approuve ou rejette, l'enthousiasme et l'indifférence se font vis-à-vis; il se donne et se prodigue avec la confiance aveugle et l'étourderie d'un enfant pour se ressaisir aussitôt et ne nous plus montrer que le philosophe revenu de toutes les expériences de l'existence. Et la métamorphose ne cesse pas : toujours de nouvelles rencontres et de nouvelles affections suivies d'inexorables ruptures quand l'heure de la critique sonnera. Quelle que soit l'expérience, le désappointement est au bout; Goethe le surmonte, mais il ne vous le pardonne pas.

A cette double nature de Goethe la philosophie de Spinoza devait convenir. D'ordinaire, quand nous adoptons un philosophe, nous ne nous contentons pas de lui demander de nous expliquer ce qui concerne l'entendement et la raison pure, nous voulons encore qu'il ait à nous servir tout un système du surnaturel, et que ce qu'il ne peut prouver il nous le fasse au moins accroire. Goethe n'avait point de ces exigences compliquées et ne tenait nullement à recevoir d'une main étrangère les choses qui sont placées au-delà de notre portée. C'était une affinité de plus avec Spinoza, qui, lorsqu'il nous parle de Dieu, n'en raconte que ce que la raison humaine en peut savoir et laisse à la théologie le soin d'expliquer le reste. Le Dieu de Goethe était aussi celui qu'on ressent et qui ne se prouve pas et de même que pour Spinoza, la philosophie et la théologie étaient pour lui deux élémens non moins dissemblables que la terre et la mer : tandis que sur l'un vous marchez droit et de pied ferme, vous ne voyagez sur l'autre qu'en étant le jouet des flots et des vents. Les gens pour qui le philosophe commence là où justement il n'a plus rien à dire vous parleront, comme Chateaubriand, de l'athéisme de Spinoza. A ce compte, Goethe aussi était un athée, en ce sens que sa croyance en Dieu et en l'immortalité n'avaient ni ne voulaient avoir rien de commun avec sa philosophie, étant chose absolument personnelle et qu'il ne discutait point (1). Païen peut-être, athée

(1) Beethoven avait également cette religion. A lui comme à Goethe, l'*inexprimable*, l'incréé se révélait sans qu'il fût besoin d'aucun medium. Il croyait en Dieu, l'aimait, l'adorait de toute la ferveur de sa grande âme solitaire, mais il entendait n'avoir avec son créateur que des rapports directs : le recueillement, l'élévation pure et simple! Beethoven portait peut-être plus loin que Goethe l'horreur du formalisme; il était incapable d'exécuter de sa main d'artiste, — même en n'y croyant pas, — une scène quelconque de mythologie chrétienne comme le prologue du premier *Faust* ou l'apothéose finale du second. La seule production vraiment médiocre de Beethoven est son oratorio du *Mont des Oliviers;* sa *messe* est une oraison mentale à grand orchestre. Beethoven n'arrive à la conception de Dieu que par l'humanité, il lui faut comme ce Titan frapper du pied le sol terrestre pour pouvoir s'élancer vers le ciel. Que nous

jamais, ni incroyant! Son paganisme lui vient de Raphaël et de tout un ensemble d'idées sur l'antiquité et la renaissance, comme son *athéisme* lui vient de Spinoza.

J'ai prononcé le mot d'affinité; les rapports en effet s'établirent peu à peu. Un charme étrange, indéfini, émanait du livre; à ces lectures d'abord vagues et sans objet déterminé, Goethe instinctivement revenait toujours. Qu'y cherchait-il? lui-même n'eût point su le dire. C'est l'histoire d'Alighieri dans son commerce avec Virgile; l'histoire de toutes nos rencontres avec un grand esprit fait pour nous dominer. Vous l'abordez par simple désir de connaître, et chemin faisant vous êtes captivé. Sur combien de nous Goethe, à son tour, ne devait-il pas agir de la sorte? Tel livre ouvert sans préméditation ne se borne pas à vous intéresser, il vous attache; vous y trouvez réponse aux questions qui vous préoccupent, et vous voilà bientôt, l'auteur et vous, deux inséparables. Ainsi Goethe découvrait dans Spinoza toute une théorie applicable à sa propre personne et d'où sortirait le dénoûment de *Faust*. Le problème de *Faust* en effet n'est pas autre que celui dont Goethe cherchait la solution pour lui-même. Goethe nous confesse des écarts d'imagination pendant lesquels il avait pu se sentir capable de commettre tous les crimes et « d'avoir tous les vices, excepté l'envie. » Faust est l'incarnation de ces troubles de son âme et aussi de l'apaisement qui, grâce à l'entremise de Spinoza et de sa doctrine, y devait mettre fin. Si Faust au dénoûment se réconcilie, c'est pour que la parole de Spinoza s'accomplisse et parce que le grand Hébreu a dit que le mal, n'étant que la négation du bien, se détache de nous comme une dépouille à l'heure de la mort et reste sur cette terre de misère, laissant l'âme remonter pure au sein de son créateur.

V.

Mais cette figure de Faust, résultat suprême d'une vie livrée à toutes les tourmentes expérimentales, il fallait la trouver, l'inventer. Goethe en était là de ses agitations, et déjà l'idée du suicide le travaillait, lorsqu'il lui advint, à Strasbourg, de s'arrêter devant un théâtre de marionnettes où l'on représentait la vieille histoire populaire du docteur Faust. Ce fut le trait de lumière; la grossière ébauche allait servir de matériel aux visions du poète. Ces rêves, ces pensées, qui bourdonnaient confusément dans la nuit de son

récitent, que nous chantent les *Sonates*, les symphonies? La lutte de l'âme avec les passions; que glorifient-elles? Le triomphe de l'esprit sur la matière et rien autre chose. Quant au reste, à ce qui se passe en dehors de l'homme, il ne le connaît pas : *nescio vos*.

être, avaient découvert désormais une issue vers la clarté du jour. Son passé, son présent et son avenir prennent à ses yeux la forme et la couleur d'une légende, et de ce spectacle enfantin se dégagent les scènes et les tableaux d'un grand drame, plein de vie et de symbolisme. Il voit les idées qui l'obsédaient le plus revêtir un corps et cesser d'être lui-même pour devenir je ne sais quelles anciennes figures de connaissance endormies dans une montagne enchantée et qu'un tremblement de terre éveillerait à l'existence. Double satisfaction, double triomphe! Il se débarrasse des propres misères de son âme, passe à d'autres ce lourd fardeau des choses répréhensibles, des mauvais instincts qu'il ne pouvait ni dominer, ni secouer, et couronne son drame par un dénoûment conforme à sa croyance inébranlable, à son évangile de profession : l'homme se rachetant par l'action, tableau final et moralité suprême de la comédie; ce qui prouve bien que cette œuvre, d'une exécution si lente, si laborieuse, si profondément creusée et fouillée dans tous les sens, le *Faust* de Goethe, fut conçue tout d'une pièce : la deuxième partie en même temps que la première. La scène des anges honnissant Méphisto, étouffant sous une pluie de roses ce pauvre diable, impuissant à maintenir sa proie entre ses griffes, est contenue dans la scène du pacte; les paroles que prononce le Seigneur dans le prologue donnent à pressentir la rédemption.

Inutile d'ajouter que, si la formation du personnage de Méphistophélès préoccupa Goethe sa vie durant, la figure de Faust s'imposait encore à bien meilleur titre aux longs égards du maître. Rien, en somme, ne s'explique mieux que cet imperturbable attachement de Goethe; lui et Faust ne pouvaient ni ne voulaient se quitter, et c'était dans l'ordre que la publication fût toujours différée, l'œuvre ne devant être achevée qu'à la mort du poète. C'est un tort, quand on parle de Goethe, de mettre *Faust* sur la même ligne que ses autres livres. *Faust* n'est ni un poème, ni un roman, ni un drame, c'est une autobiographie en action, et, qu'on me passe le terme, une sorte de *capharnaüm* que l'auteur s'est élu pour domicile; il hante d'autres lieux, fréquente d'autres compagnies, mais son vrai gîte est celui-là, il y revient toujours, il y vit au milieu de ses affections, de ses trésors de toute espèce. *Faust* est le principe élémentaire, il n'est idée, ni création de Goethe qui n'en porte l'estampille : *Werther*, c'est *Werther*, plus *Faust*; *Egmont* de même, et ainsi de suite; tout cela sans préoccupation d'artiste, sans rien de *voulu*, et par l'unique fait de cette existence en partie double dont nous relevons ici le tableau, et tandis que *Faust* traversera toutes les œuvres du poète, les imprégnant, pour ainsi dire, de son invisible présence, Faust, à son tour, vivra sous les auspices de Goethe, son frère jumeau, partout présent, partout visible.

A ce drame de la vie humaine et du symbole, il fallait un paysage; Goethe, pour le découvrir, n'eut pas besoin de faire beaucoup voyager son imagination : promener ses regards alentour suffisait; il n'avait qu'à consulter ses souvenirs et se fier à ses plus proches impressions. Le pays de Faust et de Marguerite, n'était-ce pas l'atmosphère même qu'il respirait? A cet égard, le décor ne devait subir par la suite aucune modification, et le pittoresque reste aujourd'hui ce qu'il fut dès 1772. Francfort avec ses remparts, ses rues et ses ruelles tortueuses, ses coins et recoins que les métiers remplissaient de leurs bruits et de leurs odeurs, fournissait le local. Au temps de Goethe, la vieille cité impériale subsistait encore dans tout l'enchevêtrement, le fouillis, l'original et le patriarcal de sa perspective; où s'étendent aujourd'hui des maisons superbes, où se pavanent ces magasins de luxe, ces hôtels privés et ces caravansérails de pacotille, se dressaient alors vers le ciel des habitations bizarrement alignées, des ruches construites en planches que trois ou quatre générations animaient à la fois : l'aïeul, ses fils et ses petits-enfans, travaillant, grouillant côte à côte et se tenant chaud; d'étroites demeures fourmillant de monde, et des églises; en haut, par-dessus les toits et les cheminées, la clarté, la chaleur du soleil; en bas, l'ombre et l'humidité en plein midi. Aussi, comme elles s'élançaient en flèches, ces maisons, comme elles pointaient par milliers! L'espace lui manquant près du sol, cette architecture du moyen âge, enfermée, comprimée dans un corset de murailles crénelées, imitait les arbres des forêts grimpant toujours sous peine d'étouffer : *excelsior!* on ne respirait, on ne vivait qu'à ce prix. Personne mieux que Delacroix n'a rendu cet élancement d'une ville entière, attribué par les mystiques à des aspirations célestes, et qui n'était qu'un mouvement de conservation physique; on montait pour ne pas suffoquer. Chaque estampe de son illustration de *Faust* nous offre sur ce point un modèle de caractéristique; tout y est poussé à l'aigu, au suraigu, jusqu'aux figures, dont il semble que les conditions du milieu ambiant aient réglé la conformation quelque peu entortillée et grimaçante.

On reproche à cette Marguerite d'être laide; c'est possible qu'elle ne réponde point à l'idéal de la renaissance italienne, mais quelle intensité de vie! Ces airs de visage, ce costume, ces gestes; interrogez Albert Dürer, bien plus compétent ici que Raphaël et Léonard, il vous dira que c'est le pittoresque local pris sur le fait, et Goethe aussi vous le dira (1). Sous cette chevauchée fantastique de

(1) Peut-être ne nous saura-t-on point mauvais gré de citer à ce propos quelques lignes d'un de ces nombreux volumes qui se publient journellement en Allemagne et que nous avons dû naturellement consulter pour mettre cette étude au courant de la *science*, car il y a, c'est incontestable, toute une science qu'il n'est désormais point

Faust et de Méphistophélès, sous cette course aux gibets, mettez la musique de Berlioz, vous aurez le dernier mot du romantisme. Est-il assez insolemment planté sur sa monture, ce diable ergoteur et sophistiqueur? Faust éperdu galope au secours de sa victime, et lui, pendant ce temps, disserte; il épilogue, échange des sarcasmes avec les spectres, les pendus et les sorcières qui bordent la route. Témérité bizarre des jugemens humains! n'ai-je pas entendu de révérends critiques, des *critiques d'art*, s'il vous plaît, raconter aux gens bénévoles que Delacroix ne savait pas dessiner, et leur en donner pour preuve cette estampe : « Voyez ce Méphisto, s'écriaient-ils, quelle dégaîne! il n'est pas même en selle, et, posé de la sorte, un cavalier ne tiendrait pas une minute. » Bien pensé, profonds aristarques! Seulement, que voulez-vous! le diable est le diable, et cette qualité le dispense de pratiquer l'équitation selon les règles de Pluvinel et du comte d'Aure. Deux voyageurs galopent par la campagne; l'un est un être humain, l'autre un démon; il fallait d'un coup de crayon marquer la différence, et ce que vous appelez une faute pourrait bien être un trait de génie. — Continuons d'esquisser le paysage : Quelques-unes de ces maisons avaient par derrière des petits jardins enclos de murs; sur les places étaient des puits et des fontaines, où venait jaser le menu peuple des servantes, et par les lourdes portes fortifiées, la multitude, aux jours de soleil et de fête, se répandait à travers champs. Ce tableau, Goethe l'avait partout sous les yeux; il le retrouvait à Francfort, à Strasbourg, à Leipzig, à Weimar même, où, devant la maison qu'il

permis d'ignorer en parlant de Goethe. On lit dans les *Souvenirs* de Frédéric Förster qu'un soir qu'il visitait, à Weimar, le vieux poète, il le trouva feuilletant les illustrations lithographiques d'Eugène Delacroix : — « Voulez-vous maintenant, lui dit Goethe, après un moment de causerie sur le sujet, que nous comparions l'interprétation d'un Français avec celle d'un Allemand et, qui plus est, d'un Allemand de vieille roche? » Là-dessus, il se fit apporter le recueil des dessins de Cornelius; nous plaçâmes en regard les unes des autres les diverses scènes représentées par les deux artistes, et Goethe les ayant bien et dûment examinées : — Je n'ai point ici de jugement à porter, reprit-il, car peut-être ne pourrais-je me défendre d'un mouvement de partialité pour l'homme éminent et correct qui m'a dédié son œuvre. Une simple remarque cependant; ne semble-t-il pas que, dans quelques-unes de ces estampes, le Français se déguise en Allemand, tandis qu'à son tour l'Allemand affecte le style et les manières d'un Français? Voyons la première page où tous les deux ont pris à tâche d'*illustrer* la scène dans laquelle Faust offre son bras à Marguerite sortant de l'église. Le Faust de Cornelius me représente beaucoup moins un Allemand, docteur en philosophie, qu'un Parisien du boulevard, tandis qu'au contraire je jurerais avoir rencontré le Faust de l'artiste français devant le Münster de Strasbourg, au temps où Strasbourg appartenait à l'Allemagne. » Voilà de la critique judicieuse et qui rachèterait bien des péchés de goût que le Goethe des derniers jours, un peu rabâcheur, un peu *philister*, se mettait sur la conscience comme quand il *bénissait* la prose de M. de Salvandy dans *Alonzo*, ou qu'il proclamait chef-d'œuvre le poème de Bouilly servant de texte aux *Deux Journées*.

habitait, sur une place étroite et biscornue, dont l'aspect n'a du reste point changé, se voyait le puits obligé avec son rassemblement nocturne de caillettes et de commères.

Tel était le cadre indiqué dès l'origine; à ce pittoresque populaire de la première heure vint plus tard se joindre tout un nouvel ensemble décoratif : les scènes à la cour de l'empereur dans la seconde partie, l'intermède classique et l'épilogue dans le ciel, qu'on serait d'abord tenté de prendre pour de simples appendices et qui se relient à la vie organique de l'œuvre, en ce sens qu'elles procuraient à Goethe l'occasion d'exposer, de dramatiser ses idées sur l'art classique et sur la manière dont les maîtres de la renaissance ont compris l'antique et le symbolisme chrétien. Envisagé à ce point de vue tout moderne du spectacle, ce poème de *Faust* offrirait encore bien de l'intérêt, et la chose est si vraie que c'est à qui désormais fouillera, pillera l'inépuisable répertoire de mise en scène. Peintres et musiciens, tous en veulent. Privilège acquis aux seuls chefs-d'œuvre de nous montrer des aspects sans cesse variés, ils vivent comme la nature, se renouvelant toujours, et le champ qui poussait du blé donnera demain des brassées de fleurs... Le croirait-on? ce *Faust*, aujourd'hui si répandu sur toutes les scènes et sous toutes les formes, ne parut pour la première fois au théâtre qu'en 1828, et fallait-il encore que ce fût en l'honneur du quatre-vingtième anniversaire du poète! Autrement, on n'aurait point osé s'y risquer : le public n'avait jusqu'alors vu que l'idée, et si la pièce s'était jouée, ce n'avait guère été que dans les imaginations. Goethe cependant prévoyait d'autres destinées : « Vous verrez, disait-il, qu'un Français se rencontrera pour dégager de là toute une grande pièce à spectacle. » Il ne se trompait pas et la chose existe; cette œuvre qui devait, aux yeux de Goethe, être à la fois un drame, un opéra, un ballet, « une pièce à spectacle, » dort à Berlin, enfouie quelque part dans un coffre dont la famille Meyerbeer tient la clé, et, comme ces princesses des contes de fées, attend le moment où ceux qui la tiennent séquestrée lui permettront enfin de voir le jour.

VI.

Rousseau, que Goethe admirait profondément, comme du reste il admirait tous nos grands écrivains du XVIIIe siècle, lui avait inculqué la religion du paysage, à ce point que jusqu'à ses derniers jours il vécut sous la dépendance des saisons, consultant l'état du ciel pour sa propre gouverne, tâtant le vent, interrogeant les nuages, le vol des oiseaux. Ce flair de la nature, si accentué

dans *Werther* et dans *les Affinités électives*, lui venait de Rousseau, qui, le premier, avait eu l'idée de mettre l'homme en constante et directe communication avec les élémens et de faire sentir aux acteurs de son drame qu'il fait jour quand le soleil luit et nuit quand il se cache, et qu'il existe des saisons dont l'influence s'exerce en même temps sur les champs, les forêts, les eaux et sur le cœur de l'homme, choses généralement trop ignorées des écrivains de l'âge précédent. Les romans de Rousseau sont pleins de ces descriptions où la nature s'anime, parle et se colore au gré du poète; *Werther* contient dans cet ordre de style des beautés incomparables, et s'il vous plaît d'être informé à fond, si vous êtes curieux de savoir tout ce que Goethe a retiré de cette longue pratique des écrits du philosophe de Genève, prenez le monologue de Faust dans la chambre de Marguerite, quand, seul et pour la première fois respirant l'atmosphère de la femme aimée, il soulève les rideaux du lit, passe en revue les meubles et goûte une félicité divine à s'imprégner, à se saturer des émanations virginales partout répandues; puis, quand vous aurez lu, récité ces admirables vers, tournez-vous du côté de Rousseau, regardez Saint-Preux franchir le seuil de la chambre de Julie et recueillez, comparez vos impressions; c'est la même scène : « Me voici dans le sanctuaire de tout ce que mon cœur adore. Que ce mystérieux séjour est charmant! O Julie, il est plein de toi et la flamme de mes désirs s'y répand sur tous tes vestiges. Oui, tous mes sens sont enivrés à la fois; je ne sais quel parfum, presque insensible, plus doux que la rose et plus léger que l'iris, s'exhale ici de toutes parts; j'y crois entendre le son flatteur de ta voix; toutes les parties de ton habillement éparses présentent à mon ardente imagination celles de toi-même qu'elles recèlent; cet heureux fichu contre lequel, une fois au moins, je n'aurai point à murmurer; ce déshabillé élégant et simple, qui marque si bien le goût de celle qui le porte; ces mules si mignonnes, qu'un pied souple remplit sans peine, empreintes délicieuses, que je vous baise mille fois... Julie! ma charmante Julie, je te vois, je te sens partout, je te respire avec l'air que tu as respiré (1). »

A cette préoccupation des influences telluriques se joignait chez Goethe un esprit de superstition qui se trahissait par toute sorte de manies et dont une anecdote, transmise à nous jadis par le vieux chancelier de Müller, porte un bien singulier témoignage. On connaît la fameuse entrevue d'Erfurth et par quelle parole mémorable elle débuta; l'empereur ne s'en était point tenu là, et gracieuse-

(1) Rousseau, *la Nouvelle Héloïse*, t. II, p. 24.

ment, il avait offert à Goethe et son portrait en miniature et le brevet de la Légion d'honneur. Ce portrait, suspendu près du miroir de sa chambre à coucher, était à la longue devenu pour Goethe un objet de dévotion particulière. Arrive la catastrophe de Waterloo; Goethe en reçoit la première nouvelle et spontanément refuse d'y croire. La rumeur gagne de proche en proche, il s'entête à nier, malmenant les visiteurs qui n'ont point honte de colporter un pareil bruit. Cependant, le soir venu, il monte se coucher, et cherchant la miniature de Napoléon, il s'aperçoit qu'elle est tombée par terre. Goethe reste un moment silencieux, son bougeoir à la main, et, tandis que son secrétaire se baisse pour ramasser le cadre : « Que veut dire ceci? murmure-t-il, un pareil accident! mais alors il faut que la nouvelle de ce matin soit vraie! »

Comme phénomène historique, l'empereur produisait sur Goethe une si prodigieuse impression que tous les efforts tentés contre lui devaient fatalement échouer. De son premier coup d'œil, Napoléon avait pénétré au fond de l'homme, et Goethe, si imperturbable qu'il fût, s'en était senti tressaillir. A cet admirateur de la force jamais plus imposant spectacle n'était apparu. Ce chef d'une armée invincible au milieu de ses maréchaux, tous éclatans de vaillance et d'entrain, exempts de préjugés, resplendissans de santé, d'ambition, habitués à n'avoir affaire qu'au succès, et avec cela familiers, bons princes, nullement étrangers aux questions d'art et de science, comme en présence d'un tel soleil et de ses satellites pâlissait Frédéric le Grand, qui n'avait, lui, qu'à marcher à la tête d'une nation traitable et souple, alors que ce Napoléon, c'était en avant d'un peuple ivre de liberté qu'il se ruait à cheval sur l'Europe, disciplinant ses propres troupes par la victoire! On a souvent à ce propos accusé Goethe d'avoir manqué de patriotisme. Il faudrait s'entendre : Goethe, après avoir sa vie entière cru à la politique du passé, voyait s'écrouler comme par miracle toutes les dynasties. Un conquérant s'était levé, un Attila, mais moins barbare, à ce qu'on pouvait supposer, puisqu'il goûtait *Werther* et s'en était fait une sorte de *vade mecum* dans ses campagnes; à l'approche de cet Alexandre dont rien n'empêchait Goethe de se croire un peu l'Aristote, empereurs et rois rentraient sous terre. Que conclure? Accepter le fait historique et l'étudier anatomiquement. Mieux eût valu sans doute réagir, mais Goethe avait soixante-quatre ans; à cet âge on ne se refait pas, comme dit le bon sens vulgaire : « Chanter l'hymne de guerre au bivouac, tandis qu'aux avant-postes ennemis les chevaux hennissent, à la bonne heure! mais c'était l'affaire de Théodore Kœrner et non la mienne; nature jeune et militaire, les refrains guerriers lui vont bien; chez moi ce n'eût jamais été qu'un masque,

et je ne hais rien tant que les grimaces! » Du reste ce scepticisme politique était alors partagé par toute une classe d'esprits supérieurs mis hors des gonds par les convulsions du sol européen, et que leurs traditions de famille, comme leur principes d'éducation rattachaient au passé. « L'exaltation de notre pays me semble une chose risible; nous partons en guerre comme un peuple de dons Quichottes; *l'impulsion qui devrait nous venir d'en haut nous vient d'en bas.* De quelle manière tous ces élémens hétérogènes réussiront à se combiner dans les circonstances désastreuses où nous sommes, j'avoue que je ne le comprends pas, j'y assiste comme à un miracle, avec une froideur et un détachement qu'il convient de taire. » Ainsi s'exprime un gentilhomme du temps, le comte de Gesler, dans une lettre à la patriote Caroline de Wolzogen.

Goethe ne pouvait penser différemment; ce que Schiller aurait pensé, s'il eût vécu, ce qu'il eût fait, c'est autre chose. Schiller avait au cœur toutes les flammes de la révolution. Il est vrai de dire que lorsque la convention nationale décernait à Schiller son diplôme de citoyen français, la révolution était pure encore de tout attentat contre la liberté des autres peuples. Bonaparte, ce fléau de Dieu dans l'avenir, n'apparaissait alors au monde que sous les traits d'un héros d'épopée. Pour Schiller, ce furent des années de joie et d'espérance; l'auteur de *la Pucelle d'Orléans* avait des sympathies toutes françaises. Il comptait que l'expérience tentée par nous réussirait à souhait pour le bonheur de son pays, et c'était avec des transports d'enthousiasme qu'il voyait, en France comme en Italie, s'écrouler l'édifice vermoulu des anciennes institutions. Schiller, s'il avait eu l'occasion de prendre une part active aux événemens, eût été ce que nous appellerions aujourd'hui un radical; il avait dans le sang le dogme de la souveraineté du peuple. Étudiez son théâtre, et les exemples ne vous manqueront pas. La légitimité de la reine Élisabeth n'ôte rien aux droits non moins légitimes à l'insurrection de sa Marie Stuart; Jeanne d'Arc, c'est le peuple invincible dans sa force tant que les passions égoïstes n'interviennent pas; Wallenstein est le génie d'une armée dont l'effort valeureux avorte par l'incapacité d'un misérable empereur et les compétitions détestables de chefs n'obéissant qu'à des vues personnelles. Les héros de Schiller sont toujours de grandes natures en lutte avec les circonstances politiques qui les enlacent, les étouffent comme des serpens; Goethe ignore cet élan de révolte contre la donnée de l'histoire. Vous vous souvenez d'une scène d'*Egmont* où Claire, éperdue, court la ville implorant les bourgeois, qui la regardent fixement, froidement: c'est la manière dont Goethe envisage le peuple dans l'histoire. Comme particulier et même dans

la pratique de sa vie publique, comme ministre de son grand-duc, vous le trouverez toujours humain et faisant le bien, mais le peuple pris en masse ne l'intéresse pas, il ne connaît que les individus. Les idées de réorganisation universelle émises par la révolution française, et telles que tout le monde les comprend aujourd'hui, n'avaient aucun sens pour Goethe; à ses yeux, la politique comme nous l'entendons n'existait pas. En Italie, où rien ne lui échappe des mœurs locales, il néglige les vues d'ensemble sur la situation du pays, passe les gouvernemens sous silence. Il prend la politique comme elle est et ne s'en inquiète ni plus ni moins que du climat. En présence du gouvernement de l'église, l'idée ne lui vient pas que ces misérables populations puissent jamais se relever de leur abaissement. Raphaël et Michel-Ange, les galeries du Vatican et les souvenirs de l'histoire, les ruines du Palatin festonnées de lauriers roses et les montagnes de la Sabine avec leur perspective inaltérable, voilà ce qui le possède, le passionne, et tel il fut à Rome en 1786, tel nous le retrouvons devant les événemens de 1813 : artiste d'abord, philosophe toujours, et ne s'intéressant à la politique que par le côté spéculatif, esthétique.

Cette doctrine de la souveraineté nationale, que Rousseau lui avait enseignée, tout au plus la croyait-il praticable pour des Français, mais pour des Allemands, il fallait voir et surtout attendre; Goethe en se fiait qu'à son expérience personnelle, il faisait tout avec méthode. Quand il voulut savoir ce que c'était que le courage militaire, il fit campagne pour son propre compte et nous le voyons à Valmy étudier, au milieu de la canonnade, les divers symptômes d'une fièvre contagieuse qu'il n'a décrite qu'après se l'être bien dûment inoculée. Mais ce personnage d'ancien régime se distinguait des autres gens de cour, de congrès et de protocole en ce sens que, s'il n'avait rien oublié, il pouvait tout apprendre. *Nil humani a me alienum puto*. C'était un homme. Les réactionnaires de cette espèce ne sont jamais à redouter pour le progrès humain, et je souhaiterais de grand cœur que notre siècle en fût pavé : la république et la société ne s'en porteraient que mieux. Goethe se disait que l'époque à laquelle on allait assister, après tant d'éruptions et de tremblemens volcaniques, ne pouvait être qu'une époque d'épuisement, de recueillement et de préparation. Ses entretiens pendant les dix dernières années de sa vie nous le montrent en pleine et active communication avec les idées; que la politique n'exerçât guère alors sur lui qu'une influence très secondaire, que notre révolution de Juillet ne l'émût point à l'égal d'une querelle de savans (1), il n'y a là qu'un

(1) On sait la manière dont il accueillit un Français au lendemain de la révolution de juillet. — « Quel état de choses, monsieur! quel événement! » Et comme le visi-

phénomène fort explicable et par la constitution physiologique et par l'âge de l'individu. Goethe n'assistait plus à ce qui se passait qu'en simple spectateur; mais, tout en sentant bien que l'évolution ne se faisait pas pour lui, il s'irritait contre l'antagonisme des gouvernemens. Cette rage idiote de conservation où s'abandonnait l'Europe monarchique l'indignait sourdement. Protester à voix haute, son grand âge et sa position, ses attaches officielles de tous les temps, l'en empêchaient. Un moyen terme s'offrait heureusement; n'avait-il point là son *Faust*, le vieux grimoire à tout usage, le livre magique et sempiternel propre à recevoir toutes les confidences, le *testimonium artis et vitæ*, où vinrent se classer à leur date les scènes politiques de la seconde partie? La réaction qui suivit en Allemagne les guerres pour l'indépendance l'avait péniblement affecté, lui et son prince. « L'indignité de l'heure présente » le consternait et, dans l'absence de liberté de la presse, son diable familier lui servit d'organe. Méphistophélès, en qualité d'aide de camp, accompagne Faust chez l'empereur; Goethe saisira cette occasion pour émettre ses vues et sa critique, tout en se maintenant dans la généralité, il s'arrangera de manière que chaque trait porte, et son vers machiavélique, irréprochable aux yeux de la censure, n'en atteindra pas moins l'état de choses. Ironie assurément fort bénigne et qui ressemble à ce genre d'opposition que j'ai vu de mes yeux Alexandre de Humboldt mener sous cape à la cour de Frédéric-Guillaume IV. En matière de libéralisme, comme en toutes les choses de ce monde, il y a manière de s'y prendre avec goût. Chacun fait ce qu'il peut, et l'histoire ensuite prononce.

VII.

Goethe qualifie « d'incommensurable » cette tâche qu'il s'était imposée de laisser son travail dormir par intervalles pour ne le reprendre que lorsqu'il se sentait lui-même en des conditions spéciales de maturité. Et qu'on ne s'y trompe pas, c'est à ce procédé systématique d'élaboration, à cet *experimentum in ingenio proprio et anima*, que l'œuvre doit d'être ce qu'elle est : un monument de culture historique bâti pour des siècles. La première partie de *Faust* telle que nous la possédons aujourd'hui parut pour la première fois en 1808, immédiatement avant *les Affinités électives* et la *Théorie des couleurs*; Riemer et Eckermann font remonter les origines du

teur s'épanchait en condoléances sur le sort de la famille royale : — « Il s'agit bien de Charles X et de la dauphine! » répliqua Goethe, qui s'était mépris et croyait qu'on voulait lui parler des discordes scientifiques de Cuvier et de Geoffroy Saint-Hilaire.

drame à 1769, époque d'incubation et de production, où Goethe se livrait à toute sorte d'études théosophiques sans lesquelles un tel ouvrage n'aurait pu être écrit. Ses lettres du moment ne parlent que de pierre philosophale, de mandragores et de sorcellerie. Ce qu'on sait, c'est que, dès l'automne de 1774, il en lisait déjà diverses scènes à ses amis. « J'ai passé la journée tout entière avec Goethe, son *Docteur Faust* est presque achevé et me semble être ce qu'il a produit de plus grand grand et de plus original. » (Lettre de Boïe, 15 octobre 1774.) Vers le même temps, le célèbre médecin hanovrien Zimmermann écrivait à un libraire de Leipzig : « Pour peu que vous soyez sorcier, usez de votre sorcellerie pour soutirer à Goethe son *Docteur Faust*, l'Allemagne n'a encore rien vu de pareil, et je vous conseille de l'imprimer. » Plus tard, lorsqu'en 1786, Goethe fit le voyage d'Italie, il emporta son manuscrit de *Faust*, dix ans s'étaient écoulés sans que les fragmens se fussent beaucoup complétés, et il n'y avait guère apparence que le ciel de Rome amenât à bon terme cet embryon littéraire qui produisait sur son auteur « l'effet d'un vieux code. » Une nouvelle scène pourtant y prit naissance, la scène chez la sorcière, et l'opération eut lieu dans les jardins de la villa Borghèse. Rentré à Weimar, *Torquato Tasso*, *Iphigénie*, allaient occuper le poète. C'était plus qu'une distraction, c'était un tout autre art et dont quelques scènes de *Faust*, venues sous la conjonction de ces deux astres, portent l'empreinte : le monologue dans la forêt, par exemple, si haut monté en pathos classique et qui sent d'une lieue la tirade. C'est même un curieux et délicat plaisir à se donner, quand on le peut, que d'étudier *Faust* à ce point de vue des divers styles. OEuvre congénère de toutes les autres, *Faust* devait renfermer des échantillons de tous les styles du maître, et de même que l'idéalisme classique a déteint sur le monologue dans la forêt, de même cette admirable scène de la prison emprunte son laconisme populaire à la technique des *Ballades*. « *Faust* est entièrement *fragmenté*, c'est-à-dire que le voilà complet à sa manière, » écrivait Goethe en 1787 ; l'édition de 1790 n'était donc que le fragment d'un fragment et contenait à peine la moitié de ce que nous appelons aujourd'hui *le premier Faust*, l'épisode seul de Marguerite s'y dessinait dans son ensemble ; encore y manquait-il, avec la scène de la prison, la scène au puits, et celle de la prière à la *Mater dolorosa*.

Mince était le volume, l'effet produit fut en proportion ; il s'en fallut et de beaucoup que l'immense succès de *Goetz de Berlichingen* et de *Werther* eût sa réplique. Les circonstances d'ailleurs s'y opposaient : on était en 1790, et ce qui se passait en France absor-

bait partout l'attention. L'ouvrage néanmoins marqua sa place. Les sommités du jour s'y intéressèrent : « C'est le torse d'Hercule ! » s'écria Schiller à première vue (1); mais le chef-d'œuvre ne se dégagea vraiment que de l'édition de 1808. Entre temps la forme s'était élargie, et de plus le siècle avait marché. Le moyen âge reprenait faveur, la mode se tournait à ces études historiques et mythologiques qui servent de base au poème et, — brochant sur le tout, — la rencontre avec Napoléon, la consécration donnée à Goethe par le héros, que de motifs pour une apothéose! La cristallisation s'était faite; *Faust* comme *Werther* eut sa légende, il était lancé. « Il n'est bruit à cette heure que d'une publication, quelque chose de colossal que les drapeaux déployés de la guerre nous avaient jusqu'alors empêché d'admirer : du Shakspeare posthume, je veux parler du *Faust* de Goethe, dont la descente aux enfers est un paradis pour le lecteur. » A ce lyrisme alambiqué vous devinez Jean-Paul, et tous les cercles littéraires, esthétiques, philosophiques, politiques, militaires d'emboîter le pas; classiques et romantiques, les vieux comme les jeunes, n'ont qu'une voix. « Que vous semble, écrit Wieland non sans quelque ironie et persiflage à son ami Böttiger (juin 1808), que vous semble de cette nuit de Walpürgis du roi de nos génies? Après nous avoir montré qu'il savait être Michel-Ange et Raphaël, Corrège, Titien, Rembrandt et Dürer, voici qu'il nous joue et qu'il se joue à lui-même le tour de nous montrer qu'il n'a qu'à vouloir pour être aussi un second Breughel d'Enfer! J'avoue que j'attends avec une indescriptible ardeur la deuxième partie de cette tragédie unique en son genre; dont on peut dire à bien plus juste titre que de *Wilhelm Meister* qu'elle exprime et résume les tendances non pas seulement du dernier siècle, mais de tous les siècles, depuis Eschyle et Aristophane. » Rahel et sa coterie de Berlin évangélisaient au nom du *Docteur Faust*; Stein, lui-même, le *grand Prussien*, cédait au charme séducteur, et naïvement, comme un vrai politique égaré en pays littéraire, demandait en 1808 à son libraire de lui envoyer tout de suite la seconde partie. Le cycle allait s'ouvrir de la canonisation définitive par les commentaires et l'illustration. Rien ne démontre le chef-d'œuvre dans sa domination souveraine comme cette salutation angélique des autres arts venant à lui en procession, qui avec ses pinceaux, qui avec son orchestre, qui avec sa plume? Les peintres d'abord: Cornelius, Schnorr, Eugène Delacroix, Retzsch, Ary Scheffer, Kaulbach, Leys; puis les musiciens: Schumann,

(1) Mot superbe et d'un noble cœur! Lessing en revanche spéculait sur la déroute. Il avait également en poche son *Docteur Faust*, dont il retardait la publication, se réservant en bon confrère de n'entrer au jeu qu'après Goethe, pour le mieux battre : « Mon *Faust* est happé par le diable; mais je prétends, moi, happer à Goethe le sien. »

Spohr, Berlioz, Liszt, Rubinstein, Gounod, Arrigo Boïto (1), sans nommer Beethoven, qui s'en inspirera un peu partout, mais vaguement et en dehors de tout programme, quoi que prétende Richard Wagner, qui veut absolument voir *Faust* dans la neuvième symphonie. J'ai parlé des commentateurs. Oublierai-je les poètes Byron et son *Manfred*, Shelley et toute cette pléiade de lyriques russes et polonais dont le scepticisme emprunte à Faust ses accens d'amertume et de révolte? Lenau, Heine, se mêlent au concert, apportant l'un sa note élégiaque, l'autre son ironie, et de cette humoristique Méphistophéla de l'auteur des *Reisebilder* une série de variantes sortira. Il n'est pire parodie que celle qui se prend au sérieux: nous aurons ainsi des Faust sans Méphistophélès et des Faust qui épousent Marguerite comme la Dame blanche épouse l'officier. Le drame de Goethe serait en ce sens le plus prolifique des chefs-d'œuvre; ni *Hamlet*, ni *Don Juan* n'ont fait souche à ce point. Chaque année voit naître des dérivés nouveaux, mais Saturne dévore ses enfans et continue à régner seul.

De l'esprit, de l'imagination et de la verve, tout le monde en a plus ou moins; ceux qui ont inventé les fictions telles quelles dont je parle en avaient, ceux qui viendront après en auront aussi, et cela ne les avancera pas davantage. C'est que les œuvres faites pour s'emparer du genre humain ne pèsent pas seulement par le talent qu'on y met, elles comptent surtout par les questions qu'on y agite. Il fut pour l'humanité une période d'aurore où tout dans l'homme marchait d'accord, où les instincts physiques ne faisaient qu'un avec les aspirations de l'intelligence, période qui se répète chaque jour dans chaque individu. L'enfant ne connaît ni morale, ni philosophie, ni physique, ni poésie; il vit et se laisse vivre; mais qu'il grandisse, et plus tard entre l'instinct de nature et l'esprit de culture inévitablement naîtra le conflit. Concilier, équilibrer ces élémens, qui se repoussent, rassembler sous une loi sociale d'humanité la totalité de notre être agissant et pensant, que dirait un auteur dramatique si vous lui proposiez un pareil sujet? Il vous conseillerait d'aller trouver Hegel, Alexandre de Humboldt, tel grand philosophe ou tel savant illustrissime, lesquels écriraient

(1) *Mefistofele*, grand opéra en cinq actes, représenté à Milan en 1876, et à Rome l'hiver dernier avec succès. Pour la première fois, l'œuvre du poète est abordée dans son ensemble, et l'innovation a pleinement réussi. L'auteur s'essaie à combiner les élémens dramatiques des deux parties. C'est incomplet sans doute et souvent on croit assister à des effets de lanterne magique, mais c'est très curieux, très amusant; le prologue qui se passe dans le ciel ou plutôt dans les limbes renferme un chœur d'une grâce adorable; les âmes des nouveau-nés s'en vont par le vide errantes et chantantes. Vous diriez en musique du Fra Angelico.

là-dessus des pages et des volumes que personne ne lirait. Il est vrai qu'à votre premier argument vous pourriez joindre l'anecdote d'une jeune fille mise à mal par un nécromant qui, pour accomplir son bel exploit, a besoin que le diable l'y aide. Nouvelle déconvenue, car il va de soi que l'auteur dramatique, pour peu qu'il fût *littéraire*, trouverait le programme fort au-dessous de son génie et digne tout au plus d'occuper la muse d'un brocanteur du boulevard. C'est ici que Goethe intervient. Amalgamer, fusionner les deux puissances, être Alexandre de Humboldt et Shakspeare, découper en tableaux inoubliables l'action la plus émouvante et la plus terrible, mêler le symbole au réel, festonner, enguirlander de romantisme ce que la nature a de plus brutal et poursuivre en même temps sa thèse, une thèse, nous venons de le voir, qui n'a rien de la circonstance, qui n'est particulièrement ni allemande, ni anglaise, ni française, ni russe, ni turque, ni chinoise, ni persane (1), mais qui relève de tous les pays et de tous les temps; satisfaire tous les publics, celui qui s'amuse et celui qui pense, et par-delà tous les publics saisir l'humanité, la remuer, l'émouvoir, l'enseigner et la renseigner, l'occuper toujours, être un spectacle pour les yeux, un poème pour l'imagination et pour la méditation une bible: voilà *Faust!* Permis à chacun d'interpréter à sa manière l'œuvre d'un poète : l'important est de savoir si les idées que nous y voyons sont en effet bien celles du poète. *Faust*, comme toutes les épopées, contient nombre d'allégories, mais les personnages sont des êtres humains, des individus agissant et pensant humainement, même alors que le surnaturel les enveloppe, ce qui fait si remuant, si passionnant et si réel ce drame de la vie intellectuelle. Un philosophe du temps de la réformation ou, si vous aimez mieux, du XVIIIe siècle, un grand penseur, pris de dégoût pour la science impuissante à le satisfaire, se livre au tumulte de l'existence; il n'en a pas fallu davantage à Goethe comme argument. Retournons la thèse; supposons un homme désabusé de l'action, à bout d'empirisme et se convertissant à la science, à la pensée, il y aurait là également tout un problème à résoudre, non moins intéressant pour l'humanité. Qui le fera? Eh! mon Dieu, le premier venu, pourvu qu'il ait du génie comme Goethe et quatre-vingts ans à vivre en y pensant toujours.

HENRI BLAZE DE BURY.

(1) Jusque dans le *Schah-Nameh* de Firdousi, vous retrouvez l'idée. Qu'on se rappelle le tyran Sohak et ses rapports avec Éblis, le génie du mal, c'est l'histoire du pacte de Faust avec Méphistophélès.

LA

DIPLOMATIE OCCULTE

DE LOUIS XV

Le Secret du roi, par M. le duc de Broglie, Paris, 1879; Calmann Lévy.

Le premier sentiment qu'on éprouve, à mesure qu'on étudie davantage et qu'on connaît mieux les ressorts de la politique française sous le règne de Louis XV, est celui de la tristesse. L'agrandissement de la Prusse et de la Russie, l'extension démesurée de la puissance maritime de l'Angleterre, la perte de nos colonies, le partage de la Pologne; apparaissent comme autant de conséquences des fautes de la monarchie. Ce n'est plus le temps des grands hommes d'état; les intérêts de la France sont livrés à la frivolité du cardinal de Bernis, aux intrigues de Mme de Pompadour ou de Mme du Barry. Il y eut cependant alors bien des dévoûmens obscurs qui méritaient qu'on en fît un meilleur emploi. Sur tous les points où se trouve engagée la fortune du pays, on rencontre des hommes de cœur qui acceptent pour le sauver tous les genres de sacrifices. L'histoire intime nous dédommage des humiliations de l'histoire officielle. L'énergie et la suite dans les desseins qui manquent aux gouvernans se retrouvent au-dessous d'eux. Aussi les familles qui possèdent et qui publient des documens particuliers sur cette époque ne cèdent-elles pas seulement au désir de mettre en relief les belles actions de leurs ancêtres, elles ajoutent quelque chose au patrimoine commun de l'honneur national lorsqu'elles nous révèlent des actes de courage ou de vertu qui nous permettent d'estimer davantage le siècle de Louis XV.

M. le duc de Broglie recompose dans *le Secret du roi* une page de notre histoire beaucoup plus honorable pour les membres de sa famille que pour le souverain auquel ils ont obéi. Qu'était-ce au juste que le secret du roi? On le savait déjà en partie, grâce à une publication de M. Boutaric, sous-directeur aux archives de l'état (1). On connaissait l'existence d'une diplomatie occulte, d'une sorte de ministère des affaires étrangères clandestin confié par le roi Louis XV au comte de Broglie, à l'insu des ministres; mais les pièces principales manquaient au dossier. M. Boutaric n'avait publié que les ordres ou les réponses du roi. La correspondance des agens diplomatiques n'y était pas jointe. C'est cette correspondance que M. le duc de Broglie, guidé par les indications que lui fournissaient les papiers de son père, a eu la patience de rechercher et le bonheur de découvrir au ministère des affaires étrangères. Il en a tiré deux volumes spirituels, instructifs et fort habilement composés.

I.

On aurait mauvaise grâce à lui faire un reproche de penser trop de bien de ses ancêtres. Il serait étrange qu'il parlât d'eux avec une affectation d'impartialité indifférente. On s'aperçoit qu'il les aime et qu'il est fier de porter leur nom; mais il faut dire à sa louange que, s'il ne néglige rien de ce qui peut les faire valoir, il ne nous dissimule non plus aucun de leurs travers. Pourvu qu'on lui accorde qu'ils ont eu du talent et du patriotisme, il passe volontiers condamnation sur les défauts de leur caractère. Il nous les montre amoureux du bien public et dévoués au service du roi; mais il nous apprend lui-même qu'ils étaient difficiles à vivre, entiers, opiniâtres et durs. Ce sont surtout des âmes ambitieuses; ils ne sacrifient point aux grâces; on ne leur attribue aucun de ces entraînemens aimables, aucun de ces engagemens tendres qui adoucissent en général les traits des politiques du XVIIIe siècle. Passionnés pour leur propre grandeur, ils vont droit devant eux vers le but qu'ils poursuivent, sans se laisser arrêter par les séductions de la route. M. le duc de Broglie, qui se reconnaît bien de leur race, raconte spirituellement qu'un jour, M. Thiers lui reprochant d'avoir un caractère difficile, il lui répondit: « Monsieur le président, ce doit être un défaut héréditaire, car le roi Louis-Philippe adressait déjà le même reproche à mon père et le roi Louis XV à mon bisaïeul. »

L'ambition dans les familles aristocratiques n'est pas toujours personnelle; ceux qui ne pensent point à eux-mêmes pensent à la gloire de leur nom et à la fortune de leurs parens. Le moins ambi-

(1) *Correspondance secrète inédite de Louis XV sur la politique étrangère avec le comte de Broglie;* Paris, 1866.

tieux des Broglie du XVIIIe siècle, l'abbé de Broglie, qui ne désire et ne demande rien pour lui-même, passe néanmoins une partie de sa vie à la cour afin d'y surveiller les intérêts des siens. Sous les dehors d'une rudesse caustique, il cache la ferme volonté de faire servir son esprit et ses relations à l'agrandissement de sa famille. Pendant que la guerre ou la diplomatie éloignent ses neveux de Versailles, il reste au centre de toutes les intrigues, toujours prêt à intervenir en leur faveur, soit pour encourager le zèle de leurs amis, soit pour paralyser les attaques de leurs adversaires. « Avec sa grande taille désossée, sa tenue peu soignée, un rabat malpropre, un propos toujours railleur et parfois libre, » le grand abbé, — c'était le nom qu'on lui donnait à la cour, — réalisait des prodiges d'équilibre et trouvait moyen de se maintenir dans les bonnes grâces de Mme de Pompadour, tout en étant assidu auprès de la reine et de la dauphine. M. le duc de Broglie nous inspire le plus vif désir de connaître la correspondance complète de « cet intrigant sans ambition, » dont il cite des mots fort piquans et des fragmens de lettres pleins d'esprit.

L'abbé de Broglie était le frère du second maréchal de ce nom, dont il consola la disgrâce, l'oncle du troisième maréchal et du comte de Broglie, qu'il considérait un peu comme son élève, chez lequel il reconnaissait avec joie une aptitude précoce pour la politique. Aussi éprouva-t-il autant de satisfaction que d'orgueil lorsqu'il vit le jeune brigadier de trente-deux ans abandonner l'armée pour la diplomatie, où il lui semblait qu'un esprit si bien doué trouverait plus d'occasions de s'illustrer. En 1752, l'amitié et la confiance personnelle du prince de Conti appelaient en effet à l'ambassade de Pologne le comte de Broglie, qui jusque-là ne s'était distingué qu'à l'armée. « Le grand abbé » se serait peut-être moins réjoui de ce choix s'il avait connu la difficile mission que le roi confiait à son neveu. C'est ici que commence, à proprement parler, *le Secret du roi*. A partir du moment où le comte de Broglie part pour Varsovie, il y a deux diplomaties à la cour de France, une diplomatie officielle, représentée par le ministre des affaires étrangères, et une diplomatie occulte, dont le roi conserve entre ses mains tous les fils. Officiellement, il ne s'agit que de maintenir en Pologne la vieille influence française; sous le sceau du secret, l'ambassadeur est chargé de préparer l'avènement du prince de Conti au trône de Pologne.

Au premier abord, il semble que les deux missions puissent se concilier facilement. Tout ce qui augmente l'influence française paraît de nature à faciliter dans l'avenir l'élection d'un prince français. Malheureusement ce prince français a un rival qu'on peut sacrifier dans la coulisse, mais que la diplomatie officielle ne peut

abandonner sans provoquer des orages à la cour : le propre frère de la dauphine, le fils d'Auguste III, qui aspire légitimement à succéder à son père sur le trône de Pologne. Ce qui rend cette situation plus difficile encore pour le comte de Broglie, c'est que sa famille est honorée des bonnes grâces de la dauphine et qu'en travaillant en faveur du prince de Conti, il travaille en même temps contre une personne dont il n'a reçu que des bienfaits. La première victoire diplomatique qu'il remporta en reconstituant le parti français, impuissant en Pologne depuis trente ans, fut considérée comme un échec infligé au roi de Pologne lui-même. Celui-ci allait engager la Pologne, après la Saxe, dans une alliance offensive et défensive avec l'Autriche et la Russie, lorsqu'il rencontra la résistance triomphante de l'ambassadeur français. Il s'en plaignit à Versailles, où « le grand abbé, » averti par la dauphine, se chargea de morigéner son neveu. Le ministre des affaires étrangères, effrayé d'une audace dont il ne connaissait pas les secrets mobiles, n'osant point cependant désavouer le représentant de la France le lendemain d'une victoire française, s'empressait du moins de lui recommander la plus grande circonspection dans les affaires polonaises.

La prudence n'était pas précisément la vertu favorite du comte de Broglie. Le portrait que trace de lui le marquis d'Argenson, et que M. le duc de Broglie considère comme le plus fidèle, nous donne l'idée d'une pétulance très éloignée de la circonspection. « C'est un fort petit homme, la tête droite comme un petit coq. Il est colère, a quelque esprit et de la vivacité en tout. » Ses yeux étincelans, ajoute l'abbé Georgel, le faisaient ressembler, quand il s'animait, à un volcan en feu. Malgré la recommandation du ministre, le comte, se sachant secrètement soutenu par le roi, s'occupa beaucoup moins d'être prudent que de ne laisser porter en sa personne aucune atteinte à la dignité dont il était revêtu. Depuis qu'il avait résisté aux désirs de la cour de Saxe, il se sentait environné de froideur et d'hostilité ; le jour où on alla jusqu'au manque d'égards, il releva le gant sans hésiter, en représentant d'une grande puissance, qui n'a pas le droit d'accepter un affront pour son pays.

La princesse électorale de Saxe, recevant à Dresde le prince héréditaire de Modène, devait ouvrir le bal avec l'ambassadeur de France. Elle invoqua son état de grossesse avancée pour déclarer qu'elle ne danserait point. Peu d'instans après, le comte la vit danser avec le prince de Modène et se plaça sur son passage : « Vous me voyez tout hors d'haleine, lui dit-elle avec une nuance d'embarras. — Ce n'est pas surprenant, répondit le comte, votre altesse ayant fait l'imprudence de danser dans l'état où elle est. — Cela ne m'empêchera pas pourtant, reprit la princesse, quand je serai un peu reposée, de danser une contredanse avec vous. — Je ne

suis pas tenté de danser, » répliqua le comte, et il gagna la porte. On n'accusera jamais le comte de Broglie d'avoir sacrifié à la galanterie ses devoirs diplomatiques. « J'espère que le roi verra, écrivait-il au prince de Conti, qu'on ne me manque d'égards que pour aller s'en vanter à la cour de Vienne. Tâchez qu'on ne mollisse pas; ces gens-là sont des poltrons; quand on leur montre les dents, ils filent doux; quand on les ménage, ils croient que c'est par peur. »

Il arriva néanmoins un moment où le roi de Pologne, poussé à bout par les intrigues et par les prétentions des partisans de la Russie, se retourna du côté des patriotes polonais et surtout du côté de la France, dont la tactique constante était de soutenir l'élément national. Le comte de Broglie eut sa part dans cette conversion si favorable à nos intérêts. Il servait mieux ainsi la cause générale de la politique française, mais il servait moins bien les intérêts particuliers du prince de Conti. Tout rapprochement de la France et de la cour de Saxe ajoutait aux chances personnelles du prince électoral le poids de l'influence française. L'ambassadeur le sentait; mais plus il vivait dans le pays, moins il entrevoyait l'espérance de faire monter sur le trône de Pologne le prince que lui avait désigné Louis XV, plus il était tenté de substituer aux fictions de la politique clandestine l'intelligence de la réalité. Il reléguait peu à peu au second plan les instructions secrètes qu'il avait reçues pour les remplacer par des combinaisons d'un ordre plus élevé. Suivant lui, il importait surtout à la France de soutenir au nord de l'Europe les puissances indépendantes de la Russie et de l'Autriche. Depuis que les rapports s'étaient refroidis entre l'électeur de Saxe, roi de Pologne, et l'impératrice Élisabeth, le comte de Broglie se flattait d'arracher à l'influence russe la Saxe aussi bien que la Pologne et de créer ainsi à la France deux alliés au lieu d'un. Malheureusement ni la Pologne divisée et sans frontières, ni la Saxe indécise n'étaient de force à constituer au nord de l'Europe un état assez puissant pour tenir en échec la Russie et l'Autriche. Le rôle que le comte de Broglie rêvait pour nos alliés fut rempli par un prince qui, après avoir tiré de notre alliance tous les bénéfices qu'il en pouvait attendre, allait devenir notre plus dangereux adversaire. L'entrée en scène de Frédéric II replongea dans le néant la Saxe et la Pologne. Si l'ambassadeur de France ne désarma point devant ce terrible lutteur, il reconnut bientôt l'extrême difficulté de la lutte.

Depuis les traités de Westphalie, nous étions les protecteurs des princes allemands contre l'ambition de la maison d'Autriche; mais cette protection ne pouvait s'exercer que sur des états faibles; elle devenait humiliante pour un état tel que la Prusse, enrichi par de récentes conquêtes, et surtout pour un souverain aussi ambitieux que Frédéric II. Celui-ci, après s'être servi de la France pour con-

quérir et pour conserver la Silésie, supportait avec impatience l'espèce de suprématie que s'arrogeait encore à son égard la monarchie française. Il pensait et il agissait comme un pupille pressé de redemander ses comptes et sa liberté à un tuteur vieilli. Il eut soin néanmoins de ne les redemander qu'au moment où il nous vit engagés dans une guerre menaçante. Entre notre alliance, dont la continuation lui fut loyalement offerte, quoi qu'on en ait dit, et l'alliance anglaise, il préféra celle qui le débarrassait du joug de la reconnaissance en lui offrant l'avantage de prendre parti pour le plus fort. M[me] de Pompadour n'y fut pour rien ; le récit romanesque de Duclos ne résiste pas à l'examen des documens authentiques. Le roi de Prusse profita du désir légitime qu'éprouvait la France de ménager désormais l'Autriche affaiblie et de la crainte que lui inspirait l'accroissement de l'influence française en Saxe et en Pologne pour se détacher de nous. Il lui importait plus qu'à personne qu'il ne se formât point au nord de l'Europe un état puissant, soutenu par la France. La politique que servait le comte de Broglie, à Dresde et à Varsovie était directement contraire aux intérêts de Frédéric II. Une Saxe agrandie, une Pologne forte, eussent arrêté le développement de la Prusse. L'irritation que causèrent à Frédéric des menées dont il avait surpris le secret en faisant voler à notre ambassadeur les minutes de ses dépêches officielles et le chiffre de la correspondance clandestine, ne fut sans doute point étrangère à sa résolution.

Une fois résolu à rompre, le roi de Prusse nous le fit savoir avec ce cynisme railleur qui était un des traits de son caractère. Il avait auprès de lui le duc de Nivernais envoyé par Louis XV pour réviser les traités existans; le duc appartenait à l'Académie française et tournait agréablement les vers de société. Dans sa première audience, Frédéric II lui fit réciter quelques vers de son cru et lui dit en riant : « Je vous montrerai, sous peu, moi aussi, une pièce de ma façon. » C'était le traité avec l'Angleterre par lequel il répondait aux avances de Louis XV et à l'envoi d'une ambassade extraordinaire. La défection de Frédéric II confirma le comte de Broglie dans la pensée qu'il convenait de chercher en Allemagne des amis plus sûrs et de reporter sur la Saxe l'intérêt que la Prusse ne méritait plus. « J'avoue, écrivait-il au prince de Conti, que l'agrandissement de la maison d'Autriche et de celle de Saxe paraît au premier coup d'œil peu analogue aux vues de sa majesté ; mais d'un autre côté il faut faire attention que celui du roi de Prusse y est encore plus contraire, et que sa position, eu égard à la Pologne, rendrait son opposition plus dangereuse, pour peu que sa puissance augmente encore, avec l'habitude qu'il cherche à prendre de donner la loi à tout le monde et à nous particulièrement. Je croirais donc pouvoir affirmer que de le remettre dans la classe dont nous l'avons

aidé à sortir, et de l'y bien tenir après, serait une des choses que nous pourrions faire la plus favorable à la politique générale de sa majesté... C'est un objet principal de s'opposer à l'agrandissement du roi de Prusse, de qui on peut juger par l'exemple d'aujourd'hui qu'on ne disposera jamais. »

Le cabinet de Versailles éprouvait les mêmes craintes; il ne se dissimulait pas que l'alliance anglaise entraînerait le roi de Prusse à se prononcer contre nous; aussi cherchait-il, comme le conseillait le comte de Broglie, des alliés sur le continent; mais il ne les demandait ni à la Saxe ni à la Pologne, faible rempart contre l'ambition de Frédéric II; il se liait avec l'Autriche par le traité de Versailles et, en ne stipulant rien pour d'anciens alliés, tels que les Polonais, il les livrait d'avance aux convoitises des deux empires du nord. Derrière l'Autriche le comte de Broglie entrevoyait les Russes entrant à Varsovie avec la complicité de la France. C'était l'avortement des desseins secrets de Louis XV, la destruction inévitable de l'influence française en Pologne et une menace de ruine pour la Pologne elle-même. Ne faisait-on pas un métier de dupe en jouant le jeu de l'Autriche et de la Russie par défiance du roi de Prusse? Le comte de Broglie eût été plus malheureux encore s'il avait su que la diplomatie secrète, tout en lui recommandant d'entretenir chez les patriotes polonais l'espoir d'être soutenus et protégés par la France, envoyait à Saint-Pétersbourg un ministre aimé de l'impératrice Élisabeth et uniquement chargé de lui plaire, sans qu'une seule réserve fût stipulée en faveur des Polonais.

Pendant que la politique française s'agitait ainsi au hasard, sans franchise et sans fermeté, le roi de Prusse se préparait à l'action, en homme qui sait ce qu'il veut, qui, au lieu d'attendre et de subir les événemens, les devance et les dirige. Le 18 juillet 1756, il annonçait au ministre d'Angleterre accrédité près de lui qu'il allait demander des explications à Vienne et que, si on ne lui répondait pas d'une manière satisfaisante, il en obtiendrait de plus claires, les armes à la main. Le ministre anglais se récriant sur le danger de se donner l'apparence des premiers torts et de provoquer peut-être l'intervention de la France : « Regardez-moi en face, lui dit le roi en se levant brusquement; que voyez-vous sur mon visage? Ai-je un nez fait pour porter des nasardes? Pardieu! je ne m'en laisserai pas mettre. Cette dame (Marie-Thérèse) veut la guerre, elle l'aura. Mes troupes sont prêtes; il faut rompre la conjuration avant qu'elle soit trop forte. Je connais le ministère français; il est trop faible et trop borné pour sortir des griffes de l'Autriche. Le comte de Kaunitz les aura entraînés où il lui convient avant qu'ils aient ouvert les yeux. Ma situation est entourée de périls, je ne puis en sortir que par un coup d'audace. »

Immédiatement après il demandait pour ses troupes le droit de passage sur le territoire saxon et, une fois qu'il y avait pénétré, occupait le pays en maître, levait les contributions, démantelait les forteresses, s'emparait des deniers renfermés dans les caisses publiques et mettait aux arrêts les officiers ou les fonctionnaires résistans. Aux réclamations du roi de Pologne il répondait qu'il avait des précautions à prendre contre de noirs complots, et il n'exigeait rien de moins que l'incorporation des troupes saxonnes dans sa propre armée en les soumettant à l'obligation de lui prêter à lui-même serment de fidélité. « Grand Dieu ! s'écria en bondissant l'envoyé saxon, pareille chose est sans exemple dans le monde. — Croyez-vous, monsieur? répliqua le roi. Je pense qu'il y en a, et, quand il n'y en aurait pas, je ne sais si vous savez que je me pique d'être original. Faites bien mes complimens au roi de Pologne, et dites-lui que je suis bien fâché de ne pouvoir me désister de mes prétentions. C'est mon dernier mot, et il m'enverrait un archange que je n'y pourrais rien changer. »

Le comte de Broglie eut alors une inspiration heureuse et courageuse : il décida le roi de Pologne à s'enfermer avec la petite armée saxonne dans la forteresse inexpugnable de Pirna, menaçant de couper la retraite aux Prussiens dans le cas où ceux-ci s'aventureraient sur le territoire autrichien et y subiraient un échec, donnant le temps à l'Autriche de se reconnaître et de préparer contre l'invasion prussienne tous ses moyens de défense. Cette résolution hardie ne sauva pas les Saxons, qui furent obligés un peu plus tard de capituler, mais elle sauva la Bohême en faisant perdre à Frédéric les trois semaines d'automne sur lesquelles il avait compté pour détruire l'armée du maréchal Braun. Le roi de Prusse savait sans doute à qui il devait cette déconvenue lorsqu'il interdit au comte de Broglie toute communication avec le roi de Pologne enfermé dans Pirna, et lui intima l'ordre de sortir de Dresde, sans que l'ambassadeur de France voulût y consentir avant d'avoir reçu de son gouvernement un congé régulier.

Dans une autre circonstance, le comte de Broglie se mesura plus directement encore avec Frédéric II lorsque arrivant à Vienne, en 1757, au lendemain d'un grand désastre de l'armée autrichienne, il trouva tous les courages abattus, excepté celui de l'impératrice Marie-Thérèse, et fut prié par elle de diriger les mouvemens des troupes impériales. On lui attribua même une part dans la sanglante bataille de Kollin, qui arrêta pour un temps la fortune du roi de Prusse. Mais ni la grandeur du service rendu ni la vivacité de la reconnaissance qu'on lui témoignait ne pouvaient servir la cause à laquelle le dépositaire du secret du roi se croyait tenu de se dévouer. A travers les changemens que produisait dans l'ensemble

de la politique européenne l'alliance inattendue de la France et de l'Autriche, le comte poursuivait, avec la persistance d'une idée fixe, un but déterminé, le salut de la Pologne. Il ne recevait sur ce point que des instructions très vagues; mais la connaissance qu'il avait du pays et les soupçons que lui inspirait de longue date l'ambition de la Russie et de l'Autriche lui faisaient comprendre mieux qu'à personne l'étendue du péril qui menaçait les Polonais et la nécessité pour la France de ne pas laisser sacrifier d'anciens alliés. Malheureusement l'intérêt de l'Autriche ne s'accordait point avec le nôtre; nous n'aurions pu l'empêcher de souhaiter le partage de la Pologne et de convoiter une part de ses dépouilles qu'en stipulant, comme prix de notre alliance, le maintien de la nationalité polonaise. Nous ne l'avions pas fait au moment opportun, malgré l'avis du comte de Broglie, et le roi était trop engoué de sa nouvelle alliance pour exiger tardivement des garanties qu'on n'aurait pu lui refuser quelques mois plus tôt.

M. de Metternich disait volontiers : « L'union de la France et de l'Angleterre est infiniment utile, comme celle de l'homme et du cheval; mais il faut être l'homme, et non le cheval. » Ses prédécesseurs en négociant avec nous avaient pris le rôle de l'homme. Nous étions liés, et les Autrichiens ne l'étaient pas. De là vinrent en partie les malheurs qui fondirent sur nous, pendant la guerre de sept ans. Conclue avec précipitation et sans aucune prévoyance, l'alliance autrichienne était destinée à devenir chez nous si impopulaire qu'elle fit rejaillir une part de son impopularité jusque sur la tête de Marie-Antoinette. Mais au début on n'en parlait qu'avec enthousiasme; la moindre réserve ressemblait à un acte d'opposition. A Vienne comme à Paris, le comte de Broglie, malgré l'éclat de ses services, se rendit suspect pour avoir entrevu et osé dire que cette lune de miel aurait un lendemain.

Peut-être cependant aurait-il été possible au pénétrant diplomate de tenter encore quelque chose pour le salut de la Pologne et de tenir en échec les influences combinées de la Russie et de l'Autriche, si la défaite de Rosbach n'eût ruiné au dehors le crédit de la France. Pour remplacer notre armée vaincue, l'Autriche avait besoin plus que jamais du concours des troupes russes. Celles-ci traversaient le territoire polonais sans se hâter et s'y installaient en conquérantes, sans que le représentant de la France amoindrie pût faire écouter ses réclamations. La Pologne elle-même travaillait à sa propre ruine. Le roi, son premier ministre, les Czartoryski, le jeune Poniatowski, en se faisant les complaisans ou les complices de la politique russe, préparaient l'asservissement de leur patrie, les uns sans le vouloir, les autres sciemment et par corruption. La cour n'accordait de faveurs et de dignités lucratives qu'aux parti-

sans de la Russie ; tout ce que demandait le comte de Broglie pour les partisans de la France, pour les patriotes polonais, lui était systématiquement refusé. Il ne put supporter plus longtemps l'humiliation de son pays au milieu d'un peuple dont il croyait mériter la reconnaissance ; il demanda son rappel et partit pour Versailles, le cœur déchiré, après sept ans de luttes qui n'avaient pas été sans gloire.

II.

Qu'allait devenir la diplomatie secrète ? Instituée pour préparer l'avènement d'un prince français au trône de Pologne, elle n'avait pas même pu réussir à mettre hors d'atteinte la nationalité polonaise. A l'origine, elle répondait à une pensée politique mollement adoptée et plus mollement soutenue, mais néanmoins réelle ; après le retour du comte de Broglie, elle ne fut plus qu'un caprice du désœuvrement royal. Le comte continue à s'y intéresser, mais sans illusions sur les résultats politiques qu'on en pouvait attendre et avec l'espérance d'en tirer parti pour la fortune de sa famille, non pour les intérêts de son pays. Quoiqu'il soit encore tenu au courant de ce qui se passe à Varsovie, à Saint-Pétersbourg, à Stockholm, à Constantinople, et qu'il en informe encore le roi par une correspondance secrète, il ne s'agit plus pour lui de sauver la Pologne décidément abandonnée ; il s'agit de conserver la confiance du souverain et le droit de lui écrire des lettres qui ne passeront point par les mains des ministres.

Le moment où se termine la mission du comte auprès du roi de Pologne est décisif pour la maison de Broglie. L'incapacité des généraux successivement désignés par Mme de Pompadour, les échecs du prince de Soubise, du comte de Clermont, des maréchaux de Contades et d'Estrées, mettent en relief les talens militaires du duc de Broglie. Ni la favorite ni les courtisans ne l'aiment ; son caractère impérieux et dur lui crée partout des ennemis ; mais il paraît tellement supérieur à ceux qui viennent de commander avant lui les armées que la voix publique le désigne comme le seul homme qui soit en mesure de réparer nos désastres. Quelle joie pour le comte de pouvoir servir par ses intelligences secrètes avec le roi les intérêts du chef de sa famille ! Il connaît les défauts de son frère, il sait quels dangers lui fera toujours courir un excès d'orgueil et de hauteur ; il se réserve le pouvoir de le défendre et de le justifier auprès du souverain. Il reprend alors avec ardeur son ancien métier de soldat, il devient le chef d'état-major du duc de Broglie et en même temps qu'il le sert de près en lieutenant fidèle, il travaille de loin à maintenir son crédit à la cour.

La victoire de Bergen, seul rayon de gloire de ces tristes années, porta le duc de Broglie au commandement de l'armée d'Allemagne malgré la résistance de Mme de Pompadour et l'inimitié du maréchal de Belle-Isle, ministre de la guerre. On avait voulu d'abord lui imposer un chef nominal, soit le prince de Soubise, soit le prince de Condé ; mais, dans une lettre fière et habile où se reconnaît à plus d'un trait la main expérimentée de son frère, il annonça l'intention de quitter l'armée, si on ne lui en laissait le commandement en chef avec le choix de son état-major et des officiers généraux. Il fallut en passer par où il voulait ; mais on se promit de l'en faire repentir, lorsqu'une occasion de revanche se présenterait et, en attendant, on lui disputa en détail l'exécution des promesses qu'on lui avait faites. Il réclamait avec hauteur et mettait sans cesse le marché à la main, au grand désespoir de son oncle, l'abbé de Broglie, qui montait du matin au soir tous les escaliers de Versailles, pénétrait dans le boudoir de Mme de Pompadour, chez le dauphin, chez le duc de Choiseul, chez le maréchal de Belle-Isle pour réparer ce qu'il appelait les fautes de ses neveux.

Le soir, le bon abbé rendait compte à la duchesse de Broglie, qui restait à l'armée, auprès de son mari, du travail de diplomatie accompli par lui dans la journée. Ses lettres vives et piquantes ne cessaient de recommander aux deux frères une modération et une prudence fort éloignées de leur caractère. Il employait tour à tour pour les convaincre le raisonnement, les récits, l'apologue. « Il y avait un homme, écrivait-il plaisamment, qui dans un bal, dansait fort mal et de fort mauvaise grâce. Un *quidam* s'écria tout haut : Voilà un bien mauvais danseur. Le danseur prit le *quidam* par le bouton et lui dit : Si je danse mal, je me bats bien. Le *quidam* répondit au censeur : Battez-vous donc toujours et ne dansez jamais. Toute l'Europe est persuadée que mon neveu se bat à merveille, mais on trouve qu'il danse mal. »

Ces défauts de caractère que l'abbé reprochait au duc de Broglie furent supportés par la cour, tant que le vainqueur de Bergen soutint la réputation militaire qui lui avait valu, avec le commandement de l'armée, le bâton de maréchal ; mais on devint pour lui d'autant plus exigeant qu'il avait lui-même demandé davantage. Il ne pouvait se faire pardonner ses exigences qu'à force de succès. La campagne de 1760, signalée par les deux victoires de Corbach et de Grünberg, tout en faisant auprès des tacticiens le plus grand honneur au nouveau maréchal, ne forçait cependant point l'admiration par d'éclatans résultats. Le gros du public, peu au courant des difficultés de la guerre, comprenait malaisément qu'après des succès, le commandant de l'armée française s'arrêtât à proximité du Rhin, au lieu de pénétrer jusqu'au cœur de l'Allemagne. On ne

tenait aucun compte au maréchal de Broglie de l'embarras auquel le condamnaient les revers des Russes et des Autrichiens. Après avoir infligé à ceux-ci les plus graves échecs, Frédéric II était en mesure de se jeter sur les Français, si le maréchal eût commis l'imprudence de s'approcher de la Prusse.

Les courtisans ne s'occupaient guère des nécessités de la stratégie; ils exigeaient des succès décisifs, et ils commençaient à murmurer de la lenteur des opérations. Les correspondances d'officiers mécontens que le maréchal de Broglie n'avait point ménagés ou qui savaient faire leur cour au ministre de la guerre en se plaignant de leur chef, aggravaient encore les mauvaises dispositions de Versailles. Le maréchal de Belle-Isle, qui détestait le commandant en chef de l'armée, affectait de laisser à celui-ci l'entière responsabilité de ses actes. Quand on se plaignait à lui du maréchal de Broglie, il répondait froidement : « Cela ne me regarde pas, je ne me mêle pas des affaires de l'armée; M. de Broglie a carte blanche. » Le maréchal se plaignait-il des lacunes du service de l'armée, le ministre lui écrivait avec une nuance marquée d'ironie : « Je ne puis comprendre qu'ayant disposé de tout, vous ayez si mal pris vos mesures; vous vous calomniez vous-même. »

M[me] de Pompadour profita de ces circonstances pour faire prévaloir le projet qu'elle caressait depuis longtemps d'offrir au vaincu de Rosbach une occasion de prendre sa revanche. Elle obtint du roi et du duc de Choiseul, devenu ministre de la guerre, que la moitié de l'armée du maréchal de Broglie fût confiée au prince de Soubise. D'après les instructions ministérielles, les deux généraux devaient d'abord agir isolément, sans avoir entre eux rien de commun; mais ils reconnurent bientôt l'un et l'autre l'impossibilité de rester isolés: ils s'exposaient ainsi à se trouver partout inférieurs en nombre aux troupes allemandes, tandis qu'en se réunissant ils leur étaient supérieurs. Mais comment faire marcher d'accord deux esprits si différens, le duc de Broglie méthodique et résolu, le prince de Soubise maladroit et indécis? La bataille de Fillingshausen fit éclater, aux dépens des armes françaises, l'incompatibilité des deux caractères. Le maréchal de Broglie emporta les positions ennemies sans avoir prévenu son collègue, et les perdit le lendemain sans avoir été secouru par lui. Il avait la réputation, sur le champ de bataille, de ne s'occuper que de lui-même et de ses troupes; on lui reprochait de ne pas tendre volontiers la main aux généraux qui commandaient à côté de lui; quelques-uns même l'accusaient de les abandonner systématiquement pour triompher de leur défaite ou pour ne point partager avec eux le succès d'une journée. Il fut traité à Fillingshausen comme on le soupçonnait de

traiter les autres. Soubise l'abandonna, non par calcul, mais pour n'avoir su ni se décider assez tôt, ni ranger assez promptement ses troupes en bataille. L'armée vaincue entraîna dans sa retraite l'armée qui n'avait point été engagée; mais, au milieu de ce malheur commun bien propre à rapprocher les esprits, l'opposition des caractères subsista. Un peloton de l'armée de Soubise ayant perdu sa route et venant chercher des renseignemens au quartier-général de l'armée de Broglie, le maréchal fit répondre qu'il n'avait rien à dire, ne savait rien et ne voulait rien savoir de ce qui regardait ceux qui l'avaient trahi. Il y a là un de ces traits qui éclairent un caractère. Un autre général, Soubise par exemple, aussi généreux qu'il était incapable, n'aurait songé qu'à sauver quelques Français de plus; chez l'ambitieux déçu, la rancune personnelle l'emportait sur le dévoûment au roi et au pays.

A l'armée, où l'on connaissait le mérite respectif des deux généraux, personne ne douta que la bataille n'eût été perdue par la faute de Soubise. A la cour, il en fut autrement. Mme de Pompadour et le duc de Choiseul, qui se sentaient responsables de la division du commandement, essayèrent de partager les torts entre les deux généraux. Soubise, fin courtisan, accepta de bonne grâce le reproche qu'on lui adressait; mais le maréchal de Broglie y répondit avec indignation. Choiseul, irrité de cette résistance, connaissant d'ailleurs les sentimens de la favorite, se prononça dès lors contre un général qui lui créait des difficultés sans le dédommager par des succès. Le maréchal aggrava lui-même cette situation déjà si critique, en insistant pour se justifier, en adressant un mémoire à chacun des ministres, et en se rendant à Versailles afin de présenter sa défense. La réponse du roi fut un ordre envoyé au maréchal et à son frère de partir immédiatement pour la terre de Broglie. L'opinion publique à Paris prit parti pour le disgracié; le vainqueur de Bergen, de Corbach et de Grünberg eut la consolation d'emporter dans sa retraite la popularité que lui avaient value ses victoires. Le jour où la nouvelle de sa disgrâce se répandit, on jouait *Tancrède* à la Comédie française; en prononçant ces vers :

> Tancrède est malheureux, on l'exile, on l'outrage.
> C'est le sort des héros d'être persécutés,

Mlle Clairon s'avança sur le devant de la scène, éleva la voix avec affectation, et le public battit des mains.

L'exil du comte de Broglie ne changea rien à la nature des relations personnelles qu'il entretenait secrètement avec le roi. Louis XV continuait à lui témoigner sa confiance au moment même où il la lui retirait officiellement. Le monarque jouait ainsi ce jeu puéril et dangereux de faire représenter sa politique par des ministres

dont il se défiait, et de ne confier ses véritables pensées qu'à des agens auxquels il n'accordait pas le pouvoir nécessaire pour la faire prévaloir. Le comte de Broglie ne se dissimulait sans doute pas la vanité du rôle clandestin que lui réservait son maître; mais il lui convenait d'autant moins de s'y dérober qu'il ne restait plus à sa famille que cette chance de salut. De même que les années précédentes, la correspondance royale allait le chercher à l'armée et sous la tente, les dépêches des agens secrets et du roi lui parvenaient sous un nom d'emprunt, dans sa solitude de Broglie, et lui procuraient encore l'illusion, si douce aux exilés, de la faveur du souverain.

L'active imagination du comte, excitée encore par la solitude et par l'absence d'occupations, se donnait de nouveau carrière. Il essaya d'abord de revenir à son projet primitif et de diriger tous les efforts des agens secrets vers la reconstitution d'un parti national en Pologne, sous la protection de la France; mais il se heurta aux instructions positives du gouvernement français, qui prescrivaient d'abandonner la république à elle-même et d'y entretenir au besoin l'anarchie. Une des illusions de l'histoire est d'avoir cru jusqu'ici que le duc de Choiseul s'intéressait à la Pologne; il la livra, au contraire, plus complètement qu'on ne l'avait fait avant lui, aux convoitises de ses puissans ennemis en se persuadant à tort que la Russie, l'Autriche, la Prusse, la Turquie se tiendraient mutuellement en échec et garantiraient en commun contre toute tentative de conquête isolée l'intégrité du territoire polonais. Cette politique à courte vue n'avait pas deviné que les puissances rivales pourraient un jour s'entendre, comme le craignait depuis longtemps le comte de Broglie, pour se partager les dépouilles d'un état faible et divisé. Il n'y avait de salut pour la Pologne que dans la fin de l'anarchie qui la consumait, et le duc de Choiseul la condamnait à mourir en travaillant à entretenir dans son sein cette cause inévitable de ruine.

Battu encore une fois du côté de la Pologne, le comte se rejeta sur un plan gigantesque dont l'énoncé seul nous remplit aujourd'hui d'étonnement. Qui se douterait qu'au lendemain de la guerre de sept ans, après nos désastres maritimes et la perte de nos colonies, un officier général, isolé dans ses terres et en apparence disgracié, mais ayant conservé la confiance du souverain, ait pu faire accepter par le faible Louis XV le projet d'une descente en Angleterre? Le comte ne se borna pas à une simple ébauche; il obtint les moyens de pousser les préparatifs de l'entreprise jusqu'aux limites les plus voisines de l'exécution. On aura peine à croire qu'à l'insu du ministère français et de l'Angleterre, la diplomatie secrète ait réussi à faire sortir ce travail des spéculations vagues et incer-

taines du cabinet pour l'accomplir sur les lieux et l'appuyer par des calculs. « Des officiers, dit le comte de Broglie, furent envoyés en Angleterre; ils reconnurent la possibilité de la descente, les points de débarquement, les moyens de subsistance, les marches, les camps, les positions, enfin toutes les opérations possibles jusqu'au-delà de Londres. Ensuite on calcula, on combina pour nos côtes mêmes tous les moyens que nous avions pour exécuter le projet, les lieux où devaient se rassembler les troupes, les ports où il convenait de les embarquer, la quantité de bâtimens que chacun d'eux pouvait fournir, les agrès qu'il fallait préparer, l'artillerie, les munitions, les vivres, le nombre et l'espèce de troupes nécessaires, tout enfin, jusqu'au calcul des vents et des marées. » Napoléon, au camp de Boulogne, n'était pas si instruit que le fut Louis XV. Il est vrai que celui-ci se bornait à rêver de vastes entreprises sans les exécuter. Endormi par les voluptés, il ressemblait à ces fumeurs d'opium dont l'imagination combine les rêveries les plus séduisantes sans qu'il leur soit possible de les transformer en actes.

La montagne accoucha d'une souris. Il y eut une disproportion ridicule entre la grandeur de la conception primitive et la pauvreté du dénoûment, Le drame projeté, où devait couler le sang de deux peuples, aboutit à une tragi-comédie. Il suffit qu'un des acteurs principaux de la pièce manquât de sérieux pour entraîner des conséquences bouffonnes. Le comte de Broglie eut la main malheureuse en désignant à la confiance du roi, pour le poste d'agent secret à Londres, un personnage qui s'est acquis quelque célébrité par ses intrigues et par les allures mystérieuses d'une partie de sa vie. Ayant porté longtemps le costume masculin, officier de dragons, secrétaire d'ambassade, puis cachant son sexe sous une robe de femme, le chevalier d'Éon, qui en réalité était un homme d'une figure jeune et imberbe, paraît s'être surtout proposé de mystifier ses contemporains et d'intriguer la postérité. Il avait servi avec courage sous le maréchal de Broglie, il témoignait pour la famille du maréchal un dévoûment qui n'avait rien de suspect, il occupait à Londres, où la plus haute société faisait cas de lui, le poste de premier secrétaire d'ambassade ; il venait même d'obtenir à la suite du traité de Paris, auquel il avait pris part, et sur les instances du duc de Nivernais, le titre de résident ou de ministre plénipotentiaire; personne ne semblait mieux que lui répondre aux vues du comte de Broglie. La situation officielle du chevalier d'Éon coupait court aux soupçons des ministres français, toujours un peu inquiets des menées de la diplomatie secrète, et le crédit personnel dont il jouissait en Angleterre le rendait propre à poursuivre la mission délicate dont il était chargé, sans éveiller de la part des Anglais la moindre inquiétude. Le roi, obligé de se cacher à la fois de ses

ministres et des ministres étrangers, appréciait le choix d'un confident si naturellement désigné, et le comte de Broglie voyait avec plaisir la confiance royale se porter sur un ami de sa famille.

Ni l'un ni l'autre ne songea à la révolution que pouvait produire, dans un esprit orgueilleux et ambitieux, la confidence du secret royal. Avant de recevoir les instructions particulières du roi, le chevalier d'Éon, quoique fort avantageux de sa personne, s'était montré bon diplomate; à partir du moment où il fut choisi comme un des instrumens de la diplomatie occulte, où il se vit en possession d'un secret qui échappait aux ministres eux-mêmes, la folie de l'orgueil et de l'ambition lui troubla la tête au point de lui persuader qu'il pourrait désormais traiter d'égal à égal avec les plus grands personnages et se soustraire même à l'obéissance qu'il devait à ses chefs. Son premier acte fut d'engager un conflit avec le marquis de Guerchy, ambassadeur de France à Londres, excellent homme, mais peu au courant des usages et de la langue diplomatiques. En l'absence de l'ambassadeur qui n'avait pas encore pris possession de son poste, le chevalier d'Éon, profitant de son titre de ministre pour tenir table ouverte et pour faire avec ostentation les honneurs de l'ambassade, s'attira quelques observations sur des dépenses exagérées et inutiles. Il répondit aux reproches de son chef avec une extrême insolence. Le duc de Praslin, ministre des affaires étrangères, crut devoir intervenir et rappeler d'Éon à plus de modestie et de déférence. « Je ne m'attendais pas, lui disait-il, que le titre de ministre plénipotentiaire vous fît oublier si promptement le point d'où vous êtes parti. — Les points d'où je suis parti, répondit d'Éon avec hauteur, sont d'être gentilhomme, militaire et secrétaire d'ambassade, tout autant de points qui mènent à devenir ministre dans les cours étrangères. Le premier donne un titre à cette place, le second confirme les sentimens et donne la fermeté qu'elle exige, le troisième en est l'école. » Après cette audacieuse réponse il ne restait plus au ministre qu'à faire partir le marquis de Guerchy pour Londres et à rappeler le chevalier.

D'Éon ne l'entendait point ainsi; armé du secret royal qu'il lui suffisait de dévoiler pour couvrir Louis XV de confusion, soutenu par les sympathies de la société anglaise, il conçut le projet téméraire de tenir tête au ministre et de rester à Londres malgré lui. Il comptait par cette résistance forcer le roi à intervenir et à lui donner gain de cause. La crainte d'une révélation qui pourrait rallumer la guerre entre la France et l'Angleterre remplit en effet de terreur le souverain et le comte de Broglie. Louis XV recevait le châtiment de ses menées mystérieuses et le comte de Broglie celui de son ambition. Tous deux durent passer par de cruelles angoisses en voyant un secret aussi important que celui d'une descente en Angleterre

entre les mains d'un homme exaspéré, capable peut-être, si on le poussait à bout, de livrer aux Anglais les pièces compromettantes qu'il possédait. L'impossibilité où se trouvait le roi de faire appel à ses ministres pour apaiser d'Éon augmentait encore ses appréhensions. L'honneur du souverain, la paix du royaume étaient à la merci d'un agent auquel on ne pouvait donner raison sans violer tous les principes de l'autorité et de la hiérarchie, auquel on ne pouvait donner tort sans s'exposer à tous les périls. Vainement le comte de Broglie essayait de calmer l'irritation de son protégé, vainement le roi lui-même subissait l'humiliation de confier au marquis de Guerchy une partie du secret qu'il cachait à ses ministres; aucune négociation ne réussissait à apaiser la colère des deux parties engagées dans une lutte implacable. Guerchy, outré de la désobéissance de son subordonné, publiquement outragé par lui, ne songeait qu'à mettre la main sur la personne et sur les papiers de d'Éon; celui-ci, armé jusqu'aux dents, décidé à vendre chèrement sa vie, s'abritait sous la protection que la loi anglaise accorde à la liberté individuelle et soulevait en sa faveur un puissant mouvement d'opinion. Il n'était bruit à Londres que de cette querelle scandaleuse qui couvrait de ridicule la diplomatie française. Pour comble de malheur, le valet de chambre du chevalier d'Éon fut arrêté à Calais, au moment où il portait des dépêches écrites de la main de Drouet, secrétaire du comte de Broglie. Menacé de la découverte de son secret en Angleterre, le roi courait encore le danger d'être démasqué devant ses propres ministres et devant la France entière. Il fallut toute l'industrie du comte et la complicité du lieutenant de police, Sartines, pour tirer Louis XV de ce nouveau péril. On essaya de dérouter les soupçons des ministres qui étaient cependant bien éveillés; peut-être eux-mêmes ne se soucièrent-ils pas d'approfondir un secret dont la découverte complète les eût fort embarrassés.

Cette tragi-comédie, dont l'avant-dernière scène fut un acte d'accusation pour tentative d'empoisonnement porté par le chevalier d'Éon contre Guerchy devant la justice anglaise, se termina par un marché. Comme on devait s'y attendre, d'Éon voulait se faire payer le plus cher possible; il avait cru d'abord qu'il serait payé en crédit et qu'on lui sacrifierait son chef; n'ayant pu réussir dans cette folle entreprise, mais ayant réussi du moins à soulever la populace de Londres contre l'ambassadeur de France et à dégoûter celui-ci d'un plus long séjour dans une ville où on brisait les vitres de son appartement, satisfait de rester maître du champ de bataille, il se prêta sans trop de peine à une transaction lucrative. Moyennant une pension viagère de 12,000 livres assurée par le roi, le chevalier d'Éon consentit à disparaître provisoirement d'une scène qu'il

avait occupée trop longtemps ; mais il dicta jusqu'au bout ses conditions ; peu confiant dans la parole royale, il exigea, comme garantie qu'une hypothèque fût prise sur les biens personnels du comte de Broglie, et le roi eut la bassesse d'y consentir.

III.

Pendant ce temps la malheureuse Pologne se débattait au milieu des difficultés et des périls qu'avait depuis longtemps prévus le comte de Broglie. Le parti national, abandonné par la France, ne trouvait ni un chef à l'intérieur ni un appui au dehors. La Russie, qui attendait son heure, profitait de la mort du roi Auguste pour faire monter sur le trône Stanislas Poniatowski, ancien favori de l'impératrice Catherine, dont l'avènement était préparé par des années d'intrigues et imposé, au dernier moment, par dix mille baïonnettes russes. Le gouvernement français, déconcerté par la rapidité des événemens, ne savait ni opposer un concurrent à Poniatowski ni aider celui-ci à résister aux exigences de ses protecteurs. Le duc de Choiseul, éclairé trop tard, s'apercevait avec effroi que les mains avides de Catherine et de Frédéric II s'étendaient sur le nord et sur l'orient de l'Europe pour n'y laisser debout aucun des anciens alliés de la France. Après la Pologne, la Suède subissait le redoutable ascendant de ces ambitions victorieuses ; la Turquie elle-même, délaissée par nous comme la Pologne, ne se réveillait de sa trop longue inertie que pour succomber sous les coups des armées moscovites. L'Autriche enfin, à laquelle nous avions fait tant de sacrifices inutiles, nous échappait entraînée par la séduction du génie, de la fortune et de la gloire. Marie-Thérèse, implacable dans ses ressentimens, résistait encore ; mais il suffisait au roi de Prusse d'une seule entrevue avec le jeune empereur Joseph II pour avoir raison des vieilles rancunes impériales. Un peu de condescendance et de bonne grâce enivrait un esprit déjà tout pénétré d'admiration pour le héros de la guerre de sept ans. Peut-être aussi l'habile Frédéric II faisait-il déjà briller devant les yeux éblouis de son interlocuteur quelque espérance d'agrandissement du côté de la Pologne.

Le duc de Choiseul, si longtemps imprévoyant, « prenait enfin le mors aux dents, » dit un contemporain, et cherchait dans une conflagration générale de l'Europe une chance de salut bien dangereuse, lorsque le roi, effrayé de cette ardeur tardive et résolu à conserver la paix, le renvoya du ministère. Malheureusement il ne fut remplacé que cinq mois plus tard et, pendant ce long interrègne, l'Autriche, ne sachant à quoi s'en tenir sur les intentions de

la politique française, cédait peu à peu aux sollicitations par lesquelles la Russie et la Prusse tentaient son honnêteté. S'attendrisse qui voudra sur les larmes versées par Marie-Thérèse au moment du partage de la Pologne. Il y a dans une douleur si lucrative une espèce d'hypocrisie qui rend le crime plus odieux. Gardons pour la Pologne seule une pitié qui ne doit s'égarer sur aucun de ses oppresseurs. Marie-Thérèse n'aurait eu qu'un moyen d'attendrir l'histoire à son profit; c'était de refuser sa part dans les dépouilles qu'on lui offrait et de déconcerter les spoliateurs par le contraste de sa loyauté avec leurs convoitises. Elle n'avait que cette chance de sauver son honneur; c'était peut-être aussi pour la Pologne la seule chance de salut. Au lieu de tenir cette noble conduite, l'impératrice « pleurait et prenait toujours, » disait en riant Frédéric. « J'ai bien vu pleurer Marie-Thérèse, écrivait le cardinal de Rohan, ambassadeur de France à Vienne, mais cette princesse me paraît avoir des larmes à son commandement; d'une main, elle a le mouchoir pour essuyer ses pleurs et de l'autre elle manie le glaive de la négociation. »

Le duc d'Aiguillon, successeur de Choiseul, qui portait devant l'opinion la responsabilité du partage de la Pologne, qu'il n'avait eu ni le temps ni les moyens de prévenir, mais dont la politique inconsistante méritait d'autres reproches, crut se réhabiliter en prenant la défense du roi de Suède, Gustave III, contre les menaces de la Russie et de la Prusse, également intéressées à empêcher le jeune roi d'affermir son autorité dans ses états. Malheureusement il ne pouvait agir en faveur des Suédois qu'avec le concours de la marine anglaise, naguère encore ennemie de la nôtre. L'embarras qu'il éprouvait pour réconcilier les deux nations et surtout les deux flottes amena le dernier acte, et non le moins étrange, de cette longue comédie qui s'appelle *le secret du roi*. Pendant que le principal ministre négociait avec l'Angleterre et venait de recevoir, sans oser en parler à ses collègues, l'étrange proposition de faire transporter en Suède une armée française sur des bâtimens anglais, un officier de fortune, d'humeur aventureuse, destiné plus tard à devenir célèbre, le colonel Dumouriez, se présentait chez M. de Monteynard, ministre de la guerre, ennemi personnel du duc d'Aiguillon, pour lui révéler une négociation si contraire à l'honneur de nos armes et lui proposer d'atteindre le même but, sans nous humilier devant les Anglais, en levant à Hambourg, à portée des côtes de la Suède, des régimens auxiliaires que l'on placerait sous le commandement d'officiers français. Lui-même s'offrait à remplir cette délicate mission, si on voulait bien l'en charger. Monteynard en parla au roi à qui le moyen plut, comme lui plaisaient toujours les moyens détournés, et qui ordonna de faire partir Dumouriez pour Hambourg; « mais, ajouta-t-il, il faut avoir bien soin que d'Aiguillon n'en

sache rien. » Le comte de Broglie, alors absent de Paris, n'en sut rien non plus. Quel triomphe pour un esprit aussi amoureux de complications et de mystère que celui de Louis XV! « Ayant, dit M. le duc de Broglie, une affaire moitié diplomatique, moitié militaire à conduire, il avait réussi à en cacher une partie au ministre de la guerre, l'autre au ministre des affaires étrangères, le tout enfin au confident attitré et ordinaire de sa politique secrète. Trois mystères menés de front, sans rapport l'un avec l'autre, c'était le couronnement du système et le chef-d'œuvre du genre. »

Il arriva seulement que le secret bien gardé par les confidens personnels de Louis XV à l'égard les uns des autres ne le fut pas au même degré par les agens subalternes. Le comte de Broglie et M. de Monteynard, avec l'autorisation du roi, employaient à l'insu l'un de l'autre Favier et Dumouriez. Or Favier, diplomate en disponibilité, estimé pour son talent, mais de mœurs décriées, et Dumouriez, qui se sentait fait pour le commandement, mais qui n'avait encore trouvé aucune occasion digne de lui, vivaient ensemble depuis longtemps sur le pied d'une étroite amitié. Tous deux crurent avoir enfin fixé la fortune lorsqu'ils apprirent qu'ils étaient presque en même temps l'objet de la confiance royale. Favier venait de terminer pour le comte de Broglie et par conséquent pour le roi ses *Considérations raisonnées sur l'état de l'Europe*, vaste et remarquable travail qui devint le manuel des diplomates de la révolution, au moment où Dumouriez recevait de la bouche même du roi l'ordre formel de se rendre à Hambourg.

Il n'en fallait pas davantage pour échauffer ces imaginations ardentes et ambitieuses. Les deux amis conçurent aussitôt un plan de politique intérieure et extérieure dont ils préparèrent l'exécution. Il ne s'agissait de rien moins que de renverser le duc d'Aiguillon, de rapprocher le comte de Broglie de M. de Monteynard et des Soubise pour constituer un nouveau ministère et de répudier au dehors l'alliance de l'Autriche pour revenir aux anciennes traditions de la politique française, antérieures à la guerre de sept ans, et particulièrement aux relations d'amitié avec la Prusse, idée favorite de Favier, principe essentiel qu'il considérait comme la base fondamentale de notre politique étrangère. Suivant les inspirations de son ami, Dumouriez partit pour Hambourg, fort refroidi au sujet de la Suède, mais muni d'une lettre adressée par Favier au prince Henri de Prusse, décidé à pousser jusqu'à Berlin et à voir au besoin le prince héréditaire de Brunswick, dont il avait été le prisonnier à Clostercamp.

Il n'eut pas le temps d'aller si loin. A Bruxelles, où il séjourna d'abord, puis à Hambourg, l'intempérance de son langage et la liberté de sa correspondance attirèrent sur lui l'attention. Le duc

d'Aiguillon, qui avait commencé par intercepter ses lettres, le fit arrêter et mettre à la Bastille avec ses deux correspondans, Ségur et Favier. Le roi n'avait qu'un mot à dire pour épargner la prison à des agens dont le principal crime était de lui avoir obéi ; mais il aima mieux laisser l'instruction suivre son cours et compromettre même le comte de Broglie qu'avouer au ministre des affaires étrangères le mystère de la diplomatie secrète. Il se borna à faire comprendre parmi les commissaires chargés d'interroger les prisonniers, le lieutenant de police, M. de Sartines, déjà dépositaire du secret royal et instruit par une première affaire du tour qu'il convenait de donner au procès.

La lutte fut souvent piquante entre un commissaire qui, pour faire sa cour à M. le duc d'Aiguillon, cherchait à grossir toutes les charges de l'accusation, et le confident du roi occupé au contraire à tout adoucir, à tout ramener aux proportions les plus innocentes. Favier se défendit avec la circonspection d'un diplomate, Dumouriez avec une gaîté toute militaire et une parfaite liberté d'esprit. Se sachant soutenu par une protection invisible, mais toute-puissante, il prit joyeusement son parti de sa détention et ne songea qu'à l'égayer. Le jour de son entrée à la Bastille, on lui servit un repas maigre; il s'en plaignit et demanda un poulet; comme on lui faisait observer que c'était vendredi : « Je suis malade, dit-il, la Bastille est une maladie, et vous êtes chargés de ma garde, non de ma conscience. » Devant ses juges, il éluda toutes les difficultés de l'interrogatoire par le tour plaisant et railleur de ses réponses. Amené à s'expliquer sur la politique du ministre des affaires étrangères, il en parla fort librement. « Vous n'ignorez pas, lui dit un des commissaires, que tout acte ministériel passe au conseil du roi, et que rien ne se décide que par son consentement; ainsi c'est directement sur sa majesté que se porte tout ce que vous venez de dire contre le duc d'Aiguillon? » Il répliqua sans s'émouvoir : « J'ai appris du roi lui-même à distinguer sa personne sacrée de celle de ses ministres. Car, depuis dix-sept ans que je suis au service, sa majesté a disgracié ou renvoyé vingt-six ministres. » A la suite d'un de ces interrogatoires où il persiflait ses juges, le duc d'Aiguillon répondit à la baronne de Schomberg, sœur de Dumouriez, qui sollicitait sa délivrance : « Mais votre frère n'est pas si mal à la Bastille, il y rit toute la journée. »

Le comte de Broglie ne fut pas interrogé ; il en vint pourtant à désirer l'être, tant ce procès lui fit de tort dans l'opinion et mit en danger son honneur. Le duc d'Aiguillon, saisissant l'occasion qui s'offrait à lui de perdre un rival redouté par tous les ministres des affaires étrangères, rejetait sur le comte de Broglie non-seulement la responsabilité de la correspondance secrète dont il tenait main-

tenant entre ses mains presque tous les fils, mais la responsabilité beaucoup plus grande des projets de Favier et de Dumouriez, que le comte n'avait pas connus. Dans une pensée d'ambition personnelle, disaient le ministre et ses affidés, afin de renverser le ministère et de le remplacer, le comte abusait de la confiance du roi pour entretenir des relations avec les souverains étrangers et ruiner le système de nos alliances. Ces bruits propagés à Versailles et répétés dans tous les salons de Paris troublaient profondément la famille du comte. Son frère, le maréchal, la marquise de Lameth, sa sœur, le suppliaient de parler et de confondre ses accusateurs. Il n'aurait pu le faire qu'en trahissant le secret du roi, et tel était le respect que lui inspirait encore la personne royale qu'il ne songeait même pas à ce moyen facile de justification. Il attendait du roi lui-même une parole ou un acte qui le justifierait. C'était mal connaître l'égoïsme du souverain. Puisqu'on avait fini par découvrir une partie de son secret, Louis XV n'était pas fâché de détourner sur un autre la curiosité et le mécontentement de la cour. Il aimait mieux livrer le comte de Broglie que se livrer lui-même à la malignité publique. Il poussa la dureté jusqu'à exiler le comte, à la suite d'une réclamation un peu vive adressée par celui-ci au duc d'Aiguillon, et jusqu'à refuser de recevoir la comtesse, une Montmorency, accourue de Ruffec pour demander justice. L'attitude du roi confirmait ainsi et aggravait avec intention les soupçons qui transformaient son confident en criminel d'état.

Louis XV mourut trop tôt pour réparer ses torts envers un serviteur fidèle; la réparation ne devait venir que sous le règne de Louis XVI, à la suite d'une enquête longue et minutieuse provoquée par le comte lui-même et terminée par une lettre où le roi rendait témoignage à sa fidélité et à son zèle. Même alors, cette réhabilitation officielle ne dépassa point le cercle restreint de la cour; il resta dans l'opinion publique une prévention défavorable au comte de Broglie, et le procès qu'il soutint devant le parlement, peu de temps avant sa mort, lui en apporta une preuve fâcheuse. L'avocat général Séguier se prononça contre lui avec une sévérité qui parut prendre sa source dans le souvenir fort impopulaire de la diplomatie secrète. Atteint une dernière fois dans ses espérances, frappé jusque dans son honneur, cet homme « de fer et de feu » se retira à la campagne, où il mourut à soixante-deux ans, victime du rôle équivoque qu'il avait eu la faiblesse d'accepter et le tort plus grave encore de laisser durer si longtemps.

Le portrait que trace M. le duc de Broglie de la vie de son arrière-grand-oncle ne pèche assurément point par un excès de complaisance. Le pénétrant historien ne se laisse point assez aveugler par l'esprit

de famille pour méconnaître ou pour dissimuler les défauts de son héros. Il nous fournit lui-même plus d'un motif de juger avec sévérité la conduite du comte de Broglie. Pouvons-nous cependant lui accorder que l'indépendance ait été le trait principal de ce caractère énergique et ambitieux? L'attribution d'une telle qualité au confident de Louis XV ne retirerait-elle pas quelque chose de l'estime que nous devons à tant de représentans de l'ancienne noblesse ou des parlemens qui ont servi la royauté avec fidélité, mais qui ont su lui faire entendre de libres paroles? Dans toute la correspondance secrète, on ne trouve rien qui ressemble à un conseil courageux. Fort indépendant à l'égard des ministres, le comte ne l'est plus dès qu'il s'adresse au roi. Des vérités de l'ordre diplomatique, une préférence marquée pour telle ou telle alliance, des sympathies avouées pour les anciens alliés de la France, une certaine circonspection indiquée dans les relations avec l'Autriche ne compromettaient guère celui qui les exprimait avec tant de déférence et de mesure auprès d'un souverain indécis, partagé entre sa diplomatie officielle et sa diplomatie secrète. La véritable indépendance eût consisté à lui faire entendre des vérités d'ordre moral, beaucoup plus difficiles à exprimer et beaucoup plus dangereuses.

Un Duplessis-Mornay, un Molé, un Vauban, un Saint-Simon, un Mirabeau, le maréchal de Broglie lui-même, admis à l'honneur des confidences royales, n'eussent pas laissé s'écouler vingt-deux années sans hasarder quelque protestation contre la duplicité à laquelle le roi se condamnait et condamnait ses agens par la création malsaine d'une diplomatie clandestine. Que pouvait-on espérer d'un caprice si peu raisonnable du désœuvrement royal? La France pouvait-elle supporter sans dommage la lutte souterraine de deux politiques? Si le roi avait confiance dans ses ministres officiels, pourquoi s'adressait-il à des confidens secrets; si ceux-ci lui paraissaient plus propres à diriger les affaires publiques, pourquoi ne leur en confiait-il pas la direction effective? Un esprit indépendant ne se serait pas engagé dans de telles équivoques, ou, si par malheur il y avait été mêlé, faute de prévoyance ou de pénétration, il n'aurait aspiré qu'à en sortir dès qu'il en aurait reconnu la dangereuse inutilité. On comprend à la rigueur que le comte de Broglie ait eu l'illusion de croire au début qu'il servirait le roi et l'état par ses rapports clandestins; mais l'illusion fut nécessairement de courte durée. Il vint un moment où il reconnut la vanité et même le danger de son rôle. Quelle autre excuse que son ambition personnelle se donna-t-il à lui-même pour le conserver? L'indépendance du caractère n'a rien à démêler avec de tels compromis.

Il fut puni du reste dans ses plus chères espérances de la fai-

blesse qui le retenait attaché à une chaîne indigne de lui. Il eut l'amer sentiment qu'engagé dans une voie tortueuse il n'avait pu rendre à son pays aucun de ces services durables que la France était en droit d'attendre de si rares talens, d'une si grande activité d'esprit et de tant de labeurs. A cette tristesse patriotique se joignit pour lui la douleur de ne jamais recevoir que des marques détournées de la confiance de son souverain, de passer sa vie à guetter le ministère sans l'obtenir et de payer par un continuel effacement, ou même par d'humiliantes disgrâces, le dangereux honneur de trop bien connaître les incertitudes de la pensée royale. Ce fut pour lui un malheur d'être arraché par un caprice du maître à cette brillante carrière où sa jeunesse avait déjà conquis quelque gloire. Dans un seul jour de bataille, il eût mieux servi son pays que pendant vingt-deux années de diplomatie clandestine. Tandis que le nom de son frère demeure honoré comme celui d'un vaillant soldat et du seul général qui, dans de tristes jours, nous ait donné la joie d'une victoire française, un nuage plane encore et planera toujours, malgré les efforts de son arrière-neveu, sur la mémoire du comte de Broglie.

La lecture de l'ouvrage de M. le duc de Broglie provoque des considérations d'un autre ordre et d'un intérêt plus général. *Le Secret du roi* est la peinture saisissante d'une partie des maux qu'a causés à notre pays le pouvoir personnel. Depuis environ deux siècles, après la grande époque d'Henri IV, de Richelieu, de Mazarin, après les glorieux commencemens du règne de Louis XIV, chaque fois que nos relations avec les puissances étrangères ont été dirigées par une volonté unique, il en est résulté pour notre pays de terribles désastres. Excepté pendant une courte éclaircie du règne de Louis XVI, ce n'est pas impunément qu'un seul homme a décidé chez nous de la paix et de la guerre, sans le consentement de la nation. Les plus éclatantes victoires ont abouti, à la longue, aux plus grands revers. La liste des défaites dont le pouvoir personnel, si glorieux qu'il soit, porte seul la responsabilité, serait longue à énumérer, depuis Blenheim et Ramillies, en passant par Rosbach et par Waterloo jusqu'à Sedan. La France n'a réellement connu la sécurité de ses frontières et les bienfaits d'une paix durable avec ses voisins que sous des gouvernemens libres. En nous révélant de nouveaux détails sur les intrigues de cour et les combinaisons frivoles qui décidaient, au dernier siècle, du sort de la nation, M. le duc de Broglie nous fait mieux comprendre les inconvéniens de l'ancien régime et l'excellence de la liberté.

A. MÉZIÈRES.

GEORGETTE

TROISIÈME PARTIE (1).

IX.

Un instant cependant je pus croire que tous les vœux formés pour le bonheur de Georgette par ma vieille amitié allaient s'accomplir. Cette année-là, Mme de Villard et sa fille passèrent quelques semaines à la campagne toutes seules; Thymerale, qu'elles ne manquaient jamais de rencontrer *par hasard* dans leurs voyages, étant occupé à recueillir en province, à un autre bout de la France, le dernier soupir et le gros héritage de sa tante de Brinay. Pendant cette période paisible d'intimité parfaite, savourée avec délices par la mère et la fille, ces dames firent accidentellement la connaissance d'un jeune homme qui, sans doute, leur plut beaucoup, car, de retour à Paris, elles ne parlaient que de lui. Si j'interrogeais Georgette sur le voyage qu'elle venait de faire, ses souvenirs la ramenaient toujours à M. Paul Ronceray, aux attentions charmantes qu'il avait eues pour sa mère, aux promenades entreprises sous sa direction, aux soirées passées à faire des lectures ou de la musique avec lui. M. Paul Ronceray lisait à ravir, M. Paul Ronceray jouait du piano dans la perfection, M. Paul Ronceray avait couvert de très jolis croquis l'album de Georgette, nul ne savait causer, raconter comme M. Paul Ronceray. Ceci me fit dresser l'oreille : — On croirait vraiment, dis-je un jour avec quelque impatience, car je sen-

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre et du 15 octobre.

tais trop que je n'avais plus d'autre rôle dans la maison que celui d'interlocuteur désigné pour écouter chanter les louanges de ce nouvel ami, — on croirait vraiment que la terre, la mer et le ciel ne vous ont montré qu'une seule merveille : ce petit monsieur dont vous ne soupçonniez pas l'existence il y a deux mois!

Georgette rougit jusqu'au blanc des yeux, m'appela méchant, m'affirma que ce jeune homme lui était absolument indifférent, qu'elle n'en avait fait mention que parce que le hasard l'avait mêlé momentanément à leur existence... et puis, il était, on ne pouvait le nier, très discret, très bien élevé, la politesse même... — Là-dessus le concert habituel recommença en l'honneur de M. Paul, et Georgette me laissa persuadé qu'elle pensait beaucoup à ce prétendu indifférent. Du reste, l'expression seule de son visage eût suffi pour la trahir; elle avait dans le regard je ne sais quel doux éclat, quelle joie nouvelle, intense et profonde; sa voix prenait des vibrations que je ne lui avais jamais connues; distraite tout à l'heure, elle s'abandonnait soudain à une gaîté sans motif, presque aussitôt suivie de rêveries inexpliquées, qui prêtaient une gravité tendre et toute féminine à son visage encore enfantin.

Chose étrange, Mme de Villard aussi était transformée comme on l'est quand on vient de faire dans la vie un pas décisif. Elle s'oubliait absolument elle-même, pour la première fois peut-être, absorbée qu'elle était par une espérance qui effaçait toute préoccupation égoïste : elle avait pris la mine affairée, anxieuse, ravie, d'une mère qui voit poindre à l'horizon le mariage de sa fille, qui va descendre joyeusement, à l'aube d'une maturité encore resplendissante presque à l'égal de la jeunesse, la pente rapide au bas de laquelle on se réveille grand'-mère. L'absence de Thymerale aidant, elle acceptait sans arrière-pensée cette abdication; elle semblait rentrée dans le *vrai* de la vie, et sous cet aspect imprévu elle m'apparaissait, je dois le dire, encore plus belle que de coutume. Avec l'émotion triomphante qui est de rigueur en pareil cas, elle me dit que Georgette était aimée, à n'en pouvoir douter, par un brave et charmant garçon. Fils d'un inspecteur des forêts, il avait voulu suivre la même carrière que son père, mais dans des conditions qui donnaient à cette carrière plus de relief et de largeur : il s'était fait recevoir avocat, il s'était occupé d'art, et, au sortir de l'école spéciale, une mission l'avait conduit dans les grands bois d'Amérique. Revenu depuis peu de cette tournée d'exploration, où son esprit avait dû s'ouvrir à des idées, à des sources d'intérêt toutes nouvelles, il était en congé, attendant qu'on le nommât à un poste que certaines raisons de convenance personnelle lui faisaient désirer d'obtenir. Pen-

dant ce congé, le jeune garde général disponible avait rendu visite à l'une de ses parentes, propriétaire de la maison qu'avait louée Mme de Villard pour la belle saison. Cette dame, atteinte par des revers de fortune récens, s'était décidée à tirer parti de la moitié d'une habitation trop vaste. Georgette et sa mère étaient devenues ainsi ses locataires. Des rapports de voisinage se nouèrent naturellement entre les deux étrangères et leur hôtesse, qui les entourait de prévenances. On se réunissait le soir dans le grand salon commun, on causait autour d'une lampe tout en travaillant. Le jeune visiteur s'était trouvé mêlé à ces réunions; sa présence y introduisit un agrément de plus, et Georgette s'enthousiasma pour de merveilleux récits rapportés du Nouveau-Monde. Bref, M. Paul avait prolongé sa visite, qui d'abord devait être très courte, jusqu'à ce que Mme de Villard et sa fille eurent parlé de regagner Paris. Cette nouvelle avait paru d'abord le consterner comme si l'intimité improvisée qui s'était établie entre eux eût été destinée à durer toujours. Georgette partagea visiblement cette impression. La gaîté ne lui était revenue qu'après que M. Paul se fut rappelé tout à coup qu'une affaire urgente devait sous peu l'attirer à Paris : là-dessus sa parente avait ouvert de grands yeux étonnés, puis s'était mise à sourire; M. Paul ayant demandé ensuite à Mme de Villard, qui n'avait eu garde de refuser, l'autorisation de se présenter chez elle, Georgette avait changé de couleur et perdu contenance, de telle façon qu'il était difficile que le jeune homme ne s'en fût pas aperçu. C'était M. Paul qui les avait reconduites au chemin de fer; une fois seule dans le wagon avec sa mère, Georgette s'était jetée au cou de celle-ci, moitié riant, moitié pleurant... Était-ce assez significatif?.. — Très significatif en effet, significatif au point que j'éprouvai un vague dépit en songeant qu'il avait suffi à ce godelureau de se montrer pour vaincre, pour prendre possession d'une petite âme jusque-là si calme, si pure, si maîtresse d'elle-même, blanche comme une belle page sur laquelle aucune main n'a encore rien écrit. Et maintenant, sur la belle page blanche, quel griffonnage amoureux, quelles divagations, quelles redites, quelle musique folle de mandoline et de guitare, encadrant le portrait... flatté, naturellement, de ce monsieur! J'étais furieux,.. on nous enlevait Georgette.

Vous allez me taxer d'inconséquence, moi qui la veille tenais si fort à lui trouver bien vite un bon mari. Qui de nous, s'il vous plaît, n'est pas inconséquent? Du reste, mes préventions, ma mauvaise humeur s'apaisèrent aussitôt que M. Paul Ronceray m'eut été présenté. Nous nous rencontrâmes chez Mme de Villard à quelques

jours de là : je vis un grand garçon blond, robuste et svelte à la fois, au teint clair, au regard franc, dont la physionomie, les manières, toutes les allures révélaient une tranquille énergie, je ne sais quoi de doux et de décidé cependant; il n'était ni très beau, ni d'un esprit très brillant, j'entends cet esprit mondain qui n'a rien de commun avec l'intelligence proprement dite, de laquelle il me parut amplement doué. Il possédait en outre une forte dose d'instruction solide et une rare provision de modestie sincère, mais avant tout il était jeune. C'était de toutes ses qualités celle qui sautait aux yeux pour ainsi dire dès le premier instant. Bien qu'il eût usé déjà de son indépendance, voyagé, vu le monde et les hommes, il avait gardé comme un trésor toute la fraîcheur de ses impressions, une spontanéité dans le langage, une façon vive, primesautière, presque impétueuse, de sentir et d'exprimer ses sentimens, qui devait charmer un vieillard tel que moi, rompu à l'humiliation de se trouver ridiculement naïf auprès des hommes de vingt-cinq ans avec lesquels la vie le mettait en rapport. Celui-ci était à son insu de l'ancienne école, il me représentait ce que j'avais été à son âge, avec plus de fermeté dans le caractère et par conséquent cette prérogative glorieuse que je n'avais jamais possédée, de savoir au juste ce qu'il voulait. A force d'hésiter, de flotter, j'étais resté un célibataire maladif et cassé, sans entourage de famille, réduit à m'intéresser uniquement aux faits et gestes, aux passions, au bonheur des autres; lui devait être heureux pour son propre compte et rendre heureux les siens, fonder une famille, pousser dans sa saine vigueur de jeune chêne des rameaux vivaces. Pour commencer, il avait jeté son dévolu sur une compagne digne de lui, et il était aimé, il suffisait de les regarder, de les écouter pour s'en rendre compte. Que de souvenirs entre eux déjà!

— Vous rappelez-vous? disait sans cesse Georgette.

De quoi s'agissait-il? — D'un goûter dans les prés au temps des foins, d'un retour à pied par le plus beau des clairs de lune, d'un livre lu tout haut, à tour de rôle, de moins que cela, du grand chèvrefeuille qui enguirlandait le porche de la maison qu'ils avaient habitée ensemble, de certaines confitures de fraises dans la préparation desquelles Georgette s'était distinguée: des riens, des enfantillages; mais les plus petites choses ont du prix aux premiers jours d'un premier amour; chacune d'elles marque une étape, une sensation heureuse; ce chèvrefeuille secoué par le vent léger de la nuit, avait porté à Georgette, dans son langage odorant, tout ce que Paul n'eût osé dire; Paul avait baisé sur ces fraises les doigts de Georgette qui les avait cueillies; cette obligeante pluie d'orage était venue les forcer de se mettre à l'abri tout près l'un de l'autre. Oh!

non, il n'avait rien oublié. Leurs entretiens, où s'épanchait d'une façon si puérile un flot de sympathies inavouées, pouvaient être entendus de tous; mais quel contraste entre les paroles mêmes et l'accent de ces paroles!

— N'est-ce pas qu'il est charmant? me disait quelquefois Georgette. Vous ne vouliez pas le croire, et maintenant il vous plaît tout autant qu'à moi-même... plus encore, je crois...

— Cela serait difficile.

— Oh! reprenait-elle précipitamment, je le vois comme il est, avec ses défauts, je ne suis pas aveugle... il a des traits irréguliers et plus expressifs que délicats... Mais les Apollons sont ridicules, n'est-ce pas?.. Ses mains sont grandes... il est vrai qu'elles sont bien faites, et puis on ne peut pas exiger d'un homme de cinq pieds huit pouces qu'il ait des mains de femme...

— Assurément non;.. il y perdrait peut-être.

— N'est-ce pas? Je déteste les hommes jolis, mièvres, efféminés...

— De sorte que nous allons découvrir tout à l'heure que les grandes mains et les traits irréguliers de M. Ronceray doivent être inscrits au chapitre de ses mérites?..

— Vous seul êtes capable de pareilles exagérations! Ai-je rien dit qui ressemble à cela?

— Non! En y réfléchissant, je vous trouve plutôt sévère pour ce jeune homme.

— Sévère est encore exagéré, mais ma partialité ne va pas en tout cas aussi loin que la vôtre. Le fait est que vous êtes enchanté de M. Ronceray. Croyez-vous que je ne m'en aperçoive pas? Vous ne vous quittez plus depuis que vous vous êtes rencontrés ici, et... voulez-vous que je vous dise une chose qu'il m'a confiée sous le sceau du secret? De son côté, il vous trouve très aimable,... l'esprit, la bonté même. Je lui réponds qu'il n'y entend rien, que, s'il vous connaissait comme moi,... mais au fond je ne pense pas un mot de ce que je réponds, vous savez, et si vous n'étiez pas si taquin, vous mériteriez presque tout le bien qu'on dit de vous.

L'adorable enfant! Comment voulez-vous qu'un vieil abandonné qui n'a ni petite-fille, ni nièce ne fût pas pris par de telles câlineries? J'étais donc de grand cœur le confident, presque le complice de ces innocentes amours, accaparant l'attention de M[me] de Villard pour permettre aux jeunes gens de causer cinq minutes un peu plus librement dans un coin du salon, proposant d'emmener Paul au spectacle, le ramenant pour dîner, enfin favorisant toute sorte de petites ruses qu'on eût bien su peut-être imaginer et faire réussir sans moi, joyeux dans mon rôle de mouche du coche, néan-

moins, comme si j'eusse tenu et dirigé les fils de toute l'affaire. Je ne laissais pas d'être inquiet par intervalles. Paul ne se hâtait guère de demander la main de Georgette,.. d'un moment à l'autre il pouvait être influencé par quelques méchans bruits, par la seule présence de Thymerale, qui depuis peu était de retour, — mais non, Paul ne restait à Paris que pour Georgette, il ne voyait personne et n'eût ouvert l'oreille à aucune médisance. Lui eût-on dit du mal de Mme de Villard, il n'y aurait pas cru, l'ayant rencontrée dans un milieu si honorable, posée en amie de sa cousine, une veuve austère, un peu dévote,.. et puis elle-même avait si bien su le pénétrer tout d'abord de sentimens d'estime et de respect! Quant à Thymerale, il lui fit simplement l'effet d'un hôte aimable de plus dans cette maison, où il ne voyait rien qui pût exciter chez lui la plus légère méfiance; d'ailleurs le soupçon n'est pas naturel à un cœur loyal, formé par d'honnêtes gens et à qui l'expérience n'a encore infligé aucune leçon sévère.

J'aurais voulu seulement qu'il se déclarât vite, et Mme de Villard attendait ce moment avec une impatience qui touchait à l'angoisse. Un soir que les deux jeunes gens, tout en causant, appuyés à la fenêtre, avaient insensiblement baissé la voix, elle me fit remarquer la physionomie très émue de Paul, qui, penché vers Georgette silencieuse et la tête baissée, lui parlait avec feu : — Je regrette presque, ajouta-t-elle, d'avoir ouvert ma maison à M. Ronceray.

— Pourquoi? puisque vous savez...

— Oui, je sais qu'il aime ma fille, tendrement, sérieusement; mais tant de choses peuvent survenir, ajouta-t-elle d'une voix tremblante, tant de choses qui seraient de nature à le faire reculer!.. et s'il reculait maintenant...

Georgette venait, au moment même, de tourner son visage empourpré vers Paul Ronceray, qui ne parlait plus, qui semblait attendre avec anxiété. Ses lèvres entr'ouvertes sur un radieux sourire n'articulaient pas un mot, mais son regard, qui étincelait à travers les larmes, comme un rayon de soleil dans un flot transparent, répondait assez pour elle. Par ce regard ravi, plein de candeur et d'abandon, elle se livrait tout entière d'une façon si évidente que je ne pus m'empêcher de répondre, le cœur serré moi aussi : — Oui, s'il reculait, ce serait trop tard.

X.

A quelques jours de là je trouvai Mme de Villard plus agitée encore : — Lisez, me dit-elle, voilà ce que j'ai trouvé par hasard dans la chambre de Georgette. — Et elle mit entre mes mains une feuille

de papier chiffonnée, déchirée à demi, brûlée à l'un des angles, sur laquelle je lus ce qui suit :

« T'ai-je fait attendre assez longtemps, curieuse que tu es, ma réponse à une question indiscrète ? Eh bien, non ! il ne m'avait pas dit qu'il m'aimait au moment où tu tenais tant à le savoir; que m'importait, du reste, puisque j'en étais sûre ? — Sûre !.. tu prétends, Denise, que l'on n'est jamais sûre de ces choses-là, que, tant que l'aveu n'est pas fait, nous pouvons prendre pour des marques de préférence les simples égards du monde, des banalités, ou même nous enivrer de nos propres sentimens jusqu'à prêter à celui qui nous les inspire des intentions qu'il n'a jamais eues. Tu as tort... on est clairvoyante quand on aime. Je pourrais raconter jour par jour, heure par heure, ce qui s'est passé dans l'esprit de Paul, depuis que la Providence nous a jetés sur le chemin l'un de l'autre. Moi, je crois au coup de foudre... l'amour s'empare de nous soudain et pour toujours... seulement on lui invente d'abord d'autres noms, c'est de la sympathie, c'est de l'amitié; naturellement on a peur de s'avouer qu'on serait assez folle pour donner volontiers sa vie à cet homme qui vous a saluée une première fois la veille, mais peu à peu la crainte s'efface : est-il possible que, se pénétrant, se devinant si bien l'un l'autre, on ne se soit pas toujours connu ? Et vite on décide qu'on s'est connu toujours, que c'est l'almanach qui se trompe, sinon comment Paul serait-il si bien au fait du caractère et des goûts de Georgette, sans ignorer rien de ce qui la concerne, et réciproquement ? Il est vrai que nous ne sommes ni lui ni moi des âmes bien tortueuses, ni bien compliquées. J'ai la mauvaise habitude de dire un peu ce qui me passe par la tête, et Paul est de même... Pourquoi pas ? nous n'avons rien à cacher. Longtemps donc, nous avons causé très librement de tout, sauf d'une seule chose, celle qui nous intéressait le plus, soit qu'il nous parût inutile de dire ce que nous sentions si bien, soit... enfin je ne sais comment cela se faisait, mais une sorte de timidité nous rendait stupides et presque muets dès que nous nous trouvions ne fût-ce qu'une minute en tête-à-tête, tandis que devant le monde les sujets de conversation ne nous faisaient pas faute. De temps à autre Paul hasardait cependant quelques mots d'une portée particulière, que je savais recueillir et comprendre. Par exemple, il me disait que la carrière qu'il avait choisie le fixerait loin des villes, que, né à la campagne, il l'avait toujours aimée non-seulement pour elle-même, mais pour l'influence qu'elle a sur les liens de famille, qu'elle resserre, sur le travail, auquel son calme et sa douce uniformité sont favorables : — A la campagne, ajoutait-il, la vie est certainement plus longue, plus utilement remplie qu'ail-

leurs, et on a le loisir de la mieux goûter. Rien ne vient vous étourdir, dévorer votre temps, et vous distraire, vous détourner du bonheur... Est-ce votre avis, mademoiselle Georgette?

« Et moi, bien que je n'aie jamais habité la campagne qu'accidentellement, je répondais : — J'adore les champs, j'adore les bois, — avec l'intime désir de l'en bien persuader.

« Puis il me parlait de ses parens d'une manière si touchante!.. il les vénère.... et eux n'existent que pour lui; je comprends qu'ils soient fiers d'un tel fils. Le père est un de ces hommes de la vieille roche comme il n'y en a plus, paraît-il, qu'en province, un peu sauvage, un peu retranché dans ses forêts, dans sa besogne, dans sa responsabilité, dans un cercle restreint de braves gens semblables à lui, un peu prévenu contre Paris et les idées modernes.

« J'aime cela, du reste,.. une sorte de patriarche, un sage qui s'en tient à cultiver son jardin, comme dit Paul, citant je ne sais quel auteur... Cela m'amusera de le faire revenir de ses préventions sinon contre les Parisiens, du moins contre les Parisiennes. Quant à la mère, c'est une sainte, la bienfaisance et le dévouement mêmes, dont le cœur se partage entre son mari et son fils avec le regret cependant de n'avoir pas eu aussi une fille à chérir. La première fois que Paul m'a dit cela, j'ai failli lui répondre :

« — Elle en aura une quand vous serez marié.

« Mais il m'a semblé que c'était l'inviter trop directement à me choisir. Du reste sa pensée suivait le même cours que la mienne, car il a repris après une pause, songeant toujours à ses parens : — Il faudra que ma femme les aime...

« — Et comment ne les aimerait-elle pas tendrement, me suis-je écriée, pour eux-mêmes et pour vous ?..

« — Du reste, ils lui rendront sa tendresse au centuple pourvu qu'elle soit bonne... qu'elle ait des goûts simples... Notre fortune est modeste, a-t-il ajouté, en devenant soucieux tout à coup, je n'ai pas le droit d'aspirer à la main d'une fille riche.

« — Pourquoi? Peu importe qu'elle soit riche ou pauvre, si d'ailleurs elle vous plaît.

« Je tremblais un peu, pressentant que nous approchions, jusqu'à nous y brûler du grand sujet, du sujet intéressant, de ce sujet évité jusque là par nous deux avec tant de soin.

« — Mais moi, lui plairais-je ?..

« A cette question nettement posée, je me troublai comme une sotte, ce qui parut lui faire plaisir.

« — Et sa famille surtout n'aurait-elle pas des exigences que je serais hors d'état de satisfaire ?

« — Qu'est-ce qu'une famille raisonnable peut exiger de mieux qu'un gendre honnête, laborieux, aimant, avec une carrière toute tracée devant lui ?

« — Ainsi, reprit-il avec vivacité, il vous semble qu'une mère, par exemple, une mère habituée à tous les raffinemens de l'opulence et jalouse par conséquent de les assurer à sa fille, ne me repousserait pas ?

« — Il faudrait pour vous repousser qu'elle n'eût ni cœur ni cervelle, ni souci bien entendu du bonheur de son enfant. Y a-t-il de telles mères? Je ne le crois pas, les jugeant toutes d'après la mienne.

« — Vraiment ?.. vous croyez que votre mère ?.. — Il s'est interrompu tout à coup... J'ai senti que le moment était terriblement solennel, et je me suis cramponnée d'une main au balcon... (nous étions à la fenêtre, après dîner)... car il me semblait que le sol se dérobait sous mes pieds et que les étoiles tombaient du ciel comme une pluie de feu. Il n'a plus prononcé qu'un mot, mon nom : — Georgette !.. — Mais d'une voix étouffée, si vibrante pourtant, si remplie de prières !.. Dans ce mot il y avait tout : — Je vous aime !.. Voulez-vous être cette fille chérie que mes parens désirent et appellent? Voulez-vous être ma femme ? — Ses yeux étaient tout près des miens et j'y voyais une fièvre d'anxiété mêlée à l'espérance et à toutes les émotions qui me faisaient à moi-même perdre la tête. Répondre m'eût été impossible... mais il a compris que mon cœur criait : *oui*, avec autant de sérieuse ferveur que si nous eussions été devant le prêtre et qu'il se fût agi d'un engagement éternel.

« Tu vois bien, ma Denise, qu'il s'est déclaré. Ce grand événement remonte à huit jours déjà... depuis, quand il parle de l'avenir, Paul ne dit plus *je*, il dit *nous*... Je souris, et lui, il est aux anges, tout simplement. Oh ! que je suis heureuse ! heureuse !.. heureuse !.. C'est mal de te le dire à toi qui prétends que tu ne pourras jamais l'être et qui m'as défendu si impérieusement de te parler de ton secret, en traitant ce secret de fantôme à jamais enseveli sur lequel tu as scellé la pierre du tombeau. Quelle image lugubre ! La vie est si belle ! Quand je pense que c'est l'absurde indifférence d'un Thymerale qui te fait désespérer ainsi de l'avenir, je suis plus que disposée à reprendre en grippe cet aveugle, cet insensé. Petite fille, je le détestais un peu, sans savoir pourquoi. Maintenant j'aurai de bonnes raisons pour le détester davantage. Encore une fois, pardonne-moi, ma chérie, d'épancher devant toi cette grande joie que Dieu te refuse et qu'il me donne par une injustice dont je suis honteuse... mais nous nous sommes juré autre-

fois de nous dire tout... et si tu ne tiens guère ta promesse depuis quelque temps, taciturne et réservée que tu es devenue, je ne me crois pas, moi, relevée de la mienne. Du reste, tu... »

Ici le feu avait brûlé la fin d'une page. Sans doute, dans la bonté de son cœur, Georgette avait décidé après réflexion, qu'il était cruel en effet de placer ainsi sous les yeux de Denise, malheureuse par l'amour, les transports naïfs d'un amour heureux; elle avait livré ses confidences à la flamme, quelque incident l'avait empêchée d'attendre qu'elles tombassent en cendres sous ses yeux, et maintenant, sur la foi de leur disparition, elle les croyait détruites.

— Eh bien?.. me dit Mme de Villard quand j'eus achevé de lire.

— Eh bien, répondis-je en hésitant, ceci ne nous apprend rien de nouveau.

— Non, rien, sinon un fait très grave, que M. Ronceray s'est déclaré à Georgette avant d'y être autorisé par mon consentement. Ce n'est pas la voie ordinaire, que je sache, pour arriver au mariage... cette situation ne peut se prolonger.

— Quant à cela, répliquai-je, vous avez parfaitement raison.

— Je le répète, poursuivit-elle, je regrette d'avoir cru trop vite, sans grande preuve, à la loyauté absolue des sentimens de ce jeune homme. Maintenant il va falloir le mettre en demeure d'expliquer ou d'interrompre ses assiduités chez moi, et je ne puis vous dire combien il me répugne de... .

Elle s'arrêta brusquement. Ses doigts nerveux lacéraient son mouchoir. Dans la situation plus que délicate où elle s'était placée, une pareille démarche devait lui coûter en effet. Si aisément elle pouvait avoir l'air d'ourdir une de ces intrigues qui sont la dernière ressource des mères compromises pour marier leurs filles dédaignées à cause d'elles!.. si aisément on la soupçonnerait de recourir comme tant d'autres, à des manœuvres vulgaires pour arriver à ses fins, de prendre, tranchons le mot, un gendre au trébuchet!

Sa souffrance me fit pitié.

— Voulez-vous, lui dis-je, me laisser agir, en ma qualité de vieil ami? Je suis beaucoup moins inquiet de la loyauté de M. Ronceray que vous ne paraissez l'être; au fait, rien ne nous donne encore le droit de douter de lui, bien qu'il ait agi avec une spontanéité que les convenances réprouvent. J'aurais grand'peine à voir en lui un odieux séducteur, vous aussi, avouez-le. Encore une fois, laissez-moi le confesser et comptez sur ma prudence, sur ma discrétion, quand il s'agit de Georgette.

Dès le lendemain, dans le salon de Mme de Villard, je retrouvai Paul Ronceray; j'eus l'occasion de l'observer toute la soirée; certes

il n'avait pas la mine d'un homme sans foi qui trame des complots contre l'innocence. Nous sortîmes ensemble, et il me reconduisit jusqu'à ma demeure pour avoir le plaisir, selon la manie traditionnelle des amoureux, de me parler de l'objet qui l'occupait uniquement, de Georgette, toujours de Georgette. Connaissant ma longue amitié pour elle, il croyait pouvoir profiter sans scrupule de la complaisance que je mettais à l'écouter. Loin de l'interrompre en effet, je l'encourageai, puis doucement je lui fis entendre qu'à son âge on ne pouvait admirer de près une jeune fille, si parfaite qu'elle fût, et rechercher la société de cette jeune fille presque tous les jours sans nuire à sa réputation, à moins que...

Il me comprit avant que j'eusse achevé.

— Vous avez raison, me dit-il. — Et à travers sa vivacité ordinaire perçait la contrition d'un enfant pris en faute. — J'ai agi étourdiment et je me le reproche... Le charme de l'aimable hospitalité, dont j'ai abusé peut-être, était si fort! Tous mes pas me ramenaient malgré moi vers cette maison, où j'avais, une fois pour toutes, laissé mon cœur... Sans doute le titre seul de fiancé pouvait autoriser de telles assiduités; j'aurais dû le solliciter plus tôt... — Cet élan d'honnête repentir l'emportant, il poursuivit avec une franchise qui l'eût excusé aux yeux de Mme de Villard si elle en avait été témoin : — Et vous ne connaissez pas tous mes torts, monsieur, j'ai dit à Georgette que je l'aimais... Je le lui ai dit à l'insu de sa mère, sans préméditation, il est vrai !.. Cinq minutes auparavant, je ne prévoyais pas l'entraînement auquel j'allais céder... Il est si bon de se laisser glisser sur cette pente de l'aveu qui s'échappe malgré nous !.. Et puis je voulais être sûr de lui plaire, je voulais la tenir d'elle-même avant de passer aux démarches officielles. Vous avouerez que ces formalités que commande l'usage ne peuvent suffire quand il s'agit de l'échange de deux cœurs... Je n'aurais pas su prendre mon parti de laisser à d'autres le soin d'avertir Georgette qu'elle était nécessaire au bonheur de ma vie. D'ailleurs j'avais besoin d'être encouragé... Je ne suis pas bien riche et mon nom n'a d'autre mérite que d'être sans tache. Mme de Villard pouvait-elle se contenter de cela pour sa fille? Georgette m'a donné confiance, elle a calmé chez moi les susceptibilités d'un sot orgueil... Enfin elle m'aime, entendez-vous, elle m'aime... J'ai écrit sans perdre une seconde à mes parens, et j'attends leur réponse d'un jour à l'autre.

— Mais si vos parens n'approuvaient pas?

— Oh! ils souscriront avec joie à tout ce qui peut me rendre heureux. Je suis leur unique enfant; jamais ils ne m'ont rien refusé... Jugez donc en une circonstance comme celle-ci!.. Tout

ce que je redoute encore, malgré l'affirmation contraire de Georgette, c'est que l'obstacle vienne d'un autre côté, c'est que la situation de ma famille ne paraisse trop modeste.

— Sur ce point, soyez tranquille, je crois pouvoir vous rassurer entièrement.

Il faillit me sauter au cou :

— Je craignais tant, s'écria-t-il, que Georgette ne m'eût parlé comme une adorable enfant qu'elle est, ignorante de tout calcul intéressé, de toute exigence mondaine! Tandis qu'un homme d'expérience comme vous doit savoir mieux que personne... Ainsi vous supposez, vous êtes sûr que Mme de Villard consentira?.. Elle vous l'a dit peut-être?.. Demain, j'irai chez elle réparer mes torts, lui demander la main de sa fille, car demain j'aurai sans doute la réponse... Je m'étonne même qu'elle ne soit pas encore arrivée. En tout cas, je ne rentrerai plus dans cette maison qui m'est sacrée, vous pouvez le croire, que pour faire à la face du monde une démarche décisive.

— Très bien, répondis-je en lui serrant la main. — Mais j'étais moins tranquille que lui.

Après qu'il m'eut quitté, je retournai chez Mme de Villard, qui devait attendre fiévreusement le résultat de cette conversation.

— Vous ne voulez pas, me dit-elle, que je passe une mauvaise nuit de plus?.. Merci... Parlez vite...

Et je parlai. Elle hocha la tête : — En ce moment, la famille de M. Ronceray s'informe de tout ce qui nous concerne... Huit jours, dites-vous, se sont écoulés depuis qu'il a écrit? Il est clair que les huit jours ont été employés à prendre des renseignemens minutieux.

— Ces braves gens adorent leur fils, hasardai-je pour la calmer, et quand ils connaîtront Georgette..

— Mais s'ils ne veulent pas la connaître? s'ils s'en rapportent à ce que leur apprendra le monde? Si l'horreur du scandale, la crainte du qu'en dira-t-on, tous les préjugés inexorables de la province font taire cette adoration dont vous parlez, s'ils persuadent à leur fils que l'honneur lui défend de s'allier à nous?..

Elle n'acheva pas d'exprimer les désolantes appréhensions qui se pressaient dans son esprit et me dit avec un accent de douceur profondément triste qui me navra :

— Je vous en prie, laissez-moi seule.

XI.

Une semaine encore se passa qui nous parut longue à tous. Paul

fidèle à l'engagement qu'il avait pris vis-à-vis de lui-même, n'avait pas reparu chez Mme de Villard. La mère s'abandonnait aux plus fâcheux pressentimens; la jeune fille ne comprenait rien à cette absence; elle cherchait à se montrer digne ou indifférente, mais son chagrin perçait à chaque instant, bien que j'eusse soin d'inventer chaque jour de nouvelles excuses à la conduite de Paul : — Vous l'avez vu? Il n'est pas malade?.. Alors pourquoi ne vient-il pas? disait-elle. — Et quand elle se taisait, son regard interrogateur parlait éloquemment pour elle. Je finis par craindre de voir arriver, comme si elle n'eût pu être que la confirmation d'un malheur, cette réponse qui tardait tant; mais nos craintes, pas plus que nos désirs, ne changent rien à la destinée. Un matin, le jeune Ronceray entra chez moi; il était très pâle.

— Vous ne vous trompiez pas, monsieur, me dit-il à brûle-pourpoint d'une voix émue et presque irritée, mes parens s'opposent à ce mariage... Sans doute vous savez mieux que moi les motifs qui peuvent les influencer; mais puisque vous saviez, pourquoi m'avoir laissé m'avancer? pourquoi?

Il s'interrompit brusquement, comme si l'injustice de son accusation l'eût frappé lui-même tandis qu'il l'articulait.

— Au fait, quel droit avais-je à votre intérêt, à votre franchise? Vous me connaissiez bien peu... Pardonnez-moi, je divague... Je suis si malheureux!

Il se laissa tomber sur une chaise, et cacha son visage entre ses mains.

Je souffrais, je crois, presque autant que lui. Il me semblait être coupable comme il m'en avait accusé d'abord, oui, complice d'un guet-apens où était tombé cet honnête garçon, complice par mon silence, par mes demi-encouragemens. Il avait le droit de me les reprocher, bien que je ne comprisse guère au fond comment j'aurais pu agir autrement.

— Expliquez-vous, balbutiai-je; que se passe-t-il donc?

— Il ne se passe rien que vous n'ayez pu prévoir, monsieur, d'après ce que je vous avais dit du caractère et des principes de mon père, si l'histoire scandaleuse de Mme Danemasse, qui s'appelle à Paris Mme de Villard, est vraie.

— Mais vous n'ignoriez pas que la personne dont vous parlez fût séparée de son mari?

— Est-il donc question de cela seulement? On m'avait dépeint le mari comme un homme honorable, bien que d'une humeur bizarre, et ce que je voyais d'*elle* m'interdisait de supposer qu'elle eût pu avoir le genre de torts dont une femme ne se relève jamais... J'imaginais donc de ces incompatibilités, de ces malentendus qui parfois

désunissent les ménages sans qu'il y ait beaucoup de la faute d'aucun des deux époux. L'excellente éducation de la fille semblait attester suffisamment le mérite de la mère. Enfin je croyais ce que je désirais croire, — ce que je veux croire encore, dit Paul en se levant par un mouvement brusque, comme sous l'impulsion d'une dernière espérance, — car enfin, monsieur, — il s'adressait à moi anxieux, presque suppliant, — mon père a pu être abusé... Il y a tant de méchans en province comme partout, plus qu'ailleurs peut-être... Dites-moi, je vous en prie, dites-moi qu'on a menti...

— On a dû certainement ajouter beaucoup de fables à la vérité, répliquai-je avec embarras. L'exagération en pareil cas est presque immanquable...

— Mon Dieu! j'ose à peine vous répéter ce tissu d'infamies... On prétend que la mère de Georgette a fui la maison de son mari avec un amant, qu'elle a changé de nom pour pouvoir mener plus librement à Paris une vie contraire à toute morale, que ce M. de Thymerale... C'est faux, n'est-ce pas?.. J'en étais bien sûr, c'est faux! Aidez-moi à prouver que c'est faux, et je vous en serai reconnaissant toute ma vie...

Son angoisse me faisait pitié. J'aurais voulu pouvoir prolonger les illusions auxquelles il se cramponnait encore; mais, de quelque façon que dût agir Paul, il était nécessaire, soit pour se résoudre à battre en retraite, soit pour s'attacher avec une persistance nouvelle à la conquête de Georgette, qu'il sût toute la vérité.

— Sans doute, dis-je avec lenteur, tandis qu'il attendait palpitant, comme un condamné attend son arrêt, sans doute, la malignité a envenimé ces événemens du passé, mais le fond n'en est que trop réel.

Il retomba sur le siége qu'il venait de quitter, frappé en plein cœur.

— C'est donc fini! murmura-t-il au bout d'un instant, fini! Comment ai-je pu m'abuser à ce point?.. Si du moins je devais être seul malheureux, mais Georgette?..

— Vous êtes d'avis probablement, comme monsieur votre père, dis-je avec une certaine amertume, que Georgette doit expier les fautes de sa mère, qu'elle en est naturellement responsable et que ce qu'il y a de mieux à faire est de l'abandonner à son rôle de victime?

Il redressa la tête:

— Monsieur, répondit-il, l'ironie est de trop; je ne renoncerai jamais dans mon cœur à celle que j'ai choisie, en la jugeant la plus charmante et la meilleure des femmes; mais comment voulez-

vous que je persuade à ceux qui ne la connaissent pas qu'une jeune fille élevée au sein même de l'adultère, avec le spectacle d'un attachement illégitime sous les yeux et mêlée à toutes les aventures que comportent ces sortes de liaisons, soit digne de prendre place dans une famille comme la nôtre, une famille aussi fière de ses principes d'honneur que d'autres peuvent l'être de leurs quartiers de noblesse?

Mon père me l'écrit : — « S'il te prenait la fantaisie de nous donner une paysanne pour bru, nous lui ouvririons nos bras, pourvu qu'elle eût l'âme saine et qu'elle sortît d'une souche irréprochable; mais une demoiselle de Paris avec les antécédens que nous connaissons, avec ce sang-là dans les veines, jamais. Il faut que l'air vicié que tu respires t'ait déjà bien gâté le jugement pour que tu aies pu être tenté de donner le nom que porte ta mère à la fille d'une femme perdue! » — Voilà ses propres paroles... Les hommes de sa trempe n'admettent pas de nuances dans le mal, ils sont tout d'une pièce : entre l'honnête femme et la femme perdue, il n'y a rien, la passion ne les touche guère, les qualités qui peuvent survivre au naufrage de l'honneur les trouvent incrédules... Une seule personne aurait réussi à plaider la cause de Georgette : celle de nos parentes chez qui j'ai rencontré ces dames et qui alors les portait aux nues; mais, ses scrupules de dévote aidant, elle est la première à les attaquer aujourd'hui et à les renier, furieuse d'avoir été dupe. Elle les dépeint comme des sirènes de la plus dangereuse hypocrisie. Mon père m'enjoint impérieusement de fuir Paris au plus vite et de revenir le trouver... Braver ses préventions et sa colère en ce moment serait impossible... Que dois-je faire?

Jamais je n'avais vu sur un visage humain de perplexité plus douloureuse.

— Écoutez, lui dis-je, vous aimez Georgette?

— Plus que ma vie, mais je ne saurais lutter contre la volonté de mon père, et elle-même, telle que je la connais, refuserait d'entrer malgré tout dans une famille qui la repousse.

— Aussi, repris-je, ne vous conseillerai-je pas la révolte, mais seulement une ténacité qui vous sera facile si votre amour est tel que vous le dites. Il n'y a pas un obstacle que ne surmonte la constance, et qui sait?.. — je parlais au hasard dans mon désir de le consoler, — des événemens imprévus viennent parfois nous servir. Retournez auprès de vos parens, qu'ils voient à votre douleur et à la fidélité opiniâtre de vos sentimens combien méritait d'être aimée celle que vous leur sacrifiez. Peut-être avec le temps

se laisseront-ils fléchir, peut-être... Je ne sais trop ce que je vous dis, mon pauvre enfant... Pour le moment, vous n'avez qu'une chose à faire : quittez Paris sans retard.

— Et sans la revoir?..

— Sans la revoir... que pourriez-vous lui dire?

— C'est vrai!.. murmura Paul avec accablement.

— Un mot annonçant votre départ obligé, voilà tout ce qu'il faut... Je tâcherai d'expliquer... D'ailleurs, si vous ne devez pas revenir, mieux vaut que le coup soit brusque; les ménagemens sont ce qu'une âme droite et fière peut le moins supporter.

— Mais je reviendrai, n'en doutez pas, je reviendrai pour l'arracher à un milieu indigne d'elle.

Je ne doutais pas de sa sincérité au moment où il me parlait ainsi, mais je croyais être sûr néanmoins qu'en réalité il ne reviendrait pas.

— Si vous revenez, vous n'aurez pas besoin de longues excuses. Elle vous aura attendu... les femmes comme Georgette savent attendre longtemps, toujours s'il le faut... et elle vous pardonnera, c'est moi qui vous en réponds. Mais vous m'entendez, partez ce soir, n'aggravez pas le mal que, sans le vouloir, vous avez fait...

— Oh! s'écria-t-il, pourquoi l'ai-je rencontrée? Pourquoi lui ai-je dit que je l'aimais! Que la vie est impitoyable!

— Oui, mais ne cherchez pas de querelle inutile à ses rigueurs... Allons, calmez-vous; tout ceci est dur en effet.

Je frappai du pied pour m'affermir, car je venais de m'apercevoir qu'une grosse larme, la première que j'eusse versée depuis les temps lointains de ma jeunesse, s'obstinait à déborder de mes paupières, tandis que Paul, la tête appuyée au marbre de la cheminée, sanglotait à bout de forces et comme s'il eût oublié ma présence; puis soudain il parut revenir à lui avec une sorte de confusion, se leva, prit son chapeau et sortit. Qu'allait-il faire dans l'état d'agitation où je le voyais? Suivrait-il mes conseils, saurait-il colorer sa retraite d'un prétexte plausible? Georgette se laisserait-elle prendre à ce prétexte ou bien devinerait-elle qu'on lui cachait quelque chose, que c'était là une rupture voilée? Elle ne manquerait pas alors d'en chercher les raisons, et si, quelque indice la mettant sur la voie, elle finissait par découvrir?

Dévoré d'inquiétude, je résolus d'aller avant la fin de la journée constater l'effet de la démarche de Paul. Des douleurs de goutte assez vives étaient venues cependant m'avertir que je subissais plus qu'il ne l'aurait fallu le contre-coup des émotions d'autrui. Sans en tenir compte, je me rendis durant l'après-midi chez Mme de Villard.

Elle était sortie, me dit un domestique, mais mademoiselle était dans le salon avec M. Paul Ronceray.

Ceci ne présageait rien de bon. Troublé comme il l'était en me quittant, Paul avait eu grand tort d'affronter une si périlleuse entrevue, et comment d'ailleurs était-il arrivé jusqu'à Georgette? Celle-ci en l'absence de sa mère ne recevait pas de visites ordinairement; elle se tenait dans sa chambre, comme c'est l'habitude des jeunes filles. J'entrai sans me faire annoncer, avec crainte je l'avoue, en me demandant au milieu de quelles explications j'allais tomber et quel rôle j'y jouerais. Il me fallait traverser une petite pièce qu'on appelait la bibliothèque et qui n'était séparée du salon que par une portière d'étoffe à demi relevée. Des éclats de voix impérieux me retinrent immobile sur le seuil. Était-il possible que cette voix montée au diapason de l'indignation, presque de la colère, fût celle de Georgette? J'eus peine à la reconnaître, tant elle avait changé de timbre; celle de Paul l'accompagnait en sourdine, suppliante, indistincte. J'entendis comme une prière dont je ne pus saisir le sens, violemment interrompue par ces mots : — Non! non! entre nous tout est fini... tout est impossible...

Puis un silence pendant lequel Paul parut encore demander grâce.

— Non! vous en avez trop dit déjà... Que ne vous laissiez-vous accuser plutôt?.. Que m'importaient vos torts après tout?.. Tandis que les siens!.. Je ne crois pas aux siens,.. je n'y croirai jamais,.. mais jamais non plus je ne pardonnerai à ceux qui ont pu douter d'elle... Comprenez donc que pour moi le bonheur de l'aimer avec respect, avec vénération est mille fois plus grand que ne pourrait l'être le bonheur d'être à vous;.. comprenez donc que je considérerai toujours comme des ennemis ceux qui ont outragé ma mère... C'en est fait... adieu! — Puis un sanglot, puis le bruit d'une porte qui retombait sur ce mot adieu jeté d'un ton dur, impitoyable et répété deux fois.

La portière s'écarta au moment même; je vis apparaître Paul, le visage décomposé, courant comme un fou,.. il faillit me renverser sur son passage.

— Qu'avez-vous fait? m'écriai-je en le saisissant par le bras...

Il était hors d'état de répondre,.. je l'entraînai dehors, tremblant que Mme de Villard ne rentrât, qu'elle ne le vît ainsi. Arrivé dans la rue, j'arrêtai un fiacre, j'y fis monter Paul, je m'assis auprès de lui et donnai au cocher l'adresse de son hôtel. Alors il me raconta, éperdu, ce qui s'était passé.

D'abord il avait cru agir avec toute la prudence possible; il avait profité d'une heure à laquelle il supposait que Mme de Villard serait absente pour porter chez elle une carte sur laquelle il avait crayonné

l'excuse la plus brève et la plus vraisemblable à son brusque départ. Tandis qu'il remettait cette carte, Georgette, escortée d'une femme de chambre, était rentrée de la promenade; elle avait jeté un rapide coup d'œil sur lui, sur son costume de voyage : — Ma mère va rentrer, avait-elle dit. Ne voulez-vous pas l'attendre un peu? Je vous tiendrai compagnie...

Cette requête fut prononcée comme un ordre. Il l'avait suivie jusque dans le salon, où s'étaient échangées durant l'espace de dix minutes environ quelques phrases languissantes et sans intérêt. Tout à coup, comme si sa préoccupation secrète éclatait malgré elle : « — Qu'est-il arrivé? avait demandé Georgette en se plaçant devant lui,.. parlez,.. je l'exige!.. je vous en prie... Vous veniez tous les jours et voilà que depuis quelque temps vous ne vous montrez plus... Vous ne témoigniez aucune intention de vous éloigner de Paris, et ce soir, à l'improviste, vous partez,.. mieux encore vous voulez disparaître sans me revoir après m'avoir dit que vous m'aimez et en sachant que je vous aime. Qu'ai-je fait pour que vous agissiez ainsi ? »

Cette interpellation aussi hardie que touchante, à laquelle il s'attendait si peu, avait bouleversé le malheureux Paul; il avait senti l'impossibilité de feindre,.. il avait avoué que le plus cher de ses désirs rencontrait certains obstacles et qu'il partait pour les aplanir.

« — Quels obstacles?.. Je tiens à savoir... — Et comme il hésitait, comme il balbutiait : — Ah ! s'écria-t-elle fondant en larmes, je le vois bien, l'obstacle vient de vous, de vous seul... Est-il possible que déjà vous ne m'aimiez plus ?.. » — Je n'ai pu y résister, ajouta Paul, en me racontant cette scène. Devant une telle explosion de pleurs et de reproches, ma dernière énergie a succombé. Je me suis jeté aux pieds de Georgette, je lui ai juré la vérité,.. que je l'adorais plus que jamais, que j'étais au désespoir d'être forcé de la quitter...

« — Qu'est-ce qui vous force? répétait-elle. Vous reviendrez vite en ce cas... Quand reviendrez-vous? » — Et toujours ses yeux scrutateurs fixés sur les miens. Une sorte de vertige s'empara de moi m'ôtant toute présence d'esprit; cependant je sentais que je ne devais, que je ne pouvais pas répondre :

« — C'est donc vrai, vous me trompiez tout à l'heure, vous ne m'aimez plus !.. »

Pouvais-je lui laisser cette pensée?.. Avant tout il fallait qu'elle ne me crût pas parjure, qu'elle sentît bien que comme elle j'étais victime de circonstances auxquelles ma volonté n'avait pas plus de part que la sienne...

— Grand Dieu! m'écriai-je en saisissant le bras de Paul Ronceray, vous ne lui avez pas dit ?..

— Non, répliqua-t-il avec précipitation, je ne lui ai pas dit *cela*, je ne suis pas un misérable, quoique l'égoïsme m'ait emporté,.. je ne voulais rien formuler de positif, je crois n'avoir parlé que d'une calomnie que j'allais combattre, dont j'étais sûr d'avoir raison, mais déjà c'en était trop apparemment, car elle a cessé tout à coup de m'interroger, elle m'a repoussé loin d'elle, s'est levée toute droite; ses traits s'étaient altérés d'une manière effrayante : « — Ma mère, balbutia-t-elle, il s'agit de ma mère!.. partez,.. je ne vous retiens plus,.. vous ne m'êtes plus rien... »

Et elle avait raison d'être indignée, acheva Paul avec égarement; il fallait lui laisser croire de moi tout ce qu'elle eût voulu imaginer de cruel et d'injuste plutôt que d'effleurer seulement ce terrible sujet. Tôt ou tard, hélas! elle aurait vu clair... mais j'ai contribué à lui ouvrir les yeux, elle ne me le pardonnera jamais... je me suis perdu, elle me hait maintenant, elle me hait, je l'ai lu sur son visage qui, au dernier moment, s'est détourné de moi avec horreur...

Le malheureux!.. Je le trouvai trop puni pour qu'il fût nécessaire d'ajouter un reproche de plus à ceux que lui avaient adressés déjà sa conscience et Georgette. Une heure après, il quittait Paris la mort dans l'âme, laissant derrière lui d'insondables désastres.

XII.

Peut-être dans le trouble où il était et pressé par un interrogatoire qui achevait de lui faire perdre la tête, Paul Ronceray avait-il parlé d'une façon plus explicite qu'il ne le croyait lui-même; peut-être avait-il suffi d'un mot pour compléter soudain dans l'esprit de Georgette une série d'évidences qui depuis longtemps s'y aggloméraient à son insu. Quoi qu'il en fût, elle comprit dès cet instant. Ce fut comme une illumination sinistre qui vint éclairer à la fois le présent et le passé. Elle comprit que son mariage était rompu à cause de la mauvaise réputation de sa mère, elle comprit qu'elle vivait au milieu d'un scandale permanent, dont les éclaboussures rejaillissaient sur elle, et pourquoi on l'avait autrefois si brusquement mise en pension, pourquoi les autres jeunes filles s'étaient éloignées d'elle, pourquoi les mères de ces jeunes filles ne saluaient pas la sienne. Elle eut le secret de sa propre aversion tout instinctive pour Thymerale, et un mot de Denise, qui était jusque-là resté obscur pour elle, lui revint à la mémoire avec un sens terrible : — « Je n'ai aucun espoir désormais, avait dit Denise : il paraît que M. de

Thymerale est pris depuis longtemps dans les filets d'une femme mariée. — « Cette femme que maudissait Denise, c'était la mère de Georgette... Georgette n'avait plus d'amie;.. il lui semblait presque, pauvre enfant, qu'elle n'avait plus de mère. En même temps elle sentait peser sur son front, comme une flétrissure imméritée, mais réelle, une partie du poids de cette honte au milieu de laquelle, depuis sa plus tendre enfance, elle avait vécu; les événemens ne lui prouvaient-il pas qu'elle était en effet souillée de la faute d'une autre? — Je n'étais pas digne! se disait-elle en songeant à ses courtes fiançailles; je n'étais pas digne! — La triste certitude que Paul était perdu pour elle s'effaçait presque, comptait à peine auprès de cette blessure faite à sa candeur, à sa fierté, au premier et au plus cher sentiment de son cœur: la tendresse ou plutôt le culte filial concentré sur un seul objet.

Le chagrin qui dévorait Georgette ne pouvait échapper à Mme de Villard; elle l'attribua pendant quelque temps au départ de Paul, dont elle avait bien vite pour sa part démêlé la véritable cause, puis elle comprit vaguement d'abord et de mieux en mieux à mesure que s'écoulait chaque triste journée qu'il entrait plus d'un motif sérieux dans cette douleur.

Je n'étais le confident à cette époque ni de la mère ni de la fille, l'une et l'autre fuyaient les consolations, les conseils, et jusqu'à ma perspicacité muette; j'étais censé ne rien savoir des combats qui se livraient en elles, mais comme il était facile de les deviner! Elles redoutaient de se trouver seules ensemble, elles ne s'entendaient plus; c'étaient entre elles des silences de glace, mais au fond pleins d'orages, car chacune d'elles retenait avec effort ce double cri, — d'une part: — Défends-toi donc! prouve-moi que tu es toujours *ma mère!* — de l'autre : — Pardonne-moi le mal que je t'ai fait et auquel je ne peux remédier!

Reconnaissant l'impossibilité de dire cela, elles se taisaient, et d'heure en heure, de minute en minute, l'abîme se creusait entre elles plus profond. L'amour d'une fille pour sa mère n'est pas une de ces affections où l'indulgence, la pitié, le pardon peuvent trouver place; dès qu'il ne s'allie plus au respect absolu, à la confiance parfaite, il a perdu son caractère sacré, les fondemens mêmes de son existence: il est blessé à mort.

Entre ces deux femmes dont en réalité il faisait le malheur, M. de Thymerale était lui-même fort à plaindre. Georgette semblait revenue envers lui aux sentimens hostiles de ses premières années, et on ne pouvait plus les attribuer à un enfantillage. Elle le fuyait, elle évitait les occasions de paraître en public avec lui. Quant à madame de Villard, elle avait évidemment d'autres soucis que ses

propres amours qui naguère encore l'absorbaient tout entière; elle se montrait sombre, nerveuse, distraite, irritable. Le rôle de Thymerale devenait des plus pénibles. Il n'avait garde de demander la moindre explication, tenant fort au contraire à ne rien approfondir, mais il se sentait aussi embarrassé devant Georgette que pourrait l'être un voleur devant celui qui a le droit de lui réclamer son bien, et il voyait la femme qu'il avait cru enlever une fois pour toutes aux liens et aux devoirs de la famille asservie de nouveau par ces devoirs et par ces liens qui se tournaient contre elle et l'étreignaient fatalement à la façon d'instrumens de torture.

Un jour il se plaignit, paraît-il, et M[me] de Villard, à bout de forces, lui répondit :

— C'est vrai... Je ne peux dorénavant que souffrir et faire souffrir... Vous vous êtes voué à une destinée maudite. Reprenez votre liberté, puisque je ne sais plus vous aimer par-dessus tout, me garder belle pour vous.

Relevant ses cheveux blonds, encore magnifiques, elle lui avait montré les fils d'argent qui s'y mêlaient depuis peu. Mais Thymerale s'était senti d'autant plus impérieusement engagé à continuer de porter sa chaîne, quelque lourde qu'elle fût, qu'on lui offrait de la briser. Avec un de ces élans du cœur qui, hélas! quinze années auparavant avaient assuré sa victoire sur les scrupules expirans d'une femme enthousiaste et passionnée :

— Je ne me suis pas engagé, dit-il, à ne vivre avec toi que les jours de bonheur, je t'ai dû assez de ceux-là pour pouvoir exiger encore de partager tes peines.

— Ah! je n'ai plus que toi! s'était écriée la naufragée en tendant les bras vers celui dont la fidélité opiniâtre était sa seule excuse et son dernier refuge.

— Tu n'as plus que moi, et tu veux que je t'abandonne?..

En effet, ils ne pouvaient exister que l'un pour l'autre, c'était le devoir faux issu de la fausse direction qu'ils avaient donnée à leur vie. Ayant trahi tous les autres, ils accomplirent du moins celui-là.

Sur ces entrefaites, Georgette prit avec autant de mesure que de fermeté un parti décisif. Elle commença par faire entendre que, l'exemple de plus d'une jeune fille du monde qui concourait à la Sorbonne pour le diplôme d'institutrice la tentant, elle serait bien aise, elle aussi, de donner ce couronnement à ses études. Le projet fut approuvé; il ne semblait cacher aucune arrière-pensée, mais bientôt, Georgette ayant insinué qu'elle se trouvait trop souvent détournée de son travail par des distractions de toute sorte dans la maison maternelle et que pour atteindre son but elle demandait à rentrer

en qualité de pensionnaire libre chez Mme Despreux, il devint clair que la fantaisie de conquérir un diplôme la tourmentait moins que le désir de séparer sa vie de celle de sa mère. Mme de Villard ne put se faire là-dessus aucune illusion, bien que ce petit complot, mûri depuis longtemps sans doute, eût été conduit avec beaucoup de tact et des précautions qu'on n'aurait pu s'attendre à rencontrer chez Georgette, dont la principale qualité était la franchise. Ce fut pour elle le dernier coup, mais en même temps, je crois, une sorte de soulagement, car la situation, tendue de plus en plus, était devenue intolérable à tous malgré les efforts de chacun. N'arrive-t-il pas, dans la maladie de l'être le plus entouré d'affections et qui tient le plus à la vie, un moment où la mort finit par être implorée comme une délivrance et par celui dont l'agonie se prolonge et par ceux qui assistent à cette agonie? Il en est de même dans d'autres grandes crises. La retraite de Georgette tranchait le nœud gordien d'une façon inattendue, implacable, il est vrai, mais enfin c'était une solution. Sans doute, avant de s'arrêter à celle-ci, la pauvre enfant en avait cherché de moins rigoureuses, mais en vain; la logique d'un âge qui ne comprend pas les atermoiemens, l'avait bien inspirée, en somme, et elle y avait joint tout ce qu'un bon cœur peut inspirer de délicatesses.

Mme de Villard s'éleva et se maintint à sa hauteur en cette circonstance; elle feignit d'être dupe, d'apprécier ses motifs, de s'y résigner sans trop de peine, elle ne dit même pas à Thymerale ce qu'elle voyait d'irrévocable dans le projet de Georgette, résolue qu'elle était à simplifier le supplice en n'y associant aucun des deux êtres qui se partageaient si cruellement son cœur, mais elle me dit à moi, avec un accent et une expression de visage que je n'oublierai jamais :

— C'en est fait... Je n'ai plus de fille... Dieu est juste... Je n'avais pas mérité de rester son guide, ne lui ayant donné que des exemples funestes; elle m'a jugée, condamnée, elle s'écarte de moi, c'est la fin de tout,... en ce qui me concerne. Peu importe;.. mais sa vie, à elle, commence, affranchie d'une entrave, d'un fardeau, d'une tache. C'est d'elle qu'il s'agit, d'elle seule... Ce guide, ce soutien que je ne puis plus être, il faut qu'elle le rencontre ailleurs... Je le lui donnerai, le temps est venu.

J'essayai de lui prouver, sans y croire, que la séparation qu'elle jugeait définitive ne serait que momentanée, qu'elle se trompait sur les intentions d'une enfant encore irrésolue. Elle secoua la tête et, avec un geste qui semblait repousser mes suppositions :

— Elle a réfléchi. Moi aussi, je réfléchissais de mon côté,..

j'étais prête à tout, prête au dernier sacrifice. Vous rappelez-vous, mon ami, ce que je vous ai dit une fois de certain pli cacheté que me fit parvenir M. Danemasse au moment où je m'attendais de sa part à de terribles représailles, à un procès infamant?..

— Oui, cette lettre, cette lettre mystérieuse adressée à sa fille...

— Et confiée à mes soins pour être remise le jour où Georgette aurait besoin de lui... Il savait ce qu'il faisait, dit Mme de Villard avec un accent contenu de colère impuissante, il préparait bien sa vengeance.

— Mais en la confiant à vos mains, cette vengeance, dis-je, effrayé à demi de ce qu'elle allait faire, il vous a laissée libre de la retenir, de la conjurer à votre gré...

— Libre?.. non;.. j'aime ma fille. Il n'a jamais douté de cela, et il a bien fait.

Cette étrange femme ne m'en dit pas davantage alors, mais elle agit avec une vaillance et une générosité quasi chevaleresques, qui, toujours promptes à se réveiller en elle, donnaient raison à l'estime dont je ne pouvais, malgré tout, me défendre pour son caractère.

Le lendemain, par un jour pluvieux et triste de l'arrière-automne, elle reconduisit sa fille, selon le désir que celle-ci avait formellement exprimé, chez Mme Despreux. Son calme ne se démentit pas un instant; Georgette, au contraire, était à bout de courage, il eût suffi d'un mot, d'une caresse, d'un regard de sa mère pour qu'elle se jetât dans ses bras en lui disant : — Remmène-moi! j'ai trop présumé de mes forces. Je ne peux pas te quitter! Tout plutôt que cela...

Mais Mme de Villard sentait que cette explosion de tendresse ne remédierait à rien et laisserait les mêmes difficultés subsister dans l'avenir. Elle ne la provoqua donc point, elle affecta de ne rien voir, elle répondit par des sourires aux insidieuses félicitations de Mme Despreux, qui prétendait ne savoir ce qu'il fallait admirer le plus, du beau zèle qui poussait son ancienne élève, après avoir goûté des plaisirs du monde, à se séquestrer entre les quatre murs d'un pensionnat pour conquérir des brevets de capacité dont, en somme, elle n'avait pas besoin, n'ayant nulle intention d'en faire jamais usage, ou de l'affection toute désintéressée de cette mère qui renonçait à la joie de garder auprès d'elle une aussi charmante enfant pour lui permettre de suivre des goûts si rares et si louables : — C'est un exemple que je ne me lasserai jamais de citer, répétait la sémillante directrice; mais on dirait que son héroïque résolution coûte un peu à notre chère Georgette, ajouta-t-elle en remarquant les larmes que celle-ci ne pouvait retenir. La voici

presque aussi émue que lorsqu'elle est entrée chez nous pour la première fois. Sachez bien, mon enfant, que vous ne serez plus traitée en petite fille, mais en personne raisonnable, et que c'est une demi-liberté qui vous attend. Vous êtes autorisée à vous promener dans le jardin réservé, à pénétrer dans ma bibliothèque particulière; vous aurez un petit appartement séparé très complet, une place à ma table;.. tout ce que je regrette, c'est qu'aucune autre jeune fille ne se trouve, quant à présent, dans le même cas... Vous serez bien seule...

— C'est ce que je désire, dit vivement Georgette.

— Pour pouvoir vous recueillir, vous livrer plus tranquillement à l'étude? Je comprends cela.

Quand Georgette fut quitte des complimens, des explications, de l'intérêt intempestif, de l'importune curiosité de Mme Despreux, quand elle se trouva enfin seule avec sa mère dans la chambre vaste et commode qu'on lui avait réservée, elle se mit à genoux devant celle que volontairement elle abandonnait, poussée par l'impulsion de sa conscience, par les instincts les plus délicats de son âme, et, lui baisant les mains avec une effusion de repentir et d'amour: — Ma mère chérie, murmura-t-elle, pardonne-moi...

Il lui semblait en ce moment être une fille dénaturée. Elle eût voulu pouvoir, sans parler, ouvrir son cœur sous les yeux de sa mère et la supplier d'y lire tout ce qu'il renfermait d'angoisses et de doutes.

— Je n'ai pas à te pardonner,.. je te bénis, répondit Mme de Villard d'une voix étouffée, en l'attirant dans ses bras. Écoute bien, Georgette; si j'ai eu des torts envers toi, qu'ils soient effacés aujourd'hui...

— Des torts!.. Oh! maman, ma chère maman,.. tu as toujours été bonne,.. trop bonne; c'est moi qui suis une ingrate; c'est moi... Si tu savais!..

— Je ne veux rien savoir, interrompit précipitamment Mme de Villard; tu as sans doute agi pour le mieux. — Elle semblait résolue à ne pas se laisser vaincre par l'émotion, et Georgette s'efforçait de se conformer à sa volonté. Un silence se fit entre elles; Georgette avait jeté ses deux bras autour de sa mère et appuyait contre elle un pâle visage, qui, renversé sur son sein, semblait la supplier.

Mme de Villard, les yeux fermés pour ne pas voir l'expression de ceux de sa fille, reprit tout bas: — Je veux que tu sois heureuse... oui, je veux pouvoir penser à ma petite Georgette en me disant : — Elle est heureuse après tout, quand bien même;.. écoute encore, chère enfant,... quand bien même ton bonheur, tu

ne devrais pas le tenir de moi... En ce moment, tu t'égares dans des perplexités dont je ne peux t'aider à sortir;.. non, je ne le peux pas, répéta Mme de Villard, arrêtant les paroles qui allaient sortir de la bouche de Georgette; — mais un autre le pourra peut-être, ajouta-t-elle en lui remettant une lettre... Je te laisse ceci...

La jeune fille prit avec une sorte de terreur l'enveloppe cachetée qu'elle lui tendait : — Ne me quitte pas encore! dit-elle, je t'en prie, ne me quitte pas...

— Il le faut, interrompit Mme de Villard, recouvrant toute sa fermeté. Je reviendrai, mais nous ne parlerons plus jamais de ces choses. Tout ce qu'il importe que tu saches, c'est que tu es libre, absolument libre d'agir selon l'impulsion de ton cœur, qui te conseillera toujours bien.

Elle échappa aux bras de sa fille, et bientôt le bruit d'une voiture qui s'éloignait retentit dans la rue silencieuse. Alors Georgette, pénétrée d'une sensation d'isolement nouvelle et profonde, se jeta sur son lit, et, la tête enfoncée dans l'oreiller, pleura longtemps comme pleurerait un enfant perdu, sans secours, dans la nuit profonde. Quand elle revint à elle, la lettre cachetée, qu'elle avait laissée tomber, fut le premier objet qui frappa ses regards : elle la ramassa, la retourna, lut et relut la suscription d'une petite écriture ronde, serrée, peu lisible, ce qu'on est convenu d'appeler une écriture de latiniste; puis elle déchira l'enveloppe par un mouvement de poignante curiosité. J'ai su depuis ce qu'avait écrit M. Danemasse :

« Ma fille,

« Quand tu liras cette lettre, tu auras besoin d'affection et d'appui. Rappelle-toi que tu peux trouver l'un et l'autre auprès de ton père, qui, de son côté, n'a plus d'espoir qu'en toi.

« George Danemasse.

« Les Granges.... »

— Ma mère! s'écria impétueusement Georgette... elle renonce à moi, elle me donne à lui... Je ne veux pas, c'est impossible... Ma mère, je te dois tout. Je ne connais, je n'aime que toi... Reprends ta pauvre Georgette !

Mais sa mère n'était plus là pour l'entendre... Où était-elle? Le front de Georgette s'assombrit, une image intolérable s'était présentée à son esprit... l'image de Thymerale... Elle se détourna en frissonnant, reprit la lettre, qu'elle avait jetée loin d'elle, et se mit à étudier ces quatre lignes avec une fixité stupide. Ce fut ainsi qu'elle passa toute la nuit.

XIII.

Mme de Villard avait abdiqué ses droits de mère, Georgette était forcée de s'en rendre compte : on avait souffert qu'elle cédât la place à Thymerale, on avait remis entre ses mains cette lettre que son premier mouvement avait été de repousser en craignant de la comprendre, mais qui, maintes fois lue et relue depuis, dans la solitude, loin de toute influence, s'imposait de plus en plus à ses pensées. Chose étrange! le souvenir de Paul, souvenir chassé sans cesse et toujours prêt à revenir avec un cortège de ressentimens et d'amertumes, mais aussi de regrets, se mêlait invinciblement à la préoccupation nouvelle et incessante dont M. Danemasse était l'objet. Il semblait à Georgette, elle ne savait pourquoi, que la cause de ces deux hommes se trouvait confondue; que, d'un côté le père qu'elle ne connaissait pas, mais qui depuis tant d'années l'attendait, que le fiancé qu'elle ne comptait plus revoir se réunissaient pour l'appeler, tandis que d'autre part sa mère la reniait froidement, de propos délibéré. Ce que cette enfant ne pouvait concevoir, c'était le genre de torture morale que subissait alors une femme aussi malheureuse que coupable. Il est vrai qu'après avoir consenti à se séparer de sa fille, Mme de Villard se rattacha plus que jamais à l'amour de Thymerale, croyant y trouver l'étourdissement dont elle avait besoin pour supporter un pareil sacrifice, mais elle devait éprouver bientôt que le temps des vertiges était passé. Cet amour, dont elle voulait faire son refuge suprême et qui, par une prérogative dont elle restait fière au milieu de sa douleur, avait échappé jusque-là aux lois communes, aux écueils vulgaires, à tout ce qui tue ordinairement de pareilles liaisons, cet immuable amour que le temps n'avait ni usé ni refroidi, qui défiait encore la réprobation de la société, qui n'avait connu aucun des dégoûts que les années amènent à leur suite, cet amour toujours si riche d'illusions et que sa beauté continuait à justifier, était condamné cependant par une logique fatale. En vain Thymerale s'efforçait-il de tout remplacer à lui seul : le vide qu'avait laissé le départ de Georgette subsistait plus profond chaque jour; en vain Mme de Villard se répétait-elle sans cesse qu'auprès de Thymerale elle ne regrettait rien : elle avait conscience que sa bouche mentait au plus fort de l'exaltation qu'elle attisait cependant avec la volonté désespérée de ne jamais lui permettre de s'éteindre. Au fond ils ne s'abusaient ni l'un ni l'autre et se demandaient tout bas effrayés :

— Qu'arrivera-t-il demain? — en se promettant tout haut de vivre jusqu'à leur dernier souffle pour la chimère qui les fuyait...

Georgette, enfermée chez Mme Despreux, travaillait, sans grande ardeur, je suppose, à une tâche ingrate. La préparation aux examens était pour elle ce que fut pour Pénélope sa tapisserie, un moyen de louvoyer, d'attendre, d'écarter l'inévitable. Elle n'avait nulle hâte d'arriver à la fin, et cependant le jour venu du premier examen, elle dut passer, elle passa victorieusement cette épreuve. Je me hasardai alors à prononcer ce que n'aurait osé lui dire sa mère : — Maintenant que votre but est atteint, vous allez nous revenir...

— J'ai encore à franchir deux degrés, répondit-elle vaguement; voici une partie de la besogne terminée, c'est vrai : il faut en commencer une autre.

— Petite savante! lui dis-je en riant, gageons que je devine vos intentions cachées : ouvrir un pensionnat de jeunes demoiselles ou vous placer à l'étranger en qualité d'institutrice?..

— Ah! s'écria-t-elle, si ces ambitions m'étaient permises en effet! Si j'étais pauvre! si j'avais une excuse pour abandonner ma famille, mon pays et me jeter dans le monde, avec le but, comme vous dites, de gagner ma vie, cela simplifierait bien des choses! Mais tout est contre moi,.. tout;.. je cherche en vain mon chemin, je ne le trouve pas...

— Votre vieil ami ne peut-il vous être bon à rien?

Nous causions tous les deux dans le petit salon de Mme Despreux; celle-ci ayant laissé la porte de la terrasse où elle se promenait grande ouverte, pour la forme, n'apportait du reste aucune entrave à notre tête-à-tête. Georgette me regarda fixement, hésita quelques secondes, puis avec un accent d'interrogation craintive : — Vous rappelez-vous, dit-elle, c'est ici, quand nous sommes entrés pour la première fois dans cette maison, que vous m'avez parlé de mon père... J'ai pensé souvent à ce que vous m'avez dit de lui, de sa dureté, de ses torts... Pourriez-vous m'affirmer que dans ce temps-là vous ne vous trompiez pas sur son compte, que les choses sont bien telles que vous le croyiez,.. que vous me l'avez fait croire?..

Je ne répondis pas. — Elle soupira profondément. — Parlez-moi, je vous en prie, ajouta-t-elle, éclairez-moi tout à fait si vous le pouvez, si vous savez...

— Que voulez-vous que je vous réponde, ma pauvre enfant? dis-je très ému. Vous me demandez si je sais;.. oui, je sais ce qui vous a décidée à quitter votre mère, je sais que votre cœur se débat entre ses plus chères affections et un instinct confus du

devoir que nul d'entre nous n'a le droit de scruter... Dieu, s'il vous a inspirée jusqu'ici, vous dirigera, j'espère, jusqu'au bout; je ne puis, moi, que vous plaindre.

— Oh! s'écria-t-elle, vous me faites plus de bien que vous ne pensez!.. En pleurant devant vous, je ne la trahis donc pas, je ne l'accuse donc pas, vous comprenez que je l'aime malgré tout, et vous saurez l'en persuader au besoin.

— Vous l'en persuaderez mieux vous-même, dis-je en essuyant paternellement les larmes qui coulaient de ses yeux. Que comptez-vous faire? Vous ne pourrez toujours rester ici; y avez-vous songé? Tôt ou tard, il faudra prendre un parti...

— Oui, répondit-elle pensive, en hochant la tête... Je songe,.. je cherche,... je gagne du temps... Vous l'avez dit, Dieu m'aidera peut-être.

Et en effet, celui qui dans le ciel le plus sombre fait toujours, à un moment donné, surgir une étoile, suscita pour elle ce signe imprévu qui tant de fois a montré leur chemin aux âmes de bonne volonté, les délivrant de la captivité, de la servitude, des ténèbres, du mal qui les accable sans qu'elles l'aient mérité.

Un soir, vers la fin de l'hiver, j'étais seul et ennuyé au coin de mon feu. La maison de Mme de Villard, qui si longtemps, chaque jour, à cette même heure, avait reçu ma visite, ne m'attirait point désormais; je n'avais plus chance d'y rencontrer Georgette, on n'y parlait plus jamais d'elle. Mon journal à la main, je bâillais donc sur la politique quand un coup de sonnette assez vif me réveilla :

— Comment! c'est vous, Georgette? Par quel prodige?

Elle entrait, encapuchonnée de fourrure, un petit sac à la main, équipée comme on l'est pour le voyage; elle avait l'air à la fois résolu et très agité; derrière elle marchait une vieille femme, en costume de paysanne, que je n'avais jamais vue.

— Je viens vous dire adieu, commença-t-elle sans s'asseoir, nous prenons un train de nuit qui part dans une heure, et comme la gare est encore loin, il n'y a pas de temps à perdre. Mon père se meurt;.. c'est vers lui que je vais.

— Impossible! m'écriai-je aussitôt que la surprise me permit de placer un mot. Vous n'avez pas réfléchi.

— Non, interrompit-elle précipitamment, je ne veux pas réfléchir... Interrogez celle-ci,.. une brave femme qui, depuis trente ans et plus, est au service de mon père et de ses parens avant lui. Elle est venue tout à l'heure m'apprendre le triste événement qui me décide à partir. J'ai craint d'abord que Mme Despreux ne fît quelques difficultés; mais je lui ai dit bravement : — C'est mon père qui m'envoie chercher; il est au plus mal. — Et les portes se sont

ouvertes devant moi. Alors je me suis fait conduire ici, bien vite... — Elle m'attira dans un coin, et à voix basse : — Je ne me sentais pas le courage de parler à ma mère... Vous lui expliquerez, n'est-ce pas?.. Vous lui direz que, quoi qu'il arrive, je serai bientôt de retour; mais refuser de voir mon père une fois, d'entendre une fois ce qu'il peut avoir à me dire,.. non, elle n'eût pas exigé cela...

Je me tournai sévèrement vers la vieille femme qui, debout près de la porte, dans une attitude discrète et respectueuse, attendait la fin de notre colloque.

— Qui vous a envoyée? demandai-je.

Elle répondit en faisant une révérence courte :

— Personne, monsieur ; je suis venue de moi-même.

Elle parlait d'un ton calme et ferme, avec l'accent franc-comtois le plus prononcé. Je fus frappé de l'expression vénérable, presque ascétique de sa figure, qu'on aurait crue tannée par les intempéries des saisons, comme le sont souvent ces visages de montagnardes. Une coiffe blanche aux lourdes dentelles lui battait les joues et cachait ses cheveux gris de façon à n'en pas laisser paraître un seul ; elle avait de beaux yeux noirs aux paupières bistrées, meurtries pour ainsi dire, de grands traits presque masculins et les lèvres rigidement closes d'une personne qui ne prodigue pas inutilement les paroles : — Je suis partie avant-hier, reprit-elle de sa voix mesurée, sous laquelle tremblait une émotion contenue, parce que je ne pouvais plus le voir souffrir, parce que la pensée qu'il mourrait tout seul comme ça dans un coin de cette maison si triste, m'empêchait de dormir, de manger, même de prier le bon Dieu, que j'avais tant appelé à notre secours et qui apparemment n'y pouvait rien. Je me suis passée de permission, j'ai fait cent vingt lieues d'une traite, moi qui n'avais jamais quitté l'endroit où je suis née,.. et j'ai soixante-cinq ans, monsieur... Je suis venue à Paris... ce n'était pas pour mon plaisir, allez... Nous le détestons, votre Paris qui nous a tout pris... Je connaissais l'adresse d'un homme d'affaires de monsieur, c'est lui qui m'a indiqué celle... que je cherchais. Je voulais seulement voir mademoiselle et la supplier de donner à son pauvre père avant qu'il quitte ce monde la seule joie qu'il ait jamais eue depuis... Monsieur, je sais ce que je dis... J'étais à son service quand il est resté seul... — Je voulais donc voir mademoiselle. Mais c'était là le plus difficile... Je ne suis pas hardie, vous comprenez... une femme de campagne ! J'ai longtemps rôdé autour de cette maison où je croyais la trouver, sans pouvoir me décider à entrer. J'avais peur d'être chassée, de ne point arriver jusqu'à la petite... Excusez-moi, mademoiselle, vous êtes une belle

dame maintenant, mais je vous ai tenue dans mes bras quand, Dieu me pardonne ! vous n'étiez pas plus grande que cela... — Et courbant sa haute taille, elle éleva la main à un demi-pied du sol. — J'ai attendu la nuit pour me glisser à la cuisine. Ces domestiques de Paris ont-ils eu de la peine à me répondre ! Leur maîtresse, à ce qu'ils m'ont dit, n'était pas là et ne devait rentrer que très tard, et Mlle Georgette... il y avait beau temps que Mlle Georgette était retournée à sa pension ! Je demande où est la pension et j'ai vite fait de la trouver, quoiqu'il soit bien aisé de se perdre, dans ce Paris !.. Mlle Georgette n'a pas balancé, que Dieu la bénisse ! continua la vieille servante en joignant les mains, et tout ce que je lui ai dit est la vérité pure... ceux qui connaissent Desle Morillon savent qu'elle ne ment jamais...

— Elle m'a dit, ajouta Georgette, que mon père, frappé l'année dernière d'une maladie aiguë, languissait depuis ce temps-là, miné par un découragement qui lui ôtait toute envie de guérir.

— Oui ! dit la vieille femme en approuvant de la tête, pourquoi guérirait-il ? Personne ne s'intéresse à ce qu'il vive ou meure... et lui-même il *ne se regrette pas.*

— Ainsi ce n'est pas lui qui a demandé sa fille ?

— Jamais, monsieur, jamais ! Il rendra l'âme sans avoir dit un mot de ce qui le tue. Ce n'est pas un homme qui se plaint, non ! Mais dans nos pays on sait bien que ce n'est pas à l'endroit des *bruyans* que l'eau est la plus profonde ; voyez les *gours* au contraire... Bon ! à Paris, vous ne connaissez pas ça ; c'est l'endroit où la rivière est toute calme, toute noire et quasiment sans fond,.. un gouffre, quoi ! Eh bien ! le cœur de mon maître est de même, il ne sait pas babiller et se répandre. Je l'ai vu mon pauvre maître pendant des années toujours muet sur ses livres ; ses cheveux ont blanchi plus vite que ceux des autres, il a pris de bonne heure l'air d'un vieux... jamais du reste, vous savez, il n'a été ce qu'on peut appeler jeune... — Il semblait à Desle Morillon que tout le monde dût connaître M. Danemasse, — la gaîté n'était pas son humeur à cet homme, il était ce que nous appelons loup ;.. seulement moi, je voyais bien d'année en année que la tristesse augmentait chez lui. L'autre hiver, il a pris chaud et froid en aidant à éteindre un incendie dans le village ; c'est un homme serviable et un bon voisin, quoiqu'il ne fasse point de bruit... J'ai cru le perdre du coup. Il me disait tandis que je le veillais... en ai-je passé des nuits au pied de son lit ! « — Il n'y a pas de quoi te désoler, va, ma vieille Desle ; je ne manquerai à personne, pas même à toi, car je ne te disais pas quatre mots par jour. » — C'était vrai, mais il m'aurait terriblement manqué tout de même. J'aurais voulu savoir lui

expliquer ça, mais je suis encore pire que lui pour la parole;.. il m'est plus facile de servir mon maître des heures, des jours, des années de suite, que de trouver des mots qui lui disent la vérité : que je lui suis dévouée autant que son chien... Au contraire... plus ce que je vois me fait de peine, plus je prends l'air sauvage et renfrogné. C'est mon malheur d'être comme ça, c'est aussi le sien... Autrement il ne se serait pas tant gêné pour embrasser devant moi un petit portrait de sa fille, le portrait qu'un monsieur peintre qui passait dans le pays a fait quand elle avait trois ans. Seul dans sa chambre, il le mangeait des yeux; je l'ai surpris plus d'une fois; il lui contait sans doute un tas de choses qu'il ne pouvait pas me dire naturellement! Dès que je me montrais il l'avait vite caché sous l'oreiller. J'aurais voulu prendre sa pauvre tête grise dans mes bras comme je faisais quand c'était une tête blonde et qu'il était petit et qu'on le grondait; j'aurais voulu lui dire, comme dans ce temps-là : — Mais pleurez donc tout votre soûl, monsieur George! — Le respect m'en empêchait; seulement je faisais mon profit de ce que je voyais. Il pensait jour et nuit à sa fille, et de plus en plus; il ne fallait pas être bien malin pour s'en apercevoir... Tenez, par exemple,... le petit chêne qu'il a planté le jour de la naissance de son enfant,... c'était une coutume dans la famille,.. eh bien! tant qu'il a pu se tenir sur ses jambes, il se traînait jusqu'à cet arbre, qui est dru et bien venu comme vous-même, mademoiselle,... il cherchait à se faire ainsi une compagnie. De son lit, qui est placé en face de la fenêtre, il ne le quitte pas des yeux... C'est la petite cuillère d'argent à votre chiffre qui lui sert pour prendre ses tisanes, et l'édredon qui le réchauffe est celui de votre berceau. A chaque instant, il y passe la main, comme par hasard,... et il croit que je ne comprends pas!.. Il faudrait être plus aveugle encore que je ne suis, bien que ma vue baisse tous les jours... Mais il ne s'agit pas de ça. Voyant mon maître malade, je me suis dit un matin, ou plutôt non, monsieur, c'est la sainte Vierge qui me l'a dit à l'oreille pendant que je faisais ma prière : — Va-t'en lui chercher sa fille, qu'elle tombe ici sans qu'il s'en doute. Ce sera pour lui la vraie souveraine. — La souveraine, monsieur, c'est une plante de chez nous qui est censée guérir tous les maux. Là-dessus j'ai dit que je voulais recommencer un voyage que j'avais déjà fait bien inutilement à la côte de l'Ermitage, où il y a une statue de Notre-Dame qui est connue pour ses miracles; j'ai mis à ma place Nanette, une fille très sûre que j'ai formée, je me suis recommandée au bon Dieu, je n'ai pas arrêté de dire mon chapelet en route, et voilà comment je suis venue...

C'était sans doute le plus long discours que Desle Morillon eût

prononcé de sa vie; elle paraissait elle-même toute surprise de sa loquacité. Moi j'admirais la finesse avec laquelle cette paysanne, en disant tout ce qui pouvait éveiller l'intérêt et la pitié de Georgette en faveur de son père inconnu, avait évité de faire aucune allusion à la cause première des chagrins qu'elle la conjurait de venir consoler, se gardant d'articuler une accusation quelconque contre qui que ce fût, de prononcer un nom seulement. Évidemment nous avions affaire à une personne de cœur et de tête; Georgette était en bonnes mains pour le voyage qu'elle voulait entreprendre. A ce sujet elle ne me demandait pas de conseils; j'en fus bien aise, car je n'aurais su vraiment lequel lui donner. Quand, après quelques objections que je fis pour l'acquit de ma conscience et qu'elle n'écouta même pas, je la reconduisis jusqu'à la voiture qui l'attendait, elle me dit, après s'être retournée deux fois pour s'assurer que la vieille Desle, qui marchait derrière nous, ne pouvait l'entendre :

— Puisque vous êtes dans les secrets de ma mère, que vous pouvez causer librement avec elle, répétez-lui bien que la démarche à laquelle je me trouve entraînée aujourd'hui n'implique nullement un choix qu'elle m'a autorisée à faire, mais auquel, quoi qu'il arrive, je ne me résignerai jamais. Je suis toujours à elle. Je le prouverai en lui donnant chaque matin de mes nouvelles pendant cette absence, que je compte rendre aussi courte possible. Il y aura bien des choses cependant que la crainte de l'affliger m'empêchera de lui dire, des choses qu'elle ne doit pas entendre de ma bouche. Ces choses-là, laissez-moi vous les confier de temps en temps... J'aurai si grand besoin de m'ouvrir à un ami! Et puis vous nous servirez d'intermédiaire... Votre expérience de la vie, votre grande bonté vous indiqueront ce qu'il convient de répéter et ce qu'il faudra taire. Vous me comprenez, n'est-ce pas?

Je lui serrai la main pour toute réponse. Moi, qui avais toujours fui les responsabilités, comme elles venaient me chercher dans ma retraite de vieil égoïste!

Th. Bentzon.

(*La dernière partie au prochain n°.*)

DIDEROT INÉDIT

D'APRÈS LES MANUSCRITS DE L'ERMITAGE

II[1].

LA RÉFUTATION D'HELVÉTIUS ET LE PLAN D'UNE UNIVERSITÉ.

OEuvres complètes de Diderot, éditées par J. Assézat et Maurice Tourneux, 20 vol. in-8°, 1875-1877; Garnier frères.

I.

Diderot n'était pas fait pour les ouvrages suivis. Ses meilleurs écrits sont assurément ceux qui sont issus du hasard, les fragmens, nés par une sorte de génération spontanée appliquée aux idées que l'on voit éclore en foule, dans ce cerveau toujours en fermentation, des sujets les plus divers et les plus inattendus. L'écrivain reste encore le causeur qui a changé d'auditoire, mais non d'attitude. La plume à la main ou la parole aux lèvres, dans son cabinet de travail ou dans les salons, au café où l'on fait cercle autour de lui comme au Grandval, chez le baron d'Holbach, il s'abandonne sans arrière-pensée, il se livre : il est le vrai créateur de la critique primesautière, hardie et vive à la rescousse, en éveil sur toutes les questions, la critique d'impression dans toute sa liberté, ses audaces et ses périls; ce qui faisait dire à Sainte-Beuve ce mot si juste : « C'est le grand journaliste moderne, l'Homère du genre... C'est par ce côté qu'il survit et qu'il doit nous être cher à tous,

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

journalistes et improvisateurs sur tous les sujets. Saluons en lui notre père et notre premier modèle (1). »

C'est de cette façon, sans l'avoir médité, que Diderot se trouva un jour avoir écrit ce remarquable ouvrage : *la Réfutation suivie de l'ouvrage d'Helvétius intitulé « l'Homme. »* Quand le livre d'Helvétius parut, en 1773, publié par les soins du prince Galitzin, après la mort de l'auteur, Diderot était en Hollande, attendant M. de Nariskin, qui devait le conduire à Saint-Pétersbourg, où nous le retrouverons plus tard. On connaît son habitude, qui était, en lisant un livre, d'écrire immédiatement sur les marges toutes les réflexions qui lui venaient à la pensée. Il lui en vint beaucoup à la lecture de ce lourd et paradoxal ouvrage. Au second séjour qu'il fit à La Haye, après son voyage de Russie, il reprit ces notes et leur donna, en les recopiant, des développemens nouveaux. On dit même qu'il y revint une troisième fois, et l'on croit que c'est cette dernière rédaction qui fut transportée à l'Ermitage. Quelques parties de l'ouvrage étaient déjà connues, soit par les citations que Naigeon en fait dans ses *Mémoires*, soit par la *Correspondance* de Grimm, qui publia le commencement de cette *Réfutation*, soit par quelques morceaux communiqués à M. Walferdin par M. Godard et qui parurent en 1857, dans un recueil du temps. Mais on ne pouvait pas soupçonner, par ces morceaux détachés, la valeur de l'ensemble : je ne crains pas de dire qu'il y a là une révélation inattendue du talent de Diderot.

Ce qui fait l'intérêt de cette œuvre, c'est l'indépendance d'esprit dont fait preuve l'auteur. Il se montre libre à l'égard de la secte et, ce qui est plus rare et plus difficile, libre à l'égard de lui-même; il ne se laisse dominer ni par les préjugés du parti philosophique et irréligieux auquel il appartient, ni même par certaines opinions particulières qui semblent le lier à Helvétius. En effet, l'auteur de *l'Esprit* et de *l'Homme* attribue la sensibilité à la matière en général, réduit les fonctions intellectuelles à la sensibilité et par là à une propriété toute matérielle, déclare qu'apercevoir, juger et sentir, c'est la même chose, et ne reconnaît de différence entre l'homme et la bête que celle de l'organisation. — Et ne savons-nous pas que Diderot, lui aussi, dans le *Rêve de d'Alembert* et dans les *Élémens de physiologie*, soutient que la sensibilité est une propriété de la matière, comme l'étendue et l'impénétrabilité, et qu'il en déduit les conséquences les plus hardies sur l'identité des êtres, qui deviennent, selon les circonstances, *dieu, table ou cuvette*, esprit, animal, plante ou minéral? C'est que Diderot, quand il s'abandonne à la pente de ses idées en physiologie, pousse jusqu'au matéria-

(1) *Causeries du lundi*, t. III, p. 299.

lisme pur et simple l'idée de l'unité qui le possède et l'entraîne; il est comme précipité par le poids d'une logique irrésistible jusqu'au fond de l'abîme, où il rejoint son ami le baron d'Holbach. Voilà Diderot physiologiste et logicien. Mais quand il n'est plus sous l'obsession de ses études d'histoire naturelle et de physique, quand il perd un instant de vue ses molécules douées d'une sensibilité latente et le jeu de ces molécules et les agrégats qu'elles forment, les combinaisons où elles entrent, les polypes qu'elles composent en se rejoignant, animaux microscopiques ou organismes supérieurs, l'homme même, le plus distingué de ces polypes, — quand il échappe à cette magie d'une nature fatale, aveugle, uniforme dans ses procédés, ne variant ses produits qu'en raison de la diversité des circonstances, — alors un autre Diderot se révèle à nous. Ce phénomène se produit surtout quand Diderot retrouve ses propres idées exposées et commentées pédantesquement par un écrivain maladroit. Il se fâche contre le lourdaud, il se refuse à reconnaître les analogies, il brise d'une main irritée le miroir obscur et difforme qui lui présente l'image enlaidie de sa doctrine, maintenant qu'elle n'est plus animée à ses yeux par le brillant tumulte de la conception, par la verve de son esprit, par l'enthousiasme créateur. Comme cela est naturel, et comme il arrive que l'on se dégoûte facilement de certaines idées en les voyant soutenues par certaines gens! Diderot sent vaguement qu'il y a quelque chose au delà de cette physique et de cette chimie qui l'ont un instant séduit, qu'il existe dans l'homme des élémens irréductibles à la molécule inerte, que l'esprit et le génie, la grandeur morale et l'héroïsme sortent d'un autre moule que celui où la nature jette confusément et pétrit la matière banale de ses éphémères produits. Il poursuit je ne sais quel symbole d'éternité dans les créations de ce genre. Il ose en reconnaître la grandeur inexpliquée au lieu de chercher à l'expliquer en la détruisant. Il n'est plus sectaire, il est libre.

Dans l'ouvrage que nous avons sous les yeux, Helvétius a fait ce miracle. Après que Diderot, avec son intelligence supérieure, a vécu dans un long tête-à-tête avec ce livre, il en sort désabusé et non sans quelque mauvaise humeur contre ce dogmatisme qui s'emploie gravement à lier des paradoxes ternes; il a senti l'insuffisance d'un pareil esprit occupé à résoudre les grands problèmes avec cette étourderie pesante et cette légèreté laborieuse; il a mesuré l'insuffisance de ces procédés, l'étroitesse du point de vue où s'enferme l'auteur et d'où il juge, comme d'un centre qui est ce *pauvre lui-même*, la circonférence infinie des choses, les aspects inépuisables de la nature, de la vie et de l'humanité. Il se détache alors, sans trop s'en apercevoir, d'une doctrine si mal servie, si

lourdement compromise; il cherche obstinément, fût-ce sans la trouver, quelque issue vers de plus hautes régions; on sent l'effort qu'il fait pour s'élever au-dessus de cette atmosphère abaissée. Des ouvrages comme ceux d'Helvétius sont bien faits pour donner la nostalgie des hauteurs.

Déjà en 1758, jugeant en quelques pages le livre de *l'Esprit*, Diderot avait laissé entrevoir des dissidences, et d'une plume trop complaisante encore il marquait plus d'une restriction à l'éloge convenu. La plus piquante des restrictions était de s'étonner plaisamment de voir un homme riche, heureux comme Helvétius, se faire auteur. C'est évidemment le sens de ces quelques lignes, discrètement ironiques, par où commencent les *Réflexions :* « Aucun ouvrage n'a fait autant de bruit. La matière et le nom de l'auteur y ont contribué. Il y a quinze ans que l'auteur y travaille; il y en a sept ou huit qu'il a quitté sa place de fermier général pour prendre la femme qu'il a, et s'occuper de l'étude des lettres et de la philosophie. Il vit pendant six mois de l'année à la campagne, retiré avec un petit nombre de personnes qu'il s'est attachées, et il a une maison fort agréable à Paris. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il ne tient qu'à lui d'être heureux; car il a des amis, une femme charmante, du sens, de l'esprit, de la considération dans le monde, de la fortune, de la santé et de la gaîté... Les sots, les envieux et les bigots ont dû se soulever contre ses principes, et c'est bien du monde. » On ne peut pas dire plus spirituellement d'un homme fourvoyé dans la philosophie : « Que diable allait-il faire dans cette galère ? »

Qu'était-ce donc que cet ouvrage nouveau auquel Diderot devait consacrer une éclatante réfutation? Grimm l'annonce ainsi dans sa Correspondance de novembre 1773 : « Il n'y a encore dans Paris qu'un très petit nombre d'exemplaires de l'ouvrage posthume de M. Helvétius, et il n'y a pas d'apparence qu'il devienne de longtemps plus commun... *De l'Homme, de ses facultés intellectuelles et de son éducation*, voilà son titre. Son but est de prouver que le génie, les vertus, les talens auxquels les nations doivent leur grandeur et leur félicité ne sont point un effet des différentes nourritures, des tempéramens ni des organes des cinq sens, sur lesquels les lois et l'administration n'ont nulle influence, mais bien l'effet de l'éducation, sur laquelle les lois et le gouvernement peuvent tout. » Cela a l'air bien inoffensif et bien anodin. Précisons la doctrine de l'auteur et nous verrons comment Diderot fut amené irrésistiblement à la combattre par une certaine générosité de sentimens qui domine chez lui, même à travers les orgies folles de son cerveau.

La thèse principale d'Helvétius est que l'éducation seule fait toute

la différence entre des individus à peu près bien organisés, sans que l'auteur veuille tenir aucun compte des qualités physiques ou morales qui, étant diverses, diversifient les tempéramens et les caractères. Les vrais, les seuls précepteurs de notre enfance sont les objets qui nous environnent et le hasard. Les caractères et les intelligences sont le produit d'une infinité de petits accidens. Helvétius pousse à bout la théorie sensualiste de la *tabula rasa*, de l'esprit qui n'est qu'une table rase sur laquelle les sensations viennent successivement s'enregistrer d'elles-mêmes. Tout homme qui a ses cinq sens en règle est l'égal, par nature, de tout autre homme. Chacun étant également la somme de cinq sens, cette somme ne variera qu'en rapport des circonstances qui enrichiront plus ou moins cette capacité vide, ou de l'éducation qui dirigera le cours des impressions sensibles. — De là toute la série des thèses secondaires qui ne vaudraient pas la peine d'être énumérées, si elles n'étaient nécessaires pour comprendre la réfutation : Le génie n'est qu'un produit du hasard; le hasard est le maître de tous les inventeurs; les plus sublimes découvertes se réduisent à des faits; ce sont des accidens heureux qui les ont provoquées en révélant les faits. Mais il importe d'exciter l'attention d'où peut naître la découverte. Et comme juger c'est sentir, il importe de stimuler la sensation qui observe et la sensation qui compare ou qui juge. Or comment la stimuler, sinon par le désir? La sensibilité physique étant la cause unique de nos actions, de nos pensées, de nos passions, deviendra le moyen assuré du travail et du progrès si on sait convenablement la stimuler et la diriger. C'est pour se nourrir, c'est pour parer sa femme ou sa maîtresse que le laboureur se fatigue. Il faut donc encourager l'attention des hommes et la soutenir par des désirs physiques, que d'ailleurs l'objet en soit les femmes, les dignités ou la richesse, les femmes surtout (1). Promettez à l'inventeur toutes les jouissances qu'il peut désirer, vous verrez quelles inventions vous obtiendrez. Ainsi se réaliserait l'idéal d'une éducation nationale, organisée en vue du progrès par un gouvernement sage qui tiendrait dans sa main, d'une main libérale et toujours ouverte, ces différens mobiles. L'état doit donc en conséquence, et conformément à la doctrine d'Helvétius, se faire le distributeur officiel de ce genre de faveurs et, à l'aide de ces récompenses nationales, l'entrepreneur des découvertes et le promoteur du génie. — Nous passons sous silence les autres extravagances du même ordre qui remplissent le livre.

Ainsi, dans cette histoire philosophique de l'homme, tout com-

(1) « L'amour des talens est fondé sur l'amour des plaisirs physiques, et surtout sur celui des femmes. » T. I, p. 128.

mence par la sensation, se continue par le désir et s'achève par la sensation. Tel est le cercle étroit et monotone où se meut la plus verbeuse dialectique, qu'Helvétius pense égayer de temps en temps par les inventions de la plus froide immoralité. Que l'on compare ce lourd traité avec le petit écrit si ingénieux et délicat de Stuart Mill sur *l'Utilitarianisme*, et l'on pourra se rendre compte non-seulement du progrès des temps qui ne permettrait pas aisément de nos jours l'étalage d'une telle bassesse de sentimens, mais surtout de la différence des esprits qui du même principe tirent des conséquences si opposées, selon qu'il s'y mêle plus ou moins d'élévation naturelle dans les idées. Tant il est vrai que la logique n'est pas tout dans ces sortes de constructions abstraites et qu'elles se ressentent toujours du climat intellectuel et moral où elles ont pris naissance!

On comprend que le bon sens de Diderot se soit révolté contre de si impertinentes théories. Rien n'égale la verve furieuse, endiablée de cette réfutation. Ce n'est pas une réponse dogmatique et en règle; tout l'ouvrage est plein de caprice et d'*humour*, abondant en digressions, inépuisable en fantaisies. Sur des points très importans l'auteur est bref; sur d'autres il ne tarit pas. C'est une réponse *parlée;* le ton s'y ressent de la discussion improvisée, et nous pouvons trouver là l'image des conversations éblouissantes de Diderot quand il jugeait un auteur ou un livre et qu'on l'écoutait pendant des heures entières, pérorant avec de grands gestes, des attitudes tantôt ironiques, tantôt tragiques, se promenant à grands pas à travers sa chambre, lançant de droite et de gauche les traits d'un esprit inépuisable. Regardez bien : voici Helvétius en scène; il débite de temps en temps et gravement ses aphorismes; Diderot est là, devant lui, ripostant sans cesse avec des argumens nouveaux, relevant le dialogue par la variété du ton, tantôt désarmé par le désir de la gloire qui possède Helvétius, attendri, paternel et protecteur, souvent satirique, souvent cynique dans sa manière d'avoir raison, parfois indigné. Ce sont des apostrophes, des exclamations, les tours de phrase les plus inattendus, les plus amusans du monde, des interjections et des tirades : une vraie scène de comédie oratoire et philosophique. Nous sommes au spectacle; mais il y a vraiment peu d'acteurs et d'orateurs qui vaillent ce Diderot dans ses bons momens. — Et avec cela il a si fort raison contre ce pauvre Helvétius, qu'il ne ménage que par un reste de camaraderie!

Il faut voir comme il se moque de ces oracles pédantesques d'Helvétius : « *Sans passion, point de besoins, point de désirs; sans besoins et sans désirs, point d'esprit, point de raison.* » D'où cette conclusion qu'il faut créer et diriger les passions. — En vérité! répond Diderot, dans un langage que je suis obligé d'abréger

et souvent de modifier (tant il a de vivacités qui se refusent à la citation), mais l'éducation ou les hasards rendront-ils passionnés les hommes nés froids? Votre éloge des passions est vrai, mais comment pourrez-vous avec votre éducation et vos accidens créer une passion dans celui à qui la nature l'a refusée? Tachez donc d'inspirer la fureur des femmes à un eunuque, et combien d'hommes que la nature a maltraités! Les uns manquent de désirs pour une chose, d'autres en manquent pour une autre... A entendre Helvétius, on dirait qu'on n'a qu'à vouloir pour être. Que cela n'est-il vrai (1)! — *Les femmes*, dites-vous, *devraient concevoir une si haute idée de leur beauté qu'elles crussent n'en devoir faire part qu'aux hommes de talent ou bien aux grands capitaines.* — Idée platonique, vision contraire à la nature. Il faut qu'elles couronnent un vieux héros, mais il faut qu'elles s'unissent à un jeune homme. La gloire et le plaisir sont deux choses fort diverses. — *L'amour des talens est fondé sur l'amour des plaisirs physiques.* — « Laissez là toutes ces subtilités dont un bon esprit ne peut se payer et croyez que, quand Leibniz s'enferme à l'âge de vingt ans et passe trente ans sous sa robe de chambre, enfoncé dans les profondeurs de la géométrie ou perdu dans les ténèbres de la métaphysique, il ne pense non plus à obtenir un poste ou la faveur d'une femme, à remplir d'or un vieux bahut, que s'il touchait à son dernier moment. C'est une machine à réflexion, comme le métier à bas est un métier à ourdissage; — c'est un être qui se plaît à méditer et qui tente une grande découverte pour se faire un grand nom et éclipser par son éclat celui de ses rivaux, l'unique et le dernier terme de son désir. Vous, c'est la Gaussin, lui, c'est Newton qu'il a sur le nez. — Mais puisqu'il est heureux, dites-vous, il aime les femmes. — Je l'ignore. — Puisqu'il aime les femmes, il emploie le seul moyen qu'il ait de les obtenir. — Si cela est, entrez chez lui, présentez-lui les plus belles femmes, à la condition de renoncer à la solution de ce problème; il ne le voudra pas. — Il ambitionne les dignités. — Offrez-lui la place du premier ministre, s'il consent de jeter au feu son traité de l'*Harmonie préétablie*; il n'en fera rien. — Il est avare, il a la soif de l'or. — Forcez sa porte, entrez dans son cabinet, le pistolet à la main, et dites-lui : Ou ta bourse, ou ta découverte sur le *Calcul des fluxions*... et il vous livrera la clé de son coffre-fort en souriant... Toutes ces assertions, Helvétius, que prouvent-elles? Que vous étiez né voluptueux et qu'en circulant dans le monde, vous vous étiez souvent heurté contre des égoïstes et des fripons. Et de ce que je viens de dire, que conclure? Qu'on n'aime pas toujours la gloire comme la monnaie qui paiera les plaisirs sen-

(1) Tome II, page 293.

suels... Vous n'admettez que des plaisirs et des douleurs physiques; moi j'en ai éprouvé d'autres. Ceux-ci, vous les ramenez à la sensibilité physique comme cause; mais je prétends que ce n'est que comme condition éloignée, essentielle et primitive. Je vous contredis, donc j'existe. Fort bien. Mais je vous contredis parce que j'existe. Cela n'est pas, pas plus que : il faut un pistolet pour faire sauter la cervelle; donc je fais sauter la cervelle parce que j'ai un pistolet (1). »

Voilà un exemple de cette discussion vive, personnelle, serrée. Ajoutez-y la mimique du grand artiste, ses gestes, la physionomie parlante de l'œil, des bras, de tout le corps, les inflexions de voix, vous avez la scène tout entière devant votre imagination. Je pourrais citer cent pages de ce ton à la fois enthousiaste et familier, qui devait faire tant d'effet dans les improvisations d'autrefois, puisqu'à l'heure qu'il est, privées du commentaire animé de l'homme même et du personnage multiple qu'il jouait à ravir, elles sont loin d'être refroidies et gardent encore quelque chose de la chaleur d'âme et du mouvement de la conversation, réelle ou supposée, où elles ont pris naissance.

Diderot s'aperçoit bien qu'un sensualiste comme lui, et même un matérialiste comme il l'est souvent, devrait conclure avec Helvétius que, si l'homme n'est rien qu'un animal, la douleur et le plaisir physique, qui sont tout pour l'animal, doivent être aussi le tout de l'homme. Mais il faut voir quels efforts il fait pour échapper aux prises de la logique et se soustraire aux conséquences qui blessent chez lui un certain sens, je ne dirai pas moral, mais esthétique. — On confond toujours les conditions et les causes, on a tort, selon lui. Sans doute, l'organisation physique est la première condition pour sentir et pour agir. C'est la condition première de la sensibilité, mais s'ensuit-il qu'elle soit la cause de nos actions les plus lointaines ou le principe immédiat de nos sentimens les plus nobles et les plus délicats? Pas le moins du monde. De ce que nous sommes organisés, s'ensuit-il que l'ambition, le désir de la gloire, la passion de la science ne soient que des moyens pour atteindre le plaisir physique? Quelle plaisanterie ! — *Sentir*, d'ailleurs, n'a-t-il qu'une seule acception? Et même dans l'ordre d'idées où se complaît Helvétius, n'y a-t-il vraiment que du plaisir physique à aimer une belle femme ? N'y a-t-il que de la peine physique à la perdre ou par la mort ou par l'inconstance? La distinction du physique et du moral n'est-elle pas aussi solide que celle d'animal qui sent et d'animal qui raisonne? — Il faut bien toujours en revenir là : distinguer le physique et le moral, qu'Helvétius con-

(1) Pages 310, 311, 312, etc.

fond, comme il confond deux opérations qui ne sont pas identiques, *sentir et juger*. Le stupide sent, mais peut-être ne juge-t-il pas; le jugement suppose la comparaison de deux idées. La difficulté consiste à savoir comment se fait cette comparaison, car elle suppose deux idées présentes (1).

Il faut bien le dire, cette difficulté qui est grave, Diderot ne l'a jamais résolue : l'explication qu'il en donne dans le *Rêve de d'Alembert* ne pouvait le satisfaire entièrement. Elle consiste à dire qu'il y a une conscience unique qui réunit toutes les sensations, qui les juge et les compare. C'est fort bien. Je crois comprendre encore quand on nous dit que cet organe de la conscience, ce centre commun de toutes les sensations, là où est la mémoire, là où se font les comparaisons, c'est l'*origine* du réseau nerveux d'où partent des ramifications infinies: « Chacun de ces brins n'est susceptible que d'un certain nombre déterminé d'impressions, de sensations successives, isolées, sans mémoire. L'*origine* (le point initial du réseau) est seule susceptible de toutes les sensations, elle en est le registre, elle en garde la mémoire ou une sensation continue, et l'animal est entraîné dès sa formation première à s'y rapporter soi, à s'y fixer tout entier, à y exister. » Et ici apparaît la fameuse allégorie de l'araignée au centre de sa toile. Les fils sont partout; il n'y a pas un point à la surface de notre corps auquel ils n'aboutissent : « Si un atome fait osciller un des fils de la toile de l'araignée, alors elle prend l'alarme, elle s'inquiète, elle fuit ou elle accourt. Au centre elle est instruite de tout ce qui se passe en quelque endroit que ce soit de l'appartement immense qu'elle a tapissé. Pourquoi est-ce que je ne sais pas ce qui se passe dans le mien, ou le monde, puisque je suis un peloton de points sensibles, que tout le monde presse sur moi et que je presse sur tout (2)? » L'image est ingénieuse; est-elle une explication suffisante du fait de la conscience, de la mémoire, de la comparaison et du jugement qui en résulte? De quelle nature est cette conscience au centre de sa toile sensible et vivante? Est-elle simplement l'organe nerveux, le commencement du réseau? Mais si elle n'est « qu'un brin comme les autres, » comment ce *brin* peut-il comparer deux sensations et les juger? L'insecte de Diderot est distinct des fils qu'il tire de lui-même ; ici nous n'avons qu'une molécule, origine du réseau nerveux. Par quel privilège de position centrale, ou de localisation dans le cerveau, devient-elle un registre vivant, animé, arbitre souverain et juge de toutes les sensations, principe du *moi?* Quand de toutes les extrémités du réseau nerveux, les impressions sensibles sont accourues à ce centre commun, isolées, successives, sans mémoire,

(1) Tome II, pages 300-317 et *passim*.
(2) Tome II, page 140 et seq.

comment peuvent-elles, par le seul fait de leur passage dans cette molécule, se transformer en conscience identique, une, continue, et chez l'homme devenir le principe des plus hautes facultés d'abstraction, de raisonnement et d'invention ? Diderot ne répond pas et il faut être un Naigeon pour croire qu'une métaphore résout le problème. Mais au moins Diderot a senti la difficulté, et c'est la marque de sa supériorité sur Helvétius, qui ne s'en est jamais douté.

Je préfère au symbole de l'*araignée* intellectuelle, qui a fait fortune, ces aveux de Diderot, confondu par l'insouciante audace d'Helvétius à trancher tous les problèmes : « Passer brusquement de la sensibilité physique, c'est-à-dire de ce que je ne suis pas, une plante, une pierre, un métal, à l'amour du bonheur ; de l'amour du bonheur à l'intérêt ; de l'intérêt à l'attention ; de l'attention à la comparaison des idées, je ne saurais m'accommoder de ces généralités-là : *je suis homme, et il me faut des causes propres à l'homme* (1). » Qu'on remarque cette expression. Voilà donc la chaîne rompue ou du moins suspendue provisoirement entre l'animal et l'homme, puisque les causes qui expliquent à la rigueur l'animal ne suffisent plus pour l'homme et qu'il faut trouver autre chose. Mais au fait, pour la vie elle-même, ces causes physiques qu'invoque Helvétius et que lui-même il a soutenues ailleurs, suffisent-elles ? Et dans une page bien intéressante par la sincérité de l'auteur, le voilà qui révoque en doute ses conclusions trop hâtives sur la continuité et la gradation des espèces et même des règnes, indiquées dans le *Rêve de d'Alembert* et développées avec tant d'assurance dans les *Élémens de physiologie*. Plutôt que de se complaire en assertions absolument vaines, comme celles-ci : *Sentir, c'est penser*, ou bien encore : *L'on ne pense pas si l'on n'a senti*, comme Helvétius eût fait une chose neuve, difficile et belle, si, partant du seul phénomène de la sensation, propriété générale de la matière ou résultat de l'organisation, il en eût déduit avec clarté toutes les opérations de l'entendement ! Mais il faudrait estimer davantage encore celui qui démontrera expérimentalement que la sensibilité est de l'essence de la matière comme l'impénétrabilité. « J'invite tous les physiciens et tous les chimistes à rechercher ce que c'est que la substance animale, sensible et vivante. Je vois clairement, dans le développement de l'œuf et quelques autres opérations de la nature, la matière inerte en apparence, mais organisée, passer, par des agens purement physiques, de l'état d'inertie à l'état de sensibilité et de vie, mais *la liaison nécessaire de ce passage m'échappe*. » Et le grand aveu sort des lèvres du philosophe,

(1) Page 300. Voir aussi page 361.

comme par une contrainte de sincérité et un repentir psychologique pour avoir si souvent et audacieusement lancé des assertions bien au-delà des vérités démontrées : « Il faut en convenir, l'organisation ou la coordination des parties inertes ne mène point du tout à la sensibilité, et la sensibilité générale des molécules de la matière n'est qu'une supposition qui tire toute sa force des difficultés dont elle nous débarrasse — *ce qui ne suffit pas en philosophie* (1). »

Il n'y a rien de tel que les mauvais avocats d'une cause, comme Helvétius, pour amener ses partisans eux-mêmes à douter d'une cause si mal défendue. Il semble que Diderot, en l'écoutant, ait conçu quelques scrupules sur cette *théorie naturelle* de l'homme, qui lui était chère, d'après laquelle la pensée, la volonté, la vie, étaient rattachées à la chaîne des phénomènes et inexorablement renfermées dans le cercle tracé autour de l'homme par la physique et la chimie. Et voilà le transformiste de tout à l'heure qui s'écrie comme poussé à bout par les conséquences que l'on peut tirer de son système : « Fut-il un temps où l'homme put être confondu avec la bête? *Je ne le pense pas : il fut toujours un homme,* c'est-à-dire un animal combinant des idées (2). » C'est surtout à propos des idées morales que cette thèse lui paraît insoutenable : il n'y a jamais eu d'homme sans quelque sentiment inné de justice. Tout ce qu'Helvétius dit, à ce propos, de l'état sauvage peut être vrai, mais Diderot répond plaisamment qu'il n'est pas sauvage et qu'il ne peut en juger. « Plus civilisé que l'auteur, j'ai apparemment trop de peine à me mettre nu ou à reprendre la peau de bête. Moins fort qu'un autre, je ne saurais goûter ce plaidoyer de la force et je n'y crois pas. Le sauvage que l'on dépouille n'a point de mot pour désigner le juste et l'injuste; il crie, mais son cri est-il vide de sens? *N'est-ce que le cri d'un animal?* » — « Du moment où le fort a parlé, dites-vous, le faible se tait, s'abrutit et cesse de penser. — Ce n'est point là ce qui se passe. Au moment où le fort a ordonné le silence, la fureur de parler prend au faible.» — « On soutient que la justice suppose les lois établies. Mais ne suppose-t-elle pas quelque notion antérieure dans l'esprit du législateur, quelque idée commune à tous ceux qui souscrivent à la loi? Sans quoi, lorsqu'on leur a dit : Tu feras cela, parce que cela est juste; tu ne feras point cela, parce que cela est injuste, ils n'auraient entendu qu'un vain bruit, auquel ils n'auraient attaché aucun sens. » — « On insiste : c'est de l'intérêt commun de tous, et non d'une idée de justice que sont émanées les premières lois. — Mais comment l'intérêt aurait-il amené le concert des volontés, si chacun

(1) Page 397.
(2) Pages 387, 388, 391, 396.

en particulier n'avait pas conçu qu'il était juste de faire pour tous ce que tous s'accordaient à faire pour lui? Je questionne toujours, je ne prononce pas (1). »

Sur l'origine des idées morales attribuée à la force ou à un contrat consenti par les intérêts ou aux lois positives, la thèse d'Helvétius est celle de son siècle plutôt que la sienne propre. Mais là où l'auteur de *l'Homme* déploie sa plate originalité, c'est dans ses théories sur la faculté inventive, le sens des découvertes et le génie. C'est là aussi qu'il faut contempler Diderot dans la splendeur de sa verve, dans tout l'éclat du bon sens. La théorie d'Helvétius est des plus simples. Tout esprit étant égal par nature, puisque tout esprit se réduit aux cinq sens, la supériorité d'une intelligence n'est qu'une résultante des circonstances jointes à l'émulation. C'est le désir de s'illustrer qui crée les talens; les accidens heureux leur en donnent l'occasion.

Une série d'anecdotes arrivent à l'appui de cette thèse. C'est Vaucanson, enfant, enfermé par sa mère dans une cellule à laquelle la salle de l'horloge servait d'antichambre. Désœuvré, il pleurait d'ennui. Dans cet état, où il n'est point de sensations indifférentes, le jeune captif frappé du mouvement toujours égal d'un balancier, veut en connaître la cause, sa curiosité s'éveille, il devient inventeur... — C'est Milton chez qui un hasard de la même espèce allume le génie. Si Shakspeare eût, comme son père, été toujours marchand de laine, si sa mauvaise conduite ne l'eût forcé de quitter son commerce et sa province, s'il ne se fût point associé à des libertins... et qu'enfin, ennuyé d'être un acteur médiocre, il ne se fût point fait auteur, l'insensé Shakspeare n'eût jamais été le célèbre Shakspeare. Corneille aime, il fait des vers pour sa maîtresse, il devient poète, compose *Mélite*, puis *le Cid*. Le grand-père de Molière aimait la comédie, il y menait souvent le jeune Poquelin. Le père, voyant que c'était une occasion de dissipation, demande en colère si l'on veut faire de son fils un comédien : « Plût à Dieu, répond le grand-père, qu'il fût aussi bon comédien que Monrose! » Ce mot frappe le jeune Molière; il prend en dégoût son métier, et la France doit son plus grand comique au hasard de cette réponse.

Cette basse et vulgaire explication du génie met Diderot hors des gonds. Il y revient en vingt endroits de son livre, toujours avec des argumens nouveaux, plus vifs, plus pressans. J'ai rangé quelques-uns de ces argumens en une sorte de discours continu, où j'ai dû mettre ce qui fait défaut, l'ordre et la liaison, en y conservant autant que possible le mouvement et les images, qui sont fort belles : « Mon cher philosophe, ne dites pas que l'émulation crée le génie.

(1) Page 396.

Ni l'émulation ni le désir ne mettent le génie où il n'est pas. Il y a mille choses que je trouve tellement au-dessus de mes forces, que l'espérance d'un trône, le désir même de sauver ma vie, ne me les feraient pas tenter. Donnez-moi la mère de Vaucanson, et je n'en ferai pas davantage le flûteur automate. Envoyez-moi en exil, enfermez-moi dix ans à la Bastille, et je n'en sortirai pas *le Paradis perdu* à la main. Tirez-moi de la boutique d'un marchand de laine, enrôlez-moi dans une troupe de comédiens, et je ne composerai ni *Hamlet*, ni *le Roi Lear*, ni le *Tartuffe*, ni *les Femmes savantes*, et mon grand-père, avec son : *Plût à Dieu !* n'aura dit qu'une sottise. J'ai été plus amoureux que Corneille, j'ai fait aussi des vers pour celle que j'aimais, mais je n'ai pas fait *le Cid*. Vous parlez de Rousseau et de l'accident particulier de sa visite au château de Vincennes. J'y étais. Il vint m'y voir en effet et me consulter sur le parti qu'il prendrait dans la question posée par l'Académie de Dijon : *Si les sciences étaient plus nuisibles qu'utiles à la société*. — « Il n'y a pas à balancer, lui dis-je, vous prendrez le parti que personne ne prendra. — Vous avez raison, » me répondit-il, et il travailla en conséquence. Changez les rôles. C'est Rousseau qui est à Vincennes. J'arrive. La question qu'il me fit, c'est moi qui la lui fais; il me répond comme je lui répondis. Et vous croyez que j'aurais passé trois ou quatre mois à étayer de sophismes un mauvais paradoxe? que j'aurais donné à ces sophismes-là toute la couleur qu'il leur donna? et qu'ensuite je me serais fait un système philosophique de ce qui n'avait été d'abord qu'un jeu d'esprit? *Credat judæus Apella, non ego*. Rousseau fit ce qu'il devait faire, *parce qu'il était lui*. Je n'aurais rien fait ou j'aurais fait toute autre chose, *parce que j'aurais été moi*. — Oui, monsieur Helvétius, on vous objectera que de pareils hasards ne produisent de pareils effets que sur des hommes organisés d'une certaine manière, et vous ne répondrez rien qui vaille à cette objection. Il en est de ces hasards comme de l'étincelle qui enflamme un tonneau d'eau-de-vie ou qui s'éteint dans un baquet d'eau. Vous dites que le génie est le produit du hasard. Je me rongerais les doigts jusqu'au sang que le génie ne me viendrait pas. J'ai beau rêver à tous les hasards heureux qui pourraient me le donner, je n'en devine aucun... L'homme de génie par modestie, le sot par sottise, le méchant pour se tromper lui-même, veulent presque toujours retrouver à l'origine des événemens qui l'ont mené soit au bonheur, soit au malheur, soit à l'illustration, soit à l'obscurité, quelque circonstance frivole à laquelle ils rapportent toute leur destinée. Mais, sot, sois bien assuré qu'abstraction faite de cette circonstance, tu serais resté sot toute ta vie et tu serais seulement arrivé au mépris par un autre chemin. Mais, méchant, ne doute pas que, même sans cet incident, que tu

charges d'imprécations, tu ne fusses tombé dans le malheur de quelqu'autre côté. Et toi, homme de génie, tu t'ignores, si tu penses que c'est le hasard qui t'a fait; tout son mérite est de t'avoir produit : il a tiré le rideau qui te dérobait, à toi-même et aux autres, le chef-d'œuvre de la nature (1). »

En feuilletant ce livre, où abondent de telles pages, on trouvera mieux que la réfutation éloquente d'un paradoxe puéril, je veux dire toute une théorie neuve et fine sur l'invention scientifique. Rien n'est plus faux que de prétendre que toute découverte, toute idée neuve, sont des faveurs du hasard. Pour mériter ces faveurs, pour les obtenir, il faut un esprit préparé à les recevoir, il faut aussi une grande patience, mais une patience active, une attention forte et concentrée sur un seul objet important. Mais croit-on qu'il dépende de chacun de s'appliquer fortement? Quelle erreur! Il y a des hommes, et c'est le plus grand nombre, incapables d'aucune longue et violente contention d'esprit. Ils sont toute leur vie ce que Newton, Leibniz, étaient quelquefois. Que faire de ces gens-là? Des commis (2). — Il n'y a pas de hasard, à proprement parler; ce qu'on appelle hasard, dans la découverte, n'arrive qu'à certains esprits tout prêts à concevoir l'idée. Un homme s'occupe de physique, d'anatomie : la suite de quelques-unes de ses études le conduit à une conjecture que l'expérience justifie. Appellerez-vous cela un hasard? Descartes, algébriste et géomètre, s'aperçoit que les signes de l'algèbre peuvent également représenter des nombres, des lignes, des surfaces, et que l'expression d'une vérité algébrique peut se traduire en figures; il invente l'application de l'algèbre à la géométrie. Appellerez-vous cela un hasard? De même pour Leibniz, de même pour Newton, de même pour Galilée, de même pour tous les grands inventeurs. — Dites si vous voulez : c'est la nature qui prépare l'homme de génie; mais ce sont des *causes morales* qui le font éclore; c'est une étude assidue, ce sont des connaissances acquises qui le conduisent à des conjectures heureuses; ce sont ces conjectures vérifiées par l'expérience qui l'immortalisent. — Ce qui met sur la voie de la découverte, c'est la connaissance que l'on a des lacunes de la science sur tel ou tel point donné. Et à qui doit-on cette connaissance, sinon à l'étude? C'est donc la préparation antérieure, le sentiment des imperfections, l'inquiétude de la recherche qui rendent ces hasards féconds. Rien ne se fait par saut dans la nature : *l'éclair subit et rapide* qui passe dans l'esprit tient à une série de phénomènes antérieurs avec lesquels on en reconnaîtrait la liaison si l'on n'était pas plus pressé de recueillir cette lueur et d'en jouir que d'en rechercher la cause. On

(1) Pages 282, 286, 291 et *passim*.
(2) Page 284.

pourrait dire qu'il y a le même lien entre les idées antérieures amassées dans le cerveau du savant et l'idée qui survient, qu'il y en a entre la conséquence et les prémisses du syllogisme.

Ne parlez donc plus de hasards ; il n'y en a d'heureux que pour ceux qui en sont dignes. L'idée féconde, quelque fortuite qu'elle paraisse dans le fait qui la suscite, ne ressemble point du tout à la pierre qui se détache du toit et qui tombe sur la tête d'un passant. La pierre tombe indistinctement sur la première tête venue. Il n'en est pas de même de l'idée. Combien il en tombe qui ne rencontrent point de tête! — Assurément, c'est à la chaleur d'une conversation, à une dispute, à une lecture, un mot, un fait accidentel, qu'on doit souvent le premier soupçon d'une vérité : mais à qui ce soupçon vient-il? A un Galilée ou à un Newton. Par eux-mêmes les accidens de ce genre ne produisent rien, pas plus que la pioche du manœuvre qui fouille les mines de Golconde ne produit le diamant qu'elle en fait sortir. Les hommes de génie sont bientôt comptés, et les accidens stériles sont innombrables. Lorsqu'on demanda à Newton comment il avait découvert le système du monde, il ne répondit point : Par hasard, mais il répondit : En y pensant beaucoup. Un autre aurait ajouté : *et parce qu'il était lui* (1).

Ce qui me frappe dans cette théorie de la découverte scientifique, que Diderot ravit à l'empirisme aveugle et mesquin d'Helvétius, c'est son étonnante conformité avec celle que nous exposait récemment un des esprits les plus inventifs de ce temps.

Notre illustre Claude Bernard, avec plus de précision dans les exemples et les détails de l'opération, attribue lui aussi la part principale, je dirais volontiers unique, à l'*idée* et au *sentiment*, qui est la source de cette idée et que le fait accidentel vient seulement provoquer du dehors. L'observation d'un fait survenu le plus souvent par hasard et qui attire l'attention, parce qu'elle était déjà préparée et comme en éveil; une idée qui surgit avec une énergie irrésistible et qui se résout en une hypothèse sur la cause probable du fait observé; un raisonnement engendré par l'idée préconçue et d'où l'on déduit l'expérience propre à la vérifier: voilà toutes les phases de la découverte. Le ressort en est dans l'idée directrice. « C'est elle qui constitue le *primum movens* de tout raisonnement scientifique, et c'est elle qui en est également le but dans l'aspiration de l'esprit vers l'inconnu. » Mais cette idée elle-même, qu'est-elle sinon la réalisation d'un sentiment originel de la vérité qui, longtemps cultivé dans le silence, conduit inopinément à une conception féconde? Son apparition a l'air d'être fortuite ou spontanée. Ne le croyez pas. De combien d'efforts obscurs, de quelles médita-

(1) Pages 291, 368-372, 376 et *passim*.

tions inaperçues elle a jailli! Et voyez comme les expressions de Claude Bernard se rencontrent avec celles de Diderot pour peindre ce merveilleux phénomène où éclate la grandeur de l'esprit. « Il arrive, nous dit le grand physiologiste, qu'un fait ou une observation reste très longtemps devant les yeux d'un savant sans lui rien inspirer. Puis tout à coup vient un trait de lumière. L'idée neuve apparaît alors avec la *rapidité de l'éclair*, comme une sorte de révélation subite (1). »

N'est-ce pas là cette vive illumination, cet *éclair subit et rapide* dont nous parlait Diderot? Il éclate dans certaines pages de cette *Réfutation* je ne sais quel vif sentiment d'un idéalisme intellectuel qu'excitent et provoquent les explications inférieures tirées du hasard ou du fait brutal. Pour lui aussi, ce qu'il y a de principal dans chaque grande découverte, c'est l'homme qui la fait. *Les causes morales* sont ici les vraies causes; les causes physiques ne sont que l'occasion qui dans un million de cas reste stérile et qui n'agit que pour un seul esprit, parce que celui-là est préparé. Non, ce n'est pas le fait nouveau qui constitue la découverte, mais la signification du fait trouvée par l'esprit, l'idée qui se rattache à ce fait. Par eux-mêmes les faits ne sont ni féconds ni stériles, ni grands ni petits; la grandeur n'est que dans l'idée qui les explique, la fécondité n'est que dans l'esprit qui conçoit l'idée. — Le plus grand éloge que nous puissions faire de la théorie de l'invention chez Diderot, n'est-ce pas de la rapprocher ainsi de celle de Claude Bernard? Pour arriver à cette théorie, qui satisferait un Descartes ou un Leibniz, il fallait traverser bien des couches superposées de préjugés d'école ou de parti : ce n'était pas un facile effort de le faire, ce n'est ni un faible mérite de l'avoir fait ni un médiocre honneur.

Ces grands sujets, l'invention, l'art, la science, le talent, tous les emplois supérieurs et les hautes facultés de l'esprit trouvent dans Diderot un interprète à leur niveau. Il s'y élève, et malgré quelques défaillances, il s'y maintient par un enthousiasme sincère. Nul plus que ce philosophe de la nature n'a senti, nul n'a mieux exprimé, à certains momens, la grandeur de l'homme; nul ne s'est préoccupé plus que lui, au dernier siècle, de rechercher l'origine et la nature du génie. Dans un beau fragment inédit qui se rejoint tout naturellement par le ton et par le sujet à la *Réfutation d'Helvétius*, il se demande quelle est cette mystérieuse essence, quelle est cette qualité d'âme particulière, secrète, indéfinissable, sans laquelle on n'exécute rien de très grand ni de très beau. « Est-ce l'imagination? Non, répondit Diderot. J'ai vu de belles et fortes imaginations qui promettaient beaucoup, et qui ne tenaient rien

(1) *Introduction à la Médecine expérimentale.*

ou peu de chose. Est-ce le jugement? Non. Rien de plus ordinaire que les hommes d'un grand jugement dont les productions sont lâches, molles et froides. Est-ce l'esprit? Non, l'esprit dit de jolies choses et n'en fait que de petites. Est-ce le goût? Non. Le goût efface les défauts plutôt qu'il ne produit les beautés; c'est un don qu'on acquiert peu à peu, ce n'est pas un ressort de nature. » Puis, revenant sur lui-même et s'analysant sous forme indirecte : « Est-ce la chaleur, la vivacité, la fougue même? Non, répond toujours Diderot qui se connaît bien : les gens chauds se démènent beaucoup pour ne rien faire qui vaille. Est-ce la sensibilité? Non encore. J'en ai vu dont l'âme s'affectait promptement et profondément, qui ne pouvaient entendre un récit élevé sans sortir d'eux-mêmes, transportés, enivrés, fous, un trait pathétique, sans verser des larmes, et qui balbutiaient comme des enfans, quand il fallait parler ou écrire (1). » Où donc est ce *ressort de nature* qui pousse aux grandes œuvres? Diderot est contraint par son système d'accorder beaucoup à la conformation du cerveau, mais il avoue avec une très louable ingénuité que de cette conformation particulière ni lui ni personne n'a de notion précise, et qu'en assignant une telle cause on ne sait trop ce qu'on veut dire. — Ce qui est le plus saillant dans le génie, c'est une sorte d'intuition qui devance et guide l'observation. « Le génie ne regarde point, il voit; il s'instruit, il s'étend sans étudier; il n'a aucun phénomène présent devant lui, mais ils l'ont tous affecté, et ce qui lui en reste, c'est une espèce de sens que les autres n'ont pas; c'est une machine rare qui dit : cela réussira,.. et cela réussit; cela ne réussira pas,.. et cela ne réussit pas; cela est vrai ou cela est faux,.. et cela se trouve comme il l'a dit. » C'est une *sorte d'esprit prophétique*, conclut Diderot, différent selon l'art, la science, les conditions où on l'emploie. — Nous voilà au rouet, comme disait Montaigne; partis de l'inexplicable, nous y revenons. Le génie garde son secret, et le problème demeure intact devant nous.

Mais reconnaître l'essence indéfinissable du génie, cela ne vaut-il pas mieux que de la détruire en l'expliquant? Qu'avons-nous gagné de notre temps à ce que de brillans successeurs de Diderot aient voulu aller plus loin et nous donner la formule du génie à peu près comme on donne la formule d'une combinaison chimique? Qu'avons-nous gagné à ce qu'on ait essayé avec tant de ressources d'érudition et d'esprit, avec une dialectique si savante, de transformer l'histoire des littératures et des sciences, l'histoire du génie de l'homme en un problème de mécanique psychologique? Qui a-t-on persuadé? Et la tentative a-t-elle eu d'autre résultat que de faire hon-

(1) Tome IV, page 26.

neur à la vigueur d'intelligence qui s'y est déployée en pure perte? Non. Diderot l'avait bien senti, le génie n'est pas un produit, une résultante, à moins que vous ne mettiez au fond de votre creuset, dans la somme des principes composans, une force centrale et dominante que n'expliquera aucune transformation de mouvemens matériels, aucune composition extraordinaire de la matière. Le génie est avec l'héroïsme la forme la plus éclatante de la personnalité humaine: cela est tout à fait distinct du tempérament et de la race, de toutes les influences de l'hérédité physiologique et du milieu, de toutes les particularités de l'organisation cérébrale. Toutes les théories positives viennent échouer là. Si vous les placez en face du résultat qu'elles veulent expliquer, elles se déconcertent; elles ne font que mettre plus clairement en lumière par l'insuffisance de leurs explications cet élément individuel qui est la marque du grand homme et qui ne se laisse réduire à aucune des influences connues de la nature. Elles le signalent par leur silence même; elles le démontrent en prétendant s'en passer. A moins qu'on ne dise avec Diderot : « La conformation de la tête, des viscères, la constitution des humeurs? tout cela est à merveille et j'y consens, à la condition qu'on avouera que ni moi, ni personne n'en a la moindre idée. »

II.

A peine Diderot achevait la *Réfutation d'Helvétius*, qu'il se mettait à la préparation d'un ouvrage d'un genre très différent, le *Plan d'une université pour le gouvernement de Russie*, qui fut écrit en 1776 et qui n'a jamais été, jusqu'ici, connu en France dans toute son étendue et dans la gravité exceptionnelle des questions qui y sont posées et résolues. Encore ici Diderot est un précurseur comme pour l'idée du transformisme. C'est là un des trois ouvrages les plus considérables qui font le prix de l'édition nouvelle. On nous dit qu'en 1813 le manuscrit original avait été communiqué par Suard à M. Guizot, alors rédacteur des *Annales de l'éducation*, qui en donna un extrait. Ce manuscrit, de cent soixante-dix pages, entièrement écrit de la main de Diderot, surchargé de ratures et de corrections, fut remis, à la mort de M. Suard, entre les mains de sa veuve, qui, probablement, le détruisit. Mais la copie définitive avait été envoyée à sa destination, et c'est sur cette copie, retrouvée à l'Ermitage, que l'ensemble du travail a pu être reconstitué. Pour ne pas troubler l'exposition et la discussion des idées de Diderot en matière de pédagogie, nous ne distinguerons pas ce qui a été déjà publié de ce qui est inédit, et nous considérerons l'œuvre dans son intégrité, sans nous occuper davantage des publications partielles qui en ont été faites. Elle touche d'ailleurs à tant de ques-

tions encore controversées de nos jours, elle y touche avec une telle hardiesse de solutions radicales qu'on nous permettra d'y insister tout particulièrement. Nous y retrouverons la plupart des doctrines et même des passions contemporaines dont l'enseignement public est l'objet.

Le *Plan d'une université* est précédé d'un *Essai sur les études en Russie*, qui paraît être l'ébauche ou l'occasion de l'ouvrage futur. Dans cet *Essai*, du reste très court, Diderot constate que les meilleures écoles se sont établies dans les pays protestans. « C'est donc là, dit-il, qu'il faut chercher les meilleures et les plus sages institutions pour l'instruction de la jeunesse. » Il examine, à cette occasion, les trois sortes d'écoles établies en Allemagne : les premières, les *Rechen-Schulen*, les écoles à lire, à écrire, à compter, — puis les *gymnases*, et enfin les *universités*. Les renseignemens qu'il nous donne sont exacts et fort intéressans pour l'époque. L'avidité d'apprendre, la curiosité de Diderot, le servent bien dans cette circonstance. Il a mis à profit l'expérience de son ami Grimm, ses entretiens avec le prince Henri de Prusse, les Nassau-Saarbrück, avec les jeunes Allemands qui le visitent à Paris, et aussi toutes les informations qu'il a prises de droite et de gauche en traversant l'Allemagne pour se rendre en Russie. Le *Voyage en Hollande* avait déjà montré avec quelle passion de science encyclopédique et quelle activité d'esprit il étudiait dans les pays nouveaux, en philosophe pratique, en économiste plus qu'en artiste, les mœurs, les coutumes, les institutions, les établissemens publics, l'état du commerce et de l'industrie. Rien de tout cela ne se perdait dans sa vaste mémoire ni dans le recueil de notes où chaque fait avait sa place. — Déjà dans cet *Essai* percent quelques critiques où s'annoncent les idées nouvelles qui se feront jour plus tard. Il reproche aux gymnases allemands de donner trop de temps à l'étude des langues anciennes et de n'y pas mêler assez de connaissances utiles. « En général, dans l'établissement des écoles, on a donné trop d'importance et d'espace à l'étude des mots; il faut lui substituer aujourd'hui l'étude des choses (1). »

Diderot devance sur ce point les réformateurs de notre temps. Il les devance aussi sur cet autre, à savoir que l'étude des langues est devenue et devient tous les jours d'une telle étendue, qu'il ne sera plus possible à l'esprit d'y suffire. Un des prochains résultats de ce mouvement de la société moderne sera l'abandon des langues anciennes pour les langues modernes. Le français, l'italien, l'anglais, l'allemand, sont aujourd'hui quatre langues presque essentielles à l'homme qui a joui d'une éducation libérale.

(1) Tome II, page 421.

En même temps, les arts et les sciences s'accroissent dans des proportions que Diderot semble avoir pressenties. Où cela s'arrêtera-t-il? Et ici un petit apologue pour faire sourire l'impératrice Catherine : « Insensiblement, la masse des connaissances devient trop forte pour l'étendue de l'esprit humain; la confusion et la barbarie ont leur tour. Voilà la véritable clé de la fable allégorique de la tour de Babel. A cette époque, le monde était si ancien que les fils des hommes avaient poussé leurs connaissances au plus haut degré. Ils étaient près d'atteindre le ciel et d'en savoir aussi long que leur papa Dieu. Il ne restait à celui-ci, pour arrêter les progrès de cette tour, qui s'élevait à vue d'œil, et qui allait percer jusqu'à son boudoir, que la ressource de la confusion des langues, c'est-à-dire que le grand nombre des nations savantes et policées obligea les hommes éclairés de chaque nation d'étudier une multitude si prodigieuse de langues nécessaires à la circulation des connaissances acquises, que leur tête éclata. Ils devinrent brouillons et imbéciles, ce fut à recommencer, et Dieu fut préservé une seconde fois du danger de voir ses secrets ébruités. »

C'est sans doute pour prévenir et pour démêler cette confusion que Diderot composa le *Plan d'une université*. Il est vraisemblable que l'impératrice Catherine, mise en goût par les critiques de Diderot, lui demanda de développer ses idées, et c'est alors qu'il se mit sérieusement à l'œuvre pour rédiger le projet d'un système complet d'éducation. L'impératrice est, dit-il, plus qu'aucun autre souverain dans une position avantageuse pour fonder quelque chose de nouveau et de grand; le moment où elle forme le projet d'une université est particulièrement favorable : « L'esprit humain semble avoir jeté sa gourme; la futilité des études scolastiques est reconnue, la fureur systématique est tombée; il n'est plus question d'aristotélisme, ni de cartésianisme, ni de leibnitzianisme; le goût de la vraie science règne de toutes parts; les connaissances en tout genre ont été portées à un très haut degré de perfection. Point de vieilles institutions qui s'opposent à ses vues; elle a devant elle un champ vaste, un espace libre de tout obstacle sur lequel elle peut édifier à son gré. » Ce n'est pas comme chez nous où l'on voit ce phénomène étonnant d'écoles barbares et gothiques se soutenant avec tous leurs défauts, au centre d'une nation éclairée, à côté de trois célèbres académies, au détriment de la nation, à sa honte même. C'est que rien ne lutte avec plus d'opiniâtreté contre l'intérêt public que l'intérêt particulier, rien ne résiste plus fortement à la raison que les abus invétérés. L'esprit des corps reste le même, tandis que tout change autour d'eux. — A l'extrémité de cette longue et stérile avenue qu'on appelle la *Faculté des arts*, s'ou-

vrent dans le système français trois vestibules par lesquels on entre ou dans la *Faculté de théologie*, ou dans la *Faculté de droit*, ou dans la *Faculté de médecine*. Jusque-là, on n'avait été qu'écolier, ici on devient docteur; pour docte, c'est autre chose. — Que deviennent ceux qui n'entrent pas dans une de ces trois facultés? Paresseux, ignorans, trop âgés pour commencer à s'instruire de quelque art mécanique, ils se font comédiens, soldats, filous, joueurs, fripons, escrocs et vagabonds (1).

La critique de Diderot n'y va pas de main morte. Voici, à son jugement, le fruit de sept à huit années d'un pénible travail et d'une prison continue, passées à la *Faculté des Arts* de Paris. On y a étudié, sous le nom de belles-lettres, deux langues mortes qui ne sont utiles qu'à un très petit nombre de citoyens; on les y a étudiées sans les apprendre : sous le nom de rhétorique, on a étudié l'art de parler avant l'art de penser, et celui de bien dire avant que d'avoir des idées; sous le nom de logique, les subtilités d'Aristote; sous le nom de morale, je ne sais quoi qui n'apprend rien sur les devoirs, ni sur les lois, ni sur les contrats; sous le nom de métaphysique, des thèses aussi frivoles qu'épineuses sur la possibilité, l'essence, la substance, qui ne servent qu'à donner la malheureuse facilité de répondre à tout, et la confiance plus malheureuse encore qu'on a répondu à des difficultés formidables avec quelques mots indéfinis et indéfinissables, sans les trouver vides de sens. Pas un mot de bonne physique, de bonne chimie, d'histoire naturelle; à peine quelques principes de l'arithmétique, de l'algèbre et de la géométrie; presque rien qui vaille la peine d'être retenu et qu'on n'apprît mieux en quatre fois moins de temps (2). — Du reste, les universités d'Allemagne ne sont guère mieux, sous ce rapport, ordonnées que les nôtres; la méthode barbare de Wolf y a perdu le bon goût; et quant à l'école de Leyde, autrefois si vantée, elle n'est plus rien.

Grand avantage que d'avoir à tout fonder, quand on le peut. Le sol est libre et « l'ointe que le Seigneur a accordée à la Russie pour leur gloire réciproque, » n'est-elle pas toute-puissante?

Par le genre de critiques que nous venons de résumer, on peut deviner quelle sera l'institution nouvelle. Il y a deux sortes d'esprits, éternellement aux prises sur cette grande question de l'enseignement : il y a les utilitaires qui veulent que tout serve immédiatement et trouve son emploi, sa raison d'être dans une application réelle, une profession; et il y a ceux que j'appellerais volontiers les idéalistes, ceux qui n'estiment pas inutile ce qui ne sert pas immédiatement à quelque fin pratique, ceux qui pensent

(1) Pages 440, 441, 437, 435.
(2) Page 436 et seq.

que former l'esprit et l'élever est bien quelque chose qui a son prix et qu'apprendre à penser en voyant comment pensent les grands écrivains n'est pas un emploi trop déraisonnable des années de collège. Diderot est passionnément utilitaire. Il est en même temps systématique, et ces deux caractères, en se combinant, expliquent le système qu'il propose. Il y a dans cet ouvrage des vues nouvelles avec beaucoup de déclamations qui, supprimées, laisseront voir plus clairement la valeur des argumens. — L'auteur prétend être dans des conditions rares de justice et de justesse d'esprit. Un théologien, consulté par l'impératrice, aurait rapporté tout à Dieu; le médecin, tout à la santé; le jurisconsulte, tout à la législation; le bel esprit, tout aux lettres. Quant à lui, assez versé dans toutes les sciences pour en connaître le prix, pas assez profond dans aucune pour se livrer à une préférence de métier, il est sûr de ne pas apporter dans son œuvre l'esprit exclusif que tout autre y eût mis. Voyons jusqu'à quel point sera tenue cette promesse d'impartialité.

Diderot est le vrai père de ce qu'on appelle de nos jours l'éducation professionnelle. Ceux de nos contemporains qui sont partisans absolus de cette éducation peuvent faire dans ce *Projet* une abondante moisson d'idées conformes à leurs vues et d'épigrammes contre les doctrines contraires. On n'a pas dit mieux que lui, et l'on a dit beaucoup moins bien, en faveur de cette thèse et contre la thèse que j'ai appelée idéaliste. — Il se demande d'abord : « Qu'est-ce qu'une université? » Qu'on remarque la réponse qu'il fait à cette question. Nous y saisirons le principe de plusieurs idées chimériques, qu'il développera plus tard. « Une université, dit-il, *c'est une école dont la porte est ouverte indistinctement à tous les enfans d'une nation* et où des maîtres, payés par l'état, les initient à la connaissance élémentaire de toutes les sciences. » De là cette conséquence immédiate que les lois de l'enseignement doivent être faites pour la généralité des esprits et la pluralité des professions. Il faut donc que ces lois soient utiles au plus grand nombre. Tant pis si quelques esprits d'élite en sont lésés. D'ailleurs, est-ce qu'on élève le génie? Il suffit que l'éducation publique ne l'étouffe pas. — Nous ne devons pas nous occuper des brillantes exceptions : c'est pour le plus grand nombre qu'il faut travailler, et ce qu'on doit faire, c'est tout le contraire de ce que fait Rollin dans son *Traité des études :* il n'a d'autre but que de faire des prêtres ou des moines, des poètes ou des orateurs. « *Aigle de l'université de Paris,* » c'est bien de cela qu'il s'agit! Ce qu'il nous faut à nous, c'est plus de médecins que d'hommes de loi, plus d'hommes de loi que d'orateurs, presque point de poètes, et le moins possible de prêtres. Pour cela, que devons-nous faire tout d'abord? Renvoyer

l'étude du grec et du latin à la fin du cours d'études et y employer le moins de temps possible, une année au plus. L'étude des langues pouvait servir au moyen âge, quand il n'y avait ni sciences, ni arts, et que tout ce qui en avait existé autrefois était recélé dans des ouvrages anciens qu'on n'entendait pas. Il fallait bien avoir la clé de ces vieux sanctuaires fermés pendant tant de siècles. Mais depuis qu'on en a tiré ce qu'ils contenaient, depuis que les arts et les sciences ont fait des progrès immenses, il serait bien singulier qu'une école publique, ouverte à tous les sujets d'un empire, donnât la première place à une étude qui ne conviendrait qu'à la moindre partie d'entre eux. La *science des mots,* c'est-à-dire l'étude des langues, a fait son temps. Il faut la remplacer par la *science des choses,* la science des quantités, des forces et des lois, enfin des objets existans dans la nature.

La question est discutée à fond par Diderot. Tout le plaidoyer moderne est là, disséminé dans quelques pages écrites avec feu. Comme il arrive toujours en pareil cas, la thèse des adversaires est réduite à quelques banalités insignifiantes : « Voici, dit l'auteur, les raisons de ceux qui s'obstinent à placer l'étude du grec et du latin à la tête de l'éducation. Ils prétendent qu'il faut appliquer à la science des mots l'âge où l'on a beaucoup de mémoire et peu de jugement; que l'étude des langues étend encore la mémoire en l'exerçant; enfin que les enfans ne sont guère capables d'une autre occupation. » Diderot triomphe de ces objections, qu'il semble avoir préparées exprès pour en avoir raison à peu de frais. On peut, dit-il, exercer et étendre la mémoire des enfans plus utilement et aussi facilement avec d'autres connaissances que des mots grecs et latins; il faut autant de mémoire pour apprendre la chronologie, la géographie et l'histoire que le dictionnaire et la syntaxe; il est faux d'ailleurs qu'on ne puisse tirer parti que de la mémoire des enfans; ils retiennent tout avec la même facilité, et de plus ils ont assez de raison déjà pour comprendre les élémens de l'arithmétique et de la géométrie. Encore, si on leur apprenait ces langues anciennes, comme on apprend la langue maternelle, par l'usage, cela pourrait avoir quelque avantage; mais c'est par principes raisonnés qu'on les enseigne, c'est par l'application continuelle d'une métaphysique subtile, la grammaire, supérieure non-seulement à la capacité de l'enfance, mais à celle de la plupart des hommes faits. Donc, une étude généralement stérile pour la majorité des esprits, inutile sauf à un très petit nombre de professions et de conditions sociales; une étude qui excède l'enfant de fatigue et d'ennui, qui occupe cinq ou six années de sa vie, au bout desquelles il n'en entend pas seulement les mots techniques; une étude qu'on oublie aussitôt qu'on est sorti de l'école, qu'on est

obligé de refaire à fond quand on veut s'en servir, qui vous éloigne de Virgile par la peine qu'on a endurée en l'expliquant, d'Horace par le souvenir des pleurs versés sur ses plus plaisantes satires, de tous les autres qu'on ne regarde plus qu'en frémissant : voilà la vérité sur les vieux systèmes. Ajoutez à tant de raisons tirées de l'expérience que, si les principes de grammaire surpassent la portée des jeunes intelligences, elles ne sont guère plus en état de saisir le fond des choses contenues dans les ouvrages sur lesquels on les exerce. A qui donc les langues anciennes sont-elles d'une utilité absolue? A personne, si ce n'est aux poètes, aux orateurs, aux érudits et aux autres classes de littérateurs de profession, c'est-à-dire *aux états de la société les moins nécessaires* (1).

En conséquence de ces principes, il faudra ordonner les études d'après le principe de leur généralité, commencer par celles qui conviennent à tous les hommes dans toutes les conditions, terminer par celles qui ne conviennent qu'à quelques-uns. Tous ne sont pas capables, ou par la médiocrité de leur intelligence ou par celle de leur fortune, de suivre jusqu'au bout ce cours d'études. Les uns iront jusqu'ici, d'autres jusque-là ; quelques-uns un peu plus loin ; mais à mesure qu'ils avanceront, le nombre diminuera. Il faut donc que les premières classes comprennent l'enseignement qui convient à tous, quelle que soit la diversité des conditions futures, et que les dernières embrassent les enseignemens les plus particuliers. C'est l'utilité plus ou moins générale qui déterminera l'ordre de l'enseignement, l'utilité de l'enseignement diminuant à mesure que l'on montera et avec elle le nombre probable des auditeurs. La première classe aura pour programme d'études l'arithmétique, l'algèbre, le calcul des probabilités, la géométrie; la seconde classe, les lois du mouvement et de la chute des corps, les forces centrifuges, la mécanique et l'hydraulique; la troisième classe, la sphère et les globes, l'astronomie avec ses dépendances; la quatrième, l'histoire naturelle, la physique expérimentale; la cinquième, la chimie et l'anatomie; la sixième, la logique, la critique, la grammaire générale raisonnée; la septième, la langue russe et la langue esclavone par principes; la huitième classe, le grec et le latin, l'éloquence et la poésie. — Parallèlement à cet enseignement réparti sur huit années, un autre cours d'études se développe en se continuant pendant le même nombre d'années. A la première classe correspondra l'enseignement des premiers principes de la métaphysique, de la morale, de la religion naturelle et de la religion révélée. A la seconde classe correspondront l'histoire et la mytho-

(1) Pages 469-472.

logie, la géographie, la chronologie, les premiers principes de la science économique, politique et domestique, etc.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour remarquer le singulier amalgame, l'inextricable confusion, l'inexpérience qui éclatent dans ce tableau. Lorsque Diderot développe des idées générales, quand il critique le système d'études appliqué alors ou qu'il donne ses raisons pour en établir un sur de tout autres principes, on l'écoute avec intérêt, avec plaisir même. Mais dès qu'il met le pied sur le terrain des faits, on sent que le terrain se dérobe sous ses pas; il vacille, il marche au hasard, il ne se soutient plus et ne se dirige plus. Il pousse au-delà de toute vraisemblance l'absence de sens pratique dans la distribution des études. — Je vois bien de quelle vue il procède. C'est une vue conforme à celle de M. Auguste Comte, rangeant les sciences suivant l'ordre de leur généralité décroissante et de leur complexité croissante, commençant par la science à la fois la plus élémentaire et la plus universelle, celle du nombre, puis arrivant à la géométrie, qui joint aux lois du nombre celles de l'étendue; à la mécanique, qui ajoute aux deux premières catégories, celle du mouvement; et successivement, à mesure que croît le nombre des élémens, à l'astronomie, à la physique, à la chimie, à la biologie. Ordre très savant, très rationnel, qui s'avance méthodiquement, à travers le chaos des connaissances humaines, en l'éclairant, en le distribuant, du simple au composé, du général au particulier, de l'abstrait au concret, et constituant ce que l'école positiviste appelle la hiérarchie des sciences. C'est une rencontre qui fait honneur assurément à l'esprit ingénieux de Diderot. Mais qui ne voit que c'est là un ordre théorique des connaissances humaines, non pas un ordre pratique d'enseignement? — La première classe comprendra avec l'arithmétique, l'algèbre, le calcul des probabilités et la géométrie. Quelle ignorance de la réalité, quelle méconnaissance des aptitudes de l'enfant, quand on pense que l'enfant qui doit apprendre tant de choses a de sept à huit ans! Et tout le reste à l'avenant. Une jeune tête ne résisterait pas à des épreuves de ce genre. Elle éclaterait, si elle pouvait recevoir, ne fût-ce qu'un instant, cet amas d'idées abstraites; ou plutôt elle se fermerait inexorablement et peut-être pour toujours à la parole du maître. Toutes les belles théories par lesquelles Diderot prépare son plan dans l'esprit du lecteur avaient leur côté spécieux. Quand le résultat pratique se montre, on ne va pas plus loin, la preuve est faite : c'est un utopiste.

Regardez aux principes posés par Diderot à la tête de son système. N'est-ce pas encore une utopie que de vouloir réunir dans la même enceinte et soumettre au même plan d'études tous les

enfans d'une nation « et de les initier tous indistinctement à la connaissance élémentaire de toutes les sciences (1)? » Diderot insiste : « Je dis *indistinctement*, parce qu'il serait aussi cruel qu'absurde de condamner à l'ignorance les conditions subalternes de la société. Dans toutes, il est des connaissances dont on ne saurait être privé sans conséquence. D'ailleurs le nombre des chaumières étant à celui des palais dans le rapport de dix mille à un, il y a dix mille à parier contre un que le génie, les talens et la vertu sortiront plutôt d'une chaumière que d'un palais. » C'est ce qu'on peut appeler, s'il en fut, un argument déclamatoire. Il ne s'agit pas de priver d'instruction les enfans *des chaumières*, mais de savoir s'il convient, même dans leur intérêt, de leur imposer, pendant les trois ou quatre années qu'ils peuvent donner aux études, les mêmes exercices qu'à ceux dont l'enfance tout entière et la première jeunesse appartiennent à l'enseignement. Diderot ne place aucun intermédiaire entre les petites écoles et l'université qu'il veut établir. L'expérience pratique et le bon sens, en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis, en France, partout enfin, ont compris la nécessité d'institutions intermédiaires, connues soit en Allemagne sous le nom de *realschulen*, soit chez nous sous celui d'*écoles professionnelles*, répondant parfaitement aux fins utilitaires que poursuit Diderot et auxquelles il sacrifie l'éducation vraiment supérieure et libérale parce qu'elle est désintéressée. Désintéressée ne veut pas dire inutile, bien au contraire.

Quant aux *petites écoles*, qui répondent à notre enseignement primaire et dont Diderot ne parle qu'en passant (2), quelques lignes lui suffisent pour trancher d'assez grosses questions : celle de l'obligation d'abord; il faut que le législateur trouve le moyen de forcer les parens les plus pauvres d'envoyer leurs enfans aux écoles. Celle de la gratuité ensuite; non-seulement l'école doit être gratuite, mais les élèves doivent y trouver, avec les maîtres, *des livres et du pain*; du pain, car c'est cela surtout qui autorisera le législateur à exercer une contrainte sur les parens. Quant à la question de laïcité, elle est résolue de la manière la plus péremptoire dans un autre passage où il est dit : « Qu'entre les maîtres il ne faut point de prêtres, car ils sont rivaux par état de la puissance séculière (3). »

Revenons à l'université, puisqu'il n'y a pas d'intermédiaire entre elle et les petites écoles. Pénétrons, à la suite de notre guide, dans la foule des enfans introduits *indistinctement* dans le sanctuaire et tous soumis au même régime. C'est évidemment le sanctuaire des

(1) Voir plus haut la réponse de Diderot à cette question : « Qu'est-ce qu'une université? »

(2) Page 520.

(3) Page 529.

sciences, ce n'est à aucun degré celui des lettres. La base du cours d'études est exclusivement mathématique, puisque ce n'est que dans la quatrième classe que s'enseignent la physique expérimentale et seulement dans la septième et la huitième les langues, même nationales, et quelques notions littéraires. Diderot essaie de justifier ses préférences par l'apologie chaleureuse de l'enseignement mathématique. « On ne peut commencer trop tôt à rectifier l'esprit de l'homme, en le meublant de modèles de raisonnement de la première évidence et de la vérité la plus rigoureuse... La géométrie est la meilleure et la plus simple de toutes les logiques, la plus propre à donner de l'inflexibilité au jugement et à la raison... Un peuple est-il ignorant et superstitieux? Apprenez aux enfans la géométrie et vous verrez avec le temps l'effet de cette science... Si l'on prétend qu'il ne faut pas appliquer la géométrie à tout, on a raison, mais si l'on croit que la méthode des géomètres n'est pas applicable à tout, on se trompe. Même quand on ne doit pas l'employer, il ne faut jamais la perdre de vue, — c'est la boussole d'un bon esprit, c'est le frein de l'imagination... Si les mots usuels étaient aussi bien définis dans les langues que les mots *angles* et *carrés*, il resterait peu d'erreurs et de disputes entre les hommes. C'est à ce point de perfection que tout travail sur la langue doit tendre. Rien de ce qui est obscur ne peut satisfaire une tête géométrique; le désordre des idées lui déplaît et l'inconséquence la blesse... Enfin n'est-il pas vrai que tous les raisonnemens que l'on fait soit en discourant, soit en écrivant, devraient finir par la même formule qui termine tous les raisonnemens des géomètres : *Ce qu'il fallait démontrer* (1)? »

On voit que Diderot ne néglige aucune des raisons données encore aujourd'hui en faveur de l'éducation exclusivement scientifique. Nous ne croyons pas devoir discuter à fond une aussi grave question qui ne se pose devant nous qu'incidemment et par occasion. Nous la reprendrons peut-être un jour directement; elle en vaut bien la peine. Mais combien Goethe, avec son esprit plus calme, nous paraît supérieur à Diderot quand il donne son avis sur ce point dans une lettre à Zelter! « Je vois de plus en plus clairement ce que j'avais à part moi remarqué depuis longtemps; c'est que la culture donnée par les mathématiques est, au plus haut degré, exclusive et restreinte. Voltaire n'hésite pas à affirmer quelque part que la *géométrie laisse l'esprit où elle le trouve.* » Il ne s'agit, comme le fait remarquer Hamilton, dans un morceau capital où cette grande controverse est conduite avec une hauteur d'esprit et une sûreté magistrales, il ne s'agit pas, bien entendu, dans les discussions de ce

(1) Pages 452-456.

genre, de la valeur de la science mathématique considérée en elle-même, mais de l'utilité de l'étude des mathématiques comme culture principale ou primordiale de l'esprit. — On ne discute que sur cette question : Faut-il placer la base de l'éducation dans les sciences ou dans les lettres, s'il s'agit de préparer l'enfant non pas à telle ou telle profession spéciale, mais au métier d'homme ? — Or, si le but d'une éducation vraiment libérale est le développement général et harmonieux des diverses facultés, dans leur subordination relative, dès lors il paraît chimérique d'attendre ce résultat de l'exclusive application d'une étude déjà exclusive par elle-même. Les effets d'une éducation ainsi entendue, dirigée d'un seul côté, ne consistent pas seulement dans le développement disproportionné d'une faculté aux dépens des autres, mais aussi dans l'éducation de cette même faculté restreinte à une sphère d'action spéciale et bornée à une classe particulière d'objets.

Or, si nous consultons la raison, l'expérience, le témoignage le plus autorisé des hommes qui ont écrit sur l'éducation, il est reconnu qu'aucune étude ne tend à cultiver un moindre nombre de facultés et d'une manière plus incomplète que les mathématiques. Le raisonnement seul y est exercé. Encore n'est-ce que le raisonnement appliqué uniquement dans un certain sens, ne poursuivant que des *notions* et les rapports de ces notions entre elles, non les choses elles-mêmes et les relations réelles, en un mot le raisonnement ayant pour unique objet la forme ou la quantité, par conséquent ne développant l'esprit humain que sous une seule face. Dans cette étude, quand elle domine à l'excès, l'esprit de l'enfant (car il ne s'agit ici que d'éducation) s'élève rarement à la pleine conscience de son activité propre ; il y est plus passif qu'actif, et plutôt porté que mû par lui-même. On a dit très heureusement : *Mathematicæ munus pistrinarium est ; ad molam enim alligati, vertimur in gyrum æque atque vertimus.* C'est qu'en effet la routine de démonstration dans la gymnastique de l'esprit peut être comparée à la routine d'une roue de moulin dans la gymnastique du corps ; chacune détermine une seule faculté à une action bornée et continue (1).

Le succès ultérieur des *realschulen* en Allemagne n'est pas le moins du monde la justification des idées de Diderot. C'est la partie pratique des sciences exactes que l'on y enseigne avec un mélange des sciences physiques, naturelles et historiques qui tempère l'abstraction. Elles correspondent à ce que l'on voudrait établir partout en France et qui fonctionne déjà admirablement à Paris, les écoles Turgot, Chaptal, etc. Mais cette sorte d'enseignement, très

(1) *Fragmens de Hamilton*, traduits par M. L. Peisse, sixième fragment.

utile et de plus en plus apprécié, poursuit un but spécial qui n'a rien à voir avec le système général d'études que nous propose Diderot et dans lequel il veut emprisonner confusément toutes les classes et toutes les intelligences.

Nous revenons ainsi à la thèse principale de Diderot. Faut-il ne faire de l'enseignement littéraire qu'un enseignement subordonné, arrivant le dernier dans le programme des études et pouvant être supprimé pour la plupart des élèves? Faut-il déplacer l'axe de l'éducation, le mettre dans les sciences plutôt que dans les lettres où il a été de tout temps? Remarquez que ceux-là même qui refusent de se ranger à cet avis ne contestent pas la nécessité de faire sa place à l'enseignement mathématique dans les études; ils soutiennent seulement que cette place ne doit être ni prédominante ni exclusive. La question se réduit à cette excellente distinction entre *l'éducation libérale* et *l'éducation professionnelle*, l'une qui fait de la science un instrument pour le perfectionnement de l'esprit, l'autre qui fait de l'esprit un instrument pour les applications de la science. Si c'est l'esprit que nous considérons en lui-même, si c'est son développement harmonieux et intégral, non exclusif et subordonné que nous poursuivons, la question sera bientôt résolue. C'est le fond qu'il faut cultiver, le fond tout entier, tout l'ensemble des facultés; c'est le raisonnement qu'il faut exercer sans doute et la mémoire, mais c'est le jugement aussi, c'est la comparaison, c'est l'analogie, c'est le sens pratique et c'est aussi le goût, c'est l'imagination, c'est le sens du réel en même temps que celui de l'idéal.

Diderot calomnie l'enseignement littéraire quand il le réduit à la science des mots. Est-ce pour enseigner des mots qu'on enseigne les langues anciennes? J'en appelle aux maîtres distingués de nos lycées. Est-ce à un enseignement verbal que se réduit leur travail si intelligent et si fertile, quoi qu'on en dise, en résultats? Non, c'est l'activité interne de l'esprit qu'ils provoquent dans leurs élèves par leurs réflexions : c'est la fécondité de leur intelligence qu'ils excitent, qu'ils dirigent et qu'ils règlent. — On ne va pas à l'école des langues anciennes, ces vieilles institutrices de l'humanité civilisée, pour y apprendre des mots, comme semble le croire Diderot, pour enrichir son vocabulaire ou transformer sa mémoire en un dictionnaire vivant; mais, en les étudiant, on forme son esprit, on le façonne, dans le commerce avec les plus belles langues du monde, à cette logique admirable du langage qui traduit les opérations les plus hautes et les plus délicates de l'esprit. Dans les mots, ce que l'on étudie, c'est l'idée; dans la proposition grammaticale, c'est la comparaison des idées, c'est le jugement; dans une suite de propositions, c'est un enchaînement de jugemens, c'est l'induction,

c'est le raisonnement lui-même, mais le raisonnement revêtu de formes vivantes et animé par le génie et la passion ; enfin dans ces figures de langage discréditées par un pédantisme maladroit, c'est le sens de l'analogie qui se développe et s'exerce, c'est le sens du symbolisme universel qui fait retrouver dans la nature vivante les plus belles images du monde invisible, c'est enfin le mouvement même de l'âme de l'orateur ou de l'écrivain, qui n'est que le mouvement de l'âme humaine transporté sur une scène idéale et à de plus grands sujets. C'est ainsi que l'étude des langues, bien interprétée, bien comprise, s'applique merveilleusement à l'éducation libérale des jeunes esprits, loin de les rebuter et de les accabler sous le poids d'une scolastique stérilisante, comme Diderot leur en fait le reproche.

Que dire des lettres elles-mêmes, bien plus fécondes encore pour l'enseignement, quand il est dirigé comme il doit l'être, ce qu'il faut toujours supposer dans cet ordre de questions? C'est la poésie, c'est l'éloquence qui parlent à l'homme de l'homme lui-même, de ses sentimens, de sa grandeur et de ses faiblesses, de sa volonté héroïque ou pervertie ; elles marquent le premier éveil dans l'enfant du sens intérieur et supérieur de la vie ; elles lui en révèlent la valeur possible et le prix infini ; elles lui en donnent les plus beaux modèles. Tout cela est inutile, s'écrie Diderot, l'apôtre de l'éducation industrielle et utilitaire qui fleurit de nos jours. — En effet, rien de tout cela n'a une utilité immédiate. L'enseignement, et ici Diderot a raison, n'est pas fait pour être une école d'orateurs et de poètes ; ni le génie, ni le talent même ne doivent être un but pour l'éducation. Mais n'est-ce rien que d'avoir exercé, façonné, élevé l'esprit de l'enfant, et n'est-ce pas précisément ce but que l'éducation doit poursuivre? La grande utilité est là précisément, dans le désintéressement de cette éducation libérale qui prépare l'homme. L'utilité immédiate et professionnelle viendra plus tard, et le jeune homme y apportera, quand le temps sera venu, un instrument façonné et dispos, son esprit même, s'il a voulu l'appliquer pendant ses années de collège et s'il veut l'appliquer dans les carrières libérales où il doit entrer. Rien ne lui sera devenu difficile : il aura appris le travail sous sa forme la plus élevée.

Mais l'enfant pourrait-il vraiment profiter de l'enseignement de ces maîtres incomparables, les grands écrivains de l'antiquité, ces témoins des civilisations antiques dont nous sommes les héritiers, pénétrer dans leur intimité et dans leur âme, si l'on applique jamais les méthodes abréviatives, tant préconisées aujourd'hui ? Qu'on diminue quelques heures dans les cours, qu'on retranche même une classe ou deux au latin, dès le début de l'enseignement, pour faire leur juste place aux sciences et aux langues vivantes, je n'y

verrais pas de grands inconvéniens. Mais plusieurs de nos contemporains vont plus loin et réduisent à deux ou trois années cet enseignement du latin et du grec. Diderot, plus radical, va plus loin encore; il n'accorde qu'une année. — Que veut-il, mon Dieu! que l'on fasse de cette misérable année accordée *in extremis* à l'agonie de l'enseignement littéraire? Est-ce dans de pareilles conditions qu'il aurait pu se mettre en état d'étudier les anciens qu'il admire, j'en ai peur, avec quelque affectation? Ce Sénèque, par exemple, avec qui il a passé les dernières années de sa vie, par une sorte d'affinité de talent sans doute (car il est lui-même un Sénèque verbeux); ou bien cet Homère, dont il dit « que, pendant plusieurs années de suite, il a été aussi religieux à le lire avant de se coucher que l'est un bon prêtre à réciter son bréviaire? » Mais Diderot est sans doute de ceux qui sont persuadés qu'on saura d'autant mieux le latin et le grec qu'on aura mis moins de temps à les apprendre. — Quant à conserver *ad honorem* les langues et les littératures anciennes pour couronner la dernière année d'études, c'est une libéralité dérisoire. Un an est suffisant pour comprendre à peu près le latin de Molière : c'est insuffisant pour lire les *Pandectes*. Et quant à goûter une phrase de Tacite ou un vers de Virgile, c'est une plaisanterie que de croire cela possible. Alors à quoi bon? Que le sacrifice soit complet, cela vaudra mieux pour tout le le monde et pour le bon sens.

L'utopiste utilitaire, voilà sous quel aspect Diderot s'offre à nous dans sa pédagogie. Si maintenant nous en recherchons l'inspiration politique et sociale, le *Plan* de cette université nous apparaîtra comme un modèle achevé du *Culturkampf* que Diderot a inventé, sauf le nom, pour le service et la plus grande gloire de l'impératrice Catherine. De cette tendance moderne, fortement caractérisée dans tout ce projet, nous distinguons deux symptômes infaillibles, la haine du prêtre et l'idolâtrie de l'état. C'est bien le combat moderne pour la civilisation, la théorie fameuse du pouvoir centralisé, initiateur du progrès par un despotisme intelligent et par la subordination des églises établies. Et, remarquons-le bien, il ne s'agit pas ici seulement, quand Diderot se livre à ses fureurs irréligieuses, de ce clergé français du XVIIIe siècle, plus ou moins amolli et corrompu par une longue prospérité, déshabitué, sauf de belles exceptions, des fortes doctrines et des mœurs sévères, et qui avait besoin d'entrer dans la fournaise de la révolution pour en sortir purifié et régénéré. — Ce que Diderot poursuit, c'est le nom même, c'est la profession, c'est l'institution; ce qu'il flétrit, c'est le mensonge et la superstition, incarnés, à ses yeux, dans le prêtre. Une des raisons qui le décident à placer les mathématiques à la base de son plan d'études, c'est qu'il espère que la géométrie tuera la

superstition. « Le premier, dit-il, chez les anciens, qui démontra par quelques règles de trigonométrie que la lune était plus grande que le Péloponèse, fit grincer des dents aux prêtres du paganisme (1). » La suite du raisonnement interrompu se devine : donc faisons grincer des dents aux prêtres de nos églises en donnant à l'enfant l'instrument mathématique qui leur fera dire de telle ou telle doctrine : « Cela est ou n'est pas démontré. » — Ce que Diderot dénonce tout particulièrement aux souverains et aux peuples, c'est le caractère politique du prêtre, qui est par essence « le rival de la puissance séculière. » Avec cette accusation, on peut mener loin, il le sait, les peuples, les rois et l'impératrice Catherine.

Tel est le thème de ses déclamations violentes, soit dans le *Discours d'un philosophe à un roi*, qui est l'exposition d'un plan machiavélique pour ruiner l'église par des décrets artificieux, sans la dépouiller violemment, soit dans l'ouvrage que nous analysons et dans une foule d'autres. C'est une idée fixe, une sorte de monomanie : « Le prêtre, bon ou mauvais, est toujours un sujet équivoque, un être suspendu entre le ciel et la terre, semblable à cette figure (le *ludion*) que le physicien fait monter ou descendre à discrétion, selon que la bulle d'air qu'elle contient est plus ou moins dilatée. Ligué tantôt avec le peuple contre le souverain, tantôt avec le souverain contre le peuple, il ne s'en tient guère à prier *les dieux* que quand il se soucie peu de la chose... Il dispose ouvertement ou clandestinement des esprits, selon sa pusillanimité ou son audace. Son état l'incline à la dureté et au secret (2). » Et n'allez pas dire à Diderot qu'il y a de saints prêtres. — Tant pis ! « Plus le prêtre est saint, plus il est redoutable. Le prêtre avili ne peut rien. » Au peuple, dont Diderot proclame l'infaillibilité, il déclare « que, tandis que le peuple n'approuve guère que ce qui est bien, le prêtre, lui, n'approuve guère que ce qui est mal. » Mais le peuple ne pouvait rien alors. C'est donc aux souverains qu'il importe d'indiquer le mal et d'insinuer le remède. « Prenez garde, » ne cesse de répéter le philosophe dans ses discours aux rois, tâchant par tous les moyens possibles d'exciter leurs ombrages et de provoquer leur redoutable défiance : « Le souverain ne fait que des ducs, des ministres, des nobles et des généraux ; qu'est-ce que c'est que cela pour celui qui fait des dieux ? A l'autel, le souverain fléchit le genou et sa tête s'incline sous la main du prêtre, comme celle du dernier serf ; tous sont égaux dans l'enceinte où il préside, l'église. Dans notre religion et celle de sa majesté impériale, le chef de la société vient se confesser et rougir des fautes

(1) *Plan d'une université*, page 454.
(2) *Ibid.*, page 510.

qu'il a commises, et le prêtre l'absout ou le lie... Si on demandait au prêtre : Qu'est-ce qu'un roi? et qu'il osât répondre franchement, il dirait : « *C'est mon ennemi*, ou *c'est mon licteur*. » Du reste, après avoir répété sous mille formes que le prêtre est par état hypocrite, intolérant et cruel, Diderot veut bien nous garantir son impartialité : « Je ne hais point le prêtre. S'il est bon, je le respecte; s'il est mauvais, je le plains. » Nous voilà rassurés.

La conclusion logique serait de détruire l'église, ce foyer de superstition et de mensonge, ce sanctuaire de crimes où se trame la conspiration permanente contre le bonheur des peuples et l'autorité des souverains. Telle n'est pas cependant la conclusion de Diderot. « Puisque sa majesté impériale n'est pas de l'avis de Bayle, qui prétend qu'une société d'athées peut être aussi bien ordonnée qu'une société de déistes, mieux qu'une société de superstitieux (1), » il faut donc se conformer à la volonté de sa majesté. « Il faut conserver les prêtres non comme des dépositaires de vérités, mais comme des obstacles à des erreurs possibles et plus monstrueuses encore que pourrait faire éclore la vieille souche (la croyance à l'existence de Dieu), abandonnée à sa libre végétation... Je garderais des prêtres non comme des précepteurs des gens sensés, mais comme les gardiens des fous, et leurs églises, je les laisserais subsister comme l'asile ou les petites-maisons d'une certaine espèce d'imbéciles qui pourraient devenir furieux si on les négligeait entièrement. » Voilà pourquoi il faut conserver l'église; il importe seulement de la conserver sous la main de l'état, et si l'on en croit les conseils de Diderot, cela est facile; il n'y a, à la plus légère incartade, qu'à les priver de leur argent : « S'il est difficile de se passer de prêtres partout où il y a une religion, il est aisé de les avoir paisibles s'ils sont stipendiés par l'état et menacés, à la moindre faute, d'être chassés de leurs postes, privés de leurs fonctions et de leurs honoraires et *jetés dans l'indigence* (2). » Évidemment Diderot serait fort opposé à la séparation de l'église et de l'état. Il craindrait la puissance de l'église libre.

N'est-ce pas l'idéal du *Culturkampf*, tenir l'église dans la main du pouvoir? — Voilà l'état maître de l'église, directeur des consciences, puisque l'état admet qu'il faut encore une religion. Le voilà aussi arbitre du dogme et de l'enseignement ecclésiastique. Diderot, vrai ministre pour un instant de l'instruction publique en Russie, décrète ce qu'il faudra enseigner dans la faculté de théologie. Rien n'est plus piquant que de le voir remplir ce personnage inattendu de dispensateur de l'enseignement théologique. Il le

(1) *Plan d'une université*, page 490.
(2) *Ibid.*, pages 516, 517, etc.

renferme en quatre divisions : la science de l'Écriture sainte, la théologie dogmatique, la théologie morale et l'histoire ecclésiastique ; il parcourt chacune de ces divisions, il indique, avec un sérieux comique, les méthodes à suivre, les sources à consulter, les auteurs à étudier ; il marque les points sur lesquels il importerait d'insister, « tels que la divinité de Jésus-Christ avec sa présence réelle dans l'eucharistie, l'un étant la base de la croyance et du culte chrétien, l'autre le sujet principal du grand schisme. Il serait honteux que le prêtre restât muet devant le socinien qu'il rencontrera à chaque pas, et devant le luthérien et le calviniste dont il est environné. » Un peu plus, Diderot confesserait et administrerait les sacremens pour la plus grande utilité de l'état.

La conscience et le goût protestent et contre Diderot et contre les Diderots contemporains, qui sont nombreux. Je comprends la libre pensée sous toutes ses formes, l'examen, la critique, la négation. Je ne comprends pas la parodie des choses divines qu'on prétend administrer et dont on nie la divinité. Je ne comprends pas la confiscation de la religion par un pouvoir qui n'admet pas même l'existence de Dieu et qui se met à la tête de l'église pour la conduire. Niez l'église, c'est votre droit, mais ne l'exploitez pas. Vous êtes, l'un positiviste, l'autre athée : c'est votre droit. Mais de quel droit, athée, vouloir fabriquer un dieu de votre façon à l'usage du peuple ? Et de quel droit, positiviste, si vous ne croyez pas que ces problèmes soient dans la compétence de l'esprit humain ; naturaliste, si vous ne croyez pas qu'il y ait rien en dehors des phénomènes mécaniques ou physiques, vous qui vous placez au point de vue de la science expérimentale et qui déclarez que tout ce qui n'est pas compris dans la sphère de l'expérience sensible n'existe pas, de quel droit, savant exclusif, disciple de la nature, osez-vous prendre en main, un seul instant, le gouvernail de la conscience religieuse et mettre la lourde main de l'état dans des intérêts de cet ordre ou dans des croyances que vous niez ? Détruisez-les, si vous pouvez, ou bien ne vous en occupez pas ; mais, de grâce, finissez cette mauvaise plaisanterie de vouloir les gouverner.

Directeur de l'église, maître de la faculté de théologie, Diderot veut aussi régler la conscience philosophique. Puisque sa majesté impériale pense que la croyance à l'existence de Dieu et que la crainte des peines à venir ont beaucoup d'influence sur les actions des hommes, — *il est à propos que l'enseignement de ses sujets se conforme à sa façon de penser* (1). *On leur démontrera donc la distinction des deux substances, l'existence de Dieu, l'immortalité*

(1) *Plan d'une université*, page 490.

de l'âme et la certitude d'une vie à venir. Tel est le programme du cours de philosophie. Ainsi Diderot prescrit aux maîtres de démontrer ce qui à ses yeux est indémontrable et de prouver l'immortalité de l'âme, à laquelle il ne croit pas. C'est le suprême effort de l'enseignement officiel de la métaphysique et de la religion, qui sont, aux yeux de Diderot, des nécessités de politique et des illusions d'état.

Nous ne voulons pas insister sur ce singulier phénomène de la contradiction humaine et philosophique, qui, je crois, n'a jamais été poussée plus loin, mais qui se renouvellera peut-être dans les époques de transition et de lutte, dans les époques critiques, où l'esprit positiviste dominera dans les gouvernemens de l'avenir, sans que ces gouvernemens se croient assez forts pour rompre avec l'église, et où l'on verra peut-être un jour ce scandale d'un état irréligieux administrant une église dont il n'admet plus ni un seul principe ni un seul dogme. Ici encore Diderot a devancé les temps, et il est curieux d'étudier en lui la première manifestation de ce conflit de conscience dans le pouvoir. Ce pouvoir que représenta un instant Diderot resta d'ailleurs imaginaire. Son projet n'a jamais eu un commencement d'exécution et l'impératrice Catherine lui a donné la plus honorable des sépultures avant qu'il ait vécu, dans sa bibliothèque.

Nous avons réuni à dessein l'examen de ces deux ouvrages, très curieux tous deux, que nous ont restitués les cartons de l'Ermitage, la *Réfutation* du livre de *l'Homme* et le *Plan d'une université.* Nous les avons réunis comme des contrastes, comme des types de ce que cet esprit puissant et déréglé a de meilleur et de pire. Dans ces deux ouvrages, c'est la même fougue d'improvisation, c'est le même feu de tempérament, c'est le même éclat d'éloquence mêlée à la plus insupportable emphase. — Mais dans l'une, la *Réfutation*, cette fougue se porte presque tout entière du côté de ses sentimens, dans l'autre ouvrage elle se porte du côté de ses passions. Par ses sentimens, qui sont nobles, élevés, généreux, Diderot est un enthousiaste; par ses passions qui sont des haines, Diderot est un fanatique. Car il y a, on le sait, un fanatisme à rebours, et l'auteur de ce livre en est un des plus parfaits modèles. Enthousiasme et fanatisme, c'est bien là ce qui résume ce talent extraordinaire qui, après vous avoir rebuté, vous reprend et vous ravit, et après vous avoir entraîné presque jusqu'à l'admiration, provoque tout à coup la colère et la pitié.

E. CARO.

LORD BEACONSFIELD

ET SON TEMPS

III[1].

LA TRANSFORMATION DU PARTI TORY.

I. Œuvres complètes de B. Disraeli, 11 vol.; Londres, Longmans, Green et C[ie]. — II. *The Public Life of the earl of Beaconsfield*, by Fr. Hitchman, 2 vol.; Londres, Chapman et Hall. — III. *Benjamin Disraeli, earl of Beaconsfield*, a biography; Londres, Beeton.

I.

Être le chef reconnu de l'opposition au sein de la chambre des communes, c'est presque occuper un ministère; c'est participer d'une façon indirecte au gouvernement. En effet, l'ordre des discussions, leur durée, le moment où elles seront closes par un vote décisif, font presque toujours l'objet d'une entente officieuse ou publique entre le chef de l'opposition et le principal représentant du cabinet. Souvent un concert s'établit entre ces deux personnages pour prévenir ou abréger un débat préjudiciable à l'intérêt public, pour introduire dans un bill en discussion des dispositions additionnelles ou des amendemens qui en assurent l'adoption, pour donner un caractère d'unanimité au vote des mesures d'urgence ou des crédits que peuvent exiger le maintien de la tranquillité publique ou la défense de l'honneur national. Les fonctions de

(1) Voyez la *Revue* du 1[er] et du 15 octobre.

chef de l'opposition imposent une grande assiduité : celui qui les remplit doit être toujours à son banc : si un incident se produit, si une question est soulevée, si des communications sont faites inopinément par le gouvernement, il faut qu'il se lève aussitôt et qu'il exprime un avis au nom de son parti. C'est dire assez quelle présence d'esprit, quel tact et quelle prudence sont nécessaires : une déclaration malavisée, une manœuvre malhabile peuvent heurter la chambre, indisposer l'opinion publique et engager le parti dans une voie au bout de laquelle il ne trouverait qu'un échec parlementaire ou une défaite électorale.

Le chef de l'opposition ne saurait perdre de vue qu'il doit se tenir prêt à prendre, à tout instant, la direction des affaires publiques. Si les ministres essuient un échec ou si un désaccord s'élève entre eux et détermine leur retraite, il doit s'attendre à être mis en demeure de leur succéder et de former un cabinet. Il ne faut donc pas que des paroles irréfléchies, des engagemens téméraires lui créent des obstacles insurmontables ou le contraignent à des mesures contraires aux traditions et à l'intérêt de son parti. Il lui importe de ne pas susciter imprudemment au gouvernement des embarras et des difficultés dont il pourrait hériter, de ne pas affaiblir entre les mains des ministres un pouvoir et des droits dont il aura à faire usage, et de ne pas établir de précédens qui se retourneraient un jour contre lui. Non-seulement il ne saurait marchander son appui au gouvernement dans toutes les occasions où la voix du patriotisme doit seule se faire entendre, mais la véritable habileté lui commande plus d'une fois de retenir l'ardeur de ses amis, de faciliter l'expédition des affaires et le vote des mesures ministérielles afin de laisser trancher définitivement par ses adversaires des questions sur lesquelles un accord serait impossible à établir au sein de son parti, ou afin de pouvoir rejeter sur les ministres l'entière responsabilité d'une détermination grave, comme une déclaration de guerre ou l'ouverture de négociations.

C'est donc le chef de l'opposition, responsable envers son parti de la direction qu'il imprime à la campagne parlementaire, qui choisit l'heure et le terrain des batailles à livrer au ministère, qui arrête le texte des motions ou des amendemens à présenter, qui distribue les rôles entre ses amis, qui donne le signal de l'attaque et qui couvre la retraite. Pour remplir avec succès ces délicates fonctions, il faut qu'il soit investi sur ses partisans d'une autorité qu'il ne peut puiser que dans leur confiance. Il ne suffit donc pas d'être le premier par le talent oratoire : il faut avoir fait ses preuves de clairvoyance, d'habileté et de bon jugement : il y faut joindre l'ascendant du caractère pour prévenir les écarts indisciplinés; et il faut retenir par l'affection ceux que la persuasion n'a pu con-

vaincre. De l'aveu de tous, M. Disraeli s'est montré un admirable chef de parti. Les allures despotiques, la hauteur dédaigneuse et l'intolérance qu'il avait si souvent reprochées à sir Robert Peel lui avaient fait connaître les écueils à éviter. Jamais on n'a vu chef parlementaire faire preuve de plus de courtoisie et d'affabilité dans ses rapports avec ses partisans, se montrer plus disposé à accueillir ou à discuter leurs observations, plus attentif à enlever par des égards affectueux toute amertume à un dissentiment. Deux rares et précieuses qualités ont surtout concilié à M. Disraeli l'attachement de son parti. La première, que ses adversaires eux-mêmes n'hésitent pas à lui reconnaître, est une extrême fidélité envers ses amis. Chef de l'opposition, qu'un de ses partisans, par inexpérience ou par entraînement, se mît dans un mauvais pas, M. Disraeli n'a jamais hésité, même au risque de se créer des embarras, à lui venir en aide, à le soutenir et à lui ménager une retraite honorable. Chef du gouvernement, on ne l'a jamais vu, même pour se soustraire aux plus sérieuses difficultés, laisser percer la moindre désapprobation du langage ou de la conduite d'aucun de ses collègues, ni désavouer un seul de ses subordonnés. Le second trait distinctif du caractère de M. Disraeli est ce qu'on pourrait appeler son désintéressement moral. Loin que l'éclosion d'un talent nouveau lui inspirât le moindre sentiment de jalousie ou le moindre ombrage, il était impossible de faire plus d'efforts pour attirer dans son parti les hommes de valeur, d'accueillir avec plus de sympathie les jeunes gens de mérite, et de mettre plus d'empressement à leur ménager des occasions de se produire et de se distinguer. On a vu souvent M. Disraeli renoncer à intervenir dans une discussion afin d'en laisser tout l'honneur à quelqu'un de ses lieutenans.

Ce qui vient d'être dit du rôle considérable que joue le chef reconnu de l'opposition permet de mesurer l'influence que ses opinions personnelles peuvent exercer dans un pays où les partis obéissent à une discipline rigoureuse. Nous nous sommes efforcé de faire assister le lecteur à la formation et au développement des opinions de M. Disraeli : néanmoins il n'est peut-être pas inutile de rappeler et de résumer les vues qu'il professait sur les principales questions. On a déjà pu se convaincre que, sur la politique extérieure, il ne partageait pas les idées étroites de lord Palmerston, qui semblait croire qu'aucune puissance ne pouvait grandir qu'au détriment de l'Angleterre. M. Disraeli n'estimait pas qu'il fût de l'intérêt de son pays de contester à aucune des grandes puissances sa part légitime d'influence : il suffisait d'observer à l'égard de toutes, et surtout de la France et de la Russie, cette politique d'impartialité et de contrepoids qu'Henri VIII, sous l'habile direction de Wolsey, avait pratiquée, entre Charles-Quint et François Ier, et dont les résultats lui

avaient permis de prendre cette orgueilleuse devise : « Qui je défends est maître. » A son avis, le moyen le plus sûr pour l'Angleterre d'exercer sur les affaires du continent une influence considérable sans contracter d'engagemens onéreux et en gardant intacte sa liberté d'action, était de demeurer unie à la France dont elle n'était séparée par aucun antagonisme d'intérêts, et de demander aux bons rapports et aux sages conseils les résultats que lord Palmerston poursuivait vainement par une politique décousue et tracassière. Personne n'a condamné avec plus de persévérance et de sévérité la constante habitude de lord Palmerston et de lord John Russell de transformer la diplomatie anglaise en un instrument de propagande politique, de nouer en tout pays des relations étroites avec un parti, et de mettre au service de ce parti l'influence de l'Angleterre, associant ainsi leur patrie aux mésaventures comme aux succès de ces alliés d'un jour. Ce que M. Disraeli avait en commun avec lord Palmerston, et ce qu'il a fait voir en toute occasion, c'est un sentiment très vif de la dignité nationale, c'est la détermination de ne reculer devant aucune lutte, devant aucun sacrifice pour soutenir l'honneur du nom anglais.

Les idées de M. Disraeli en matière de finances n'étaient pas moins arrêtées. Il regardait comme un devoir pour le gouvernement de tenir la balance égale entre les intérêts; il devait donc empêcher les classes industrielles et commerciales d'abuser de leur influence dans le parlement pour alléger leur propre fardeau et rejeter le poids des charges publiques sur l'agriculture et sur la propriété foncière. Ces classes avaient obtenu de larges satisfactions par les suppressions et les dégrèvemens opérés dans le tarif des douanes, et par l'abolition des lois sur les céréales; l'agriculture, qui était après tout le plus considérable des intérêts nationaux, avait droit à une compensation des sacrifices qu'on lui avait imposés, et l'on devait d'autant plus soigneusement ménager les forces contributives de la propriété foncière que celle-ci était la pierre angulaire des institutions britanniques, le plus solide point d'appui et la ressource suprême de l'état dans les jours de crise. Un retour à la protection n'était point nécessaire. M. Disraeli abandonna de très bonne heure toute idée de revenir sur l'abolition des *Corn Laws*. La décision du parlement n'avait pas seulement à ses yeux la force du fait accompli, elle lui semblait avoir reçu de la nation, dans les élections générales de 1847, une sanction qui devait la faire considérer comme désormais irrévocable. Le sentiment populaire était d'ailleurs trop général et trop vif pour qu'on pût se flatter de ramener les esprits, et la prudence interdisait de provoquer le réveil d'une agitation redoutable. La compensation qui était due à l'agriculture pouvait lui être donnée sous différentes

formes : on pouvait ou supprimer les impôts qui pesaient exclusivement sur elle, comme l'impôt sur la drêche, ou mieux répartir les charges locales dont elle portait presque tout le poids, ou enfin diminuer ces charges en inscrivant au budget général et en faisant ainsi supporter par la communauté tout entière une partie des dépenses défrayées au moyen des taxes locales. L'appui que M. Disraeli avait donné aux premières réformes de sir Robert Peel avait suffisamment montré qu'il était partisan d'une législation douanière libérale, mais il n'estimait point que l'Angleterre dût faire aux autres nations des avantages gratuits ; elle était fondée à exiger des concessions en retour de celles qu'elle était prête à consentir, et elle devait, par l'établissement de droits compensateurs, imposer la réciprocité aux pays qui refuseraient d'admettre les produits anglais à des conditions équitables. C'est par là que M. Disraeli se distinguait de l'école de Manchester, qui soutenait que l'abaissement ou la suppression des droits de douane profitaient surtout aux consommateurs anglais, que par conséquent il n'y avait pas lieu de les subordonner à des concessions de la part des autres nations.

Le parti tory, lorsque M. Disraeli en prit la direction dans la chambre des communes, semblait éloigné pour longtemps des affaires. Non-seulement il était une minorité, mais l'incertitude et le découragement régnaient dans ses rangs. C'était une armée sans officiers ; tout l'état-major du parti avait suivi sir Robert Peel dans ses évolutions et l'avait accompagné dans la retraite. Les uns cherchaient déjà à se ménager une place dans les rangs des libéraux ; les autres se tenaient en observation, convaincus qu'après avoir donné cours à leur ressentiment, les tories finiraient par accepter les faits accomplis et viendraient peu à peu se replacer sous la direction de leurs anciens chefs. M. Disraeli était donc à peu près seul pour tenir tête à tous les orateurs et à tous les hommes d'affaires de la chambre des communes : il n'y avait guère à ses côtés que lord John Manners qui eût quelque habitude de la parole et qui fût certain de se faire écouter ; il fallait faire violence à la modestie des uns ou vaincre la timidité des autres pour les déterminer à intervenir dans une discussion, ou lancer en avant des jeunes gens dont l'ardeur ne compensait pas l'inexpérience. M. Disraeli avait donc à porter tout le poids des débats : politique étrangère, finances, administration intérieure, il fallait être prêt sur toutes les questions, avoir un avis et parler sur toutes. M. Disraeli en sortit à son honneur en s'imposant un travail surhumain ; ce romancier se fit tour à tour financier, diplomate et administrateur ; il argumenta sur les traités contre lord Palmerston, il discuta les budgets de sir Ch. Wood, de sir George Cornwall Lewis et de M. Gladstone ; il défendit les principes conservateurs contre M. Cobden, M. Bright et la cohorte

des radicaux. On doit comprendre qu'une pareille tâche ne lui laissait plus de loisir pour les lettres.

A côté des causes de faiblesse qui viennent d'être indiquées, le parti tory avait des élémens de succès qu'un chef habile ne pouvait manquer de mettre à profit. Bien qu'en minorité, ce parti n'en constituait pas moins la fraction de beaucoup la plus nombreuse de la chambre des communes : il lui suffisait d'un appoint assez faible pour devenir la majorité. Cet appoint, il ne devait pas désespérer de l'obtenir de quelques-uns de ses adversaires eux-mêmes, car il n'avait pas en face de lui moins de cinq fractions distinctes : les anciens conservateurs, ralliés au libre-échange et soumis à l'influence personnelle de lord Palmerston; les whigs, conduits par lord John Russell; les libéraux de l'école de Manchester, qui subordonnaient tout aux questions économiques; la brigade irlandaise, qui ne tenait compte que des intérêts irlandais; enfin le petit groupe des anciens collègues et des amis personnels de sir Robert Peel, qu'on désignait sous le nom de *peelites*. Ces cinq fractions n'étaient d'accord que sur un seul point : la nécessité de maintenir la libre importation des céréales; elles étaient divisées sur toutes les autres questions, soit par la divergence des vues, soit par la rivalité sans cesse renaissante de leurs chefs; si un concert pouvait s'établir entre elles quand elles étaient dans l'opposition, la désunion reparaissait dès le lendemain de la victoire. Le parti tory pouvait avoir aisément sur ses adversaires tous les avantages que donnent l'unité de vues, la bonne harmonie et la discipline. Ce fut à lui assurer ces avantages que M. Disraeli s'attacha, en s'efforçant de faire disparaître tous les dissentimens et d'amener graduellement ceux de ses amis qui s'obstinaient dans des idées définitivement vaincues à prendre leur parti de cette défaite.

Il fut servi par les circonstances. Lorsque les élections générales avaient eu lieu en 1847, une succession de mauvaises récoltes sur le continent avait maintenu les céréales à un prix élevé, et les droits à l'importation, bien que réduits, devaient subsister encore pendant une certaine période. On n'avait donc pu apprécier dans toute leur étendue les effets de la nouvelle législation. La disparition définitive des droits protecteurs ayant coïncidé avec un avilissement sensible des prix en Europe, et avec une importation considérable, une crise se déclara en Angleterre, et les souffrances de l'agriculture réagirent par contre-coup sur certaines industries. Ce fut alors au tour des populations agricoles de s'agiter, de multiplier les réunions publiques et d'accabler la chambre des communes de pétitions. En même temps, les désordres et les scènes sanglantes qui avaient accompagné et suivi dans une partie de l'Europe la révolution de 1848 avaient éveillé les inquiétudes de tous les esprits

timorés et jeté sur les idées libérales une incontestable défaveur.

On vit donc, non sans quelque surprise, la plupart des élections partielles tourner au profit du parti tory ou du parti conservateur, comme son nouveau chef affectait de le nommer. Toujours sur la brèche, M. Disraeli, soit sous la forme d'une demande d'enquête, soit à l'occasion du budget, ramenait sans cesse l'examen des souffrances et des griefs de l'agriculture. Lui-même ne parlait jamais que des compensations à accorder aux intérêts agricoles par la réduction des charges qui pesaient sur eux; mais il n'osait encore se prononcer ouvertement contre le rétablissement d'un droit à l'importation, de peur de heurter trop violemment les illusions que conservaient encore la plupart de ses amis politiques : à côté de lui, quelques esprits obstinés, tels que le colonel Sibthorp et M. Newdegate, ne manquaient jamais d'élever, en faveur d'un retour pur et simple au régime protecteur, des réclamations qui ramenaient immédiatement la concorde parmi les adversaires des *Corn Laws*. Sur une autre question encore, M. Disraeli se montra plus éclairé et plus sincèrement libéral, non-seulement que la plupart de ses partisans, mais même que quelques-uns des hommes qui faisaient depuis le plus longtemps profession de libéralisme. Lorsqu'à la fin de 1850, le pape Pie IX rétablit en Angleterre la hiérarchie catholique et conféra au cardinal Wiseman le titre d'archevêque de Westminster, lord John Russell s'empressa d'adresser à l'évêque protestant de Durham une lettre virulente dans laquelle il qualifiait la bulle pontificale d'insolente agression contre le protestantisme et d'usurpation sur les droits de la couronne. Cette lettre était un appel aux passions religieuses; elle fut le signal de manifestations ardentes contre le catholicisme. Au milieu de cette explosion du fanatisme anglican, M. Disraeli adressa, à son tour, au lord lieutenant du comté de Buckingham une lettre où il signalait l'inconséquence du gouvernement qui prétendait interdire en Angleterre ce qu'il tolérait en Irlande, et où il tournait en ridicule les alarmes du premier ministre.

La majorité ministérielle s'affaiblissait de jour en jour. Elle ne fut plus que de quatorze voix, le 11 février 1851, pour repousser la motion annuelle de M. Disraeli sur la situation de l'agriculture. Quelques jours plus tard, M. Locke King présentait une motion pour l'abaissement du cens électoral dans les comtés, et, les tories s'étant, à dessein, abstenus de prendre part à la discussion et au vote, le ministère était battu. Lord John Russell donna sa démission, et la reine fit appeler lord Derby qui ne portait encore que le titre de lord Stanley. Celui-ci, après s'être concerté avec M. Disraeli, déclara qu'il ne pouvait se charger de former un cabinet qu'à la condition d'être autorisé à dissoudre le parlement. La reine re-

fusa cette autorisation, dans la crainte que l'agitation inséparable d'une élection générale ne compromît le succès de l'exposition organisée par le prince Albert. Les chefs des diverses fractions de la majorité, successivement appelés au palais, furent inutilement invités à former un ministère ou à s'entendre. Après une série d'essais infructueux, la reine dut prier lord John Russell et ses collègues de reprendre leurs portefeuilles. Lord John Russell profita de la dictature temporaire qu'il devait à l'exposition pour imposer au parlement le vote d'une loi contre l'usurpation de titres ecclésiastiques. M. Disraeli fit ressortir avec la plus mordante ironie toute la puérilité d'une mesure à laquelle le gouvernement n'osait attacher une sanction pénale. Personne ne pouvait songer à retirer aux catholiques le libre exercice de leur culte. De quelle importance pouvait-il être que le dignitaire ecclésiastique qui leur administrait certains sacremens, ajoutât à son titre d'évêque le nom d'une ville d'Asie ou d'Afrique plutôt que le nom de la ville anglaise dans laquelle il exerçait les fonctions épiscopales? Le bill de lord John Russell est demeuré à l'état de lettre morte; et tel a été, depuis 1851, le progrès des idées que Léon XIII a pu, cette année, rétablir la hiérarchie catholique en Écosse, sans qu'aucune émotion se soit produite et sans que le cabinet de lord Beaconsfield ait paru y prendre garde.

La faiblesse du ministère était si manifeste, et les dissentimens entre lord John Russell et lord Palmerston étaient si notoires qu'on s'accordait à regarder une nouvelle crise ministérielle comme inévitable. Lord Derby n'aurait pu refuser une seconde fois le pouvoir sans décourager et peut-être sans désorganiser le parti conservateur. M. Disraeli était trop prévoyant pour ne pas préparer au futur cabinet conservateur un terrain favorable. Dans les derniers jours de la session, il prit occasion d'un amendement de M. Joseph Hume au bill qui prorogeait l'*income tax* pendant trois nouvelles années, pour passer en revue le système financier de l'Angleterre, et il est à remarquer qu'il qualifia à diverses reprises le droit d'entrée sur les céréales étrangères d'impôt supprimé et de législation surannée. L'amendement qui réduisait à une année la prolongation de l'*income tax* fut voté malgré la résistance du ministère, dont les jours parurent comptés. Quelques semaines après la séparation du parlement, le 17 septembre 1851, M. Disraeli prit la parole dans la réunion annuelle de la société d'agriculture du comté de Buckingham, et là, en face des plus influens de ses électeurs, il s'expliqua nettement : « Ma conscience, dit-il, me rend le témoignage que, quand le système protecteur a été attaqué, j'ai fait de mon mieux pour le défendre; mais autre chose est de défendre une législation qui existe ou de ramener une législation qui a été abrogée.

Je suis convaincu pour ma part que le système généralement connu sous le nom de protection ne peut jamais être rétabli à moins que l'intérêt de toutes les classes n'exige que ce même principe gouverne toute l'industrie nationale et à moins que la nation ne fasse connaître son sentiment à cet égard avec une incontestable clarté. En présence des difficultés dont cette question est environnée, dois-je, moi le représentant d'un collège agricole, demeurer inactif et laisser dépérir les intérêts dont j'ai la garde parce qu'un seul remède sera réputé pleinement satisfaisant, quand nous savons tous que ce remède ne peut être obtenu qu'au prix des plus grandes difficultés? Non, j'envisage la question au point de vue général. Pourquoi l'agriculteur anglais ne peut-il lutter contre le producteur étranger? C'est parce qu'il succombe sous le poids de taxes qui accablent ses forces et épuisent ses moyens d'action. » La conclusion de l'orateur était que les agriculteurs faisaient fausse route en s'obstinant à demander un retour au passé, et qu'ils devaient tourner leurs efforts vers la réduction des charges qui pesaient sur eux. Ce discours eut un immense retentissement; mais, s'il fit ouvrir les yeux aux plus intelligens des conservateurs, il en froissa vivement d'autres, qui n'hésitèrent pas, comme lord Stanhope, à le qualifier de manifestation indiscrète et intempestive.

Les événemens du 2 décembre 1851 amenèrent entre lord John Russell et lord Palmerston un nouveau conflit à la suite duquel le dernier sortit du ministère et fut remplacé par lord Granville. Lord John Russell crut consolider sa position et rallier autour de lui tous les libéraux en annonçant, à l'ouverture de la session de 1852, la présentation d'un bill de réforme électorale; mais lord Palmerston, impatient de se venger, attaqua la première mesure ministérielle qui fut mise en discussion, un bill pour l'organisation de la milice, et fit voter un amendement qui en altérait profondément le caractère. Lord John Russell se retira, et lord Derby, ayant obtenu de la reine l'autorisation de dissoudre la chambre, accepta la mission de former un cabinet. M. Disraeli fut appelé aux fonctions de chancelier de l'échiquier.

Le ministère tory arrivait au pouvoir dans les conditions les plus défavorables. Il ne s'appuyait dans la chambre des communes que sur une minorité, et il avait la certitude qu'une coalition se formerait immédiatement contre lui. Lord Derby, qui avait fait partie de plusieurs cabinets, joignait à un grand talent de parole l'expérience administrative; mais il était confiné dans la chambre des lords : de tous ses collègues, un seul, M. Herries, avait quelque teinture des affaires, ayant occupé, trente ans auparavant, un poste secondaire dans la dernière administration de lord Liverpool : tous les autres étaient des hommes nouveaux qui avaient leur apprentissage à faire.

Il y avait encore un plus grand obstacle au succès de la nouvelle administration : elle était divisée sur la question de la protection. Si M. Disraeli avait pris résolûment son parti, il n'en était pas de même de lord Derby. Celui-ci s'était séparé de sir Robert Peel, plutôt que de participer à l'abrogation des *Corn Laws :* il se considérait comme engagé d'honneur à ne pas rentrer aux affaires sans proposer au moins l'établissement d'un droit modéré et purement fiscal sur les céréales étrangères. Lord Palmerston s'était montré disposé à entrer dans le cabinet, auquel il aurait apporté une force considérable; mais il y avait mis pour condition l'abandon de toute idée d'imposer les blés étrangers. Lord Derby avait mieux aimé renoncer à un concours aussi précieux que de prendre un pareil engagement. Tandis qu'au sein de la chambre des communes M. Disraeli évitait de prononcer le mot de protection et ne parlait que des compensations à donner à l'agriculture, des déclarations imprudentes de lord Derby firent rentrer en campagne les orateurs de la ligue et exercèrent une influence fâcheuse sur les élections. Les tories se donnèrent la satisfaction de faire sortir du parlement quelques-uns des anciens lieutenans de sir Robert Peel, M. Cardwell, lord Mahon, sir George Clerk; mais ils ne gagnèrent qu'un très petit nombre de sièges. Ils arrivèrent seulement à balancer les forces réunies des whigs, des radicaux et des députés irlandais: par conséquent, les amis personnels de lord Palmerston et les *peelites* pouvaient, à leur gré, déplacer la majorité et, malgré leur petit nombre, disposaient réellement du pouvoir. Or il était certain que ni les uns ni les autres ne donneraient leur concours à aucune tentative pour revenir, même par une voie indirecte, au régime des *Corn Laws.*

Le résultat des élections dut dissiper les dernières illusions que l'on pouvait nourrir encore dans l'entourage de lord Derby, et le ministère conservateur dut accomplir, sous le coup d'une défaite électorale, l'évolution que la clairvoyance de M. Disraeli avait recommandée avant la lutte. Le discours de la reine, à l'ouverture de la session, ne parla plus que de venir en aide à l'agriculture en la mettant à même, par des mesures équitables, « de soutenir avec succès la concurrence illimitée à laquelle le parlement, dans sa sagesse, avait décidé qu'elle devait être soumise. » Cette déclaration était l'abandon du principe même de la protection. Néanmoins, dès le lendemain, le frère de lord Clarendon, M. Villiers, à l'instigation de lord John Russell, présenta une motion qui mettait implicitement le gouvernement en suspicion, en lui imposant l'obligation de continuer et de développer « la politique commerciale dont l'expérience avait démontré les avantages. » M. Disraeli annonça un amendement qui avait pour objet de dépouiller cette

motion de ce qu'elle avait de blessant pour le cabinet : le succès de cet amendement était impossible, si toutes les fractions de l'opposition demeuraient unies ; mais lord Palmerston, qui ne se souciait point de voir le ministère renversé au profit exclusif de son rival, proposa de modifier la motion primitive de façon à la rendre acceptable pour le ministère. M. Disraeli fut autorisé par ses collègues à adhérer à cette rédaction, qui fut adoptée à une forte majorité. Après ce vote, le parti conservateur ne pouvait plus avoir sur cette question d'autre politique que celle qui avait été indiquée par M. Disraeli, et dès ce jour celui-ci fut en droit de répondre par un démenti catégorique à l'accusation, souvent lancée contre ses amis, de vouloir taxer la nourriture du peuple.

Le ministère avait été sauvé, pour cette fois, par l'intervention de lord Palmerston : il restait à voir quel accueil serait fait aux mesures annoncées en faveur de l'agriculture. Ces mesures faisaient partie du budget que M. Disraeli présenta le 3 décembre 1852. Pendant plus de cinq heures, l'orateur tint la chambre sous le charme d'une exposition lumineuse, dans laquelle il passa en revue toutes les branches de la production nationale, en indiquant les charges spéciales qui pesaient sur chacune d'elles et les allégemens qu'on pouvait leur accorder sans porter atteinte ni au principe de la concurrence commerciale ni à l'intégrité du revenu public. La plupart des vues exposées alors par M. Disraeli ont été appliquées plus tard soit par lui-même, soit par M. Gladstone, à qui l'on en a fait honneur. Le ministre exemptait la navigation de la plus grande partie des taxes levées pour les phares dont l'entretien devait être mis à la charge du budget général. Il accordait aux planteurs des colonies la faculté de faire raffiner leurs produits en entrepôt. Les agriculteurs obtenaient la réduction à moitié de l'impôt sur la drêche, et d'autres avantages leur étaient faits par une révision et une diminution de l'*income tax*. Les droits sur le thé, considéré comme un article de consommation générale et de première nécessité, devaient être diminués de moitié par une série d'abaissemens successifs. Divers autres droits étaient ou supprimés ou remaniés et réduits. Pour compenser ce que le trésor devait perdre par l'effet de ces réductions, l'*income tax* était étendu à l'Irlande, et l'impôt direct sur les propriétés bâties était généralisé et augmenté. Ces deux propositions déterminèrent la chute du ministère en tournant contre lui les députés irlandais et la plupart des députés des villes. Une coalition se forma au sein de la chambre : lord Palmerston, qui croyait avoir intérêt à prolonger encore l'existence du cabinet, fit donner à M. Disraeli le conseil de retirer ou de modifier notablement son budget et de ne pas jouer l'existence du gouvernement sur des questions de finance. Malgré les exemples

qu'on lui signalait et qu'il aurait pu invoquer, M. Disraeli refusa de suivre ce conseil. Que gagnerait le cabinet à faire ainsi l'aveu public d'une impuissance qui n'était que trop manifeste ? Continuerait-il à ne vivre que par la protection de quelqu'une des coteries parlementaires ? Combien de temps le laisserait-on prolonger cette existence souffreteuse ? Aurait-il même le choix de la question sur laquelle il devrait se retirer, et dans quelle désorganisation le parti ne tomberait-il pas, le lendemain d'un semblable congé ? Mieux valait succomber honorablement sous son propre drapeau, en essayant de tenir parole à ce grand parti conservateur, dont les forces semblaient se retremper dans l'opposition. Une victoire transformerait immédiatement en alliés empressés les patrons douteux qui offraient leur protection; une défaite pouvait-elle faire désespérer de l'avenir quand on jetait un regard sur le chemin parcouru en quelques années ? M. Disraeli fit prévaloir ce sentiment au sein du cabinet. Une lutte des plus ardentes s'engagea : après avoir répondu avec un talent qui arracha l'admiration de ses adversaires à toutes les critiques dont le budget avait été l'objet, M. Disraeli fit allusion aux conseils qu'il avait reçus; il déclara que le ministère ne voulait laisser ni affaiblir ni déconsidérer le pouvoir entre ses mains, qu'il savait avoir en face de lui une coalition puissante, mais qu'il appellerait de la victoire de cette coalition au jugement de l'opinion publique. Quand il eut cessé de parler, les applaudissemens éclatèrent de toutes parts et se prolongèrent pendant plusieurs minutes; il sembla que tout l'auditoire eût été entraîné par cette parole puissante; mais au moment du vote l'esprit de parti et les ambitions personnelles reprirent tout leur empire ; une majorité de dix-neuf voix repoussa les propositions du chancelier de l'échiquier.

Le ministère donna sa démission le jour même. Son court passage aux affaires avait été marqué par plusieurs mesures importantes : la réorganisation de la milice, la réforme de la cour de chancellerie, l'établissement des cimetières hors des villes, l'octroi d'une constitution à la Nouvelle-Zélande, enfin le rétablissement de la *convocation* ou des synodes de l'église anglicane. Dans chacune des deux provinces ecclésiastiques de Cantorbery et d'York, les évêques et les députés du bas clergé devaient se réunir, en chambres hautes et basses, le jour même où le parlement se rassemblait. L'objet de ces réunions devait être de délibérer sur les questions de doctrine, de liturgie et de discipline ecclésiastique que les circonstances pouvaient faire naître; mais, depuis deux siècles au moins, le gouvernement, dans un esprit d'inquiète jalousie, prorogeait immédiatement les assemblées ecclésiastiques sans leur laisser le temps de délibérer. M. Disraeli, qui avait défendu contre lord

John Russell la liberté de l'épiscopat catholique, qui devait, par respect pour les croyances des Irlandais, introduire et faire payer par l'état des aumôniers catholiques dans l'armée et sur la flotte, qui avait protesté, dans ses écrits et dans ses discours, contre la servitude que l'état faisait peser sur l'église anglicane, aurait été infidèle à lui-même si, le jour où il avait le pouvoir entre les mains, il n'avait pas rendu au clergé anglican la liberté dont il était seul à ne pas jouir. Pour la première fois, les convocations d'York et de Cantorbery ne furent point prorogées par ordonnance royale, et elles délibérèrent aussi librement que les conciles provinciaux d'Irlande ou les synodes presbytériens d'Écosse. Aucun ministère, depuis lors, n'a osé revenir sur cette concession. Où les hommes politiques, habitués à considérer l'église anglicane comme un pur instrument aux mains du pouvoir civil, affectèrent de voir une imprudence, l'expérience n'a montré qu'un acte de libéralisme vrai et un sincère hommage aux droits de la conscience.

II.

Après avoir accepté la démission du cabinet Derby, la reine fit appeler simultanément lord Aberdeen et lord Lansdowne, et leur demanda de former un ministère assez fort pour prévenir le retour des crises trop fréquentes depuis quelques années. Ce ne fut point une tâche facile que de concilier toutes les ambitions en présence : chacune des coteries parlementaires avait son état-major et voulait fournir son contingent : il n'y avait pas moins de trois à quatre prétendans pour chaque portefeuille. Le nouveau cabinet débuta par prendre une attitude hostile vis-à-vis de la France, dont il ne devait pas tarder à rechercher l'alliance : deux de ses membres, sir James Graham et sir Charles Wood, tinrent à l'égard du gouvernement français un langage offensant, que M. Disraeli releva avec vivacité, lorsque le parlement se réunit. Ce ne fut point la seule contradiction qu'il eut à reprocher au gouvernement. Les relations de l'Angleterre avec la Russie se tendaient de jour en jour; avec une clairvoyance que les faits ne permettent pas de contester, M. Disraeli reprocha aux ministres, en mainte occasion, de se laisser dériver vers la guerre, tandis qu'une attitude ferme et une politique résolue pouvaient seules maintenir la paix en intimidant et en faisant reculer la Russie. Les tergiversations, les faiblesses et les contradictions du gouvernement lui paraissaient être la conséquence forcée de son origine. Le cabinet devait sa naissance à une coalition d'ambitions personnelles : il n'avait ni communauté de principes, ni unité de vues pour le guider dans l'appréciation des événemens. Les changemens ministériels, qui ne

tardèrent pas à se succéder rapidement, semblèrent justifier cette manière de voir de M. Disraeli. Lord Palmerston et lord John Russell s'entendirent pour faire tomber lord Aberdeen, puis ils s'exclurent l'un l'autre du pouvoir. Sans abdiquer le droit de discuter et de critiquer les mesures ministérielles, les conservateurs gardèrent une grande réserve pendant la guerre de Crimée et pendant les négociations qui suivirent : les traditions patriotiques du parlement, trop peu suivies ailleurs, interdisent aux partis de susciter des embarras au gouvernement et de faire naître des crises, tant que le pays est aux prises avec l'étranger.

La conclusion définitive de la paix donna le signal du renouvellement des luttes parlementaires. La session de 1856 fut close le 28 juillet. Quelques jours avant qu'elle prît fin, M. Disraeli eut soin d'expliquer l'attitude et de faire connaître le programme de son parti. Après avoir fait ressortir le petit nombre et l'insignifiance des mesures dont le parlement avait eu à s'occuper, il attribua la stérilité de la session à l'impuissance d'un cabinet composé de conservateurs qui avaient déserté leur parti, et de libéraux qui oubliaient, au pouvoir, les engagemens qu'ils avaient pris dans l'opposition. Les conservateurs avaient donc la double satisfaction de voir leur politique prévaloir dans les conseils du gouvernement, et d'assister aux palinodies et à la déconsidération graduelle de leurs adversaires. Le jour où la nation serait lasse d'un gouvernement dont les promesses et les actes étaient une perpétuelle contradiction, elle trouverait un parti conservateur fidèle à ses traditions et à ses maximes, et prêt à pratiquer une politique conservatrice.

C'était une déclaration de guerre, et dès le début de la session suivante, M. Disraeli attaqua avec vivacité la politique extérieure du cabinet qui avait suscité à l'Angleterre une guerre avec la Chine et une autre guerre avec la Perse, et qui ne cessait de fomenter des troubles en Italie. Il critiqua également sa politique financière, qui avait pour base la continuation indéfinie de l'*income tax*, dont la suppression, si souvent promise, était rendue impossible par des expériences aventureuses. Les changemens ministériels qui s'étaient si rapidement succédé avaient fait sortir du cabinet la plupart des coalisés de 1852, et tous les ministres démissionnaires nourrissaient un vif ressentiment contre lord Palmerston, qu'ils accusaient de les avoir joués. L'attitude nouvelle du parti conservateur leur parut une occasion favorable de prendre une revanche. Ils s'entendirent avec les libéraux, et M. Cobden fit de la conduite des agens anglais en Chine et du bombardement de Canton l'objet d'une motion de censure qui fut soutenue d'une part par MM. Bright et Milner Gibson, et de l'autre par M. Gladstone, M. Cardwell, M. Sydney

Herbert et tous les *peelites*. Grâce à l'appui des conservateurs, dont M. Disraeli se chargea d'expliquer la détermination, la motion fut adoptée à une majorité de seize voix. Lord Palmerston répondit à ce vote par une dissolution.

La circulaire adressée par M. Disraeli aux électeurs du comté de Buckingham peut être considérée comme le manifeste électoral du parti conservateur. Les fautes de lord Palmerston, suivant M. Disraeli, étaient la conséquence forcée de la fausseté de sa situation : chef tory d'un ministère radical, il ne pouvait donner à ses adhérens les satisfactions qu'il leur avait fait espérer, et pour se soustraire à ces embarras intérieurs par une diversion, il jetait l'Angleterre dans mille aventures extérieures. Le pays ne devait attendre le repos que d'une politique conservatrice pratiquée par des conservateurs; le programme en pouvait être résumé en quelques mots : la paix avec l'honneur; la réduction des impôts, les améliorations sociales. C'était la première fois que cette expression apparaissait dans le langage politique de nos voisins, et son emploi prouva avec quelle persistance M. Disraeli s'attachait à identifier la cause de son parti avec celle des classes laborieuses et avec la défense des intérêts populaires. Ce programme n'était pas de nature à frapper les imaginations : néanmoins le parti conservateur n'eut pas à se plaindre du résultat des élections, qui portèrent à deux cent quatre vingt-quatre le nombre des voix dont il disposait dans la chambre des communes. Ce progrès était d'autant plus digne de remarque que les élections générales de 1857 furent un triomphe pour lord Palmerston. La popularité de cet homme d'état était alors à son apogée : l'opinion publique, témoin des tergiversations de lord Aberdeen et de lord John Russell, savait gré à lord Palmerston de la direction plus énergique qu'il avait donnée à la politique anglaise; elle lui rapportait l'honneur de la paix glorieuse qui avait terminé la guerre de Crimée, et elle ne voulait voir dans les attaques dirigées contre le premier ministre par ses anciens collègues que l'effet de rancunes personnelles et de prétentions peu justifiées. Elle se montra donc très sévère pour les instigateurs de la coalition; des hommes dont la situation parlementaire semblait à l'abri de toute atteinte, M. Cobden, M. Bright, M. Milner Gibson, M. Layard expièrent par un échec électoral la part qu'ils avaient prise à la campagne dirigée contre lord Palmerston; mais ce fut la fraction des *peelites* qui éprouva les pertes les plus sensibles : ce fut à peine si cinq ou six de ses membres revinrent à la chambre des communes; tous les autres succombèrent devant la double hostilité des conservateurs et des partisans du ministère.

La popularité de lord Palmerston ne devait pas tarder à recevoir de graves atteintes. Le premier coup lui fut porté par la révolte

des cipayes, dans laquelle le ministère affecta d'abord de ne voir qu'une échauffourée sans importance. Il fut démontré que le gouvernement anglais n'avait ménagé suffisamment chez les Hindous ni le sentiment national ni les préjugés religieux; qu'il n'avait tenu aucun compte des avertissemens qu'il avait reçus, qu'il avait manqué d'énergie autant que de prévoyance, et que sa mollesse avait laissé prendre à l'insurrection un formidable développement. Ces questions furent traitées par M. Disraeli dans un admirable discours qui captiva pendant trois heures l'attention de la chambre des communes et qui attestait chez l'orateur une grande sûreté de vues et une étude approfondie des affaires anglo-indiennes. La plupart des jugemens de M. Disraeli ne tardèrent pas à recevoir soit des témoignages de fonctionnaires supérieurs de l'Inde, soit des documens publiés par le gouvernement lui-même, une éclatante confirmation. Ce discours peut être considéré comme la préface du bill que M. Disraeli devait présenter, l'année suivante, et qui est encore aujourd'hui la charte de l'Inde. Au lendemain des massacres de Lucknow et de Cawnpore, lorsque les idées de répression et de vengeance étaient les seules qui se fissent jour dans la presse anglaise, M. Disraeli ne craignait pas de dire à ses compatriotes que la clémence et la justice seraient les fondemens les plus solides de la domination britannique; et il demandait au ministère de respecter les convictions religieuses et les traditions nationales des Hindous. Voici quelle était la conclusion de ce discours : « Le conseil que j'ai à vous donner est celui-ci: que vous receviez la nouvelle d'un succès ou d'un échec, vous devez, sans perdre de temps, dire au peuple de l'Inde que ses rapports avec sa véritable maîtresse et souveraine, la reine d'Angleterre, vont devenir plus étroits. Vous devez, à cet égard agir immédiatement sur l'opinion de l'Inde, et l'on ne peut agir sur l'opinion des nations orientales que par l'imagination. Vous devez sans retard faire partir pour l'Inde une commission royale chargée, au nom de la reine, de faire une enquête sur les griefs des diverses classes de la population. Vous devez adresser au peuple de l'Inde une proclamation royale déclarant que la reine d'Angleterre n'est pas une souveraine qui veuille approuver la violation des traités ni porter atteinte aux règles sur lesquelles la propriété repose; qu'elle est au contraire une souveraine qui respectera leurs lois, leurs usages, leurs traditions, et par-dessus tout leur religion. Dites cela, non dans un coin, mais avec un éclat et un retentissement qui commandent l'attention et éveillent les espérances de tous les Hindous; vous obtiendrez un résultat que toutes vos flottes et toutes vos armées ne vous donneront pas. » Cette déclaration remarquable « qu'on n'agit sur l'opinion des nations orientales que par l'imagination » n'est-elle pas le premier jalon de la politique

qui devait, vingt ans plus tard, envoyer le prince de Galles parcourir l'Hindoustan et opposer au prestige du tsar blanc celui de l'impératrice des Indes?

L'attentat d'Orsini, par les conséquences imprévues qu'il entraîna, devint une nouvelle cause d'affaiblissement pour la popularité de lord Palmerston. Les susceptibilités du peuple anglais furent éveillées par le ton des adresses envoyées à l'empereur par quelques colonels de l'armée française. Les adversaires du premier ministre, enflammés par le ressentiment de leur défaite, entreprirent de tourner l'opinion publique contre lui, et se firent une arme des ménagemens qu'il croyait devoir garder vis-à-vis du gouvernement français. Ils représentèrent comme un acte de faiblesse et comme une atteinte à l'hospitalité britannique un bill qui avait pour objet de prévenir et de réprimer les complots contre les souverains étrangers. Loin de suivre l'exemple des libéraux, qui se répandaient en attaques violentes contre la France et son gouvernement, M. Disraeli se déclara partisan de l'alliance française; il soutint que cette alliance devait être mise en dehors du débat. Réservant l'examen de la mesure en elle-même, il vota pour la première lecture du bill afin d'établir qu'il ne le repoussait pas en tant que satisfaction donnée aux justes plaintes d'un allié. A la seconde lecture, il le combattit comme inefficace parce qu'il n'ajoutait rien aux moyens d'action du gouvernement, et comme inutile parce que la législation existante, si elle était appliquée avec fermeté, armait les ministres de pouvoirs suffisans. L'acquittement du docteur Bernard ne devait pas tarder à démentir cette appréciation de M. Disraeli. Lord Palmerston, qui croyait sa position inexpugnable, se trouva contre son attente en minorité; il donna aussitôt sa démission, et lord Derby fut chargé pour la seconde fois de former un cabinet.

Le court passage des tories aux affaires en 1852 avait permis à quelques-uns d'entre eux de faire leurs preuves de capacité; plusieurs années de lutte les avaient formés et aguerris; la forte organisation du parti et ses progrès incessans ne permettaient plus d'appréhender qu'en s'engageant dans ses rangs on se fermât les avenues du pouvoir : les jeunes talens ne s'en écartaient donc plus. Le ministère fut formé en trois jours, et l'on vit débuter dans les postes secondaires quelques hommes nouveaux qui acquirent promptement l'oreille du parlement : sir Hugh Cairns, aujourd'hui lord chancelier, M. Whiteside, M. Gathorne Hardy. Le général Peel se montra un excellent ministre de la guerre. Lord Ellenborough, qui avait laissé de grands souvenirs comme gouverneur général de l'Inde, accepta la présidence du bureau du contrôle et apporta au gouvernement un concours d'autant plus précieux que les affaires anglo-indiennes

tenaient la première place dans les préoccupations publiques. M. Disraeli aurait souhaité également que M. Gladstone, qui était hors du pouvoir depuis trois ans et qui avait pris parti contre lord Palmerston, consentît à entrer dans le cabinet; mais ses ouvertures ne furent point accueillies. M. Gladstone se réservait. La première place dans le parti conservateur était nécessairement acquise à M. Disraeli; il ne pouvait donc de ce côté prétendre plus haut qu'au second rang; il avait l'ambition et il se sentait la force d'occuper le premier. De l'autre côté, au contraire, l'âge avancé de lord Palmerston et de lord Russell permettait de croire que la première place ne tarderait pas à être vacante, et M. Gladstone ne voyait personne qui fût de taille à la lui disputer. Il ne pouvait devenir le collègue de M. Disraeli lorsqu'il rêvait d'être son rival : il se contenta de protester de ses bonnes dispositions à l'égard du nouveau cabinet.

Le ministère débuta par quelques succès diplomatiques. Il réussit à rétablir les bons rapports avec la France; il obtint du roi de Naples pour l'emprisonnement des mécaniciens anglais du *Cagliari* la satisfaction qui avait été refusée à lord Palmerston. Il conclut un traité de commerce avec le Japon, et la ratification du traité de Tien-tsin termina les démêlés de l'Angleterre avec la Chine. Une convention mit fin à la souveraineté et aux privilèges de la Compagnie de la baie d'Hudson et ouvrit à la colonisation l'île de Vancouver, ainsi que les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Colombie. Un des obstacles principaux à la prospérité de l'Irlande était la constitution vicieuse de la propriété; les mesures de confiscation avaient été si fréquentes et si générales que presque aucun des possesseurs du sol n'avait de titres en règle et ne pouvait justifier de ses droits de propriété : le ministère fit voter une loi qui facilitait les aliénations d'immeubles et conférait aux acquéreurs un titre inattaquable. Le budget présenté par M. Disraeli fut d'autant mieux accueilli que l'état du revenu public permettait une diminution notable de l'*income tax*. Les deux discussions les plus importantes de la session roulèrent sur l'admission des israélites dans le parlement et sur la nouvelle organisation du gouvernement de l'Inde.

Le baron Lionel de Rothschild avait été, en 1857, réélu pour la quatrième fois par la Cité de Londres, qu'il représentait depuis 1847 sans avoir pu siéger. Les bills qui avaient eu pour objet de modifier la formule du serment parlementaire, afin qu'il pût être prêté par les israélites, avaient été invariablement rejetés par la chambre haute. M. Disraeli, qui, dès le premier jour avait parlé et voté en faveur de l'admission du baron de Rothschild, était resté fidèle à cette cause et y avait gagné une partie de ses amis de la chambre des communes. Lord Derby s'y était toujours montré con-

traire, et il venait encore de faire rejeter par les lords un nouveau bill présenté par lord John Russell. M. Disraeli, par son insistance, obtint l'assentiment du premier ministre et de ses autres collègues à un compromis suggéré par lord Lucan et qui consistait à laisser chacune des deux chambres maîtresse de régler la forme du serment à prêter par ses membres. Ce compromis fut transformé en loi, et l'on vit en cette circonstance les ministres voter avec leurs adversaires contre la plupart de leurs partisans.

Le bill qui avait pour objet de mettre fin à l'existence de la Compagnie des Indes et d'instituer un nouveau mode de gouvernement pour l'empire anglo-indien, renversait complètement l'ancien état des choses. La cour des directeurs, élue par les actionnaires de la compagnie, avait eu de tout temps l'initiative : le gouvernement anglais n'avait sur elle qu'un droit de *veto;* il pouvait arrêter l'exécution d'une mesure, il n'en pouvait prescrire aucune. Le bill de M. Disraeli faisait rentrer l'Inde sous l'autorité immédiate du parlement, en plaçant à la tête de son administration un ministre responsable; à côté de ce ministre, soumis à toutes les vicissitudes de la politique, un conseil consultatif, mais indépendant, recruté en partie par l'élection et composé d'anciens fonctionnaires de l'administration indienne, ou de personnes ayant résidé aux Indes un nombre d'années déterminé, représentait la tradition, l'expérience, la connaissance des hommes et des choses. Le gouverneur-général n'était plus que le représentant et l'agent du ministre; mais, investi de pouvoirs suffisans pour agir avec promptitude et efficacité dans les circonstances urgentes et pour régler tous les détails de l'administration quotidienne, il avait auprès de lui des ministres chargés chacun d'un des grands services et un conseil dont l'accès était ouvert aux dignitaires indigènes. Ce système de contre-poids avait pour objet d'empêcher qu'aucune détermination grave, comme une guerre ou un traité d'alliance, pût être prise en dehors du gouvernement métropolitain et sans l'assentiment du parlement, tout en préservant l'Inde des erreurs et des entraînemens d'une autorité trop éloignée et trop mobile pour bien connaître les faits, et tout en assurant certaines garanties aux intérêts et aux droits des populations indiennes. Ce bill ne fut point accueilli favorablement par la chambre des communes. La mesure était trop large dans son esprit, trop savante dans sa conception, trop compliquée dans ses détails pour ne pas soulever des objections et des doutes au sein d'une chambre qui comptait peu d'hommes familiers avec les affaires de l'Inde. Le gouvernement fut obligé de procéder par voie de résolutions, c'est-à-dire de faire voter un à un les principes qui avaient présidé à la rédaction du bill. Ces principes, successivement votés, furent transformés ensuite en articles

de loi qui reproduisirent avec quelques modifications la mesure primitive. La discussion dura plusieurs semaines : M. Disraeli en porta le poids avec lord Stanley et avec sir E. Lytton Bulwer, l'ami de sa jeunesse (1), qui venait, sur ses instances, d'accepter le ministère des colonies, apportant au cabinet l'appui de son éloquence et de sa haute réputation littéraire. Était-il possible de fermer les yeux à la transformation qui s'opérait graduellement dans le parti tory, quand un libéral aussi éprouvé pouvait, sans renier ses antécédens, faire partie d'un ministère conservateur? M. Cobden, déjà, n'avait-il pas exprimé publiquement ses regrets d'avoir, en 1852, contribué à renverser le premier cabinet de lord Derby?

Malgré les succès de cette session, les jours du ministère étaient comptés : il n'avait point la majorité dans la chambre des communes, et il ne pouvait se maintenir qu'en détachant quelques libéraux de la coalition latente qu'il trouvait toujours devant lui; mais au moindre pas en avant, un certain nombre de tories prenaient l'alarme, se tournaient contre le ministère et lui faisaient reperdre d'un côté les voix qu'il pouvait avoir gagnées de l'autre. Le cabinet en fit de nouveau l'épreuve dans la session de 1855, à propos de la réforme électorale. En 1852, lord John Russell, dans l'espoir de créer un abîme entre lord Palmerston et les whigs, avait déclaré que le moment était venu de reprendre et de compléter l'œuvre de 1832; il avait présenté un bill de réforme électorale qui ne fut pas même mis en discussion, à cause de la chute du ministère. Ajournée pendant la guerre de Crimée, cette question d'une nouvelle réforme électorale avait reparu après le rétablissement de la paix, et elle faisait depuis lors partie du programme des libéraux. Dès le jour où elle avait été soulevée, M. Disraeli avait pris une position très nette, tout à fait conforme aux sentimens qu'il avait toujours exprimés. Les conservateurs, avait-il dit, avaient loyalement accepté le bill de 1832; mais ils n'avaient aucun motif de se faire les défenseurs systématiques d'une législation qui avait été dirigée contre eux, lorsque les auteurs de cette législation étaient les premiers à la déclarer insuffisante et défectueuse. Le parti conservateur n'aurait pas pris l'initiative de toucher à la loi électorale, si les whigs avaient continué à respecter leur œuvre; mais du moment que ceux-ci proposaient eux-mêmes de la modifier, les conservateurs ne pouvaient avoir d'objection à une révision qui serait faite dans un esprit de justice et d'impartialité, et qui, en accroissant le nombre des électeurs, ne toucherait point aux droits acquis. La division du territoire en districts électoraux égaux, comme le demandait M. Bright, sans avoir égard à

(1) C'est le fils de sir E. Lytton Bulwer qui est aujourd'hui vice-roi de l'Inde.

la diversité des intérêts, et l'établissement du scrutin secret, étaient les seules dispositions qu'il fût impossible aux conservateurs d'accepter. Tel avait été invariablement le langage de M. Disraeli toutes les fois qu'il avait eu à s'expliquer, et tout récemment encore, devant les électeurs du comté de Buckingham lorsqu'il avait dû se soumettre à la réélection. Malheureusement, il était notoire que lord Derby répugnait à tout changement dans la législation existante et que bon nombre de conservateurs partageaient sa manière de voir. Les adversaires du cabinet considéraient donc cette question comme le dissolvant le plus efficace qu'ils pussent employer contre lui, et dès le lendemain de la formation du nouveau ministère, M. Bernal Osborne avait demandé quelle conduite les ministres comptaient tenir à l'égard de la réforme. M. Disraeli avait répondu que, pour le moment, le gouvernement avait assez à faire de pacifier l'Inde et d'en réorganiser l'administration, mais que, dans la session suivante, il prendrait l'initiative d'un bill de réforme.

Avec sa résolution ordinaire, M. Disraeli n'avait pas hésité à engager le gouvernement : il lui fallait obtenir l'accomplissement de cette promesse. Il représenta à ses collègues que la question de la réforme électorale ne pouvait plus être ni écartée, ni même ajournée. M. Bright était en campagne, parcourant les districts manufacturiers, organisant contre la législation en vigueur une agitation analogue à celle qui avait amené l'abrogation des *Corn Laws.* Cette agitation ne s'arrêterait plus : beaucoup de députés importans avaient pris des engagemens, et les motions individuelles surgiraient de tous les côtés à la rentrée du parlement. Il fallait donc ou subir la réforme ou la faire. A la subir, on abdiquait le rôle naturel du gouvernement; on donnait raison à M. Bright, qui représentait les conservateurs comme hostiles à tout progrès et comme animés envers les classes laborieuses d'une injuste et aveugle défiance; enfin, on se mettait en quelque sorte à la discrétion de ses adversaires; à agir, au contraire, on faisait preuve d'énergie, on faisait tomber les imputations de toute nature dirigées contre le parti, on s'acquérait des droits à la gratitude des nouveaux électeurs, enfin on demeurait maîtres de sauvegarder, dans la rédaction du bill, les intérêts conservateurs. Il fallait donc faire soi-même la réforme, il fallait la faire, et assez large et assez complète pour qu'il ne fût pas possible d'y revenir de longtemps. A ce prix, le cabinet arracherait des mains de ses adversaires la seule arme vraiment redoutable qu'ils eussent contre lui.

Ce ne fut pas sans résistance que cette opinion prévalut. Pour faire tomber les bruits qui avaient couru à cet égard, lord Derby prit occasion, le 9 novembre, du banquet que chaque nouveau

lord-maire offre d'habitude aux ministres pour annoncer formellement la présentation d'un bill de réforme. On sut bientôt qu'à la suite de deux conseils de cabinet, M. Disraeli, sir John Packington et M. Henley avaient été spécialement chargés de préparer le bill annoncé par le premier ministre. L'élaboration en fut longue à cause des dissentimens qui ne cessaient de s'élever au sein du gouvernement ; et, dès les derniers jours de janvier 1859, le bruit se répandit que deux des membres les plus importans du cabinet, M. Walpole, ministre de l'intérieur, et M. Henley, ministre du commerce, refusaient leur adhésion au projet accepté par leurs collègues et se retiraient. La nouvelle était exacte. La retraite des deux ministres démissionnaires était un affaiblissement sensible pour le cabinet. M. Walpole devait une certaine influence à son savoir et à son titre de représentant de l'université d'Oxford ; M. Henley était considéré comme un homme d'un jugement solide et sûr : tous les deux possédaient au plus haut degré la confiance des gentilshommes campagnards. Le *Times* prétendit même, malignement, que lord Derby perdait beaucoup à la retraite de M. Henley parce qu'il pouvait expérimenter sur lui, à coup sûr, ce qu'il était possible de faire accepter, en fait de réformes ou d'innovations, au parti conservateur : « Si M. Henley qui, toute sa vie, avait répugné à toute espèce de changement, sautait le fossé, on pouvait être sans inquiétude, tout le troupeau des tories le sauterait après lui. » Il était donc à présumer que les défections qui se produisaient ainsi aux côtés mêmes de M. Disraeli ne demeureraient pas isolées.

Ce fut le 28 février 1859 que le chancelier de l'échiquier présenta et fit connaître le projet du gouvernement. Il commença par réfuter les systèmes qui avaient été mis en avant par lord John Russell, par M. Bright et par d'autres novateurs. « Il y a, dit-il, deux sortes de réformateurs : ceux qui, sous le couvert d'une simple réforme, voudraient opérer une révolution sociale en transférant le pouvoir politique d'une classe à une autre, et ceux qui veulent seulement développer les principes contenus dans le bill de 1832 et en améliorer les parties défectueuses. » C'était dans cette dernière catégorie que les ministres se plaçaient. Ils s'étaient donné pour tâche de corriger les abus que l'expérience avait signalés et d'introduire dans la législation les changemens en faveur desquels la chambre s'était déjà prononcée à l'occasion de motions particulières, ou que l'opinion réclamait réellement. Il n'y avait qu'un point sur lequel les vœux du pays s'étaient dessinés avec une évidence irrécusable : c'était la nécessité d'agrandir le cercle de l'électorat. Le ministère croyait avoir satisfait aux exigences de l'opinion en accroissant dans une proportion considérable le nombre des électeurs. Il s'était proposé d'appeler à la vie politique tous les citoyens en

faveur desquels il existait une présomption suffisante qu'ils sauraient exercer le droit électoral avec indépendance et avec lumières. Quant aux signes auxquels cette compétence politique devait se présumer, le ministère avait tenu compte des divers systèmes qui avaient été mis en avant, sans en adopter exclusivement aucun.

Dans les bourgs, tout propriétaire ou locataire d'une maison d'un loyer annuel de 250 francs était en possession du droit électoral. Le ministère proposait de l'accorder également à toute personne possédant en titres de rentes, en actions de la Banque ou de la Compagnie des Indes un revenu annuel de 250 francs. La propriété mobilière était donc mise sur le pied d'égalité avec la propriété foncière. On avait fait aussi la part de l'intelligence, en appelant à l'électorat tous les gradués des universités, tous les ministres des cultes régulièrement institués, les maîtres d'école pourvus de diplôme, les hommes de loi, les médecins et tous les anciens fonctionnaires civils et militaires, jouissant d'une pension de retraite d'au moins 500 francs. Enfin, les droits du travail et de l'économie n'étaient pas méconnus, puisque la franchise électorale était également attachée à la propriété depuis un an révolu d'un livret de caisse d'épargne montant à 1,500 francs, ou à l'occupation d'un appartement dont le loyer s'élèverait à 500 francs.

Pour être électeur dans les comtés, il fallait ou être franc-tenancier, c'est-à-dire propriétaire d'un immeuble d'une valeur locative d'au moins 40 shillings, ou payer un loyer de 1,250 francs. M. Bright avait demandé que le chiffre de loyer nécessaire fût abaissé à 500 francs. M. Disraeli allait plus loin, et se fondant sur l'approbation que la chambre avait donnée par deux fois à une motion de M. Locke King, il réduisait ce chiffre à 250 francs, effaçant ainsi toute distinction entre les électeurs des bourgs et ceux des comtés. C'était cette partie du bill qui avait paru inacceptable à MM. Walpole et Henley. Le premier déclara qu'il aurait consenti à ce que le loyer nécessaire dans les comtés fût abaissé à 500 francs, mais que descendre plus bas lui paraissait une mesure révolutionnaire. M. Henley, tout en se déclarant partisan de l'admission des ouvriers à l'électorat, était opposé à l'uniformité du droit de suffrage : le maintien de diverses catégories d'électeurs lui paraissait indispensable pour assurer leur part de représentation à tous les intérêts. Au fond, tous les deux, et avec eux bon nombre de conservateurs appréhendaient que la création de deux cent mille électeurs nouveaux dans les comtés n'altérât profondément le caractère des collèges électoraux au sein desquels la prédominance des intérêts agricoles était le mieux assise, et n'affaiblît considérablement l'influence de la propriété foncière.

Cependant M. Disraeli avait introduit un correctif dans le bill en

proposant qu'il fût procédé à une nouvelle délimitation des bourgs, afin d'y comprendre toute la population véritablement urbaine. Beaucoup de villes industrielles avaient dépassé leurs anciennes limites et empiété sur le territoire des comtés. Les francs-tenanciers des nouveaux quartiers votaient au comté, et on avait profité de cette circonstance pour créer des électeurs de comté, en subdivisant de grandes propriétés dans le voisinage des villes : à l'avenir, les francs-tenanciers, compris dans les nouvelles limites, auraient voté au bourg et cessé de voter au comté. Pour couper court à une des formes que revêtait la corruption électorale, il ne devait plus être nécessaire de venir voter en personne : tout électeur empêché pourrait adresser son vote sous pli cacheté au magistrat qui présiderait l'élection.

Dans la distribution des sièges parlementaires, le bill de 1832 n'avait tenu aucun compte des droits acquis; de nombreux électeurs avaient été dépouillés de la franchise par la suppression pure et simple du bourg au sein duquel ils l'exerçaient. M. Disraeli, au contraire, posait en principe que le droit d'élection, partout où il existait, était la consécration d'une influence d'un ordre quelconque, et ne pouvait être supprimé sans qu'on s'exposât à exclure du parlement un intérêt qui avait droit d'y être représenté. Aucun collège électoral, si petit fût-il, ne devait perdre le député qui lui avait été laissé par le bill de 1832; seulement quinze bourgs, parmi les moins importans, ne devaient plus élire qu'un député au lieu de deux, et les quinze siéges ainsi disponibles devaient être attribués à des collèges nouveaux ou insuffisamment représentés.

Tel était, dans ses traits principaux, le nouveau bill de réforme; il avait, incontestablement, été conçu dans un esprit libéral, bien qu'avec l'arrière-pensée de maintenir l'équilibre établi entre les divers intérêts, et de n'affaiblir aucune des influences conservatrices. La mesure portait l'empreinte de son auteur : elle était trop complexe, trop savante, et des considérations purement philosophiques y avaient eu trop de part. Son plus grand défaut était d'être trop chargée de détails pour qu'il fût possible d'en apprécier à l'avance le résultat. On pouvait se demander si ces clauses multipliées, ces combinaisons ingénieuses pour créer ce qu'on ne manqua pas d'appeler des électeurs de fantaisie n'étaient pas des concessions plus apparentes que réelles. Le bill semblait appeler à l'électorat l'universalité des classes moyennes, puisqu'il reconnaissait comme indices suffisans de la capacité politique toutes les formes de la propriété et toutes les preuves d'une éducation libérale; il ouvrait en même temps la porte aux classes laborieuses en accordant les droits électoraux à tous les ouvriers dont l'intelligence, les habitudes régulières et l'économie étaient attestées par l'accumulation d'un petit capital ou par

cette aisance dont un domicile fixe est le signe le plus certain. Cependant, il était à présumer que la plupart des gens auxquels le bill semblait accorder pour la première fois le droit de suffrage en étaient déjà en possession; on pouvait douter que toutes les catégories énumérées dans la mesure produisissent autant d'électeurs nouveaux qu'un simple abaissement du cens dans les bourgs. On avait donc beau jeu pour taxer le bill d'insuffisance, et les radicaux accusèrent le ministère de vouloir perpétuer l'exclusion des classes laborieuses. De son côté, lord John Russell lui imputa l'intention de dépouiller les francs-tenanciers de leur droit, bien que le bill proposât seulement de faire voter au bourg, et non plus au comté, les francs-tenanciers domiciliés dans l'enceinte des villes.

La coalition devant laquelle le premier cabinet de lord Derby avait succombé se reforma aussitôt. Les deux reproches qu'on adressait au bill du gouvernement furent réunis dans une motion désapprobatrice, dont lord John Russell prit l'initiative. Une partie des libéraux indépendans refusèrent d'entrer dans cette coalition : MM. Liddell, Mills, Horsman, donnèrent leur appui au gouvernement; à leur suite, trente-deux membres du parti libéral votèrent avec le ministère. Cet appoint eût été suffisant s'il n'avait été plus que compensé par les défections qui se produisirent au sein des conservateurs. La motion de lord John Russell fut adoptée par 330 voix contre 289. Dès le lendemain, lord Derby se rendit chez la reine et lui demanda d'agréer la démission du cabinet ou de lui accorder l'autorisation de dissoudre le parlement. La reine hésita avant de laisser dissoudre une chambre qui ne comptait que deux années d'existence; elle voulut prendre conseil de lord Lansdowne; sur le loyal aveu fait par cet homme d'état qu'aucun des chefs de l'opposition n'était en mesure de former un cabinet viable, elle préféra conserver ses ministres, et la dissolution fut prononcée le 22 avril. Les élections marquèrent un nouveau progrès du parti conservateur : il gagna 29 sièges, et dans plusieurs collèges ses candidats ne manquèrent l'élection que de deux ou trois voix. Les complications dont le continent était le théâtre exercèrent une influence défavorable au cabinet; nombre d'électeurs estimèrent que, si le portefeuille des affaires étrangères, au lieu d'être tenu par lord Malmesbury, avait été en des mains plus vigoureuses, comme celles de lord Palmerston, toute chance d'une guerre entre la France et l'Autriche aurait pu être écartée. Le ministère approcha donc très près de la majorité, mais il ne put y atteindre et, dès la réouverture du parlement, l'adoption par 323 voix contre 310 d'une motion qui impliquait un refus de confiance le contraignit à quitter le pouvoir. De longues négociations aboutirent à la formation d'un ministère de coalition, ayant à sa tête lord Palmerston, et dans le-

quel, pour la première fois, une place fut faite au parti radical: sur le refus de M. Cobden, le ministère du commerce fut donné à M. Milner Gibson.

Quelques jours après la formation du nouveau cabinet, la compagnie des marchands tailleurs de la Cité offrait un banquet aux principaux députés conservateurs, et M. Disraeli en prit occasion pour exposer publiquement le programme de son parti. Loin de témoigner le moindre abattement d'une défaite dans laquelle il ne voyait que le résultat inévitable du mécanisme ingénieux imaginé en 1832 pour perpétuer la domination de quelques grandes familles, il exprima la conviction que les ministres démissionnaires avaient emporté en se retirant l'estime et la confiance du pays; il n'en voulait d'autre preuve que l'accroissement de forces que les élections générales avaient valu au parti conservateur. Ce grand parti était plus que jamais convaincu « que le meilleur moyen d'assurer à l'Angleterre la liberté et un bon gouvernement était de protéger contre toute atteinte les institutions existantes, de faire respecter les prérogatives de la couronne, de défendre les privilèges héréditaires ou électifs du parlement, de maintenir l'alliance de l'église et de l'état, et de conserver au pays son vaste système d'administration locale par le moyen de conseils municipaux et de magistrats indépendans. » Ce grand parti constitutionnel était loin d'être hostile au progrès; mais la prudence était pour lui un devoir. « Nous ne pouvons perdre de vue, disait l'orateur, que, quand il s'agit de toucher aux institutions d'une antique nation européenne, nous n'avons pas la même liberté d'action que les gens qui improvisent une société dans le désert. Nous devons tenir compte des droits acquis, des influences établies, de toute cette complexité d'opinions, de sentimens et de préjugés qui existent chez nous, et ne peuvent exister que dans une société dont les institutions ont été consacrées par la tradition. C'est ce respect des traditions qui fait que cette antique et libre nation répugne aux changemens empiriques et dont la nécessité ne lui est pas démontrée, et que nos hommes d'état hésitent à rien modifier, même pour améliorer. » Parlant ensuite de lui-même, M. Disraeli ajoutait : « Je puis dire avec vérité que, dès le premier jour où je me suis occupé des affaires publiques, je me suis toujours assigné pour tâche de rétablir l'influence et la réputation du grand parti auquel nous sommes fiers d'appartenir, et que je considère comme intimement uni à la prospérité et à la grandeur du pays. Depuis que j'ai pris place dans ses rangs, il a connu des jours d'épreuve et d'adversité sans que j'aie jamais cessé d'avoir foi dans son avenir, étant convaincu que ses principes répondent aux sentimens du grand corps de la nation. En essayant, malgré ma faiblesse, de diriger ses af-

faires, je me suis toujours efforcé de séparer dans ses opinions ce qui est immuable de ce qui n'était qu'accidentel. Toujours aussi je me suis efforcé de lui donner une base large et nationale, parce que je le considère comme un parti essentiellement et profondément national, comme un parti dont l'attachement aux institutions repose sur la conviction qu'elles sont le résultat des besoins du pays et sont à ce titre la plus sûre garantie des libertés, de la grandeur et de la prospérité de l'Angleterre. »

La confiance qui respirait dans ce discours s'expliquait par les progrès constans du parti conservateur, qui était arrivé, comme le vote de juin 1859 l'avait prouvé, à former la moitié de la chambre des communes. Le déplacement d'une quinzaine de voix suffisait pour lui donner la majorité, et, après l'expérience des dernières années, il semblait impossible qu'il ne fût pas ramené prochainement au pouvoir. Il n'en fut rien cependant ; les conservateurs devaient demeurer près de sept années dans l'opposition. L'existence d'une minorité aussi formidable par le nombre et aussi fortement organisée contribua à maintenir la discipline dans les rangs de la majorité, malgré la diversité et l'antagonisme latent des élémens dont elle était formée. Les radicaux eux-mêmes, satisfaits d'avoir un des leurs dans le sein du cabinet, n'osaient se séparer du ministère sur les questions politiques, de peur de compromettre son existence. La situation du cabinet fut tour à tour consolidée par les complications politiques du continent, par les heureuses audaces de M. Gladstone en matière d'impôts et surtout par le traité de commerce avec la France. Néanmoins, la cause qui contribua surtout à prolonger l'existence du cabinet Palmerston fut la répugnance de lord Derby à rentrer aux affaires. Le chef des tories se pliait malaisément à l'application et aux habitudes laborieuses qu'impose l'exercice du pouvoir : sa santé d'ailleurs était fort chancelante, et les attaques de goutte auxquelles il était sujet devenaient de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves. Possesseur d'une immense fortune dont il faisait le plus noble usage, et comblé d'honneurs, il n'avait rien à attendre du titre de premier ministre que de renoncer aux délicates jouissances de la littérature et des arts, et de quitter pour les brouillards et le bruit de Londres sa splendide résidence de Knowsley-Hall avec sa magnifique bibliothèque et ses riches collections. Il lui suffisait de n'avoir que la main à étendre pour saisir le pouvoir : il n'en avait ni le goût ni le désir. Il ne se dissimulait point d'ailleurs que la popularité personnelle de lord Palmerston et l'ascendant que cet homme d'état exerçait sur un certain nombre de membres du parti tory mettaient obstacle à la formation d'une majorité durable : d'un autre côté, il considérait avec juste raison le premier ministre comme aussi conservateur

que lui-même; et en le maintenant aux affaires, il était certain de mettre un frein aux innovations téméraires et aux expériences aventureuses. Au lieu de disputer à lord Palmerston un lambeau de pouvoir, ne valait-il pas mieux demeurer le chef honoré et redouté d'un grand parti avec lequel le gouvernement était sans cesse obligé de compter ?

Lord Derby, du reste, ne cachait point les motifs qui dictaient sa conduite à l'égard du cabinet. Voici le langage qu'il tenait, le 1er mars 1862, dans un banquet que le lord-maire offrait aux chefs de l'opposition : « Quels que puissent être les avantages personnels que nous retirerions d'un retour au pouvoir, nous sommes fermement convaincus qu'il est de l'intérêt du pays qu'il n'y ait point de continuels changemens de ministère. Nous désirons l'établissement d'une administration forte : je crains que celle que nous avons ne mérite pas ce titre, mais je dois honnêtement avouer que je n'entrevois pas la possibilité de former une administration forte. Ce qu'il y a de plus préjudiciable au pays, c'est une succession de ministères faibles avec de continuels changemens; c'est une source d'embarras et d'inconvéniens : embarras pour la souveraine, embarras et inconvéniens pour notre diplomatie et dans nos relations extérieures, embarras et manque d'esprit de suite dans la direction de notre politique intérieure. » Prenant à son tour la parole, M. Disraeli fit remarquer que, bien qu'en dehors du pouvoir, le parti conservateur n'en exerçait pas moins une influence sérieuse sur les affaires publiques, en faisant avorter les mesures imprudentes ou dangereuses dont le parlement était saisi. Le langage des chefs de l'opposition était sincère : on en eut une preuve décisive, la même année. M. Stansfeld, au nom des radicaux, et M. Walpole, au nom des conservateurs, avaient présenté des motions qui condamnaient la politique financière du gouvernement. Non-seulement les conservateurs ne votèrent point pour la motion de M. Stansfeld, mais, dans la crainte que les radicaux ne votassent pour la motion conservatrice, M. Walpole la retira en déclarant expressément que « lord Derby n'avait aucun désir de renverser le noble lord qui était à la tête du gouvernement. » Ce ne fut pas la seule fois que lord Derby eut le droit de dire, comme il le fit un jour plaisamment au sein de la chambre des lords, « que la protection des conservateurs préservait seule lord Palmerston du sort d'Actéon en l'empêchant d'être dévoré par ses propres partisans. »

III.

Chaque année, la présentation du budget ramenait une brillante passe d'armes entre M. Gladstone et M. Disraeli sur les questions finan-

cières. La protection dont le cabinet anglais couvrit les entreprises de la politique italienne, les dépêches de lord John Russell au sujet de l'insurrection de Pologne, le refroidissement dans les relations avec la France et l'abandon du Danemarck furent tour à tour l'objet des critiques du chef de l'opposition ; mais, quoique la majorité ministérielle allât en s'affaiblissant et fût tombée sur quelques questions au-dessous de vingt voix, aucun effort ne fut tenté par le parti tory pour ressaisir le pouvoir à l'aide d'une de ces coalitions qu'il avait reprochées à ses adversaires. Son attitude changea immédiatement après la mort de lord Palmerston. Non-seulement le caractère et les opinions de lord Russell, qui succéda à lord Palmerston comme premier lord de la trésorerie, n'offraient pas les mêmes garanties aux conservateurs, mais la direction du parti ministériel au sein de la chambre des communes passait aux mains de M. Gladstone. Or, à mesure que M. Disraeli avait infusé au parti conservateur un esprit plus libéral et des idées moins exclusives, on avait vu M. Gladstone se rapprocher davantage des radicaux et chercher, par des concessions nouvelles, à assurer leur appui au cabinet. On en eut la preuve lorsque M. Gladstone, entreprenant à son tour la tâche dans laquelle le cabinet de lord Palmerston avait plusieurs fois échoué, présenta un bill de réforme électorale. Cette mesure, au jugement de son auteur, devait avoir pour résultat de conférer les droits électoraux à quatre cent mille nouveaux électeurs, dont deux cent mille appartenant aux classes moyennes et seulement deux cent mille aux classes inférieures ; mais, bien que M. Gladstone eût emprunté au bill de M. Disraeli la clause qui attachait l'électorat à la possession d'un livret de caisse d'épargne d'une certaine importance, le bill n'imposait aux nouveaux électeurs aucune garantie de moralité ou de capacité ; il procédait uniquement par un abaissement notable du cens dont il était imposible de calculer les conséquences, et il tendait manifestement à uniformiser les conditions de l'électorat. Il détruisait donc l'équilibre que la législation existante avait laissé subsister entre les divers intérêts. C'est à ce titre que le parti conservateur le combattit. Mais les attaques les plus vives vinrent des débris de l'ancien parti whig. M. Gladstone ne changeait rien à la délimitation des bourgs : il en résultait que l'abaissement du cens avait pour conséquence de rendre les classes ouvrières absolument maîtresses des élections, non-seulement dans les villes manufacturières, mais même dans certains comtés, et cet inconvénient était d'autant plus grave que le bill dépouillait du droit d'élire un assez grand nombre de localités secondaires pour transférer leurs sièges aux grandes villes. La bourgeoisie anglaise, dont le bill menaçait ainsi les dernières forteresses, prit l'alarme, et les whigs se firent les organes de ses

craintes. M. Lowe, qui avait fait partie du dernier cabinet de lord Palmerston, combattit le bill de M. Gladstone avec acharnement; il fut secondé par lord Grosvenor et lord Dunkellin. Un amendement, présenté par ce dernier, et qui attaquait le principe même de la mesure en substituant comme base de l'électorat la quotité des taxes payées à la valeur locative, fut adopté à la majorité de onze voix. Comme le gouvernement avait déjà subi plusieurs échecs dans le cours de la discussion, cette dernière défaite détermina lord Russell à donner sa démission, et lord Derby revint pour la troisième fois au pouvoir.

Lord Derby, qui savait n'avoir point de majorité dans la chambre des communes, essaya de rattacher au parti conservateur les whigs dont la défection avait déterminé la chute du cabinet Russell : il leur fit offrir des portefeuilles. Ces offres furent déclinées par lord Grosvenor et par lord Dunkellin : ceux-ci craignaient de donner prise au reproche d'avoir obéi à des motifs d'ambition personnelle; mais, en refusant les propositions qui leur étaient faites, ils promirent au futur cabinet un appui désintéressé. Lord Derby fut donc réduit à composer un ministère avec des élémens exclusivement conservateurs. M. Disraeli reprit son poste de chancelier de l'échiquier, et il eut pour principaux collègues sir John Packington, lord Stanley, le général Peel, lord Cranborne, aujourd'hui marquis de Salisbury, M. Gathorne Hardy, sir Stafford Northcote, et sir Hugh Cairns, tous hommes qui avaient acquis l'expérience des affaires et qui avaient fait leurs preuves de talent. Le nouveau cabinet était incontestablement supérieur à celui qu'il remplaçait; malheureusement il ne devait pas demeurer longtemps uni.

La réforme électorale fut, encore une fois, la pomme de discorde qui divisa le parti tory, au sein duquel il ne s'élevait plus aucune dissidence sur les questions de politique commerciale, de finance ou d'impôts. Une solution était indispensable et urgente. Quatre bills de réforme avaient dû être retirés ou avaient été rejetés : ces avortemens successifs avaient fourni des armes redoutables aux radicaux, qui accusaient le parlement de vouloir systématiquement exclure les classes ouvrières de la vie politique, et qui représentaient le parti conservateur comme hostile à toute réforme. Aussitôt après le rejet du bill de M. Gladstone, M. Bright et la ligue pour la réforme nationale avaient commencé une agitation qui ne pouvait manquer de se développer rapidement : des processions tumultueuses avaient été organisées dans Londres; des rassemblemens s'étaient formés devant Westminster, et quelques scènes de désordre avaient eu lieu à Hyde-Park. M. Gladstone, irrité de sa défaite, prenait part à cette agitation et prétendait rendre le parti conservateur responsable d'un échec qui était surtout l'œuvre de ses amis.

Le ministère avait maintenu ou rétabli l'ordre partout où la tranquillité publique avait été menacée; mais une politique prévoyante ne permettait pas de s'en tenir à des mesures purement répressives. Quelques membres du cabinet persistaient néanmoins à penser que ce n'était pas au parti conservateur à prendre l'initiative d'une mesure de réforme et qu'il devait laisser à ses adversaires la responsabilité de toucher à la représentation nationale : l'échec si récent de M. Gladstone autorisait tout au moins l'ajournement d'une question que tous les partis s'étaient essayés à résoudre sans y pouvoir réussir. D'autres étaient d'avis de prendre parmi les bills qui avaient avorté la mesure la moins large et la moins compliquée, et de la faire passer avec le concours de lord Grosvenor et des autres whigs. Cette satisfaction donnée à l'opinion publique suffirait pour faire tomber l'agitation factice que les radicaux avaient organisée, et dont la prolongation finirait par inquiéter et irriter les classes moyennes. M. Disraeli ne partageait ni les idées de temporisation des uns, ni les illusions des autres. A son avis, une question qui était agitée depuis quinze ans et qui avait déterminé la chute de deux cabinets ne pouvait plus être ajournée; il fallait qu'elle fût résolue si l'on voulait qu'elle cessât d'être un brandon de discorde dans le pays et un obstacle insurmontable au succès de toute politique conservatrice. Ce ne serait pas la résoudre que de s'en tenir, comme avait fait lord Russell dans son premier bill, à un simple abaissement du cens, parce que tous ceux qui se trouveraient au-dessous de la limite légale réclameraient un nouvel abaissement; et l'on serait ainsi conduit, par une pente irrésistible, au suffrage universel et à l'égalité des circonscriptions électorales, c'est-à-dire à la réalisation du programme des chartistes, devenu celui du parti radical : c'était là le danger qu'il fallait conjurer à tout prix. A son avis, il était indispensable non-seulement dans l'intérêt spécial du parti conservateur, mais dans l'intérêt même des institutions anglaises, d'en finir avec cette question, et ce résultat ne pouvait être obtenu qu'en donnant de larges satisfactions à l'opinion populaire. On ne pouvait se dissimuler que tout abaissement des conditions de l'électorat achèverait de rendre les classes inférieures absolument maîtresses des élections dans les grandes villes; mais il n'y avait aucun moyen d'empêcher cet effet de se produire; il fallait donc ne pas hésiter à faire la part du feu, et s'attacher à maintenir intacte la prépondérance des élémens conservateurs dans les comtés et dans les villes d'importance secondaire. Le bill que lui-même avait présenté en 1859 atteignait ce but; il fallait en conserver les bases : aussi bien c'était la seule mesure de réforme qui eût été considérée comme sérieuse par les adversaires mêmes du parti conservateur; et plus d'un libéral, éclairé par l'expérience, en avait

regretté le rejet. La chambre des communes, en votant l'amendement de lord Dunkellin, ne venait-elle pas de sanctionner un des principes fondamentaux du bill de 1859?

Quelle était donc la conduite à tenir? Reprendre le bill de 1859 dans ses parties essentielles, mais en élargir encore les bases. Il fallait s'attacher à maintenir la répartition des sièges entre les bourgs et les comtés avec deux corps électoraux distincts pour les deux sortes de collèges, et conserver au moins un député aux villes secondaires; ces résultats assurés, il fallait, pour la composition des listes électorales dans les bourgs, aller plus loin que M. Gladstone et que M. Bright et ne laisser aux radicaux d'autre ressource que de se déclarer ouvertement partisans du suffrage universel. M. Disraeli rallia à son opinion la plupart de ses collègues, et lord Derby lui-même, malgré ses répugnances, lui donna le plus loyal concours; mais, en apprenant que le projet élaboré par le chancelier de l'échiquier aurait pour conséquence d'accroître le nombre des électeurs de plus de deux cent mille dans les comtés et de près d'un million dans les bourgs, trois membres du cabinet, les ministres de la guerre, des colonies et de l'Inde, le général Peel, lord Carnarvon et lord Cranborne refusèrent de s'associer à une mesure qu'ils considéraient comme révolutionnaire. Le dernier devint même l'un des adversaires les plus ardens et les plus acharnés du nouveau bill de réforme.

M. Disraeli eut donc à lutter tout à la fois contre des conservateurs qui se déclaraient hostiles à toute réforme, contre M. Lowe et les whigs, qui trouvaient que le bill faisait une part trop large aux classes laborieuses, et le déclaraient plus dangereux que le bill de M. Gladstone, et enfin contre M. Gladstone et M. Bright, qui soutenaient que la mesure du gouvernement récelait une déception pour les ouvriers, et que les catégories si nombreuses et en apparence si libérales qu'elle établissait n'ajouteraient presque rien au nombre des électeurs. Les données statistiques que le gouvernement avait réunies étaient invoquées par les uns à l'appui de leurs appréhensions, et étaient taxées d'exagération et d'inexactitude par les autres. Les élémens d'une coalition semblaient tout trouvés, et M. Gladstone essaya de l'organiser en convoquant une réunion de tous les adversaires du bill; mais les allures dominatrices de cet homme d'état et la violence qu'il déployait dans cette lutte avaient indisposé un assez grand nombre de députés, la lassitude en avait gagné d'autres, qui jugeaient qu'une solution quelconque était préférable à la prolongation de l'agitation dans laquelle on maintenait le pays; une cinquantaine de libéraux modérés se réunirent à part, et firent échouer les projets de coalition en refusant formellement de s'y associer. M. Disraeli emporta la seconde lecture du bill par

un admirable discours qui transporta la chambre des communes, et qu'il termina par ces mots : « Pour le repos du pays, votez la réforme et renversez demain le ministère. »

M. Gladstone avait préparé, pour la discussion des articles, une série d'amendemens. Le premier et le plus important restreignait une des concessions faites par le gouvernement, et avait pour objet de permettre aux whigs et aux radicaux de se rencontrer dans un vote commun. Cet amendement, après un vif débat, fut rejeté à une majorité de dix-neuf voix. Dès ce moment, le sort du bill parut assuré. Néanmoins M. Disraeli demeura toujours sur la brèche, ne se reposant sur personne du soin de défendre les détails du *bill*, et pendant plus de deux mois que la discussion des articles se prolongea, il parla tous les jours et souvent plusieurs fois par séance. Il eut la satisfaction de faire voter le bill tel qu'il l'avait préparé, à deux exceptions près. La clause qui attribuait un double vote aux électeurs réunissant deux des conditions exigées pour être inscrit sur les listes électorales fut abandonnée spontanément par le ministère : un amendement qui abaissait le cens exigé des électeurs de comté fut accepté par voie de compromis sur l'initiative de quelques membres du parti conservateur. Lorsque le bill fut définitivement adopté, la chambre des communes, par un mouvement soudain, éclata en applaudissemens, rendant ainsi hommage à l'énergie, à la persévérance et au talent que M. Disraeli avait montrés pendant cette lutte de plus de trois mois. L'influence de lord Derby sur la chambre haute triompha des hésitations et des résistances des lords; et le parti conservateur s'acquit ainsi l'honneur de compléter l'œuvre de 1832 et de donner au système électoral de l'Angleterre l'assiette la plus large et la plus libérale.

Quelques jours après le vote définitif de la loi, au banquet annuel du lord maire, M. Disraeli disait : « J'ai assisté, dans le cours de ma vie, à la fin de bien des monopoles; nous venons de voir finir le monopole du libéralisme... Le parti tory a repris dans le gouvernement du pays sa fonction naturelle, qui est d'être l'expression du sentiment national. » Le chancelier de l'échiquier avait attaqué à la racine les préjugés et les préventions qu'une portion considérable de la population nourrissait contre les tories; en libéralisant son parti, il avait renversé les barrières qui empêchaient les classes moyennes et surtout les classes laborieuses de venir à lui; il lui avait préparé dans l'accession de forces nouvelles des élémens sérieux de popularité et de puissance; mais l'expérience pouvait seule montrer combien ses calculs étaient justes et avec quelle perspicacité il avait lu dans l'avenir. Beaucoup de conservateurs ne cachaient pas leur inquiétude, et une expression employée par lord Derby : « Nous

allons faire un saut dans les ténèbres, » leur paraissait autoriser leurs appréhensions. La bourgeoisie des villes était à la fois alarmée et irritée par la perspective d'avoir à subir dans les élections la prépondérance des classes ouvrières, qui avaient le nombre pour elles. La commission chargée de faire une enquête sur les *trade-unions* venait de publier son rapport, et les effrayantes révélations que ce document contenait sur les crimes ordonnés par les associations ouvrières de Sheffield semblaient justifier les craintes exprimées par M. Lowe lorsque, dans la discussion sur la troisième lecture du bill de réforme, il avait prononcé cette parole demeurée célèbre : « La première chose que nous ayons à faire, c'est d'instruire les maîtres qu'on nous donne. »

Loin d'ajouter à la popularité personnelle de M. Disraeli, l'œuvre considérable qu'il venait d'accomplir avait mis en défiance les classes moyennes, qui le considéraient comme un bel esprit chimérique. Les classes laborieuses, dont on entretenait les préventions contre le cabinet de lord Derby, ne se rendaient pas encore compte des effets de la réforme et avaient besoin d'être éclairées par sa mise en œuvre. Toutefois le succès avec lequel l'Angleterre s'interposa entre la Prusse et la France dans la question du Luxembourg et amena une solution amiable de ce différend donna quelque relief au ministère. Le démêlé avec le roi d'Abyssinie fournit au cabinet une occasion de faire preuve de décision et d'énergie; le parlement, convoqué en session extraordinaire, approuva la détermination prise par le gouvernement de déclarer la guerre au roi Théodore, et les victoires de lord Napier de Magdala flattèrent l'amour-propre national; mais les dépenses considérables que cette expédition entraîna devinrent un argument que l'opposition ne manqua pas de tourner contre les ministres.

Le parlement venait à peine de reprendre ses travaux, en février 1868, lorsque lord Derby, dont les forces déclinaient de plus en plus et qui considérait sa tâche comme terminée depuis le vote du bill de réforme, mit à exécution la résolution qu'il avait plusieurs fois annoncée de quitter le pouvoir. Il donna sa démission par une lettre adressée à la reine, dans laquelle il faisait le plus grand éloge de M. Disraeli, et l'indiquait comme le seul homme en situation de remplir les fonctions de premier ministre. La reine ne fit nulle difficulté d'appeler M. Disraeli à cette haute position. En sortant de l'audience où il venait de prêter serment, le nouveau premier lord de la trésorerie traversa à pied la place de Westminster pour se rendre à la chambre des communes : il fut reconnu par la foule et chaudement acclamé. A son entrée à la chambre, les applaudissemens éclatèrent de tous côtés, et leur vivacité attesta que, dans l'opinion même de ses adversaires, son élévation était la légitime

récompense de ses travaux et de son mérite. La presse fut unanime à exprimer ce sentiment, et le *Times*, qui était loin de lui être favorable, fut le premier à reconnaître que la reine n'aurait pu faire un autre choix. « Pendant vingt années, dit-il, M. Disraeli a peu à peu réorganisé les forces de son parti dans le parlement, et il l'a trois fois ramené au pouvoir. L'heure est arrivée pour le fidèle serviteur de commander à son tour; et M. Disraeli n'aurait pu accepter une autre situation sans une déchéance morale qui eût été indigne de lui et qui eût fait peu d'honneur à son parti. »

L'élévation de M. Disraeli au poste de premier ministre sembla enflammer le ressentiment et redoubler l'activité de M. Gladstone. La rivalité de ces deux hommes d'état prit à partir de ce jour un caractère d'animosité et d'acrimonie qu'elle n'avait pas encore eu. M. Gladstone justifia, par une nouvelle évolution, la prédiction qu'il deviendrait un jour le chef des républicains anglais. Dans son désir de former une coalition contre le ministère, il promit aux radicaux l'établissement du scrutin secret et, sacrifiant les convictions de toute sa vie, comme le lui reprocha M. Disraeli, il offrit aux députés irlandais la suppression de l'église d'Irlande. L'alliance fut conclue sur ces bases. Moins de quatre années après avoir déclaré qu'il ne pouvait être question, dans aucun cas, de toucher à l'église d'Irlande, M. Gladstone prit l'initiative d'une motion qui avait pour objet de supprimer cette église et d'en séculariser tous les biens, en les mettant à la disposition du parlement. Le gouvernement reconnaissait qu'il y avait lieu d'introduire des réformes dans l'organisation de l'église irlandaise, et il avait annoncé la nomination d'une commission d'enquête chargée d'étudier et de préparer ces réformes; mais il ne pouvait accepter la suppression complète.

M. Disraeli combattit donc la motion de M. Gladstone avec la plus grande énergie : il défendit le principe même de l'union de l'église et de l'état, soutenant que les rapports nécessaires qu'elle entraînait entre les deux contractans exerçaient sur tous les deux une action également favorable. Supprimez, disait-il, les influences morales, et le gouvernement ne devient plus qu'une affaire de police. A un autre point de vue, il reprochait à la motion de demander une mesure de confiscation qui porterait une atteinte directe au droit de propriété et constituerait ainsi un précédent redoutable.

Les efforts de M. Disraeli furent vains. Le gouvernement fut battu à deux reprises par une majorité de soixante-cinq voix. On croyait que le ministère se retirerait; il n'en fut rien. La motion de M. Gladstone avait profondément blessé les sentimens religieux de la reine; celle-ci avait encouragé ses ministres dans leur résistance, et elle n'hésita pas à accorder à M. Disraeli l'autorisation de dis-

soudre le parlement. Le premier ministre déclara donc que la question qui faisait l'objet de la motion avait été soulevée postérieurement aux élections générales, que les électeurs ne l'avaient pu prévoir et n'avaient pas eu à se prononcer sur elle, que le gouvernement refusait donc d'accepter la décision de la chambre comme l'expression des sentimens de la nation. Celle-ci serait consultée, et elle serait appelée à se prononcer aussi promptement que le permettrait l'application des changemens apportés à la législation électorale. Il n'y avait rien à objecter à une conduite strictement conforme aux règles constitutionnelles.

La campagne électorale s'ouvrit donc aussitôt. M. Disraeli avait compté sur la reconnaissance des nouveaux électeurs qu'il avait appelés à la vie politique. Sa confiance fut justifiée en partie. Ainsi dans le Lancashire, malgré l'influence héréditaire des Cavendish, le marquis de Hartington fut battu à une majorité énorme, et M. Gladstone lui-même ne put échapper à une défaite. Expiant chacune de ses évolutions politiques par un échec électoral, et abandonné successivement par l'université d'Oxford, par les électeurs de Newark et par ceux du Lancashire, M. Gladstone fut recueilli par les électeurs radicaux de Greenwich, qui viennent de le congédier à leur tour. Manchester et quelques autres circonscriptions importantes se prononcèrent en faveur du gouvernement ; mais les calculs du premier ministre se trouvèrent en défaut sur un autre point. La solidarité entre les deux branches de l'église établie lui semblait trop évidente pour que le clergé anglican ne prît pas l'alarme et ne comprît pas la nécessité de faire échouer la motion de M. Gladstone. Il avait donc cru à une action énergique qui ne se produisit pas. Au contraire, toutes les sectes qu'un esprit de jalousie animait contre l'église établie et qui enviaient son opulence firent immédiatement cause commune contre l'église d'Irlande, convaincues que sa suppression serait un acheminement au renversement de l'église d'Angleterre, et que tous les coups portés à l'une seraient nécessairement ressentis par l'autre. Presbytériens de toutes les nuances, méthodistes, baptistes, quakers, rivalisèrent d'ardeur avec les catholiques d'Irlande et votèrent contre le ministère, dont ils identifiaient la cause avec celle de l'anglicanisme. L'Irlande ne renvoya à la chambre des communes que trente-sept partisans du ministère. L'Écosse en élut seulement sept. On ne put évaluer à moins de cent voix la majorité que le gouvernement aurait contre lui.

Avant que les élections fussent terminées, mais lorsqu'on prévoyait déjà la défaite du ministère, la reine voulut donner à M. Disraeli un témoignage éclatant de son estime : elle voulut l'élever à la pairie. M. Disraeli refusa une faveur d'autant plus flatteuse

qu'elle était spontanée; il allégua que sa présence dans la chambre des communes était nécessaire pour maintenir l'union et relever la confiance du parti conservateur qu'un changement de direction pourrait désorganiser. Il demanda à la reine la permission de demeurer sur la brèche et de continuer la lutte où ses efforts pouvaient être les plus utiles. La reine voulut alors lui conférer l'ordre de la Jarretière, il déclina cet honneur comme trop éclatant pour un simple *commoner :* lord Palmerston était le seul qui l'eût reçu sans appartenir à la pairie, encore était-il pair d'Irlande, et il avait été plusieurs fois premier ministre. Après avoir tout refusé pour *lui-même*, M. Disraeli n'eut plus la force de refuser pour la compagne de sa vie. M^ss^. Disraeli devint pairesse d'Angleterre, sous le titre de vicomtesse Beaconsfield. La femme du premier Pitt avait été ainsi élevée à la pairie, avant que son mari se décidât à quitter la chambre des communes pour la chambre des lords.

Les traditions parlementaires autorisaient le cabinet à demeurer au pouvoir jusqu'à la réunion des chambres, et à attendre pour se retirer le vote soit d'un amendement à l'adresse, soit d'une motion de refus de confiance; mais un vote hostile n'était pas douteux, et M. Disraeli jugea qu'une retraite immédiate était plus digne et plus habile. Il épargnait ainsi au pays un débat irritant et inutile et à son parti une défaite inévitable : il se dispensait de toute explication sur la conduite qu'il comptait tenir; et il contraignait les chefs de la coalition devant laquelle il succombait à formuler dans le discours royal un programme qui les lierait vis-à-vis du parlement et vis-à-vis de l'opinion. Aussitôt les élections terminées, M. Disraeli remit sa démission à la reine : il dissuada sa souveraine de faire appeler soit lord Russell, soit lord Granville ou tout homme politique d'une nuance intermédiaire : il lui indiqua M. Gladstone comme le chef nécessaire de la nouvelle administration. La détermination du cabinet fut portée à la connaissance du public par une déclaration officielle qui annonçait en même temps que les chefs du parti conservateur continueraient à combattre de toutes leurs forces la suppression de l'église d'Irlande. La résolution imprévue de M. Disraeli excita quelque surprise; mais elle obtint l'approbation universelle : un journal radical, *le Spectateur*, ne put s'empêcher d'écrire : « M. Disraeli est beau joueur, il a perdu la partie et il paie galamment l'enjeu. »

La composition du cabinet de M. Gladstone fut significative. Tandis que le jurisconsulte le plus éminent du parti libéral, sir Roundell Palmer, qu'on s'était attendu à voir appeler au poste de lord chancelier, déclinait cette haute dignité par scrupule de conscience; tandis que sir George Grey et d'autres libéraux refusaient également des portefeuilles, on vit entrer dans l'administration

plusieurs radicaux; et M. Bright lui-même devint ministre du commerce parce qu'il ne lui convint pas d'accepter un portefeuille plus important. Le caractère de la nouvelle administration était ainsi clairement indiqué; mais la majorité ministérielle était tellement considérable que la lutte était sans espoir. Aussi M. Disraeli eut-il le loisir de reprendre la plume : les discussions relatives à l'église d'Irlande avaient ramené son attention sur les questions religieuses, et par un retour naturel à un procédé qui lui était familier, il donna à l'expression de ses idées la forme d'un roman, dans lequel trois héroïnes, diversement séduisantes, personnifiaient la libre pensée, le catholicisme et l'anglicanisme; la victoire définitive demeurant à cette dernière religion, comme à la solution la plus modérée et la plus pratique. *Lothair* parut le 2 mai 1870; nous n'avons pas à revenir sur ce livre, qui a été apprécié ici-même (1), et dont le succès fut immense.

La politique ne tarda pas à ressaisir M. Disraeli tout entier. Après avoir mis fin à l'existence officielle de l'église d'Irlande, M. Gladstone voulut tenir l'engagement qu'il avait pris vis-à-vis des radicaux et établir le scrutin secret. Il rencontra une résistance obstinée dont il ne put triompher qu'au bout de deux sessions, en menaçant ses partisans de quitter le pouvoir. Quelques membres de la majorité se détachèrent alors du ministère. L'espèce de coup d'état par lequel M. Gladstone, n'ayant pu faire voter par le parlement l'abolition de l'achat des grades dans l'armée, accomplit cette réforme par la voie d'une simple ordonnance royale, en imposant aux finances publiques une dépense de 8 millions sterling, excita un vif mécontentement au sein même de son parti. Le chancelier de l'échiquier, M. Robert Lowe, désirant s'acquérir le renom de grand financier, fit voter coup sur coup la suppression d'impôts indirects qui produisaient plus de 3 millions sterling, et, par suite de ces suppressions imprudentes, se trouva en face d'un déficit si considérable qu'il ne put le combler qu'en portant l'*income-tax* à un taux que cet impôt n'avait jamais atteint en temps de paix. Les classes moyennes commencèrent à trouver que l'administration radicale leur coûtait bien cher.

La politique extérieure du cabinet n'était pas plus heureuse que sa politique financière. Non-seulement l'Angleterre n'avait fait aucun effort sérieux pour prévenir une collision sur le continent, mais elle ne tenta rien pour l'arrêter : l'antipathie de M. Gladstone pour la France donna à la neutralité anglaise un caractère de partialité tout à fait défavorable aux intérêts de notre pays. Les conséquences inévitables de cette conduite devinrent promptement

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1870.

assez évidentes pour déterminer la retraite motivée d'un des membres du cabinet. La révision du traité de Paris, que l'Angleterre dut subir et qui mit à néant les résultats obtenus au prix de tant de sacrifices, rendit sensibles pour les moins perspicaces les résultats d'une politique sans vigueur et sans prévoyance. La décision du tribunal arbitral de Genève blessa profondément l'amour-propre national : on se souvint alors que la chute du cabinet Disraeli avait permis au gouvernement américain de revenir sur un arrangement beaucoup plus favorable à l'Angleterre. La sentence par laquelle l'empereur d'Allemagne attribua l'île de San-Juan aux États-Unis ne fut pas une mortification moins sensible. Il semblait que les gouvernemens étrangers eussent perdu toute considération pour l'Angleterre et qu'elle cessât de compter dans les conseils de l'Europe.

La popularité du cabinet Gladstone se changeait donc peu à peu en défaveur. Les libéraux modérés se détachaient du ministère et se rapprochaient des tories, dont ils n'étaient plus séparés par aucune question de principe. Les élections partielles tournaient presque invariablement à l'avantage des candidats conservateurs. M. Disraeli s'occupait sans relâche de fortifier l'organisation de son parti en province, en vue des futures élections générales : des comités conservateurs permanens furent créés ou reconstitués dans toutes les circonscriptions : partout aussi les membres influens du parti tory se mirent en rapport avec les ouvriers et suscitèrent par leurs conseils, leur patronage et leur assistance l'établissement de cercles d'ouvriers conservateurs. L'entente était facile, car aucun antagonisme d'intérêt n'existait entre les classes laborieuses et les représentans de la propriété foncière. Chaque expérience nouvelle de la législation électorale de 1868 permettait d'en mieux apprécier les résultats; les ouvriers les plus intelligens et les plus instruits savaient gré au parti conservateur de leur émancipation politique et aussi des mesures d'amélioration sociale qui avaient marqué chacun de ses retours au pouvoir. Un revirement, chaque jour plus sensible, s'opérait dans l'opinion publique : des banquets furent offerts à M. Disraeli à Manchester et à Glasgow, et, dans ces grandes villes industrielles, ce furent les classes laborieuses qui lui firent l'accueil le plus chaleureux. La division s'introduisait au sein de la majorité ministérielle, et le 12 mars 1873 un bill qui avait pour objet de créer une université catholique en Irlande en démembrant l'université protestante de Dublin et en lui enlevant une partie de ses revenus fut rejeté à la majorité de trois voix. M. Gladstone donna immédiatement sa démission; mais M. Disraeli refusa de former un ministère parce qu'il lui eût été impossible de gouverner avec la chambre existante. M. Gladstone reprit donc la direction des

affaires, mais sans pouvoir se dissimuler que l'autorité et le prestige de son administration s'étaient évanouis. Il essaya d'un coup de théâtre. L'ouverture de la session de 1874 avait été fixée au 5 février : le 24 janvier, on apprit que la chambre des communes allait être dissoute, et on put lire une lettre de M. Gladstone à ses électeurs, dans laquelle le premier ministre promettait l'abolition de l'*income-tax* par la voie d'une refonte générale des impôts, et annonçait d'importans changemens dans l'organisation électorale des comtés.

M. Gladstone avait espéré prendre ses adversaires au dépourvu; il fut victime de sa propre habileté. Il avait jeté l'inquiétude dans le clergé anglican par quelques paroles où l'on avait vu une menace contre l'église d'Angleterre : les mesures si graves qu'il annonçait inopinément alarmèrent tous les intérêts. La défaite du ministère fut si complète que M. Gladstone déposa immédiatement sa démission entre les mains de la reine, et le 13 mars 1874 le parlement était ouvert par un ministère conservateur.

Les actes de ce ministère sont trop récens pour avoir besoin d'être rappelés. Disposant enfin d'une majorité considérable et fermement unie, M. Disraeli a pu réaliser en grande partie son programme politique. La refonte de la législation sur le travail dans les manufactures, la loi sur les logemens insalubres et diverses autres mesures ont attesté sa constante sollicitude pour les classes laborieuses. Les seuls griefs sérieux de l'Irlande ont reçu satisfaction par l'organisation d'un système d'instruction secondaire et par la création d'une université ouverte aux candidats de toutes les croyances. En finances, l'établissement d'un mode d'amortissement complétant l'œuvre ébauchée en 1868 assure la réduction graduelle de la dette publique. Enfin, quand l'influence et les intérêts de l'Angleterre ont paru sérieusement menacés, le premier ministre n'a pas hésité à retirer des mains débiles et hésitantes du nouveau lord Derby la direction de la politique extérieure; la Russie a été contrainte d'abandonner en partie les fruits de sa victoire, et la guerre de l'Afghanistan, ordonnée sans hésitation et conduite avec vigueur, a rétabli en Asie le prestige du nom anglais.

Après avoir ramené pour la quatrième fois au pouvoir le parti qu'il dirigeait depuis plus de vingt-cinq ans, lui voyant une majorité compacte, des chefs expérimentés et d'une incontestable valeur, M. Disraeli crut pouvoir s'accorder un repos bien gagné et échanger les luttes et le labeur incessant de la chambre des communes contre l'atmosphère plus calme de la chambre des lords. Il accepta la pairie des mains de la reine avec le titre de comte Beaconsfield : mais peut-être les honneurs et les dignités dont il a été comblé lui ont-ils paru une récompense moins flatteuse que l'ovation qui lui

a été faite par la population de Londres à son retour du congrès de Berlin. Il était déjà assuré que son souvenir demeurerait dans l'histoire : il put se dire, ce jour-là, que son nom était écrit dans le cœur de tout Anglais patriote.

Rien n'est plus consolant, rien n'est plus propre à fortifier les cœurs généreux dans l'amour du bien et la pratique du devoir que de voir le talent, le travail et la bonne conduite recevoir, dès ce monde, le prix qui leur est dû. Ce qu'il faut honorer dans lord Beaconsfield, c'est moins son élévation que les moyens par lesquels il l'a conquise. Il peut reporter avec un juste orgueil sa pensée vers le modeste cabinet de travail où a commencé sa vie d'homme de lettres. Aucun souvenir pénible ne saurait attrister les retours qu'il peut faire vers le passé : sa mémoire ne lui rappellera ni une attaque contre les institutions de son pays, ni une insulte à sa souveraine, ni une flatterie à l'adresse des passions politiques, ni une platitude vis-à-vis des électeurs, ni une bassesse vis-à-vis des démagogues. Et cependant, sans aucune de ces mauvaises pratiques habituelles aux démocraties, sans aucune de ces habiletés contestables à l'usage des courtisans du suffrage universel, il a exercé une influence plus considérable, obtenu un pouvoir plus grand, et il gardera un renom plus haut et plus durable qu'aucun des serviles adulateurs du nombre.

Un enseignement, tout à l'honneur de l'Angleterre, semble découler des pages qui précèdent, et s'impose aux méditations des hommes qui professent pour telle ou telle forme de gouvernement un attachement exclusif. En voyant la carrière qu'un simple citoyen anglais a pu parcourir, malgré mille circonstances défavorables, sans le secours de la richesse, par la seule force de la volonté et du talent, n'est-on pas en droit de demander quelle destinée plus brillante, quelles satisfactions plus hautes et plus nobles, les démocraties peuvent offrir au mérite? Lord Beaconsfield est-il d'ailleurs une exception? Pour ne parler que des morts, lord Eldon n'était-il pas un simple paysan, parti en sabots pour l'école, d'où il devait s'acheminer comme boursier vers l'université? Un autre chancelier d'Angleterre, lord Lyndhurst, n'a-t-il pas gagné, tout enfant, à faire des courses pour les étudians de l'université de Dublin, les premiers pence dont il ait pu disposer? Heureux le pays où le travail, le savoir et le talent peuvent faire franchir à un homme de mérite tous les degrés de l'échelle sociale et le conduisent sûrement aux honneurs sinon à la richesse, mais où le charlatanisme politique, l'adulation pour les masses, la servilité vis-à-vis des basses et envieuses jalousies de la foule sont condamnées à une juste et perpétuelle stérilité !

CUCHEVAL-CLARIGNY.

CONTE PARISIEN

LA MARCHANDE DE JOURNAUX

I.

— Demandez les journaux du soir,.. *la Liberté*,..
La France,..

A cet appel sans cesse répété
Par la vieille marchande à la voix âpre et claire,
Je faisais halte au coin du faubourg populaire
Dont les vitres flambaient dans le soleil couchant,
Et prenais un journal pour le lire en marchant.
Ce n'est pas que je sois ardent en politique;
Les révolutions rendent un peu sceptique;
Mais, par vieille habitude et besoin machinal,
Je parcours volontiers, tous les soirs, un journal,
Pour savoir si l'on va changer ou non de maître,
Comme, avant de sortir, on voit le baromètre.

— Demandez les journaux,.. *le Temps*,.. *le Moniteur*...

Et, prenant le paquet tout frais que le porteur
Lui jetait, en courant, dans sa pauvre boutique,
La bonne femme, active à servir la pratique,
Derrière un vasistas ouvert sur le trottoir,
Se démenait, cherchait des sous dans son tiroir
Et vendait, d'une humeur absolument égale,

Papier conservateur ou feuille radicale;
— Et, lorsque je prenais un journal, au hasard :

— Ah! vous voilà, monsieur! Vous arrivez bien tard,
Disait-elle gaîment. Voyez, ma vente est faite.
Je n'ai plus qu'un *Pays* et que deux *Estafette*...
Et c'est toujours ainsi lorsque les députés,
Comme ils ont fait hier, se sont bien disputés,
Et quand on dit qu'on va changer le ministère.

Quelquefois je causais, auprès de l'éventaire,
Avec la brave vieille aux yeux intelligens;
Car mon goût est très vif pour les petites gens.
Et, tout en déployant *la Presse* ou *la Patrie*,
Qui m'envoyait sa bonne odeur d'imprimerie,
J'avais pour mes trois sous un instant d'entretien.

— Mon Dieu, pour le moment, ça ne va pas trop bien...
C'est la morte saison, vous savez,.. et la chambre
Ne se réunira que vers la mi-novembre.
Les grands formats sont nuls, et les petits journaux
N'ont que les faits divers et que les tribunaux...
Vous autres, les messieurs, vous chassez ou vous êtes
Aux bains de mer, aux eaux... Sans le sou des grisettes
Qui ne voudraient pour rien manquer le feuilleton
De leur *Petit Journal*, à peine vivrait-on...
Pour écouler ce tas de papiers qu'on imprime,
C'est triste à dire, mais il faudrait un gros crime...
Je ne désire pas qu'il arrive, grand Dieu!
Mais, du temps du procès Billoir, quel coup de feu!
Quand on a publié toutes ces infamies,
Monsieur, j'étais au bout de mes économies;
Mais, en un mois et rien qu'avec les *illustrés*,
Eh bien, j'ai pu payer deux termes arriérés...
Mais ce n'est qu'un hasard,.. tandis que les tapages
A Versailles, voilà le temps des forts tirages!
Ça ne peut pas manquer et ça revient vingt fois...
Aussi, lorsque je fais un billet pour mon bois,
Pendant la session j'en fixe l'échéance,
Et je m'acquitte après une bonne séance.

Je m'éloignais, trouvant singulier le destin
Qui voulait que ce fût le crime du matin
Ou le tumulte fait dans les chambres, la veille,

Qui donnât quelque aisance à cette pauvre vieille.
Je trouvais un plaisir ironique à savoir
Que l'antique combat du peuple et du pouvoir
Et tout leur vain travail pour mettre en équilibre
Le besoin d'être fort et l'ardeur d'être libre;
Le prétoire vibrant à la voix des tribuns,
L'assemblée en démence et les cris importuns
Qu'on poussera toujours autour du Capitole;
Et tout ce que produit, aux jours de rage folle,
Le parlementarisme et son jeu régulier,
Aidassent cette femme à payer son loyer.
Il me plaisait assez que le bruit de la presse
Assurât par hasard le pain d'une pauvresse,
Et que tout ce scandale eût ce bon résultat
Qu'elle pût vivre, à bord du vaisseau de l'état,
Durement ballotté sur la mer politique,
Ainsi qu'une souris dans un transatlantique.

II.

Un soir, — les premiers froids étaient déjà venus, —
Au fond de la chétive échoppe, j'aperçus
Un spectacle nouveau, qui me fit de la peine.
C'était un pauvre enfant, — huit ou dix ans à peine, —
Blond, pâle, l'air malade, habillé tout en deuil,
Qui se tenait assis dans un petit fauteuil,
Ayant sur ses genoux un vieux dictionnaire
Et regardant avec des yeux de poitrinaire.

Je demandai :

— Quel est donc ce petit garçon?

— Mais c'est mon petit-fils; il apprend sa leçon,
Me répondit, d'un air tout orgueilleux, la vieille;..
Et les Frères en sont très contens!

— A merveille!
Repris-je;.. ses parens l'ont envoyé vous voir?

— Hélas! mon bon monsieur, voyez... il est en noir.
Pauvre enfant! il n'a plus sa mère ni son père;..

Mais sa bonne-maman l'élèvera, j'espère.
Maintenant il n'a plus que moi, cher innocent!
Il a coûté la vie à ma fille en naissant;
Et voilà des malheurs qu'on ne peut pas comprendre...
Des orphelins d'un jour!.. Quant à mon pauvre gendre,
Il était étameur de glaces; et les gens,
Dans ce vilain métier, ne durent pas dix ans,
S'ils n'ont pas les poumons comme un soufflet de forge...
A cause du mercure...

— Allons!.. un sucre d'orge,
Dis-je à l'enfant, qui vint pour me remercier,
Prit mes sous et courut, joyeux, chez l'épicier.
— Et, quand je fus resté seul avec la marchande :

— L'enfant se porte bien?

— J'attendais la demande,
Monsieur, répondit-elle avec un gros soupir.
C'est le chagrin que j'ai tous les jours à subir.
Non, il ne va pas bien... Que je suis malheureuse!..
Avec ses yeux cernés et sa figure creuse,
C'est tout son père... Il souffre, hélas! le cher petit!
Il tousse, il dort à peine, il n'a pas d'appétit.
Enfin le médecin dit que c'est la croissance!..
C'est qu'il est si mignon et d'une obéissance!..
Et tout ce qu'il voudrait, il l'apprendrait, je crois,
Mon Joseph,.. à l'école, il a toujours la croix...
Mais sa santé,.. voilà ce qui me désespère!

— Courage! dis-je.

— Enfin mon commerce prospère,
Continua l'aïeule, et de telle façon,
Monsieur, que rien ne manque à mon pauvre garçon.
Le bon Dieu, quand j'ai trop de mal, me vient en aide.
Tenez, j'ai cru l'enfant malade sans remède,
Voilà tantôt trois ans... Le docteur ordonna
Des médicamens chers, du vin de quinquina;..
Mais, juste en ce moment, je m'en souviens encore,
La chambre renversa le cabinet Dufaure;
Et j'ai pu, — je gagnais des douze francs par jour, —
Donner ce qu'il fallait à mon petit amour...

Au seize mai, — la vente allait, je vous assure, —
J'ai fourni mon Joseph de linge et de chaussure ;
Et quand le Maréchal à la fin est tombé,
J'ai fait faire un habit tout neuf à mon bébé...

Le retour de Joseph finit la causerie ;
Mais je sortis de là, l'âme tout attendrie,
Et j'avais le cœur pris par le simple roman
De cet enfant malade et de sa grand'maman.
Le lendemain, je dus partir pour la province,
Mais sans les oublier ; et l'intérêt fort mince
Qu'aux choses de l'état jusqu'alors j'avais mis
Grandit, quand je songeais à mes humbles amis.
Car je ne pouvais plus juger la politique
Qu'au point de vue étroit de leur pauvre boutique ;
Et quand, par un hasard devenu bien banal,
J'apprenais, en voyant les pages du journal
Pleines d'alinéas et de rappels à l'ordre,
Que nos législateurs avaient failli se mordre
Et qu'en plein parlement ils s'étaient outragés,
Rêveur, tout en lisant leurs discours prolongés,
Où le bon sens souffrait autant que la grammaire,
Je me disais :

— Tant mieux pour la pauvre grand'mère!

III.

A mon retour, j'appris que l'enfant était mort.

— Ah! monsieur, me disait en sanglotant bien fort,
La vieille, devenue en peu de jours caduque,
Quand on perd, à mon âge, un enfant qu'on éduque,
C'est trop dur!.. Et bientôt j'en mourrai, Dieu merci!..
Je ne sais pas pourquoi je reste encore ici ;
Car je perds la mémoire, un rien me bouleverse,
Et je n'ai plus la tête à mon petit commerce...
Autrefois, si j'étais âpre à gagner du pain,
C'était pour partager avec mon chérubin...
Maintenant mon chagrin me nourrit... Que m'importe
Le reste?.. Voyez-vous, je suis à moitié morte ;
J'aurais cent ans, monsieur, que je serais moins bas!..

Un client, qui me prend tous les jours les *Débats*,
Un bien brave homme, allez, qui plaint les misérables,
M'a promis de me faire admettre aux Incurables...
Eh bien, soit... J'irai là mourir un de ces jours!..

Que pouvais-je répondre à ce navrant discours?
Que faire pour calmer une douleur si grande?
Hélas! rien. Et depuis, chez la pauvre marchande,
Quand j'entrais acheter quelques journaux du soir,
J'étais muet devant cet affreux désespoir.

Vers ce temps, — ce n'est plus pour nous une surprise, —
Notre gouvernement était en pleine crise.
Voici l'intéressant langage qu'on tenait :

— C'est fort heureux. Tant pis pour l'ancien cabinet.
Il subit justement la loi de la bascule.
Morel était trop vieux, et Morin ridicule;
Moreau s'imaginait être de droit divin,
Et Morand recevait par trop de pots-de-vin...
Tandis que parlez-moi du nouveau ministère :
Dubois est éloquent et Dufour est austère;
Malgré ses tristes mœurs et deux sermens trahis,
Dupont par ses talens honore son pays;
Dupuis est fin; Durand est loin d'être une bête...
Nous aurons avec eux la politique honnête.
Leur programme est très bien, que donne mon journal,..
L'ordre et la liberté... C'est fort original.
Ces gens-là n'iront pas commettre une imprudence...
Bref, il était acquis et de toute évidence
Que le groupe Morel-Morin-Morand-Moreau
De tout progrès utile eût été le bourreau
Et que droit à l'abîme il menait la patrie;
Tandis qu'agriculture, arts, commerce, industrie,
Allaient fleurir et prendre un essor bien plus grand
Par la combinaison Dufour-Dubois-Durand.

Je connaissais Durand, un homme fort aimable;
Et, depuis quelque temps, je me trouvais blâmable.
Se désintéresser de tout, ce n'est pas bien.
On finirait par être un mauvais citoyen...
Voyons, ce cabinet? Il n'a rien qui me gêne;
Il est conservateur, libéral, homogène,
Très gentil!..

Et déjà, plein d'un zèle subit,
Le dos au feu, troussant les pans de mon habit,
De mes amis nouveaux j'expliquais la tactique,
A l'heure où, dans l'ennui d'un salon politique,
Le thé circule avec les tranches de baba.

Six semaines après, le cabinet tomba.

Ah! j'étais furieux, cette fois! Mettre à terre
Des gens si bien pensans, un si bon ministère,
C'est à désespérer de tout gouvernement!..
Et, maudissant le vain besoin de changement
Qui, ce jour-là, venait de troubler les cervelles,
Levé de très bonne heure, avide de nouvelles,
J'allai chez ma marchande acheter le journal.

Paris avait été plus que moi matinal;
Il ne restait plus rien qu'un *Siècle* de la veille.
Mais je fus stupéfait en regardant la vieille;
Car je lui retrouvai l'air joyeux qu'elle avait,
Les jours de gain, du temps que son enfant vivait.

— Le pauvre mort, pensai-je en mon humeur stupide,
Est oublié... Ce n'est qu'une femme cupide.

Mais, devant mon regard, l'aïeule avait compris.

— Ah! dit-elle, monsieur, ne soyez pas surpris,
Si j'ai le cœur content de ce bon jour de vente.
Moi, je n'ai plus besoin de rien, et je m'en vante,..
Mais, pour Joseph, avec de l'argent emprunté,
J'ai pu prendre un terrain à perpétuité,
Et j'ai fait des billets, et l'huissier me menace...
Puis, si vous pouviez voir son coin, à Montparnasse?
Un vrai jardin!.. Je vais prier là, tous les mois...
Ça me coûte bien cher; mais aussi, quand je vois
Son tombeau tout couvert de fleurs et de verdure,
Il me semble que c'est ma prière qui dure!

Je lui serrai les mains, honteux de mon soupçon:
Et, depuis lors, ayant médité la leçon,
Je suis tout consolé, quand un ministre tombe;
Car, ces jours-là, l'enfant a des fleurs sur sa tombe.

François Coppée.

UNE

CAMPAGNE ÉLECTORALE

AUX ÉTATS-UNIS

Sur les trente-huit états dont se compose actuellement l'Union américaine, trente ont procédé l'année dernière à des élections générales dont le résultat a trompé bien des prévisions et déconcerté bien des ambitions. Au sénat et à la chambre des représentans, la majorité s'est déplacée ; le président et le ministère ont été battus, et, pour la première fois depuis la guerre de sécession, le parti démocrate l'emporte sur le parti républicain. Le sud vaincu affirme son existence et reprend l'offensive contre ses vainqueurs. Un courant nouveau se dessine et s'accentue. Déjà la dernière élection présidentielle, si indécise qu'il avait fallu recourir à l'intervention du congrès pour prononcer en dernier ressort, avait révélé la faiblesse croissante du parti républicain. Il se peut qu'en 1880 les démocrates, en majorité aujourd'hui dans le congrès, triomphent de leurs adversaires, installés à la présidence depuis dix-huit ans. Il nous a paru intéressant et utile d'étudier les causes de ce revirement. L'avènement du parti démocrate inaugurerait aux États-Unis une ère politique nouvelle, encore moins peut-être dans l'administration intérieure, que dans la direction imprimée aux affaires étrangères.

L'Europe ne saurait être indifférente à ce changement non plus qu'à la solution des difficultés qui préoccupent en ce moment l'opinion de l'autre côté de l'Atlantique. L'Angleterre, l'Allemagne et l'Espagne y sont directement intéressées. Pour la première il s'agit du règlement de l'éternelle question des pêcheries et de celle du

Canada, que nous avons précédemment exposée ici même (1). En ce qui concerne la Prusse, les décisions des autorités allemandes à l'égard des sujets naturalisés qui visitent leur ancienne patrie ont provoqué aux États-Unis d'énergiques protestations, et le parti démocrate s'est constitué le défenseur à outrance des droits des Allemands devenus citoyens américains. L'Espagne enfin ne saurait voir sans appréhension le pouvoir passer aux mains de ceux qui ont toujours prodigué aux insurgés de Cuba, outre de bruyans encouragemens, des secours en hommes, en munitions et en argent. Quant à la France, si elle n'a pas dans la question d'intérêt immédiat, elle n'en surveille pas moins avec attention les événemens qui se passent à l'étranger. Le temps n'est plus où l'on se plaisait à nous regarder ou même à nous définir comme la nation la plus ignorante et la plus insouciante de ce qui se passait ailleurs que chez elle. Une dure expérience nous a enseigné le danger des théories arbitraires, des idées préconçues, et nous a ramenés à l'étude patiente et à l'observation attentive des faits.

En ce qui concerne les États-Unis d'Amérique, nous connaissons leur origine et le but auquel ils tendent. Nés d'une protestation de la conscience humaine contre une doctrine théocratique absolue et un gouvernement arbitraire, ils poursuivent l'application des principes du self-government, la conquête, la colonisation et la mise en valeur d'un continent immense et fertile. Entre ces deux points extrêmes, il y a place pour bien des événemens imprévus; l'accord sur le but qu'il s'agit d'atteindre n'implique pas toujours l'entente sur les moyens qui doivent y conduire. C'est ainsi que nous avons vu la république américaine débuter par l'autonomie des provinces, grandir avec et par l'esclavage, puis répudier l'un et l'autre principe, les briser comme des instrumens usés, au prix d'une guerre civile sanglante. Aux théories fédéralistes fondées sur le droit souverain des états ont succédé le régime d'une union autoritaire et les liens d'une centralisation puissante. L'aristocratie du sud, dépossédée du pouvoir, ruinée par l'émancipation des esclaves, décimée par la guerre de sécession, a fait place à la démocratie du nord et pendant quinze ans a dû plier sous le joug du vainqueur. Est-ce à dire pour cela que les États-Unis reniaient leur passé, les services rendus par le sud, sa politique souvent habile et toujours heureuse, la guerre de l'indépendance, la conquête des rives du Mississipi, le démembrement du Mexique, cette prodigieuse extension de leur pouvoir qui reculait leurs frontières jusqu'au Pacifique et faisait d'eux la plus puissante nation du Nouveau-Monde? Non, pas plus que la France n'a renié les gloires et

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril 1879.

les conquêtes de la royauté, de la république et de l'empire. L'esclavage avait fait son temps et son œuvre. Condamné par la conscience humaine, il devenait en outre un obstacle à l'immigration. Le travail servile faisait une concurrence ruineuse au travail libre. L'esclave corrompait le maître; on émancipa l'un en ruinant l'autre. Le sud cherchait à substituer ses vues particulières, son ambition personnelle au courant national qui entraînait la colonisation vers l'ouest, il perdit le pouvoir et dut subir à son tour la loi de ses adversaires.

Nous avons cherché dans une étude précédente à mettre ces faits en lumière, à montrer comment le parti du sud était amené, par le fait même de l'institution de l'esclavage, à détourner à son profit toutes les forces vives de l'Union et à la jeter hors de ses voies naturelles pour maintenir sa prépondérance dans le congrès. Nous nous proposons aujourd'hui d'examiner le mouvement de réaction qui se produit, d'étudier de près la dernière campagne électorale aux États-Unis et ses conséquences probables sur l'élection présidentielle de 1880.

I.

Les dénominations diverses adoptées par les partis politiques aux États-Unis ne brillent pas généralement par la clarté; toutes ou presque toutes ont besoin d'un commentaire pour que l'on sache au juste ce qu'elles représentent. Si, au début, on emprunta à la mère patrie les dénominations de whigs et de tories, on ne les garda pas longtemps, et le besoin d'innover, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, ne tarda pas à créer une langue spéciale dont l'étymologie serait fort difficile à préciser. On peut admettre à la rigueur que le mot *whig* se compose des initiales de la phrase : *we hope in God* (nous espérons en Dieu); mais qui nous dira pourquoi les deux branches du parti démocrate s'affublèrent des noms de *hard shells* et *soft shells* (coquilles dures et coquilles molles), ou pourquoi les adversaires de l'immigration revendiquèrent le titre de *know nothing* (qui ne sait rien)? Quant aux *locos focos*, qui jouèrent un rôle important, leur nom vient d'un incident qui se produisit à Tammany-Hall, quartier général du parti démocrate. Un soir qu'ils étaient en séance, leurs adversaires éteignirent soudainement les lumières. Il s'ensuivit un tumulte indescriptible qui ne prit fin que lorsqu'un des membres tirant de sa poche une boîte d'allumettes, alors appelées *locos focos*, ralluma les bougies. En ce qui concerne les *kuklux*, les *hunkers*, les *grangers*, ils seraient assez embarrassés d'expliquer ces noms bizarres. Laissant de côté ces dénominations, nous nous bornerons à faire connaître dans leurs

traits généraux les partis qui se disputent le pouvoir et auxquels se rattachent, dans les circonstances graves, les sectes politiques dissidentes dont nous venons seulement d'énumérer quelques-unes.

Pendant la guerre de l'indépendance, les dissentimens particuliers et les divergences politiques s'étaient effacés devant le danger commun. L'esprit de contradiction reprit ses droits quand on dut procéder à l'œuvre d'organisation. Deux partis se trouvaient en présence : le parti fédéral, qui ne voyait de salut que dans la constitution d'un gouvernement fort, concentrant entre ses mains la plupart des droits des états particuliers, et le parti républicain ou démocrate, car au début ces deux termes étaient identiques, fortement imbu des théories extrêmes de la révolution française et conseillé par Jefferson, alors à Paris, grand ami de Paine et lié avec les principaux jacobins. Ce ne fut qu'en 1801 que le mot de *démocrate* prévalut; jusque-là le parti le repoussait comme une injure et se désignait lui-même sous le nom de *parti républicain*. Le parti républicain actuel date de 1855; il prit pour mot d'ordre populaire la suppression de l'esclavage. C'était le but apparent; le but réel était d'enlever le pouvoir à l'aristocratie du sud et de le faire passer dans les mains des états du nord, renforcés par l'immigration, fortifiés par l'admission des états de l'ouest, et qui disputaient dans le congrès la majorité au parti démocrate. L'élection présidentielle de 1856 mit pour la première fois les deux partis en présence. Les républicains portaient John C. Frémont, les démocrates soutenaient James Buchanan, qui fut élu par 1,838,000 suffrages, mais le parti républicain en réunit 1,341,000, et le candidat dit américain, Fillmore, 874,000. Ce résultat prouvait que l'alliance des *américains* et des républicains constituerait les démocrates en minorité, et cette alliance était d'autant plus probable qu'entre *américains* et républicains, à vrai dire, il n'y avait qu'une nuance.

L'élection de Buchanan fut le dernier succès des démocrates. Quatre ans plus tard, la majorité se déplaçait par suite des dissensions intestines du parti démocrate. Une scission s'était produite dans leurs rangs, et deux candidats, John S. Douglass et John C. Breckinridge, se disputaient les suffrages d'un parti qui n'avait pas trop de toutes ses forces pour tenir tête à ses adversaires. Abraham Lincoln, candidat républicain, obtint 1,866,000 voix, et de ses deux adversaires, l'un 1,375,000, et l'autre 845,000. Lincoln était élu, et le sud, confiant dans ses ressources militaires et dans la majorité des votes démocrates, déclarait l'Union rompue et proclamait à Richmond la confédération des états esclavagistes. Les chefs du mouvement sécessionniste opposaient aux 1,866,000 votes républicains les 2,220,000 donnés aux démocrates et affectaient de

croire à l'union des partisans de Douglass et de Breckinridge. En réalité, ces derniers seuls étaient en faveur de l'esclavage; Douglass et ses adhérens, sans le répudier d'une façon absolue, déclaraient hautement qu'ils n'en désiraient pas l'extension et entendaient laisser au libre choix des nouveaux territoires le droit de l'adopter ou de le repousser. Les 845,000 voix données à Breckinridge représentaient donc exactement la force numérique du sud et le chiffre des adhérens décidés à lui rester fidèles. Les 1,375,000 électeurs de Douglass se décomposaient en démocrates indifférens ou même hostiles aux tendances esclavagistes, et en *américains* dissidens qui n'avaient pas suivi les chefs du parti dans leur alliance avec les républicains.

La force trancha la question, et le sud fut vaincu. En 1865, au lendemain de la guerre, vingt-sept états votèrent le treizième amendement qui supprimait l'esclavage, et qui prit place dans les articles organiques de la constitution américaine. Cet amendement consacrait le triomphe du parti républicain et n'était que la conséquence logique des faits accomplis, mais on ne devait pas s'en tenir là. Trois ans plus tard, sous la présidence de Johnson, le congrès adoptait un quatorzième amendement en vertu duquel le droit de suffrage était accordé aux nègres. Il décrétait en outre qu'aucun des habitans du sud ayant pris part à la guerre de sécession ne pourrait occuper un emploi public; que la dette confédérée demeurait nulle et non avenue, et qu'aucune compensation pécuniaire ne serait accordée aux propriétaires d'esclaves à titre d'indemnité. Enfin, en 1870, sous la présidence du général Grant, un quinzième amendement déclara garantir à tout hasard le droit de vote, sans distinction de race, de couleur ou de servitude antérieure, et le placer sous la protection des lois et de la force armée. Par ces mesures rigoureuses, le parti républicain, maître du sénat, de la chambre des représentans et du pouvoir exécutif, entendait rendre impossible toute nouvelle tentative de sécession en s'assurant, dans les anciens états à esclaves, le concours des noirs dont il avait été l'émancipateur et dont il se constituait le protecteur. A défaut de reconnaissance, on estimait que l'intérêt de ces derniers était de faire cause commune avec les républicains et que leurs votes, désormais acquis à la cause du nord, annuleraient ceux des blancs dans le sud. Il faut ajouter qu'en fait la clause relative à l'incapacité d'occuper les emplois publics frappait les planteurs en masse. Tous en effet avaient pris fait et cause pour le gouvernement confédéré, toute la partie intelligente et éclairée de la population l'avait soutenu. L'ostracisme qui l'atteignait avait donc pour conséquence de remettre les emplois locaux entre les mains soit des *petits blancs*, comme on désignait les ouvriers et les artisans

établis dans le sud, soit des nègres eux-mêmes, et de déconsidérer le pouvoir en le confiant à des personnalités indignes quelquefois et à coup sûr sans prestige. Vainement dans le congrès et dans les rangs mêmes des républicains quelques voix sages signalèrent les dangers de ces mesures implacables. Les partis victorieux vont droit aux conséquences extrêmes d'une logique absolue, sans tenir compte des mouvemens de réaction de l'opinion publique. On avait le droit et la force, on usait de l'un et de l'autre; il fallait tout prévoir, même un retour offensif du sud écrasé, mais non soumis, et le réduire à l'impuissance de reconquérir le pouvoir. On envenimait les haines. Des esclaves de la veille on faisait les électeurs du lendemain, les maîtres de ceux auxquels ils avaient obéi si longtemps et qui conservaient tous leurs préjugés de race et de couleur. On créait en apparence un antagonisme perpétuel, une lutte sans trêve et sans issue tant que nègres et blancs vivraient côte à côte sur le même sol et sous les mêmes lois. Mais on ne tenait compte que du nombre. On oubliait la supériorité intellectuelle des uns et l'infériorité des autres, l'usage de l'autorité et l'habitude de l'obéissance.

A ces complications diverses s'ajoutaient des difficultés d'un autre ordre. Au nord comme au sud, la question financière s'imposait, grosse de dangers, fertile en péripéties, longtemps ajournée, mais exigeant enfin une prompte solution. Au nord le malaise s'accroissait par suite de la reprise imminente des paiemens en espèces, dans le sud la misère grandissait et les réclamations étouffées ou dédaignées devenaient plus bruyantes et plus impérieuses.

Si la répudiation de la dette confédérée était une inévitable conséquence de la défaite du sud, il n'en était pas de même quant au dommage causé aux planteurs par la proclamation d'émancipation. Tous, sans distinction, avaient subi une perte considérable, et il s'en trouvait dans le nombre, bien peu il est vrai, qui s'étaient opposés à l'ordonnance de sécession et avaient essayé de conjurer la lutte. Décréter en principe que les propriétaires d'esclaves n'avaient droit à aucun dédommagement, insérer dans la constitution un article prescrivant qu'aucune indemnité ne devrait jamais leur être allouée, c'était s'interdire une mesure réparatrice dont l'utilité, la nécessité même pouvait s'imposer un jour. Il vient une heure dans l'histoire des nations, heure souvent tardive, où les passions apaisées permettent à l'équité de faire entendre sa voix. L'instinct de solidarité se réveille et rappelle aux vainqueurs les droits des vaincus, les pertes subies et les ruines à relever. Le sud d'ailleurs n'était pas seul lésé. Au moment où éclatait la guerre de sécession, les négocians du nord se trouvaient créanciers des planteurs pour des sommes considérables. Ainsi que cela se pratiquait d'ordinaire,

les capitalistes de New-York faisaient des avances dont ils se remboursaient sur les sucres et les cotons que leurs débiteurs consignaient entre leurs mains. Ces avances avaient pour gage la plantation elle-même, le sol, le matériel d'exploitation et la valeur des nombreux esclaves qu'elle occupait. Cette dernière valeur supprimée par l'émancipation était de beaucoup la plus importante et, dans nombre de cas, la plantation incendiée, le sol dévasté ne couvrait pas le montant des dettes. Le planteur était ruiné, et souvent aussi son créancier avec lui. Certes l'esclavage était odieux, condamné par la conscience, mais il n'en était pas moins reconnu par la constitution, protégé par elle. Le *Fugitive Slave Law* n'ordonnait-il pas aux autorités des états libres de rechercher, d'arrêter et de remettre à leurs maîtres les nègres fugitifs? L'esclave était, de par la loi, une propriété comme une autre, et, à ce titre, ne pouvait être émancipé sans compensation. Il représentait une partie du gage des créanciers du nord, l'équité exigeait qu'il en fût tenu compte.

Si du sud nous passons au nord, là aussi la question politique se compliquait d'une question financière née des exigences de la guerre de sécession et appelée à jouer un rôle considérable dans l'évolution qui se préparait.

Lors de l'avènement du parti républicain aux affaires en 1860, le montant de la dette fédérale et des dettes particulières des divers États s'élevait au chiffre total de 1,475 millions de francs. En 1861, la guerre éclate, mais on se faisait alors les mêmes illusions aux États-Unis qu'en France en 1870. Il fallut, là aussi, une terrible expérience et de sanglans désastres pour les dissiper. On voyait alors à New-York un spectacle analogue à celui qui attristait nos yeux à Paris en août 1870. On y criait : « *On to Richmond!* En marche sur Richmond ! » comme sur nos boulevards : « A Berlin ! » Les masses sont partout les mêmes, et si nous n'avons pas, comme nous nous en flattions dans notre orgueil, le privilège de tous les succès, nous n'avons pas non plus, ainsi que nous le croyons dans nos accès d'humilité, le monopole de toutes les erreurs. On estimait dans les états du nord que la guerre serait de courte durée; le président Lincoln demandait, pour en finir promptement, quelques millions de francs et quelques milliers d'hommes; il fallut des milliards et plus d'un million de soldats.

Dès 1862 les yeux étaient dessillés. En 1863 on avait dépensé plus de 10 milliards. Le sud chancelait sous des coups répétés; ses meilleurs généraux, ses plus vaillans soldats tombaient, ses ressources s'épuisaient; l'argent, les armes, les bras commençaient à lui manquer, mais il fallait pour l'abattre un dernier et puissant effort. Le président et le congrès le demandèrent à un crédit

ébranlé, à une population à demi ruinée, et l'obtinrent. L'emprunt, le papier-monnaie, les bons du trésor donnent 7 milliards. Le sud succombe, mais la dette fédérale atteint le chiffre énorme de 14 milliards de francs, et le papier-monnaie est déprécié à ce point que 100 francs en or valent 234 francs en *greenbacks*.

Une lourde tâche incombait au parti républicain : licencier l'armée, réorganiser l'administration dans le sud vaincu et le mettre hors d'état de recommencer la lutte, résoudre le problème financier, liquider la dette et relever le cours du papier-monnaie, seule ressource disponible. Il est vrai que ce parti était maître absolu. Le licenciement de l'armée s'effectua sans difficultés; quant au sud, nous avons indiqué les mesures prises par les vainqueurs et le vote des 14e et 15e amendemens. Restait la question financière. M. Chase, alors secrétaire du trésor, fit habilement face aux premières difficultés. Soutenu par le président et par le congrès, il décida la création des banques nationales, instrument destiné par lui à relever progressivement les cours du papier-monnaie et à retirer de la circulation une masse considérable de bons du trésor rachetés par elles à titre de cautionnement. Là ne se bornait pas leur rôle. Créées par le parti dominant, dirigées par ses adhérens, administrées par ses notabilités financières, elles devaient forcément faire cause commune avec lui, servir ses intérêts en même temps que maintenir sa prépondérance, et mettre entre ses mains une organisation puissante qui enserrait tout le pays et recevait son mot d'ordre des chefs.

L'intervention des gros capitaux dans la politique n'est pas chose nouvelle en Amérique, où l'on n'a pas oublié la lutte entre la banque des États-Unis et le président Jackson. Fondée en 1790 par Alexandre Hamilton et constituée gardienne des fonds du trésor, la banque des États-Unis, inféodée au parti fédéral, mettait à sa disposition des avances considérables en numéraire à l'époque des élections. En 1824, Andrew Jackson, deux fois président des États-Unis, posait sa première candidature. Il passait et avec raison pour un ennemi personnel de la banque, dont il était d'ailleurs un adversaire politique. La banque réussit au prix des plus grands efforts à empêcher sa nomination par le collège électoral, mais aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité, la chambre des représentans appelée à se prononcer élut Andrew Jackson.

Old Hickory, le vieux bois de fer, comme on l'appelait, ne pardonnait pas plus à ses ennemis qu'il n'oubliait ses amis. Le privilège de la banque expirait en 1836. En 1832 elle sollicitait et obtenait de l'assemblée un renouvellement de sa charte. Le président opposa son véto et rallia la majorité dans le congrès. La banque attendait son remplacement pour faire une nouvelle tentative et

enlever le vote. Andrew Jackson réussit à se faire réélire en 1832, et cette fois, décidé à en finir, il n'hésita pas, malgré l'opposition du congrès et de son cabinet, à faire retirer de la banque tous les fonds de l'état. Ce retrait inattendu provoqua une panique financière ; le congrès protesta ; deux tentatives d'assassinat eurent lieu contre le président, mais, en dépit de la clameur publique et de la détresse universelle, A. Jackson persista. Le sénat vota une résolution déclarant que le président avait outrepassé ses pouvoirs et violé les lois. Il tint bon, et trois ans plus tard, sur la proposition de Benton, le congrès revenait sur cette résolution et décidait qu'elle serait rayée du registre des délibérations. La banque des États-Unis était supprimée et remplacée par l'organisation actuelle du trésor public.

Les banques nationales, œuvres de Chase et du président Lincoln, n'offrent qu'une lointaine analogie avec celles dont nous venons de résumer l'histoire, mais les adversaires du parti républicain voient en elles aussi des instrumens de corruption électorale aux mains de leurs ennemis. L'opinion publique s'est émue ; au congrès et dans la presse, elles ont été violemment attaquées et violemment défendues. Cette agitation, coïncidant avec celle que provoquait l'annonce de la reprise des paiemens en numéraire, a déterminé la naissance d'un nouveau parti qui, sous le nom de *greenbacker*, a joué un rôle dans les dernières élections et donné l'appoint de ses voix aux démocrates.

Ce parti s'est recruté dans tous les camps, aussi bien parmi les démocrates que parmi les républicains. Le signal est parti de l'ouest, le mouvement s'est propagé dans le nord comme dans le sud, et, si l'on peut dire d'une manière générale que les démocrates s'y montrèrent plus favorables que les républicains, il n'en est pas moins vrai que dans plusieurs états ces derniers s'y sont ralliés. D'où viennent et que veulent les *greenbackers?* Leur nom est emprunté au papier-monnaie créé pendant la guerre de sécession. Imprimé sur papier vert d'eau, on l'appela populairement *greenback* (dos vert), et ce sobriquet passa d'abord dans la langue usuelle pour se glisser ensuite dans les cotes de la bourse et enfin dans le langage officiel. L'émission prodigieuse de *greenbacks* à laquelle le gouvernement dut recourir pendant les temps difficiles eut pour résultat de faire disparaître de la circulation les espèces métalliques avec lesquelles seules on pouvait solder les achats à l'étranger. Ce papier, qui ne s'exportait pas, devint la monnaie courante et on fabriqua des billets de 25 centimes et de 50 centimes pour les transactions quotidiennes. La guerre terminée, l'or et l'argent reparurent lentement, mais pour être aussitôt absorbés par les paiemens des droits de douane. D'une part les masses s'étaient habituées aux

greenbacks, de l'autre la grande quantité de numéraire fictif ainsi mis en circulation favorisait outre mesure la spéculation et créait une aisance factice. La dépréciation des billets surélevait le prix des achats et celui des salaires. La main-d'œuvre paraissait plus payée sans l'être en réalité, mais, comme peu à peu le papier-monnaie relevait ses cours et tendait à se rapprocher du pair, il en résultait un bénéfice réel pour l'ouvrier, le fermier, l'artisan, pour tous ceux enfin, et c'est le plus grand nombre, qui vivaient de leur travail quotidien. Le spéculateur y trouvait également son compte. Les banques regorgeaient de *greenbacks* et prêtaient à taux réduits. A l'abri d'un tarif protectionniste, on créait partout des usines, des manufactures, usant d'un crédit facile et d'une circulation abondante.

Il fallait pourtant bien en revenir un jour ou l'autre à de plus justes notions, et le gouvernement, désireux de rentrer dans les voies normales, poursuivait son but, qui était le retrait du papier et la reprise des paiemens en espèces. Si ménagées qu'elles soient, ces transitions ne sont ni sans difficulté ni sans danger. A mesure que l'on se rapprochait du terme prévu, le crédit se resserrait, le papier-monnaie devenait plus rare ; avec la cause l'effet disparaissait, et l'on se trouvait en présence d'une circulation restreinte qui contrastait avec l'abondance des années précédentes. Or, l'on s'expliquait mal une gêne qui coïncidait avec la fin des troubles et une prospérité matérielle apparente. La misère gagnait peu à peu, et, pour la première fois, on voyait des immigrans découragés retourner en Europe pour y chercher le travail qu'ils ne trouvaient pas aux États-Unis. En Californie, l'invasion chinoise provoquait des troubles sérieux et laissait sans emploi les Irlandais et les Allemands. Elle s'étendait vers l'est. Les grandes manufactures de chaussures de l'état de Massachussets congédiaient leurs ouvriers de race blanche pour appeler des Chinois à prendre leur place. La première tentative faite en 1870 avait réussi; depuis, leur nombre augmentait constamment. L'exemple donné par les fabricans de North Adams, les résultats obtenus éveillaient l'attention, et nombre de manufacturiers réduisaient les salaires, bien décidés, en cas de grève, à substituer l'ouvrier asiatique à l'ouvrier européen plus exigeant et moins docile.

Le parti socialiste ne restait pas inactif. C'est aux époques de misère qu'il recrute ses adhérens et qu'il cherche dans l'excès du malaise général les moyens de conquérir le pouvoir et d'appliquer ses formules. Aux États-Unis, comme en Europe, il croit ou feint de croire à leur efficacité et à la toute puissance de l'état, incarnation de la divinité, pouvant tout, même l'impossible, capable de décréter l'abondance et la prospérité, mais ne sachant pas ou n'o-

sant pas le vouloir. Le programme qu'il prétend imposer au gouvernement se résume en deux mots qui s'étalent dans ses journaux, retentissent dans les *meetings* et donnent la mesure exacte de sa science économique : *Fiat money :* Que l'argent soit !

Les *greenbackers* ont emprunté ce mot d'ordre sans toutefois en tirer les conséquences absurdes et absolues des socialistes. Ils estiment que le retrait des *greenbacks* et le retour aux paiemens en espèces est une mesure intempestive et trop précipitée, que le pays s'est habitué à ce mode de paiement, que le numéraire est rare, et que c'est paralyser l'industrie au moment même où elle prend un grand essor que la condamner à une circulation restreinte. Quant aux socialistes, ils proclament l'état souverain, libre de créer l'argent et de le multiplier indéfiniment. Vainement on leur objecte que le *greenback* n'est pas de l'argent, mais une promesse de payer en argent, pas plus qu'un acte de vente de propriété n'est la terre elle-même, mais un engagement de livrer une étendue déterminée du sol ; qu'à ce compte on pourrait décupler, centupler la richesse d'un état, centupler aussi sa superficie, sans ajouter un centime ou une parcelle de terre labourable à ce qu'il possède réellement. A toutes ces objections ils ne répondent que : *Fiat money*, et mettent le gouvernement en demeure d'agir, non de discuter.

II.

C'est dans ces conditions que s'ouvrit en 1878 la période électorale. Trente états étaient appelés à procéder à des élections générales et à fortifier dans le congrès la majorité républicaine ou à se prononcer en faveur du parti démocrate. Aucun des autres partis dissidens n'était en mesure de disputer le pouvoir aux républicains. Ils ne figuraient dans la lutte qu'à titre d'appoint que se disputaient les deux camps, fortement organisés, disposant seuls d'un personnel gouvernemental et dirigés par des hommes d'état éminens. Les républicains avaient pour eux la possession incontestée du pouvoir depuis dix-huit ans, le prestige de leurs succès passés, un programme bien défini et, comme l'on dit aux États-Unis, une *plate-forme* connue et acceptée. Ils avaient contre eux l'exercice du pouvoir qui use les hommes en donnant leur mesure exacte et en dissipant les illusions, le souvenir d'une politique implacable à l'égard du sud, les mécontentemens sourds des ambitions déçues, des espérances ajournées et surtout le malaise général dont ils n'étaient pas cause, mais dont ils portaient la responsabilité. On leur reprochait en outre de nombreux abus de pouvoir, un budget militaire excessif, les troupes mises à la disposition des gouverneurs républicains nommés dans les états du sud et qui ne pouvaient y

faire respecter leur autorité qu'à la condition de s'appuyer sur la force armée. Quant aux accusations de malversations et de fraudes électorales dirigées par les démocrates contre leurs adversaires, elles sont trop habituelles et malheureusement trop fondées aux États-Unis pour y être estimées à leur juste valeur ou considérées comme l'apanage exclusif d'un parti. C'est une machine de guerre invariablement dirigée par l'opposition contre ses rivaux et que ceux-ci retournent avec le même succès et la même justice contre elle quand les événemens l'appellent au pouvoir.

Cette fois pourtant elle empruntait à des circonstances récentes une importance particulière. L'élection présidentielle de 1876 avait causé une émotion profonde. Deux candidats se disputaient les suffrages, R.-B. Hayes, porté par le parti républicain, et S.-J. Tilden par le parti démocrate. Hayes avait été déclaré élu par 185 votes électoraux contre 184 donnés à Tilden; mais, en additionnant les votes populaires, Tilden avait 4,284,757 voix contre 4,033,950 obtenues par Hayes, soit une majorité de plus de 156,000. Pour expliquer cette contradiction, il convient de dire que chaque état possède un certain nombre de votes présidentiels qui varie, suivant sa population, de 3 à 35. Ce sont ces votes, au total de 369, qui décident l'élection; mais si l'on tient compte des suffrages donnés à chaque électeur présidentiel, on peut arriver, comme le cas s'est présenté en 1876, à constater l'élection d'un président l'emportant d'une voix sur son concurrent, et en minorité de plus de 150,000 quant aux votes populaires. L'impression générale aux États-Unis est que le candidat du parti démocrate avait en réalité réuni les deux majorités, et que c'est à l'aide d'une fraude gigantesque que le parti républicain réussit à faire valider et proclamer par le congrès l'élection de R.-B. Hayes. Pourtant l'empire de la discipline et le désir d'éviter ce qui pourrait ébranler l'autorité du congrès sont tels, que les démocrates s'en tinrent à des protestations indignées, ajournant leur revanche à 1880.

En agissant ainsi, les chefs du parti démocrate suivaient une ligne politique habile. L'élection douteuse de Hayes ébranlait le prestige de leurs adversaires. Pour la première fois depuis 1860, leur candidat obtenait la majorité des votes populaires. L'opinion publique revenait à eux; mais il ne suffisait pas de conquérir le pouvoir exécutif, il fallait, pour l'exercer, disposer d'une majorité dans les deux chambres. Ils la possédaient déjà dans celle des représentans, où ils comptaient 155 membres contre 136; mais, dans le sénat, ils se trouvaient en minorité : 39 républicains, 36 démocrates et 1 indépendant. Le congrès se composant des sénateurs et des représentans, ils y étaient les maîtres, ils paralysaient l'action du pouvoir exécutif, qui s'usait en efforts impuissans. Ils comptaient

sur les élections de 1878 pour fortifier leur majorité dans la chambre, l'obtenir dans le sénat et entamer la campagne présidentielle de 1880 dans des conditions favorables. En attendant, ils observaient les événemens, ils encourageaient les attaques dirigées contre les banques nationales, que les haines populaires désignaient comme la cause première de la misère croissante, et ils suivaient avec attention le réveil de l'opinion dans les états du sud, qu'ils aidaient à s'affranchir du joug militaire qui pesait sur eux et qu'éprouvait alors une terrible épidémie.

La fièvre jaune dévastait le Missouri, le Tennessee, la Louisiane, et gagnait du terrain dans les états limitrophes. Le mécontentement s'accentuait parmi ces populations si malheureuses depuis la guerre de sécession, et le danger commun y rapprochait les deux races ennemies. Dans le sud, le parti républicain était sans force et sans consistance. Il n'avait réussi à s'implanter et à s'organiser qu'à la condition d'être soutenu par les troupes fédérales. Cet état de choses ne pouvait se prolonger. La chambre des représentans réduisait d'une part le budget de la guerre, et de l'autre sommait le pouvoir exécutif d'évacuer les états occupés militairement. L'armée, disait-on, ne devait pas être entre les mains du gouvernement un instrument politique. Il était temps de renoncer à ce système d'état de siège déguisé, contraire aux lois et à la constitution. Le parti républicain se vantait d'avoir réorganisé le sud, soit; on allait pouvoir juger des résultats, et s'il était vrai, comme il l'affirmait, que les états du sud se ralliaient à sa politique, il convenait d'en finir avec un régime arbitraire sans précédens et sans utilité.

Au fond, personne n'ignorait la vérité, et le parti républicain savait parfaitement à quoi s'en tenir sur les sentimens hostiles du sud à son égard. Il supposait toutefois que le retrait des troupes serait le signal d'une lutte entre les nègres et leurs anciens maîtres, et que les violences commises de part et d'autre, justifiant dans le passé les mesures prises, autoriseraient à brève échéance une occupation nouvelle. Il ne tenait pas compte de l'apaisement relatif que le temps avait produit, du rapprochement amené par l'épidémie et surtout de l'influence que la race blanche exerçait sur une race inférieure longtemps asservie, mais qui, bien qu'affranchie du joug, n'en conservait pas moins un fond de respect pour ceux qui avaient été ses maîtres. La partie la plus intelligente de la population nègre se rendait compte que nul ne songeait à la ramener à sa condition antérieure et que l'esclavage avait fait son temps. Pour vivre, les noirs s'étaient remis au service de leurs anciens propriétaires comme travailleurs libres; à ce contact quotidien, bien des haines s'étaient calmées. Les années avaient passé; la race blanche, à demi ruinée par la guerre, essayait péniblement de se relever et

ménageait les susceptibilités des nègres sans le concours desquels les plantations restaient en friche. Les deux races étaient condamnées à vivre côte à côte, utiles et nécessaires l'une à l'autre. L'expérience le prouvait; lors de la conclusion de la guerre, beaucoup d'esclaves avaient quitté le sud, où ils ne se croyaient pas en sûreté; ils étaient allés chercher du travail dans les états du nord et de l'ouest; mais d'une part ils résistaient mal à ce climat froid, et de l'autre la sympathie toute platonique et humanitaire de la Nouvelle-Angleterre n'excluait pas une répugnance marquée pour le contact avec ces nouveaux affranchis. Ils étaient peu à peu revenus dans le sud; les planteurs leur offraient un genre de travail qui leur était familier, l'occupation militaire les rassurait, et le parti républicain, tout-puissant, affectait de les prendre sous sa protection, sollicitait leurs suffrages et se flattait de les rattacher définitivement à lui par les liens à la fois de la reconnaissance, de l'intérêt et de la peur.

Quant au parti démocrate, vaincu et terrassé dans les anciens états à esclaves, il se taisait, maintenant ses cadres et son organisation, mais attendant que les fautes de ses adversaires et un retour de l'opinion publique dans les états du nord et de l'ouest lui permissent de relever la tête. Il ne pouvait donner le signal, mais il se mettait en mesure de profiter des événemens et cherchait à gagner le concours politique des noirs. Il fallait pour en arriver là dissiper bien des préventions, combattre des terreurs réelles ou simulées, lutter contre les excitations de la presse républicaine, habile à tirer parti des moindres incidens pour réveiller l'antagonisme. La campagne fut longue et difficile, mais le parti démocrate, habilement dirigé par des hommes de talent, Bayard, Randolph, Lamar, Hill, réussit peu à peu à reconquérir dans le sud le terrain politique qu'il avait perdu par la guerre. Le retrait des troupes fédérales, en laissant face à face les nègres et les blancs, fut pour ces derniers une occasion de proclamer hautement leur volonté de maintenir la paix, de répudier à nouveau les intentions qu'on leur attribuait et de déclarer que le sud, en réclamant ses droits, n'entendait nullement remettre en question la liberté des affranchis.

A ces déclarations officielles vint en aide une propagande active et personnelle. Les planteurs s'efforçaient de démontrer aux nègres qu'ils avaient tout intérêt à faire cause commune avec eux, que la prospérité du sud leur importait à tous, que la ruine des uns entraînait celle des autres et que le parti républicain, en fomentant la division, n'avait d'autre but que de les condamner à la misère et de les réduire à l'impuissance. Si la vie matérielle devenait chaque jour plus rude, on le devait, disaient-ils, aux théories protectionnistes qui rendaient le sud tributaire des manufactures du nord.

Les impôts augmentaient, le crédit se resserrait, et, en présence d'une épidémie terrible, on se trouvait sans ressources pour soigner les vivans et ensevelir les morts. Les femmes du sud déployaient toute l'habileté d'un esprit ingénieux et d'une active bienfaisance pour rallier à leur parti les voix indécises, pour détacher des républicains les adhésions intéressées, pour réunir en un faisceau commun les forces divisées. Le mot d'ordre était : *A solid south,* un sud compact, uni dans la campagne électorale qui se préparait et au terme de laquelle elles entrevoyaient la défaite du parti républicain et, avec le triomphe des démocrates, le commencement d'une revanche dont elles n'avaient jamais désespéré.

L'élection présidentielle de 1876 avait permis en effet de mesurer le chemin parcouru. En 1872, le général Grant, candidat républicain, l'emportait de plus de 700,000 voix sur son concurrent; seuls le Kentucky, le Missouri, le Texas, la Georgie et le Tennessee donnaient une faible majorité de 75,000 voix au parti démocrate. En 1876, le mouvement se dessinait. Tous les états du sud votaient pour le parti démocrate. L'Indiana dans l'ouest, le New-Jersey et New-York dans l'est se déclaraient dans le même sens, et tandis que H. Greeley en 1872 n'avait pu réunir que 2,834,000 votes, Tilden en 1876 ralliait 4,284,000 suffrages.

Les états de l'ouest et de la Nouvelle-Angleterre tenaient pour le parti républicain. Maître absolu à Boston et dans le Massachusetts, le Kansas, l'Iowa, le Vermont, le Maine, lui donnaient d'écrasantes majorités, mais des symptômes significatifs indiquaient un revirement possible. La question financière en fut à la fois le signal et l'occasion. L'Indiana et l'Illinois en prirent l'initiative, et les deux plus riches états agricoles de l'Union furent ceux qui donnèrent naissance au parti des *greenbackers.* Il paraît étrange à première vue que l'ouest, peuplé de fermiers indépendans et intelligens, inféodé au parti républicain, se soit déclaré contre la reprise des paiemens en espèces et constitué le défenseur et l'avocat d'une thèse socialiste. Il y avait pour cela des raisons particulières. Pendant la guerre de sécession et les années qui suivirent, les fermiers de l'ouest avaient écoulé leurs produits à des prix avantageux; la terre augmentait de valeur, l'abondance de la monnaie de papier et la facilité des crédits déterminèrent un vif mouvement de spéculation. Les fermiers se portèrent acquéreurs, obéissant à cet instinct qui pousse constamment le propriétaire du sol à augmenter l'étendue de son domaine. Les petits détenteurs, séduits par la hausse, vendirent à leurs voisins; il en résulta que peu à peu les fermiers s'endettèrent. Le taux de l'argent varie dans l'ouest de 7 à 10 pour 100. Pour payer cet intérêt, il leur fallait beaucoup produire et vendre cher, mais de mauvaises récoltes diminuèrent leurs res-

sources. Les terres grevées d'hypothèques ne suffisaient pas à couvrir l'intérêt et à amortir le capital ; une baisse considérable s'ensuivit. Elle coïncidait avec le retrait progressif des *greenbacks* et une rareté de numéraire. Les banques qui s'étaient constituées en avances, effrayées de voir diminuer leur gage, exigèrent le remboursement de leurs capitaux et accélérèrent ainsi une crise inévitable. De là un double courant d'animosité contre les banques et d'hostilité aux mesures financières du gouvernement. On réclama le maintien des *greenbacks*. Cette monnaie factice avait créé une prospérité factice comme elle; elle ne coûtait rien à fabriquer, elle circulait facilement; on ne comprenait pas pourquoi on se privait de ressources illimitées pour leur substituer une gêne croissante.

L'erreur du parti républicain fut de ne pas comprendre dès le début l'importance de ce mouvement et de ne pas adopter une ligne politique bien nette. Il ne vit là qu'un dissentiment passager et crut en avoir raison en gagnant du temps. Quelques-uns des hommes influens du parti, entraînés par les opinions locales, se déclarèrent même en faveur du maintien des *greenbacks* et de la suppression des banques nationales. Cependant le gouvernement maintenait énergiquement sa résolution et fixait au 1er janvier 1879 la date de la reprise des paiemens en espèces. Le parti démocrate tira habilement parti de ces divisions. Sans adopter d'une manière absolue le mot d'ordre des *greenbackers* et le *Fiat money* des socialistes, il se constitua l'adversaire des plans financiers du pouvoir exécutif dont il était déjà l'ennemi politique; il s'attaqua violemment aux banques nationales et, profitant du schisme du parti républicain, il détacha ceux de ses adhérens que leurs intérêts ou leurs animosités amenaient à faire cause commune avec lui.

L'Ohio et la Pensylvanie suivaient le mouvement de l'Indiana et de l'Illinois et se rapprochaient des démocrates; le sud leur était acquis, l'ouest venait à eux, l'état de New-York, quartier-général du parti, n'était pas douteux. Seuls, le nord et la Nouvelle-Angleterre opposaient une vive résistance; il semblait impossible de les entamer, et l'on y manquait de candidats démocrates ayant une notoriété suffisante pour engager la lutte avec les républicains. Sur ces entrefaites une éclatante défection vint rallier à Boston même les débris du parti démocrate autour d'un ancien républicain, jusque là l'objet de sa haine ardente. Le général Butler, « l'homme de la Nouvelle-Orléans, » comme on le désignait en souvenir de la brutalité militaire avec laquelle il avait traité cette malheureuse ville pendant la guerre de sécession, se détachait bruyamment du parti républicain et posait sa candidature au poste de gouverneur de l'état de Massachussets en réclamant l'appui des démocrates, des *greenbackers* et des socialistes.

Butler visait plus haut et plus loin; il aspirait à la présidence des États-Unis. Politique habile et audacieux, homme de ressources et sans scrupules, il se rendait compte de la faiblesse croissante du parti républicain. Il avait lentement et prudemment préparé son évolution politique, et il attendait pour se déclarer un moment opportun. Son influence était grande dans l'état de Massachussets, qu'il avait plusieurs fois représenté comme sénateur, mais il ne se dissimulait pas qu'elle était due surtout aux services qu'il avait rendus au parti républicain et aux gages qu'il lui avait donnés. Il se savait non-seulement craint, mais haï par la société aristocratique de Boston, qui ne voyait en lui qu'un parvenu. De toutes les villes américaines, Boston, qui se désigne volontiers du nom de la *Nouvelle-Athènes*, est la plus exclusive, la plus puritaine et aussi la plus intelligente. Les arts, les sciences, les lettres y sont en grand honneur, et les vieilles familles y exercent une influence et elles y conservent un prestige qu'elles ne possèdent nulle part ailleurs aux États-Unis.

Benjamin Butler appartenait par sa naissance à une classe inférieure. Le manque de fortune ne lui avait pas permis d'entrer à l'université d'Harvard, où sont élevés d'ordinaire les fils de famille de l'état. Il fit ses études à Lowell, partageant son temps entre le collège et des occupations manuelles qui lui permettaient de subvenir à ses besoins. Admis au barreau, il se vit, malgré ses succès scolaires et sa réputation naissante, tenu à l'écart par un monde auquel il n'appartenait pas. Blessé dans son orgueil et dans son ambition, il se constitua dès lors l'avocat, le défenseur des intérêts et des classes populaires, l'adversaire de l'aristocratie financière de Beacon-Hill, qui concentrait entre ses mains les grandes corporations de Boston et siégeait seule dans les conseils d'administration des compagnies d'assurance, de banque, de chemins de fer et autres établies dans cette ville. Cette aristocratie riche et puissante se transmettait de père en fils ces fonctions largement rétribuées; son prestige local et son influence politique soutenus par des capitaux considérables lui assuraient une domination absolue. On n'arrivait à la fortune, à la réputation, au pouvoir que par elle, et ceux qu'elle frappait d'ostracisme n'avaient d'autres ressources que d'aller chercher ailleurs un milieu moins exclusif. Butler n'en fit rien : il accepta résolûment la lutte. Il s'attaqua à ces corporations, se chargea de plaider la cause des intérêts lésés par elles, et les amena plusieurs fois à composition. Sur le terrain politique, il dénonça leur ingérence dans les élections, la pression exercée sur leurs nombreux cliens et sur les classes pauvres, et se

posa en champion des droits du peuple. Élu, malgré une violente opposition, à l'assemblée législative de l'état, en 1853, par le parti démocrate auquel il appartenait alors, il réussit en 1859 à se faire nommer sénateur au congrès. Lors de la guerre de sécession, il rompit ouvertement avec son parti et passa dans les rangs des républicains, dont il considérait le succès comme certain. Brigadier général de la milice de l'état, il prit une part active aux événemens de la lutte, fut successivement gouverneur militaire de Baltimore, du fort Monroë, et enfin de la Nouvelle-Orléans. La guerre terminée, le parti républicain le nomma membre du congrès.

Malgré sa grande fortune personnelle et sa haute situation politique, Butler était resté l'ennemi de l'aristocratie locale, une sorte de tribun du peuple, autoritaire, absolu, d'ailleurs toujours et profondément imbu des rancunes et des haines de sa jeunesse. Ses adversaires d'autrefois n'avaient pas plus changé que lui. Ils lui reprochaient amèrement de s'être enrichi par la concussion pendant la guerre. La vérité était que Butler, après l'occupation de la Nouvelle-Orléans par la flotte de l'amiral Farragut, avait déclaré prise de guerre les navires sous pavillon confédéré qui se trouvaient alors dans le port, qu'il avait ainsi fait répartir à titre de butin 6 millions de francs entre les officiers et matelots de l'escadre, et qu'il avait réclamé pour son compte et obtenu près de 500,000 francs. L'exercice de sa profession lui avait en outre rapporté des sommes considérables,et l'on évaluait sa fortune à plusieurs millions.

Tels étaient les antécédens de l'homme qui entreprenait de relever le parti démocrate dans l'état de Massachussets inféodé jusqu'alors aux républicains, d'en prendre la direction, de se faire nommer gouverneur et de poser sa candidature à la présidence de l'Union. Ce fut le 30 août dernier, à Lowell, dans un *meeting* public, que le général Butler annonça hautement ses projets de rallier en un faisceau commun les forces du parti démocrate, les *greenbackers* et les socialistes, pour combattre à leur tête le parti républicain, qui le considérait comme un de ses adhérens les plus compromis. Si nous insistons de préférence sur les détails de la campagne électorale dans le Massachussets, c'est que l'évolution hardie de Butler et la notoriété du candidat lui donnent un intérêt particulier, et qu'elle nous semble résumer, mieux que toute autre, ce qui se passait alors dans chacun des états appelés à procéder à des élections générales. Si la lutte était partout engagée sur le terrain que nous avons défini, si partout les mêmes passions se trouvaient en présence, nulle part elles ne s'accusaient avec autant de netteté et n'avaient plus de retentissement.

III.

Lowell, ville essentiellement manufacturière, était tout acquise à Butler, qu'elle considérait comme une illustration locale. Il y avait passé sa jeunesse, et, depuis, arrivé à la fortune et à la notoriété, il s'était établi aux environs, dans une luxueuse campagne qu'il avait fait aménager avec goût. Les nombreux ouvriers de la ville voyaient en lui leur chef et leur représentant, l'adversaire des capitalistes de Boston, propriétaires des usines de Lowell. Le *meeting* auquel les convoquait Butler avait ostensiblement pour but de lui permettre de rendre compte de ses actes au congrès comme sénateur; en réalité il s'agissait de poser officiellement sa candidature au poste de gouverneur de l'état et de rompre en visière avec le parti républicain. Ses nombreux amis de Boston étaient prévenus et, au moment même où s'ouvrait la séance, un télégramme, adressé à Lowell, annonçait qu'à Boston une salve de cent coups de canon saluait le grand orateur et le grand patriote. Rien, on le voit, n'était négligé quant à la mise en scène. Dans un discours habile, tour à tour humoristique, grave, pathétique et railleur, le général Butler entretint ses auditeurs des doutes et des préoccupations que lui causait depuis longtemps la direction imprévue donnée aux affaires politiques par le parti républicain. « L'élection de Hayes, dit-il, lui avait ouvert les yeux. » La majorité était incontestablement acquise à Tilden; pour la première fois, dans une élection présidentielle, on avait vu la décision remise à une commission électorale composée d'hommes politiques choisis dans les rangs de l'un des deux partis qui se disputaient le pouvoir. L'enquête avait mis à jour des manœuvres honteuses, et pour tout homme de bonne foi, le président actuel occupait une place à laquelle il n'avait aucun droit. Passant ensuite en revue les principaux actes de l'administration républicaine, l'orateur critiqua amèrement les négociations avec l'Angleterre au sujet des pêcheries du Canada, le tarif protectionniste et la politique financière. Il en dit assez pour satisfaire les démocrates, flatter les *greenbackers* et les socialistes en quête d'un candidat possible, et s'assurer les votes des étrangers naturalisés en accusant le gouvernement de ne pas faire respecter les droits des Allemands devenus Américains, que la Prusse prétendait astreindre au service militaire quand ils rentraient dans leur ancienne patrie.

Récapitulant ensuite les actes de sa vie politique, il se dit prêt à remettre à son successeur au congrès le mandat qu'il avait reçu de ses constituans. « Nous vous nommerons gouverneur, Ben! » s'écria l'un des auditeurs. — Vous pourriez faire pis, répliqua-t-il;

un gouverneur est payé 5,000 dollars, ce n'est pas un poste à envier comme émolumens. — Nous vous ferons président de la république ! — Si cela vous convient, soit. Les journaux publient partout que je gagne 100,000 dollars par an ; pour une fois, ils ne mentent pas. En ce qui me concerne, je suis prêt à renoncer à ma profession s'il vous plaît de me nommer gouverneur. Comptez sur moi comme je compte sur vous. »

Ce n'étaient là que les préliminaires, en quelque sorte classiques, de la campagne entreprise par Butler. Son discours, reproduit par les journaux, accompagné de commentaires élogieux ou injurieux, devait être suivi de beaucoup d'autres, mais les paroles ne suffisaient pas ; il fallait agir, et Butler avait affaire à forte partie. Il le savait, mais ce n'était pas l'audace qui lui faisait défaut.

Toute élection aux États-Unis traverse trois phases distinctes. Le candidat commence par faire sa profession de foi dans un *meeting* public, où ses partisans se réunissent en nombre suffisant pour tenir ses adversaires en échec. Il se met alors en route, et pendant des semaines, voyageant de ville en ville, de village en village, il parle chaque jour et plusieurs fois par jour, loue des salles, paie des agens, subventionne la presse, multiplie sur les murs les affiches et les placards. Pour faire face à ces frais, le candidat ne peut compter que sur lui-même et sur le concours plus ou moins désintéressé de ses amis. Cette première campagne a pour but de s'assurer la nomination de délégués favorables. Ces délégués sont choisis par les adhérens au parti dont il sollicite les suffrages et se réunissent en convention dans une ville désignée à l'avance. Le nombre de ces délégués est proportionnel au chiffre des électeurs. Le vote de la convention détermine celui des candidats qui réunit la pluralité des suffrages. Il faut donc s'assurer ces délégués, obtenir dans la convention la majorité des voix et, alors seulement, représentant attitré du parti, disputer au candidat adverse les suffrages populaires.

Dans cette troisième phase, la lutte, plus circonscrite, est aussi plus ardente, mais l'élu de la convention a pour lui l'appui de son parti et les ressources financières et autres dont ce parti dispose. L'argent joue un rôle important, et le candidat du parti alors au pouvoir a sur son concurrent un grand avantage. On sait qu'aux États-Unis les fonctionnaires changent avec l'administration. A tous les degrés de l'échelle, ils sont donc intéressés à la soutenir. L'usage s'est introduit de prélever sur leurs appointemens un tant pour cent versé à la caisse du parti et destiné à faire face aux frais considérables qu'entraînent les élections. Le candidat de l'opposition n'a pas cette ressource, il lui faut faire appel au zèle de ses partisans. Tous ceux qui attendent de son suc-

cès une place, un emploi quelconque, versent une somme proportionnée à leurs aspirations. Plus ses chances sont cotées haut, plus la caisse se remplit, l'espoir dénoue les cordons de la bourse et, pour beaucoup, la contribution n'est qu'un placement, parfois aventuré, mais dont ils comptent tirer de gros intérêts.

Ce n'était pas sur les capitalistes de Boston que le général Butler pouvait faire fond. La plupart de ses adhérens avaient plus de bonne volonté que de dollars. A cette cause d'infériorité s'en ajoutait une autre. Dans le parti démocrate, les opinions étaient divisées. Une fraction importante n'accueillait qu'avec une répugnance marquée les avances de Butler. Le rôle qu'il avait joué dans la guerre de sécession lui aliénait ceux qui sympathisaient avec le sud. On lui reprochait ses défections politiques et son alliance avec les socialistes. Les dissidens lui opposaient le juge Abbott, dont ils soutenaient la candidature auprès de la convention appelée à se réunir à Worcester, dans le Mechanic's Hall. Les délégués convoqués dans cette ville se partageaient en deux camps, mais les partisans d'Abbott avaient pris la précaution de louer d'avance toutes les chambres du Bay-State House, vaste hôtel voisin du Mechanic's Hall, afin d'être en mesure d'occuper dès le matin la salle de la convention. Leur plan était de composer le bureau d'hommes sûrs, et, sous prétexte de vérification des pouvoirs, d'exclure les délégués favorables à Butler. Pour plus de sécurité, ils s'étaient fait remettre les clés du local situé au premier étage.

Prévenu de la tactique de ses concurrens, l'agent électoral de Butler prit des mesures en conséquence. Ses délégués, convoqués dans la nuit, se dirigèrent au nombre de plusieurs centaines sur le Mechanic's Hall; des échelles appliquées aux murs permirent d'atteindre les fenêtres de la salle. Un à un et sans bruit les délégués y pénétrèrent, et à cinq heures du matin, ils l'occupaient. A l'aide de cordes, on hissa des bourriches de vivres, des provisions et des armes que des affidés apportaient du dehors; lorsqu'au jour les délégués favorables au juge Abbott vinrent pour siéger, ils trouvèrent la salle barricadée à l'intérieur, la place approvisionnée, en état de soutenir un siège et de résister à un blocus prolongé. Un comité fut chargé de se rendre auprès du maire et de lui demander d'expulser les envahisseurs. La police reçut ordre d'agir, mais on avait affaire à forte partie et on dut recourir aux troupes. Deux compagnies de milice se dirigèrent sur le Mechanic's Hall et tentèrent l'escalade, mais les assiégés renversèrent les échelles. Le maire seul fut admis en parlementaire dans la salle. Il somma les assistans de se retirer, mais ils lui opposèrent un refus péremptoire, se déclarant résolus à repousser la force par la force. Tous étaient armés et décidés à une résistance énergique. Après de nombreux pourparlers, le ma-

gistrat, convaincu de son impuissance, adressa au comité du juge Abbott la lettre suivante :

« Worcester, 17 septembre 1878.

« A MM. GEORGE HILL, G. F. AVERY ET AUTRES.

« Messieurs,

« Un certain nombre de personnes se sont emparées de la salle de la convention démocratique ce matin entre quatre et six heures. En ce moment (onze heures), elles en gardent possession. Je les ai sommées, au nom du comité central, de l'évacuer, mais elles s'y refusent absolument et, dans mon opinion, on n'y réussira que par un siège en règle et en risquant nombre d'existences.

« CHARLES B. PRATT,
« Maire. »

Le comité, exaspéré, insista pour donner l'assaut, mais les autorités reculaient devant les conséquences d'une pareille tentative; au dehors, l'attitude de la populace n'était rien moins que rassurante. Dans la nuit, une foule d'ouvriers favorables à Butler avaient envahi la ville et semblaient disposés à prêter main-forte aux assiégés. Le comité dut renoncer à engager la lutte; il déclara la convocation nulle et non avenue et ajourna la convention à Boston, où, dit le président, des mesures énergiques seraient prises pour prévenir un coup de main. Pendant ce temps les délégués, restés maîtres de la place, procédaient à une organisation régulière. On nomma un président, des secrétaires et des assesseurs, une commission fut chargée de la vérification des pouvoirs, et on fit l'appel nominal. La convention se déclara légalement constituée, en nombre pour délibérer, 973 délégués sur 1,250 étant présens. On feignit de s'étonner de l'absence non motivée des autres, puis Butler fut proclamé à l'unanimité candidat du parti démocrate pour les fonctions de gouverneur. A quatre heures de l'après-midi, on se sépara.

Ce coup de main hardi donnait la mesure de ce que Butler et ses partisans pouvaient tenter; il lui assurait aussi le prestige qui s'attache à la force et à l'audace, et qu'apprécient tout particulièrement aux États-Unis les « politiciens » de profession, peu soucieux de se mettre à la remorque d'un chef timide et scrupuleux. Pour les électeurs, la convention avait été convoquée à Worcester, elle s'y était tenue; les deux partis avaient manœuvré pour s'en rendre maîtres, les « Butleristes » l'emportaient, la nomination était valable, Butler devait être soutenu. Quant à l'ajournement à Boston, décidé par le comité du juge Abbott, il était illégal, sans objet; la

partie était jouée et gagnée, on faisait acte de trahison en essayant de diviser les voix du parti et d'opposer convention à convention. Les délégués dissidens étaient d'ailleurs sans pouvoir pour en tenir une nouvelle, puisqu'ils ne possédaient pas la majorité et que 973 sur 1,250 avaient voté pour Butler.

Ce résultat, immédiatement connu à Boston, y causa une profonde sensation. Le parti républicain et l'aristocratie financière, unis et maîtres des élections depuis dix-huit ans, se sentaient en présence d'un candidat redoutable, grandi par un premier succès. Ils comptaient toutefois sur les divisions des démocrates. Les partisans du juge Abbott, le juge lui-même, déclaraient hautement qu'ils voteraient pour le candidat républicain plutôt que de laisser nommer Butler. Les vieilles haines se réveillaient plus intenses que jamais. Les menaces des socialistes et les théories des *greenbackers* effrayaient les capitalistes, bien décidés à ne ménager ni leurs efforts, ni leur argent pour faire échouer leur adversaire. Butler, de son côté, encouragé par le succès de sa campagne de Worcester, ne négligeait rien pour le rendre définitif. Il établit son quartier général au centre même de Boston. Mac Davit, son secrétaire et son agent électoral, qui avait tout conduit dans la convention, dirigeait une armée d'agens inférieurs disséminés dans l'état et dont les rapports, soigneusement contrôlés, tenaient jour par jour le général au courant. Un comité spécial, composé d'électeurs influens, dévoués à Butler et personnellement intéressés à son élection, siégeait en permanence, entretenant et stimulant l'agitation dans les classes ouvrières, dans la presse et dans l'opinion publique au moyen d'orateurs populaires, d'articles passionnés, d'extraits de journaux et de gigantesques placards apposés sur les murs ou promenés dans les rues.

Dans tous les états de l'Union, on suivait avec attention la campagne audacieuse entreprise par Butler. On ne croyait pas à son succès. Chercher à détacher du parti républicain l'état de Massachussets, qui en était la clé de voûte, paraissait une tentative insensée, mais aussi un signe des temps. Le parti démocrate lui-même doutait de la nomination de Butler, mais c'était déjà beaucoup que de disputer la victoire aux républicains et d'oser se mesurer avec eux sur un pareil terrain. Le nombre total des électeurs de l'état était de 240,000. Le parti républicain avait obtenu plus de 140,000 suffrages aux élections précédentes et s'autorisait de la scission du parti démocrate pour grossir ce chiffre des adhérens du juge Abbott. D'autre part, le comité de Butler prédisait des défections dans les rangs des républicains par suite de la question financière; il estimait que Butler pourrait rallier 70,000 démocrates, 35,000 *greenbackers* et socialistes et 30,000 électeurs répu-

blicains. La presse de New-York enregistrait les moindres incidens; les reporters des grands journaux affluaient à Boston et tenaient leurs lecteurs au courant de leurs fréquentes entrevues avec Butler. On sait qu'aux États-Unis un homme politique ne peut se soustraire à ce genre d'inquisition et que mal lui prendrait d'éconduire ces visiteurs importuns, mais toujours ménagés. Le compte rendu d'un entretien entre le *reporter* du *Herald* et le général donnera une idée de ce genre d'enquête, qui rappelle par la forme l'interrogatoire d'un prévenu par le juge d'instruction :

« Je trouvai Butler, lundi soir, dans le salon n° 1 de l'hôtel de la cinquième avenue. Le général venait d'arriver à l'instant après un voyage de trente-six heures en chemin de fer. Il était évidemment très fatigué, mais me parut content du résultat de sa tournée et de l'accueil fait aux nombreux discours qu'il avait prononcés. Je lui demandai ce qu'il pensait de ses chances.

— Je sais que j'ai de grands obstacles à surmonter, et si je ne comptais que sur moi-même, je serais fort indécis, mais le peuple veut un changement; il a la conviction que, si cela dépend de moi, il l'aura. C'est pour lui que je lutte.

— Sur quelle classe de la population vous appuyez-vous?

— Sur ceux qui pensent et réfléchissent, sur ceux qui ont à cœur l'intérêt public en dehors de toutes considérations sociales, sur ceux qui plient sous le fardeau des taxes et qui blâment les dépenses extravagantes de l'administration républicaine.

— Quels sont vos adversaires?

— Les capitalistes, ceux qui prêtent de l'argent sur hypothèque, ou qui sont intéressés dans les banques.

— Êtes-vous satisfait du résultat de la convention de Worcester?

— J'aurais grand tort de ne pas l'être. Les trois quarts des délégués, 973 sur 1,250, ont voté pour moi.

— Êtes-vous personnellement pour quelque chose dans le coup de main de Worcester?

— Absolument pour rien. Le comité central avait décidé d'exclure de la convention tous ceux des délégués qui m'étaient favorables. Ceux-ci ont pris possession de la salle; ils étaient dans leur droit, étant les plus nombreux. Les dissidens se sont ajournés à Boston.

— Que feront-ils?

— Ils désigneront un autre candidat, puis ils l'abandonneront au moment de l'élection et voteront avec les républicains s'ils ne voient pas d'autre moyen d'empêcher ma nomination. Le juge Abbott, leur chef, le dit à qui veut l'entendre.

— Vous croyez possible une fusion entre les démocrates dissidens et les républicains?

— Je crois qu'elle ne sera que temporaire, mais elle se fera.

— Admettons que vous soyez élu, quelle influence exercera votre élection sur le vote des autres états?

— Mon succès dans le Massachussets porterait un coup terrible au parti républicain. Il prouverait que la masse de la population veut une réforme. Je crois que les états de New-York, de Pensylvanie et autres entreraient dans la même voie. Le Maine a déjà donné le signal d'un revirement nécessaire.

— Où croyez-vous que les *greenbackers* l'emportent?

— Dans les districts agricoles de l'est et de l'ouest.

— Pensez-vous qu'ici ils disposent d'un vote considérable?

— Oui, environ un tiers des suffrages, peut-être même plus.

— Votre parti est divisé, vos adversaires en profiteront.

— Sans nul doute. J'ai contre moi, outre les capitalistes, les chefs du parti démocrate. Ils redoutent que ma nomination de gouverneur ne me désigne comme candidat à la présidence. Ce n'est pas qu'ils blâment les réformes dont je prends l'initiative; ils voudraient les effectuer eux-mêmes et en réclamer l'honneur. Quant aux républicains, ils craignent que je ne dévoile les actes de corruption dont ils se sont rendus coupables à l'occasion de l'élection de Hayes.

— Que pensez-vous de la liste adoptée par le parti républicain?

— Il était difficile de faire de meilleurs choix. Le sentiment du danger qui le menace lui a fait mettre en ligne les hommes les moins compromis et ceux qui ont le plus de chance de l'emporter. Jusqu'ici il manœuvre très habilement, mais je lui disputerai le terrain pied à pied. »

Le candidat que le parti républicain opposait à Butler, Talbot, jouissait en effet dans tout l'état d'une légitime popularité et, moins que tout autre, prêtait le flanc à ces attaques violentes et personnelles si fréquentes dans les élections aux États-Unis. Butler jugeait sainement la situation. Les républicains se sentaient menacés, non-seulement dans l'état de Massachussets, mais dans les états de l'ouest et du sud, où le parti démocrate faisait de rapides progrès. Dans la Virginie, Beale et Johnston, ex-généraux de l'armée confédérée, étaient portés comme candidats. Ces noms bien connus réveillaient les souvenirs de la guerre de sécession et prouvaient les rancunes persistantes du sud. A Washington, Isaac Cohen, disciple de Kearney, le célèbre agitateur de San Francisco, groupait autour de lui de nombreux partisans, organisait le parti socialiste, proclamait l'antagonisme entre le travail et le capital, et poussait à une grève générale. Son attitude menaçante obligeait les autorités fédérales à concentrer des troupes autour du Capitole. Les nègres soutenaient Cohen, séduits par ces théories

nouvelles pour eux et toujours avides de manifestations bruyantes.

Les républicains accusaient le parti démocrate de fomenter ces troubles; ils lui reprochaient ses sympathies, son alliance même avec ces énergumènes de bas étage, et lui attribuaient l'intention, s'il triomphait, de faire voter par le congrès une indemnité d'un milliard et demi de francs en faveur des anciens propriétaires d'esclaves. Loin de se défendre de cette dernière accusation, les démocrates s'en servaient pour gagner du terrain dans le sud. Ils laissaient même entendre que, dans la campagne présidentielle de 1880, ils ne seraient pas éloignés d'appuyer la candidature d'un homme du sud; quelques-uns des chefs politiques du parti préconisaient cette concession, qu'ils estimaient de nature à consolider l'Union et à effacer les dernières traces des discordes civiles.

Sur ce dernier point, Butler se renfermait dans un silence prudent. Candidat éventuel à la présidence, il se refusait à toute explication qui l'eût entraîné trop loin et enchaîné sa liberté d'action. Il se maintenait exclusivement sur le terrain social, évitant la question politique, désireux de conserver l'appui des électeurs républicains qui l'avaient précédemment élu, ainsi que le concours d'une fraction considérable du parti démocrate uni aux *greenbackers* et aux socialistes, impatiens de réformes, ennemis de l'aristocratie financière et des capitalistes. De part et d'autre on se disputait l'appoint du vote étranger, c'est-à-dire des Irlandais et des Allemands naturalisés, dont le concours pendant la guerre de sécession avait puissamment contribué au triomphe du nord. Leur ancien général exerçait sur eux un grand ascendant, et ils étaient aussi disposés à le suivre dans sa campagne électorale qu'ils l'avaient fait autrefois sur les champs de bataille. Au fond ils se préoccupaient peu des rivalités politiques, et la lutte des partis leur était assez indifférente. Relégués pour la plupart dans les rangs populaires, ils étaient plus soucieux des questions sociales qui les touchaient de près que des théories à l'aide desquelles on expliquait, sans y remédier, une gêne croissante. La population allemande avait fort à cœur les mesures rigoureuses prises par la Prusse contre ses anciens sujets qui arguaient de leur naturalisation pour se soustraire au service militaire. De nombreuses réclamations avaient été adressées à ce sujet au ministre des États-Unis à Berlin. La presse démocrate mettait l'administration en demeure de protéger ces nouveaux citoyens, mais sur ce point la Prusse ne voulait rien entendre. L'émigration avait pris chez elle des développemens tels, par suite de la misère et de la rigueur des lois militaires, que l'on comptait déjà aux États-Unis en 1870 1,700,000 émigrés allemands naturalisés, soit un tiers du chiffre total des étrangers. Depuis, ce nombre s'était encore considérablement accru, et le gouverne-

ment impérial, préoccupé de cet exode, comprenait que, si le fait de la naturalisation américaine exemptait de l'impôt du sang, bon nombre de ses sujets auraient recours à ce moyen et s'affranchiraient, eux d'abord, et leurs enfans ensuite, d'une lourde obligation. N'avait-on pas vu en 1869, lors de l'élection du gouverneur de New-York, le juge Mac Kunn naturaliser en vingt et un jours quarante mille étrangers, ainsi convertis, à raison de deux par minute, en citoyens américains et en électeurs? Il est vrai qu'ils s'engageaient d'avance à voter pour le candidat du parti auquel appartenait le juge, et que cet appoint considérable avait déterminé la victoire. Les autorités allemandes se refusaient à prendre au sérieux une naturalisation aussi peu compliquée; elles maintenaient leurs exigences, et tout émigré rentré était tenu de prouver qu'il avait satisfait à la loi militaire en Allemagne, faute de quoi il était immédiatement incorporé.

Le ministre américain à Berlin, assailli de réclamations, demandait des instructions à Washington, et le secrétaire d'état impuissant prévenait les Allemands naturalisés des dangers auxquels les exposait même une courte visite en Europe et les invitait à s'abstenir. Le parti démocrate reprochait au gouvernement son inertie. N'ayant ni le pouvoir ni la responsabilité, il usait largement du droit de critique; il affirmait dans ses journaux que le jour où il reviendrait aux affaires, il mettrait fin à un pareil état de choses et saurait faire respecter les droits des citoyens américains. N'était-ce pas lui, répétaient ses orateurs, qui, en 1812, avait déclaré la guerre à l'Angleterre plutôt que de lui permettre de reprendre à bord des navires américains les matelots anglais naturalisés? Ce qu'il avait fait contre la première puissance maritime du monde, alors que l'Union ne comptait pas 10 millions d'habitans, il saurait bien l'entreprendre et parler haut aujourd'hui.

Vainement les chefs du parti républicain représentaient aux Allemands qu'en votant pour les démocrates ils mettaient en péril les résultats obtenus par la guerre de sécession, que le triomphe de ces derniers équivaudrait à l'abrogation des amendemens constitutionnels, que le vote d'une indemnité en faveur du sud serait une violation de ces mêmes amendemens et pèserait lourdement sur les finances fédérales; ces argumens ne pénétraient pas dans les masses, bien autrement séduites par les promesses de leurs adversaires.

Kearney, l'agitateur de San Francisco, l'ennemi déclaré des capitalistes et des Chinois, qu'il confondait dans une haine commune, venait d'arriver à New-York, précédé d'une notoriété bruyante et du prestige de son succès dans les élections californiennes (1).

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1878.

L'ancien charretier, devenu l'un des chefs du parti socialiste, visitait les états de l'est, en quête d'un homme politique disposé à accepter ses idées, assez hardi pour se mettre à la tête du mouvement, assez connu pour lui apporter l'autorité de son nom et de son influence, assez ambitieux pour viser haut, habile et sans scrupule. Butler lui semblait remplir ces conditions. Le coup de main énergique qui l'avait rendu maître de la convention de Worcester, son évolution audacieuse, sa haine contre l'aristocratie financière de Boston et sa campagne entreprise avec les *greenbackers* et les socialistes, avaient éveillé l'attention de Kearney. Après s'être consulté avec les notabilités socialistes de New-York et de Chicago, il se rendit à Boston pour conférer avec Butler et lui offrir son concours.

Butler était trop intelligent et trop expérimenté pour adopter les théories chimériques et les idées impraticables de Kearney, mais il était serré de trop près pour refuser les offres de ce collaborateur populaire, bien que compromettant. La lutte prenait un caractère d'intensité tel que rien n'était à négliger. Butler s'appuyait sur les classes populaires, mais ses adversaires disposaient de moyens d'influence que son parti ne pouvait mettre à sa disposition. Les banques, les compagnies d'assurances et de chemins de fer coalisées contre lui ne reculaient devant aucun sacrifice d'argent pour le combattre, et, sur ce terrain, Butler, si riche qu'il fût, ne pouvait leur tenir tête. Sans donc s'engager trop avant, il accueillit Kearney avec bienveillance, écouta sans sourciller les projets de l'agitateur, s'y montra favorable, et lui traça un plan de campagne. A la suite de cette entrevue, Kearney convoqua un *meeting* public auquel se rendit une foule considérable, curieuse d'entendre cet orateur dont le nom était dans toutes les bouches et que la haine maladroite de ses ennemis grandissait bien plus encore que l'admiration de ses partisans. Devant cinq ou six mille auditeurs, il refit à Newark son éternel discours, dénonçant successivement la corruption administrative, les banques nationales, la presse vendue aux capitalistes et les Chinois. Abordant la question politique, il se déclara partisan de la candidature de Butler : « Lui seul, s'écria-t-il, saura faire rendre gorge à ces capitalistes repus, à ces fils de Satan. Avec l'aide de Dieu nous le nommerons gouverneur, puis président. Nous sommes les plus nombreux : emparons-nous du pouvoir, inondons les États-Unis de *greenbacks*, alors seulement et ainsi seulement nous aurons raison des banques, des corporations, des compagnies qui écrasent l'ouvrier et le font mourir de faim. La force, c'est vous ; le droit, c'est vous ; la loi, c'est vous ; osez agir et vous pouvez tout. »

Si ces déclamations violentes flattaient les pires instincts de la populace, elles avaient aussi pour effet de faire réfléchir les

classes moyennes, et les adversaires de Butler s'empressaient de reproduire dans leurs journaux les divagations de Kearney et de les répandre par tous les moyens possibles. Butler s'efforçait de ramener son imprudent collaborateur à une appréciation plus saine du terrain sur lequel il manœuvrait, mais Kearney n'entendait rien et ne voulait rien entendre à toutes ces subtilités. Grisé par les applaudissemens, habitué aux excès de langage et aux dénonciations brutales qui avaient le don de ravir et d'entraîner les *roughs* de San Francisco, il reprochait à Butler de manquer d'audace, d'être plus politique que novateur, et, stimulé par son entourage, il continuait à jouer le jeu de ses ennemis, dépassant toute mesure, alarmant tous les intérêts et prêchant l'universel chaos, dernier mot de ses allocutions insensées.

Dans l'état du Maine, limitrophe du Massachussets, la lutte n'était pas moins vive. Le parti démocrate, uni aux *greenbackers*, y disputait la victoire aux républicains jusqu'ici maîtres incontestés des suffrages. On attendait avec anxiété le résultat de ces élections qui avaient lieu au commencement de septembre, six semaines avant celles de la plupart des autres états, et qui constatèrent les progrès considérables des *greenbackers*. Ils réussirent à faire nommer cinquante-sept de leurs candidats à l'assemblée législative et vingt-neuf démocrates. Les républicains n'obtenaient que soixante-cinq sièges contre quatre-vingt-six conquis par leurs adversaires coalisés. Le Maine faisait défection, et cet exemple donné par l'un des états agricoles les plus riches de l'Union menaçait d'entraîner l'ouest, d'encourager le sud et de mettre les républicains en minorité.

Le terrain de la lutte se rétrécissait de plus en plus, et la question financière devenait, ainsi que l'indiquaient les élections du Maine, le vrai champ de bataille des deux partis. D'une part les républicains, appuyés sur les banques nationales disposant de deux milliards et demi de capital primitif, de quatre milliards de dépôts, et de l'autre les démocrates alliés aux *greenbackers*, héritiers des traditions de Jackson, réclamant l'abolition des privilèges conférés par la loi aux grandes institutions financières, et la substitution du papier de l'état à celui des banques. Telle était, en résumé, la thèse soutenue par ces derniers, désireux d'écarter de leur programme les théories subversives des socialistes comme Kearney et autres. Partout ils répudiaient ces alliés compromettans, et Butler lui-même sentait les dangers qu'ils lui faisaient courir. Mais il était trop tard, et la partie était trop engagée pour risquer à la dernière heure une rupture qui lui enlèverait des votes sans lui en assurer la compensation.

Le 5 novembre, les élections eurent lieu dans trente états et le résultat dépassa les espérances du parti démocrate, bien que sur

deux points il subit une défaite sensible. Dans le Massachusetts, Butler fut battu par 15,000 voix; au dernier moment, Abbott et ses électeurs votèrent pour le candidat républicain, ainsi qu'on le prévoyait. L'état de New-York donna la majorité au parti républicain. Le sud tout entier vota pour les démocrates. Une partie des états de l'ouest se déclara pour eux, et ils obtinrent dans le nord des succès partiels. Au sénat, ils firent nommer 42 de leurs candidats contre 33 républicains. Dans la chambre des représentans, ils emportèrent 124 sièges contre 91 donnés à leurs adversaires, désormais en minorité dans les deux assemblées et conséquemment dans le congrès. Mais ce qui frappait le plus l'opinion publique, c'était le réveil menaçant du sud, donnant partout d'écrasantes majorités au parti démocrate et ralliant dans un puissant effort le vote nègre et le vote blanc. Jusqu'ici l'un contre-balançait l'autre; appuyés sur les noirs, les républicains avaient réussi à obtenir dans le sud soit une faible majorité, soit une imposante minorité. Il n'en était plus de même; les anciens maîtres et les anciens esclaves faisaient cause commune et assuraient le succès de l'opposition. Les chefs du parti républicain ne s'y trompèrent pas. Les élections de 1878 présageaient leur défaite dans l'élection présidentielle de 1880.

Pour conjurer le péril qui les menace, ramener à eux l'opinion publique qui les abandonne, ils ont fort à faire, et le temps presse; mais ils ne sont pas hommes à désespérer d'une partie, même compromise, et, dès le lendemain des élections générales, ils se mettaient à l'œuvre pour rallier leurs partisans ébranlés. Si, dans la campagne présidentielle, la lutte n'est ni moins vive ni moins passionnée que pour les nominations au congrès, le terrain n'est plus le même, et les influences locales jouent un moindre rôle. Le prestige personnel du candidat, les services rendus par lui agissent sur l'esprit d'un certain nombre d'électeurs, indécis entre les deux partis, indifférens aux luttes politiques et qui votent pour un homme célèbre par cela seul qu'il est célèbre, sans se préoccuper autrement des idées qu'il représente ou des tendances de ceux qui le mettent en avant. Les républicains l'ont compris, et, sans hésiter, sans même prendre le temps de se concerter, ils ont prononcé le nom du général Grant. Dans tous les états inféodés aux républicains, le mouvement a été spontané. Grant seul pouvait sauver le parti menacé, rallier les hésitans et les indifférens, lutter avec succès contre le candidat démocrate.

Quel serait ce dernier? On l'ignorait, on l'ignore encore. Le parti démocrate ne compte pas dans ses rangs de noms illustres. Ses chefs sont peu connus en Europe, et aux États-Unis même leur notoriété est limitée. Exclus du pouvoir depuis dix-huit ans, leur

rôle a été celui d'une opposition souvent habile et éloquente, mais longtemps impuissante. Tilden seul, candidat à la dernière élection présidentielle, doit à son insuccès contesté une certaine renommée, mais il aurait contre lui les *greenbackers*. Sur la question financière, Tilden s'est ouvertement déclaré partisan de la reprise des paiemens en espèces, et on le soupçonne d'être sympathique au maintien des banques nationales. Dans la convention démocrate, il rencontrerait une vive opposition, et son nom ne saurait rallier toutes les forces du parti.

En dehors de lui, trois autres candidats sont possibles : Bayard, Thurman et Hendricks. Le premier serait un excellent président. Nature droite, loyale, courageuse, Bayard est entouré de nombreuses sympathies. Sénateur du Delaware, c'est-à-dire homme du sud, il serait assuré du vote unanime des états du sud qui constitue aujourd'hui la principale force du parti démocrate. Cette considération puissante déterminera peut-être la convention à l'opposer au général Grant. La seule objection que l'on puisse faire à sa nomination est que l'état qu'il représente ne dispose, vu le chiffre restreint de sa population et son exiguïté, que de trois votes présidentiels, qu'en outre le Delaware est acquis au parti démocrate quel que soit le candidat adopté, et qu'il y aurait avantage à choisir le représentant de l'un des grands états de l'ouest, tel que l'Ohio ou l'Illinois, qui, sur les trois cent soixante-neuf votes présidentiels en comptent respectivement vingt-deux et vingt et un.

On estime que le *Solid South*, le sud compact, votera unanimement pour le candidat démocrate. L'ouest est douteux. Si l'on parvenait à s'assurer soit l'Ohio, soit l'Illinois, le succès serait certain.

Thurman réunit ces conditions. Sénateur de l'Ohio, il l'entraînerait avec lui et très probablement aussi l'Illinois, mais dans l'est il trouverait une vive opposition, et l'état de New-York, qui dispose de trente-cinq voix présidentielles, accueillerait sa nomination avec moins de faveur que celle de Tilden ou de Bayard.

Quant à Hendricks, politicien consommé, il ne rallierait les suffrages de la convention que dans le cas où la lutte entre ses trois rivaux menacerait d'aboutir à une scission. C'est à un compromis de cette nature qu'Abraham Lincoln dut, en 1860, d'être désigné au troisième tour de scrutin candidat républicain, et, en raison même de son peu de notoriété, l'emporta sur Seward, Chase et Bates, chefs du parti.

Les démocrates ajourneront vraisemblablement une décision qui n'a rien d'urgent. La désignation de Grant comme candidat probable des républicains est un indice de la position critique de son parti et impose aux démocrates une circonspection dont ils ne se

relâcheront qu'au dernier moment. Si Grant a des partisans nombreux, il a aussi, dans son propre parti, de puissans adversaires, un entre autres, chef du parti allemand, naturalisé Américain, Carl Schurz, ministre de l'intérieur. Nous avons précédemment insisté sur l'influence de l'élément germanique aux États-Unis. La haute position qu'occupe dans l'administration actuelle son représentant attitré en est une preuve. Entre Carl Schurz et Grant existe une haine personnelle de longue date. L'*alien vote*, le vote des étrangers naturalisés, fera probablement défection à Grant; en tout cas il sera pour lui un sérieux obstacle dans la convention républicaine. Schurz lui suscite des concurrens : le général Sherman, son collègue au ministère des finances, célèbre par sa campagne du sud lors de la guerre de sécession ; James Garfield, représentant de l'Ohio; James Blaine, sénateur du Maine, Conkling, sénateur de New-York, meneurs habiles et éprouvés du parti républicain.

Aucun d'eux n'a pour lui l'illustration personnelle de Grant. Son absence des États-Unis, loin de lui nuire, n'a fait qu'augmenter son prestige. En dehors des luttes politiques quotidiennes, il a pu se renfermer dans le silence, éviter de se compromettre et de prendre des engagemens. Grant excelle à cet art difficile; son voyage lointain, son retour différé, son attitude modeste en présence des ovations bruyantes de ses partisans, sont peut-être les calculs d'une rare habileté politique.

Le 9 avril 1865, le général confédéré Lee, cerné par les troupes fédérales, n'ayant plus ni vivres ni munitions et ne possédant que 8,000 hommes à opposer aux 100,000 combattans de Grant, de Sheridan et de Sherman, dut se rendre à discrétion après une tentative héroïque pour forcer les lignes ennemies. Une entrevue eut lieu à Appomattox. Lee remit son épée au vainqueur qui, sans mot dire, s'inclina courtoisement et, tournant bride, se rendit à son quartier général. On raconte qu'en descendant de cheval, Grant qui n'avait pas encore ouvert la bouche, salua son état-major et dit : « Messieurs, la guerre est finie; je vous remercie. » Un de ses officiers s'écria : « Celui qui a forcé Richmond à capituler et qui a reçu l'épée de Lee a plus mérité de la république que Washington lui-même. » Comme Washington, Grant a été deux fois président. Est-il destiné à l'être encore et la fortune, amie des silencieux, lui réserve-t-elle l'honneur jusqu'ici refusé à ses prédécesseurs, d'occuper à trois reprises différentes le fauteuil de la présidence?

C. DE VARIGNY.

LE

CONGRÈS MÉDICAL D'AMSTERDAM

EN 1879

Il est facile de médire des congrès : ces réunions scientifiques, diplomatiques ou autres, prêtent le flanc à bien des reproches, à bien des railleries plus ou moins méritées. Mais, s'il est facile d'en dire du mal, il n'est pas difficile d'en dire du bien, et même beaucoup de bien. C'est le cas en particulier pour les congrès médicaux internationaux, qui, malgré les critiques, les entraves de toute sorte, ont fini par s'établir victorieusement dans les mœurs médicales. Ces réunions, qui reviennent tous les deux ans, pendant la saison des vacances et des voyages, ont réussi et réussiront encore. C'est une habitude prise, et, n'en déplaise aux partisans de l'isolement scientifique, cette habitude constitue un progrès.

On sait comment ont été institués pour la première fois ces congrès médicaux. L'idée en est venue à un certain nombre de médecins français en 1867 pendant l'exposition universelle de Paris. N'était-il pas tout naturel de profiter du séjour d'un grand nombre de médecins étrangers venus pour voir l'exposition universelle? L'occasion était bonne de se réunir en congrès, quoique le mot soit un peu solennel, afin de traiter les sujets qui intéressent le plus la médecine générale. Après la session de 1867 à Paris, il y eut d'autres sessions, à Florence (1869), à Vienne (1873), à Bruxelles (1875), à Genève (1877). Cette année, le congrès a eu lieu à Amsterdam. Le choix de cette ville était des plus heureux. Comme Genève, comme Florence, Amsterdam a été de tout temps une des *capitales de l'intelligence.* Aux temps où de sombres destinées planaient sur l'Europe, où la pensée libre était traquée et pourchassée de toutes parts, Amsterdam a été le refuge des savans, des philosophes de toutes les nations. Maintenant que ces temps d'intolérance n'existent plus et qu'il ne s'agit plus de donner un abri aux persécutés, Amsterdam peut encore offrir l'hospitalité aux savans, aux

médecins venus des pays les plus divers pour discuter les questions qui intéressent la santé des hommes.

Le président du congrès a été l'illustre physiologiste Donders, professeur à Utrecht. C'est lui qui a souhaité la bienvenue aux étrangers membres du congrès. Son discours a été prononcé en français, dans une langue claire et élégante. Il s'est attaché à montrer que tous les peuples avaient leur part dans l'œuvre scientifique commune. Dès la première séance, M. Donders a proposé de nommer M. Bouillaud président d'honneur du congrès, et cette motion a été adoptée avec enthousiasme. Il ne faut pas oublier en effet que M. Bouillaud, il y a plus d'un demi-siècle, a fait faire à la médecine des progrès considérables. Il a établi cette grande loi des relations entre les maladies du cœur et le rhumatisme, et, dans ses études sur l'encéphalite, il a, le premier, localisé dans certaines parties du cerveau la fonction du langage articulé. Il est juste que les jeunes gens n'oublient pas la gloire des vieux maîtres, et que les progrès rapides de la science d'aujourd'hui ne leur fassent pas négliger les conquêtes de la science d'autrefois. Les beaux travaux de M. Bouillaud appartiennent déjà à l'histoire, et il est juste qu'une réunion de médecins décerne à M. Bouillaud, leur maître à tous, la présidence honoraire.

Les travaux du congrès se divisent en deux séries. Le matin, les membres du congrès, réunis en différentes sections (médecine, chirurgie, accouchemens, biologie, médecine publique, psychiatrie, ophtalmologie, otologie, pharmacologie) écoutent les communications faites par l'un ou l'autre des membres. Pendant la journée, dans une assemblée générale, des questions générales sont traitées, et le plus souvent un orateur fait sur une question indiquée à l'avance un discours qui n'est pas suivi de discussion. On comprendra facilement que les séances des sections, où des discussions sérieuses s'engagent à propos des diverses communications, sont certainement les plus utiles; mais, par leur côté technique, elles échappent à l'appréciation des lecteurs de la *Revue*. Il en est de même des questions traitées en séances générales, et, sauf une ou deux que nous excepterons, il ne serait pas utile d'en parler ici.

Nous mentionnerons d'abord une conférence faite par M. le professeur Marey devant une assemblée où les dames étaient en grand nombre. M. Marey a exposé les faits nouveaux découverts par lui et relatifs à la circulation du sang. Grâce à des appareils extrêmement précis, il a pu mesurer la pression du sang dans les artères et dans les veines de l'homme. Depuis longtemps les physiologistes vivisecteurs pouvaient, en adaptant un tube dans l'artère ou la veine d'un animal vivant et en mettant ce tube en rapport avec du mercure, connaître exactement la pression du sang dans le système circulatoire de cet animal. Mais M. Marey a pu mesurer la pression du sang chez l'homme sans produire la moindre mutilation, et au moyen d'un appareil assez simple. On

conçoit quels services importans peut rendre dans le diagnostic ou le pronostic des maladies l'étude de la pression sanguine. Ce sont ces appareils et ces mesures que M. Marey a présentés aux personnes qui assistaient à sa conférence, et il est inutile d'ajouter que ce maître éminent a obtenu un très grand succès. Sa péroraison a été très touchante : « Il y a un peu plus de vingt ans, dit-il, il y avait à Paris un jeune homme travaillant tout seul à des expériences physiologiques. Loin de recevoir des encouragemens, il n'avait recueilli que des paroles désespérantes; on lui disait toujours que *cela était fait* ou bien que *cela ne menait à rien*. Bref il était sur le point de renoncer à des études si peu fructueuses. Or un physiologiste, illustre déjà, vint à passer à Paris; le jeune étudiant demanda à ce savant la faveur de l'entretenir de ses expériences. Le savant fut généreux au delà des limites vulgaires; pendant toute une journée, il causa avec l'étudiant, lui montra le bon et le mauvais côté de ses essais, lui ouvrit des horizons nouveaux, lui révéla, pour ainsi dire, la grandeur de la science dans laquelle il s'était essayé, de sorte que, le soir, après toute une journée d'entretien, quand le savant repartit pour Amsterdam, la vocation de l'étudiant était décidée, et il était résolu désormais à ne faire que de la physiologie. Aujourd'hui, dit M. Marey en se tournant vers le professeur Donders, l'étudiant vient remercier son maître et lui dire avec une pleine reconnaissance toute la gratitude qu'il lui a vouée. » On nous pardonnera sans doute de rapporter cet épisode qui honore également M. Donders et M. Marey.

Une autre conférence a été faite par M. Virchow sur les ruines de la vieille Troie à propos des récentes découvertes de Schliemann. Le sujet n'a rien de médical, mais M. Virchow qui, en anatomie pathologique et en médecine, a fait des travaux de premier ordre, est un homme presque universel. C'est aussi, comme on sait, un homme politique, orateur éloquent, très redouté du prince de Bismarck; je crois même qu'il y a une quinzaine d'années, à la suite d'un discours un peu vif du grand chancelier, M. Virchow lui a envoyé des témoins et un cartel. A Amsterdam, M. Virchow a été plus pacifique. Dans une de ses conférences, il a insisté, et avec raison suivant nous, sur la nécessité pour les médecins de commencer leurs études médicales par de fortes études littéraires. « Tout le monde ne peut pas, a-t-il dit, faire comme moi et se remettre, à soixante ans, à l'étude du grec de manière à lire Hippocrate dans le texte. Cependant il est clair qu'en étudiant les chefs-d'œuvre produits par les grands hommes de l'antiquité, le jeune homme qui doit devenir un savant s'imprègne de cet esprit profond et sage. Non, rien ne peut suppléer à l'éducation virile que donne la fréquentation des grands penseurs d'autrefois. » Il n'est pas sans intérêt de rapporter cette opinion de M. Virchow dans ce moment d'*utilitarisme*. On croit naïvement que le temps passé à étudier le grec ou le latin est du

temps perdu; c'est là une erreur qui serait funeste si elle était suivie d'une réforme en ce sens. Ce n'est pas tout que de savoir des faits, il faut encore une méthode de penser et d'écrire. Or les Grecs sont ceux qui ont le mieux pensé et le mieux écrit. On nous dit sans cesse qu'à l'étranger les études littéraires n'ont pas l'influence prépondérante qu'elles ont chez nous; on voit qu'il n'en est rien, puisqu'un des premiers savans de l'Allemagne reconnaît l'avantage de ces études premières qui donnent à l'esprit une direction et une discipline excellentes.

Un point très important traité au congrès d'Amsterdam de 1879, c'est l'uniformité des mesures et du langage à adopter en médecine. Autrefois, c'est-à-dire il y a près de trente ans, chaque pays avait ses mesures de dimension, de poids, de température; il n'en est plus de même aujourd'hui. Un grand progrès a été fait, car dans presque tous les pays on a adopté notre système métrique. En effet le système métrique présente des avantages incontestables; les mesures de poids, de volume et d'étendue sont corrélatives en ce sens qu'un centimètre cube d'eau pèse un gramme, etc. Tous les chiffres peuvent alors être ramenés à la même unité : le système décimal ainsi employé supprime des calculs longs, difficiles, et exposant à d'innombrables erreurs. En Hollande, en Russie, en Allemagne, en Italie, le système métrique a été adopté par tous les médecins. Mais il s'est trouvé un pays attaché à ses vieilles coutumes, et préférant une erreur nationale à un progrès étranger : dans ce pays on a persisté à employer les pouces, les yards, etc., toute cette nomenclature gothique faite non-seulement pour empêcher d'être compris, mais pour empêcher de comprendre. Les Anglais ont mis une sorte d'orgueil, alors qu'autour d'eux tout le monde adoptait le système décimal, à persister dans les systèmes de mesures du xv[e] siècle; il est probable cependant qu'ils se décideront enfin à ne pas rester en arrière. Déjà les Américains leur ont donné l'exemple, et, cette année, dans le congrès médical américain, grâce surtout aux efforts persévérans et tenaces du docteur Seguin, de New-York, on a adopté en principe le système métrique pour le langage médical. Les Anglais, qui se vantent volontiers d'être des gens pratiques, comprendront qu'à rester ainsi isolés ils perdront bien plus que leurs confrères de l'étranger, et que, s'il y a inconvénient pour nous, à ne pas pouvoir lire, faute d'un système de mesures convenable, les livres anglais, il y a bien plus d'inconvénient pour les Anglais à ne pas pouvoir lire les livres français, allemands, italiens. Ce n'est pas seulement l'adoption générale du système métrique qu'on a discutée, on s'est occupé aussi des moyens de rédiger une sorte de *codex* général de manière à ce que la prescription des médicamens se fasse suivant les mêmes formules, d'après les mêmes règles. Si l'uniformité absolue de la médecine est chose impossible, ce serait probablement chose facile pour la pharmacie. Le génie des chimistes français a fait que pour toutes les nations il n'y a qu'une seule langue

chimique. L'oxygène s'écrit O dans toutes les langues; l'hydrogène H, le soufre S, etc., et les composés d'oxygène, d'hydrogène et de soufre s'écrivent de la même manière. Il est donc naturel que pour les prescriptions pharmaceutiques on suive les mêmes règles, et ce ne serait sans doute pas un grand effort pour les médecins des divers pays que d'écrire en latin leurs ordonnances avec les quantités indiquées en grammes, centigrammes, etc. On aurait ainsi cet avantage d'avoir une sorte de langue universelle. Si ce rêve de Leibniz et de tant d'autres esprits éminens ne peut pas être réalisé pour la dénomination vulgaire des choses et la pratique de la langue usuelle, au moins peut-on espérer que dans le domaine scientifique cette langue universelle s'établira. La chose serait facile, et les congrès suivans n'auront que peu d'efforts à faire pour terminer l'œuvre de leurs devanciers.

Un autre point qui touche à l'uniformité du système métrique, c'est l'unité de la thermométrie. Depuis plusieurs années déjà, l'étude des variations de température dans les maladies a fait de tels progrès que c'est maintenant une des données les plus positives du diagnostic médical, en sorte que, soit pour reconnaître une maladie, soit pour prévoir une issue heureuse ou funeste, c'est la température du malade qu'il importe de connaître. L'inspection de la courbe de température, — on appelle ainsi la ligne qui sur du papier gradué réunit les chiffres des diverses températures prises jour par jour sur un malade, — permet de voir en un clin d'œil la marche d'une maladie. Or si l'on emploie des thermomètres différens du thermomètre centigrade ordinaire, à savoir les thermomètres Fahrenheit ou Réaumur, on a des résultats qui, comparables d'une manière absolue, ne peuvent en réalité être consultés avec profit qu'après avoir été ramenés à l'unité thermométrique qui est le thermomètre centigrade. Ainsi une observation prise en Angleterre, je suppose, avec le thermomètre Fahrenheit, ne pourra guère servir à un médecin français que s'il a converti les mesures obtenues en chiffres du thermomètre centigrade. Il y a naturellement un peu d'exagération dans ces difficultés, mais de fait, tous ceux qui essaient de lire des livres anglais comprendront bien les obstacles qu'imposent des unités de mesure différentes. Or rien n'est plus facile que de renoncer à toutes ces expressions barbares qui ne répondent plus au système métrique et qui jettent sans aucun profit le trouble dans la lecture des livres de science. Ce serait un bien étroit patriotisme que de se heurter à une routine, parce qu'elle est anglaise, et se refuser à un progrès, parce qu'il est français.

Nous n'entreprendrons pas l'énumération des questions scientifiques débattues dans le congrès d'Amsterdam, non plus que le récit des fêtes, concerts, spectacles, festins, qui, après les travaux sérieux, ont diverti les savans étrangers venus à Amsterdam. En effet, quelle que soit la valeur des discussions ou des communications, ce n'est pas dans

ces discussions ou ces communications mêmes que réside l'intérêt de ces réunions internationales. Certes à entendre des maîtres de tous les pays exposer avec clarté et concision les découvertes faites par eux, il y a, pour les plus jeunes comme pour les plus âgés, un véritable profit, mais enfin on peut dans les livres, dans les recueils périodiques, dans les comptes rendus des sociétés savantes, retrouver les vérités qu'ils professent : on peut même les étudier avec plus de loisir. Non, ce n'est pas là le véritable motif des conférences scientifiques internationales. La vraie raison est que l'on apprend ainsi à se connaître, et, par conséquent, quoi qu'en disent les sceptiques, à s'apprécier. Ce n'est pas dans les livres qu'on peut juger les hommes. Tel savant, dont on n'a entendu parler que par ouï-dire, et dont on a lu trop dédaigneusement peut-être les écrits, paraîtra, si on vient à causer avec lui, un tout autre homme. On sera disposé à le juger avec plus d'indulgence, et cette indulgence ne sera que justice. D'ailleurs rien n'est plus profitable que de pareils entretiens. Quelques instans de conversation avec un homme supérieur font plus pour le développement de l'esprit d'un jeune homme que la lecture d'un gros volume de ses œuvres. Dans une réunion scientifique comme celle d'Amsterdam, il y a une sorte de courant d'idées qui circule, et, sans savoir comment la chose se produit, on gagne à se trouver mêlé à ces idées. De même qu'à Paris l'esprit est contagieux, de sorte que sur le pavé de Paris tout le monde devient spirituel (les étrangers disaient cela au XVIII[e] siècle), de même dans un milieu scientifique comme un congrès, on prend des idées de science, et on comprend mieux l'inanité des coteries, des théories étroites et mesquines.

C'est qu'en effet la science aujourd'hui ne se fait pas comme il y a deux siècles : autrefois un grand savant mettait plusieurs années à produire un livre. Il travaillait silencieusement, obscurément, caché dans sa petite ville, et le résultat de ses labeurs n'était connu que d'un petit nombre d'initiés. Quelques élèves, quelques amis discrets, pendant longtemps, dix ans, vingt ans peut-être, jusqu'au moment de la publication du livre, composaient tout son public. Aujourd'hui les choses ont changé. Ces travailleurs solitaires n'existent plus. On ne voit plus apparaître ces livres imprévus révélant tout d'un coup une série complète de faits nouveaux et inconnus. Dès qu'un chercheur a trouvé un fait intéressant, il s'empresse de le publier, de le communiquer par la voie des journaux, ou des sociétés savantes, ou des leçons universitaires, au grand public scientifique. Le travail est devenu moins personnel, moins isolé. Ajoutons que le nombre des travailleurs est devenu bien plus considérable, de sorte que, si l'on compte moins de grands savans (cela même est encore douteux) qu'aux siècles précédens, on compte certes un plus grand nombre de découvertes. Mais la science s'est diffusée pour ainsi dire, et les hommes d'aujourd'hui qui découvrent quelque

chose doivent certainement plus à leurs contemporains que les hommes d'autrefois. Pour bien juger l'effort scientifique de ce siècle, il faut le juger d'après son œuvre plus que d'après ses hommes. Les congrès contribueront encore à rendre l'œuvre scientifique plus impersonnelle. Est-ce un bien, est-ce un mal? Il est assez difficile d'en décider; mais, quoi qu'il en soit, cette tendance à la démocratie scientifique ne peut guère être arrêtée, et très probablement elle ne fera que s'accentuer avec le développement des sociétés savantes, des recueils périodiques, des congrès internationaux ou nationaux.

Ces congrès ont un autre avantage, c'est qu'ils permettent dans une certaine mesure de comparer l'état scientifique de notre pays à celui des autres. Or, au congrès d'Amsterdam comme aux congrès précédens, la science française a tenu la place qu'elle doit occuper. D'abord la langue officielle de ces congrès a toujours été le français. Il importe que cette grande influence de la langue ne se perde pas, car une langue est le véhicule des idées, et la domination de la langue française entraîne la domination des idées françaises. Ceux qui ont craint d'aller à Amsterdam parce que des Allemands devaient s'y trouver ont été animés d'un patriotisme, sincère sans doute, mais étroit et dangereux. L'abstention des Français en effet aurait eu pour résultat d'assurer à la langue allemande une prédominance qu'elle n'a pas eue. Au contraire, comme les Français étaient très nombreux, comme il y avait beaucoup d'Italiens, de Belges, de Suisses, et comme tous les savans hollandais parlent le français avec facilité, il y a été parlé en somme beaucoup plus français qu'allemand. Espérons qu'il en sera toujours ainsi, et, si cette chimère d'une langue universelle ne peut pas être réalisée, tâchons au moins que la langue française soit la langue scientifique, comme elle est déjà la langue diplomatique.

Il ne faut cependant pas se faire d'illusions. Il y a en Allemagne beaucoup plus de savans qu'en France. Si nulle part, dans le monde entier, il n'est de ville produisant autant pour la science que Paris (tout le monde le reconnaît), cependant, si on réunissait tous les travaux publiés en Allemagne, ou au moins dans les pays parlant allemand, depuis Berne et Zurich jusqu'à Dorpat et Vienne, on arriverait peut-être à une somme de travaux supérieure à la somme des travaux produits en langue française. Aussi faut-il un effort vigoureux pour développer l'enseignement supérieur en France. Certes l'institution de laboratoires, de facultés, d'universités, est coûteuse, mais l'argent consacré à de telles œuvres fait la gloire d'un pays. On a fait beaucoup pour l'instruction primaire, Dieu nous garde de nous en plaindre! mais enfin ce n'est pas l'éducation des petits enfans qui fait faire les grandes découvertes et les belles œuvres. Cent mille marmots sachant épeler l'alphabet font moins pour la gloire de la France que l'œuvre de Lavoisier, de Bichat et de Cuvier.

CHARLES RICHET.

UN

NOUVEAU COMPLOT

CONTRE L'EMPIRE GERMANIQUE

Depuis que l'Allemagne est en possession d'une hégémonie que personne ne songe à lui contester, elle est travaillée par une sorte de fièvre intermittente, dont les crises reviennent à des époques fixes et à des intervalles malheureusement trop courts. Après avoir savouré quelque temps les douceurs que procurent à un peuple le sentiment de sa grandeur et la confiance qu'il a dans sa force, l'Allemagne se figure tout à coup ou l'on réussit à lui persuader qu'un grand danger la menace, que ses voisins de l'est ou de l'ouest en veulent à son bonheur ou à son honneur, qu'ils trament quelque noir complot contre sa sûreté. Une de ces crises regrettables et singulières vient de se produire au moment où l'on y pensait le moins. L'Allemagne s'est réveillée un matin, soucieuse, inquiète, en proie aux plus sombres appréhensions. Heureusement le prince de Bismarck était là; il a couru à Vienne, il en a rapporté, assure-t-on, un traité d'alliance en bonne forme. Grâce à sa vigilance, qui ne s'endort jamais, le péril a été conjuré, une fois de plus l'Allemagne a été sauvée; mais elle avait eu une si vive alerte qu'elle a de la peine à rasseoir ses esprits. Le mal est que ses inquiétudes sont contagieuses; quand elle n'a pas l'esprit et l'âme en repos, il n'est permis à personne d'être tranquille. On disait jadis, il y a bien longtemps de cela, qu'il suffisait à l'empereur Nicolas d'éternuer pour que les poules d'Espagne allassent se coucher une heure plus tôt que d'habitude. Aujourd'hui c'est de l'Allemagne que dépend l'universelle tranquillité, et lorsqu'elle s'avise d'avoir la fièvre, l'Europe tout entière

a besoin de consommer beaucoup de quinine pour calmer le battement précipité de son pouls.

On n'a pas encore découvert qui a dit le premier : *Credo quia absurdum*. Quel que soit l'inventeur de cet étrange aphorisme, son paradoxe n'a fait fortune que parmi les théologiens. En ce qui concerne les choses de ce monde, la plupart des hommes répugneront toujours à tenir l'absurde pour vrai, à moins qu'ils n'y trouvent leur profit, et voilà pourquoi il est difficile d'admettre que, si M. de Bismarck n'avait pas couru à Vienne, l'empire germanique serait aujourd'hui à la merci des mystérieux conspirateurs qui méditaient de lui porter un coup mortel. En revanche, ce qui est parfaitement admissible et même certain, c'est que M. de Bismarck a pleinement réussi dans la mission qu'il avait jugé à propos de se confier à lui-même. Son voyage a joint l'utile à l'agréable. Non-seulement il a été reçu à Vienne en ami, en triomphateur, et il a constaté par ses propres yeux jusqu'où les peuples peuvent pousser la faculté de l'oubli; mais il a obtenu sans effort du gouvernement austro-hongrois tout ce qu'il demandait, tout ce qu'il pouvait désirer. Les mécontens, les boudeurs, ceux qui n'oublient pas, ceux qui sont incommodés par leur mémoire, tourmentés par la ténacité de leurs souvenirs, en ont été réduits à se taire. Sur ce point il ne subsiste aucun doute, c'est un fait qui demeure acquis à l'histoire, et voilà ce qui prouve combien les temps sont changés.

Au mois d'avril 1867, lorsque l'affaire du Luxembourg était encore pendante, un diplomate bavarois, le comte Tauffkirchen, fut chargé d'une mission qui excita vivement l'attention de l'Europe. De Munich il se rendit à Berlin, où il conféra longuement avec M. de Bismarck, qui le munit de ses instructions, après quoi il s'achemina sur Vienne pour s'y acquitter d'un message qui pouvait sembler audacieux. Peu de mois après Sadowa, il allait au nom du vainqueur solliciter le vaincu de faire acte de complaisance à son égard en se prêtant bénévolement au projet qu'on avait formé à Berlin de rattacher étroitement les états du sud à la confédération du nord. Il allait aussi proposer au cabinet de Vienne un traité d'alliance avec la Prusse ou de sauvegarde réciproque, en vertu duquel les deux états s'engageraient à se protéger l'un l'autre contre tous les accidents qui pouvaient survenir.

M. de Beust déclina dans les termes les plus courtois, mais les plus nets, les propositions qui lui étaient apportées de Munich et de Berlin. Sa réponse pouvait se résumer ainsi : « Je comprends très bien ce que vous nous demandez, je comprends moins bien ce que vous pouvez nous donner en échange. Vous nous offrez une garantie contre des dangers qui peuvent nous sembler imaginaires, et vous désirez d'autre part que nous nous exposions dans votre intérêt à un danger certain en nous brouillant avec la France. Si nous accueillions vos ouvertures, vous

n'auriez peut-être à nous donner en retour de nos sacrifices qu'un exemplaire du traité de Prague superbement relié. » Quelques jours auparavant, M. de Beust avait répondu au ministre de Bavière à Vienne, qui avait reçu l'ordre de le pressentir et de préparer les voies au comte Tauffkirchen : « Je ne puis vous épargner l'expression de mon étonnement; comment ne serais-je pas surpris de voir l'Allemagne recourir si vite aux bons offices de l'Autriche? On nous a mis à la porte de la maison et on nous demande de l'assurer. » Il ajoutait dans une dépêche datée du 6 avril : « Ni les passions, ni les sentimens, ni les souvenirs historiques, ni les événemens de 1866, ni ceux qui purent se passer il y a mille ans, n'exerceront aucune influence sur nos résolutions futures, et nous ne prendrons jamais en considération que la sûreté d'abord et ensuite que l'intérêt de la monarchie autrichienne. Quant à nous imposer au profit de nos anciens confédérés des obligations et des charges qui ne seraient pas rachetées par une compensation absolument équivalente, c'est une pensée qui ne nous viendra point. » Le comte Tauffkirchen échoua d'emblée dans sa négociation, et M. de Bismarck dut s'en tenir à l'alliance russe, dont il a su tirer au demeurant un admirable parti.

Ce qui était impossible en 1867 s'est trouvé possible douze ans plus tard. Le temps a fait son œuvre, les ressentimens se sont émoussés, les passions se sont refroidies, et ceux qui avaient juré de ne jamais oublier n'ont plus voix au chapitre. Il y avait jadis à Semerve, comme chacun sait, un juge de paix nommé Perrin Dandin, homme honorable et de crédit, bon laboureur, bien chantant au lutrin, « lequel disait avoir vu le grand bonhomme Concile de Latran avec son gros chapeau rouge et la bonne dame Pragmatique Sanction, sa femme, avec ses grosses patenôtres de jayet. » Ce juge de paix pacifiait par ses conseils plus de différends qu'il n'en était vidé en tout le palais de Poitiers et en la halle de Parthenay-le-Vieux, ce qui le rendait vénérable partout et lui avait valu le surnom d'appointeur de procès. Son fils essaya d'en faire autant, mais sans succès; à ce que dit l'histoire, il irritait et aigrissait toutes les affaires qu'il se mêlait d'arranger. Pour consoler son amour-propre, son père lui dit un jour : « Dandin, mon fils, tu n'appointes jamais les différends. Pourquoi? Tu les prends dès le commencement, étant encore verts et crus. Je les appointe tous. Pourquoi? Je les prends sur leur fin, bien mûrs et digérés. »

Dulcior est fructus post multa pericula ductus.

Sans contredit M. de Bismarck est supérieur à tout le monde dans l'art de négocier, autant que Perrin Dandin l'emportait sur son fils; mais si en 1879 il a réussi à son gré dans la négociation que le comte

Tauffkirchen n'avait pu mener à bonne fin, cela tient principalement à ce qu'alors le différend était vert et cru; en douze ans il a eu le temps de mûrir, et ce n'est pas en diplomatie que le temps ne fait rien à l'affaire.

Au surplus, ce qui facilite beaucoup le succès d'nne négociation, c'est la souplesse de l'homme avec qui l'on traite. En 1867, le ministre qui dirigeait la politique étrangère de l'empire austro-hongrois était un homme fort distingué, mais que par malheur M. de Bismarck ne pouvait souffrir. En vain le comte de Beust affirmait-il que les passions, les sentimens et les souvenirs n'exerceraient aucune influence sur ses déterminations, il a prouvé plus d'une fois qu'il se souvenait. Les propositions qu'on lui apportait de Berlin excitaient en lui une incurable défiance, il faisait sonner la pièce sur le marbre pour s'assurer qu'elle n'était pas fausse. A son tour, quoi qu'il pût dire, quoi qu'il pût faire, il était toujours en butte aux soupçons, et on sait que de son propre aveu le chancelier de l'empire germaniquen'attache pasplusd'importanceaux paroles d'un homme qui lui est suspect « qu'au bruit du vent dans une cheminée. » La situation a bien changé, le successeur de M. de Beust s'est toujours montré animé de tout autres dispositions et du plus sincère désir de s'entendre avec Berlin. M. de Bismarck aime à trouver dans tous les hommes qu'il emploie et dans tous ceux avec qui il traite deux qualités qui ne s'accordent pas toujours ensemble, une intelligence très ouverte et une parfaite docilité. Il méprise les gens qui ne devinent pas, il déteste ceux qui résistent, il n'a jamais pardonné à personne de lui avoir répondu : « Je ne comprends pas ou je ne peux pas. » Le comte Andrassy s'est toujours appliqué à le comprendre, et il n'a jamais dit : C'est impossible. Pendant toute la guerre d'Orient, il a suivi ponctuellement tous les conseils qui lui venaient de Varzin; il a oublié qu'il était Hongrois, il s'est laissé persuader que le premier devoir de l'Autriche est de s'étendre à l'est et de laisser ses destinées s'en aller au fil de l'eau, emportées par le courant du Danube. Il s'est abstenu quand on l'engageait à s'abstenir, il n'a pris quece qu'on l'autorisait à prendre. Sa confiance dans la sincérité et dans le bon vouloir de son conseiller a été absolue. Il l'avait déjà prouvé en 1875, lorsque le bruit se répandit que l'Allemagne songeait à chercher quelque vilaine chicane à l'un de ses voisins. Il a laissé l'Angleterre et la Russie s'émouvoir, il ne leur a point disputé le périlleux honneur de sauver la paix du monde. Il déclara que pour sa part il lui était impossible d'attribuer un noir dessein et de méchantes pensées au chancelier de l'empire germanique, il se porta garant de son innocence et on lui en fut reconnaissant. C'est ainsi que se fondent les longues et solides amitiés.

On savait en Allemagne que le comte Andrassy représentait l'entente cordiale entre Vienne et Berlin; aussi la nouvelle de sa retraite, à la-

quelle on n'était point préparé, ne pouvait manquer d'émouvoir l'opinion. Pourquoi le comte Andrassy se retirait-il? En vain il alléguait des raisons de santé, aucun Viennois ne les a prises au sérieux. Dans la conversation qu'il eut à ce sujet avec un journaliste, il déclara qu'il était au bout de ses forces et de ses nerfs, qu'il aspirait au repos, qu'il n'avait jamais eu cette ambition dévorante qui triomphe de toutes les lassitudes, qu'il avait pris la direction des affaires malgré lui, que ce fardeau lui pesait, qu'il lui tardait depuis longtemps de rentrer dans la vie privée, étant beaucoup plus sensible aux traverses, aux dégoûts, aux déboires, qui sont l'inévitable partage des grandes situations, qu'aux jouissances douteuses d'amour-propre qu'on en retire : — « Je me comparerais volontiers, ajouta-t-il, à ce bon prêtre qui aimait un peu trop à jouer au whist et qui un jour, par une distraction fâcheuse, avala une fiche, croyant avaler la sainte hostie : « Le ciel m'ait en pitié, disait-il, je n'ai avalé que les os du Seigneur. » En conscience, j'en peux dire autant, je n'ai guère connu les joies que procure le pouvoir, je n'ai avalé, moi aussi, que les os du Seigneur, d'autres ont mangé la chair. » — Il se compara encore à un marin qui, après avoir fait le tour du monde, reste toujours sujet au mal de mer, ce qui lui fait prendre son métier en dégoût, et il affirma au journaliste étonné que l'ambition est une chimère, que la liberté est le premier des biens. Ces comparaisons n'ont persuadé personne. En revanche, on a jugé qu'il était sincère lorsqu'il se plaignait que l'Autriche-Hongrie fût un empire difficile à gouverner, où l'on rencontrait à chaque pas des juristes à l'esprit contentieux, des docteurs trop subtils, des excellences fertiles en objections qui ont toujours des remontrances à vous faire et qui se mettent facilement en colère quand on ne fait pas tout ce qu'elles veulent. — « Ces gens-là, disait-il encore au journaliste, se piquent de tout arranger pour le mieux; si le bon Dieu les avait consultés, ils auraient simplifié par quelque trouvaille de génie la mécanique céleste, ils n'auraient jamais souffert que les ellipses eussent deux foyers, et en fin de compte les étoiles nous seraient tombées sur la tête. »

De toutes les suppositions qu'on a pu faire pour expliquer la retraite du comte Andrassy, la plus simple est probablement la meilleure. Il est des hommes qui, doués d'un génie exceptionnel, savent se rendre nécessaires, et qui peuvent s'abandonner impunément à tous les caprices de leur humeur. Il en est un qui gouverne le monde du fond d'un ermitage; il a beaucoup d'ennemis et il s'en soucie « aussi peu qu'un éléphant se soucie d'une aiguille. » On assure que son souverain a dit un jour de lui : « Il est insupportable, mais nous devons tous le supporter. » Quand on n'est pas un homme exceptionnel, on s'use vite au pouvoir, surtout lorsqu'il s'agit de gouverner l'empire austro-hongrois, où la principale occupation d'un ministre dirigeant est de chercher con-

tinuellement les termes d'une transaction honnête entre des races qui se détestent et des intérêts qui se combattent. De quelque manière qu'on s'y prenne, on fait en toute rencontre un ingrat et dix mécontens, et les mécontens ajoutés aux ingrats finissent toujours par venir à bout des réputations les mieux établies. Apparemment le comte Andrassy sentait qu'il commençait à s'user. En homme d'esprit, il s'est résolu à se retirer avant de s'être rendu impossible; il a voulu se dérober à l'envie, aux récriminations, aux animosités, laisser faire les autres pendant quelque temps, ce qui est beaucoup plus sage que de prétendre se perpétuer au pouvoir. Il croit à sa prochaine résurrection, et il a cédé provisoirement la place au baron de Haymerlé, qui n'est pas un homme d'état assez important pour représenter un changement de système, et dont le crédit n'est pas assez imposant pour qu'on le considère comme un ministre définitif; il aura toujours l'air d'un substitut. — « La résurrection, disait jadis un phénix philosophe, est la chose du monde la plus simple. Tous les animaux ensevelis dans la terre ressuscitent en herbes, en plantes, et nourrissent d'autres animaux, dont ils renouvellent la substance. Il est vrai que je suis le seul à qui le puissant Orosmade ait fait la grâce de ressusciter dans sa propre nature. » Le comte Andrassy revit dans la personne du baron de Haymerlé, et selon toute apparence le puissant Orosmade lui fera un jour la grâce de ressusciter dans sa propre nature.

Que M. de Bismarck se soit rendu à Vienne pour s'assurer que la retraite du comte Andrassy n'avait rien changé et ne changerait rien à la politique de la cour de Vienne, rien n'est plus naturel. Que les hommes d'état des deux empires aient concerté ensemble la ligne de conduite qu'il leur convient de suivre pour garantir leurs intérêts communs, on n'en saurait douter. Que les souverains des deux états aient approuvé et ratifié les résolutions ou l'entente verbale de leurs ministres, cela paraît absolument certain. Mais il n'est pas sûr que cette entente ait revêtu la forme d'un instrument diplomatique, d'un traité d'alliance en règle. Quant aux récits vraiment romanesques et presque fantastiques que certains journaux officieux d'Allemagne ont brodés sur ce thème, il est impossible de les prendre au sérieux, à moins qu'on ne soit résolu à tenir l'absurde pour vrai. Croirons-nous que le prince des ténèbres avait ourdi un monstrueux complot contre la paix de l'Europe et la sécurité de l'empire germanique? Croirons-nous qu'en revenant à Berlin, M. de Bismarck a dénoncé au ministère prussien la gravité du péril, et que le ministère prussien a frémi? Croirons-nous que si l'Allemagne tout entière avait assisté à ce conseil secret, comme le ministère prussien, l'Allemagne tout entière aurait frémi? Croirons-nous que le comte Stolberg est parti précipitamment pour Baden, qu'il a révélé sans ménagement à l'empereur l'horreur de la situation, qu'à son tour

l'empereur a frémi, lui aussi, et que sacrifiant à la sûreté de ses peuples ses vieilles sympathies pour la Russie et la tendre affection qu'il a toujours portée à son neveu, il a signé, la mort dans l'âme, tout ce qu'on a voulu?

Je viens vous annoncer une grande nouvelle,
Nous l'avons, en dormant, madame, échappé belle :
Un monde près de nous a passé tout du long,
Est chu tout au travers de notre tourbillon,
Et s'il eût, en chemin, rencontré notre terre,
Elle eût été brisée en morceaux comme verre.

Il ne faut pas croire trop facilement aux comètes et aux ravages qu'elles peuvent faire; mais il y a des gens intéressés à ce qu'on y croie, et quand l'Allemagne frémit, on peut être sûr qu'ils y trouvent leur compte.

La vive polémique qui s'est engagée naguère entre la presse russe et la presse allemande a fait beaucoup de bruit; mais l'Europe ne s'en est émue que médiocrement; elle sait que ce ne sont pas les journalistes qui décident de la paix et de la guerre et qui font parler les canons. Les Allemands ont peu de sympathies naturelles pour les Russes, et les Russes le leur rendent bien. L'Allemagne n'aime pas à se rappeler tout ce que l'empereur Alexandre et le prince Gortchakof ont fait pour elle en 1870. Il lui semble que sa gloire en est diminuée. Frédéric II disait avec sa crudité de langage habituelle : « L'alliance russe est une alliance d'ostentation, destinée à couvrir mes derrières. » Dans ces dernières années, l'alliance russe a été beaucoup plus qu'une alliance de pure ostentation, elle a rendu à l'ambition prussienne les services les plus effectifs et les plus signalés. On s'en souvient trop à Moscou et à Saint-Pétersbourg; les journaux qui paraissent dans « la troisième Rome, » ainsi que dans la ville « où les rues sont humides et où les cœurs sont secs, » rappellent trop souvent à l'Allemagne les obligations et la dette qu'elle a contractées. Les Allemands prennent facilement la mouche, et depuis quelque temps ils éprouvent le besoin de s'illustrer à leur tour par leur ingratitude. Pendant la guerre d'Orient, ils ont eu peine à comprendre et à excuser les égards excessifs que le chancelier de l'empire germanique paraissait avoir pour les convoitises moscovites. S'il avait prononcé au lendemain de la prise de Plevna ce *Quos ego* qui endort les vents et réprime les tempêtes, l'Allemagne tout entière eût applaudi à son impérieuse sommation.

Il règne aussi en Allemagne une disposition assez générale à donner à l'alliance autrichienne la préférence sur l'alliance russe. L'entente cordiale des trois empereurs n'y a jamais été populaire; on aime mieux s'entendre à deux, et c'est sur les bords du Danube qu'on serait heu-

reux de rencontrer l'ami puissant et nécessaire, à qui on pourrait dire tous ses secrets et qui s'engagerait à n'en point avoir. Une Autriche boudeuse, malveillante, sourdement hostile, réservant l'avenir et la liberté de son action, est considérée comme un grave péril, son amitié serait regardée comme la plus précieuse des garanties, et on serait enchanté de conclure avec elle un traité perpétuel, accompagné d'une convention douanière. Malheureusement les traités perpétuels n'entrent guère dans les combinaisons de M. de Bismarck; il n'aime pas à s'enchaîner, à se lier les mains, et s'il poursuit toujours le même but, il lui plaît de changer de moyens. Il ressemble à ces directeurs de théâtre qui préfèrent les spectacles coupés aux pièces en cinq actes, et qui prennent leur parti de renouveler souvent leur affiche. Quant aux conventions douanières, elles offrent aussi quelques difficultés. Si nous sommes bien informé, M. de Bismarck avait résolu d'ajourner la conclusion de tout traité de commerce. Tout fraîchement converti au protectionnisme, il désire savoir ce que le protectionnisme rapporte. Il se flatte que son nouveau tarif douanier lui donnera bon an mal an 120 millions de marks; il en veut faire l'expérience. Au surplus, en vertu du traité de Francfort, toutes les concessions qu'il fera à l'empire austro-hongrois seront applicables à la France. Si décousue que puisse sembler la politique financière de M. de Bismarck, se donnera-t-il si promptement un démenti? Si fertile qu'il soit en expédiens, en trouvera-t-il un pour favoriser l'Autriche sans que la France en profite? L'omnipotence elle-même a ses pudeurs.

Les Allemands n'aiment pas les Russes, et il leur serait souvent difficile de dire pourquoi. Les Russes du parti panslaviste ou national détestent les Allemands, et ils sont toujours prêts à s'en expliquer. L'animadversion qu'ils professent à l'égard de leurs puissans et savans voisins se manifeste en toute rencontre; le premier incident venu lui sert d'aliment. Au mois de février de cette année, ce fut une grosse question de savoir si l'on avait réellement découvert un cas de peste à Saint-Pétersbourg ou si le nommé Prokofief était atteint tout simplement d'une syphilis constitutionnelle. Les médecins allemands se prononcèrent pour la syphilis, le médecin impérial Botkin déclara sur sa tête que le nommé Prokofief avait la peste. Nous lisons dans un livre intitulé : *la Russie avant et après la guerre*, qu'autrefois, dans l'âge d'innocence, il ne régnait aucune hostilité nationale entre les médecins allemands de Saint-Pétersbourg et leurs confrères russes, que la supériorité des premiers passait pour un fait constant dans tout l'empire et en particulier dans la résidence. — « Le grand mérite de Botkin fut de s'insurger contre cette tradition. Il était parvenu à la renommée dans le temps même où le fanatisme national commençait à avoir la vogue. Profitant habilement des dispositions régnantes, cet homme de valeur et de forte volonté se posa comme le médecin russe par excellence et

comme l'adversaire de l'hégémonie allemande, à laquelle il avait juré une haine mortelle. Il réussit de la sorte à se mettre à la mode et à persuader au grand monde qu'un homme de qualité ne pouvait quitter convenablement cette vallée de larmes qu'avec l'assistance du docteur Botkin (1). » Il en résulta que l'affaire Prokofief devint une très grosse affaire et que la question de savoir si ce pauvre diable avait la peste acquit toute l'importance d'un événement politique. La dispute s'échauffa, tout le monde s'en mêla, on échangea beaucoup d'injures; pour un peu on aurait pu se croire revenu aux beaux temps de l'orageuse querelle des piccinistes et des gluckistes. A la vérité, il s'agissait de tout autre chose que de musique, mais les peuples ne se passionnent pas seulement pour des chansons, et le parti national déclarait dans tous ses journaux que quiconque se permettait de croire à la syphilis de Prokofief manquait aux devoirs les plus élémentaires du patriotisme russe.

Il n'est pas nécessaire de faire un grand effort d'imagination pour comprendre les sentimens et les ressentimens du parti national russe. « Comme les grandes fêtes se terminent! disait un roi de Babylone, et comme elles laissent un vide étonnant dans l'âme, quand le fracas est passé! » En ce cas-ci, la fête s'était mal terminée, et il est naturel que les Russes se soient dit : « Il y a sept ans, nous avons sauvé l'Allemagne de l'arbitrage de l'Europe et de l'intervention des neutres. Grâce à nous, elle a pu traiter directement avec le vaincu et lui imposer les plus dures conditions sans que personne s'ingérât dans cette affaire. Tout bienfait mérite récompense. Si l'Allemagne s'était acquittée de sa dette, elle nous aurait reconnu le droit de dicter à notre tour nos conditions à la Turquie, et le congrès présidé par M. de Bismarck n'aurait pas eu d'autre occupation que la facile besogne d'enregistrer ou d'entériner le traité de San-Stefano. » L'auteur anonyme du livre intéressant que nous venons de citer a retracé dans quelques pages vivement écrites les impressions produites sur le public russe par la révision du traité de San-Stefano et par le rôle que joua M. de Bismarck au congrès. Il a dit leur fait à ces *dilettanti politiques*, « qui avaient essayé de surprendre l'Europe par un fait accompli et de dissimuler par une attitude comminatoire l'insuffisance militaire et financière de la Russie. » — « Le premier effet de cette tentative fut que la société russe se trouva confirmée dans l'idée irréfléchie et présomptueuse qu'elle se faisait de ses forces et de ses ressources. Le second fut de placer le gouvernement dans l'alternative d'affronter une lutte mortelle ou de laisser mettre en question ce qui lui restait d'autorité. Le troisième fut

(1) *Russland vor und nach dem Kriege, auch « aus der Petersburger Gesellschaft, »* Leipzig, Brockhaus, 1879, p. 436.

que les résultats réels des campagnes de 1877 et de 1878 se trouvèrent amoindris aux yeux de la nation et perdirent toute leur valeur. Quand on connut les conditions stipulées à San-Stefano, les trois quarts de la presse et du public déclarèrent qu'on n'aurait jamais pu croire à tant d'abnégation et de désintéressement, que le gouvernement avait fait preuve d'une modération et d'une bénignité jusqu'alors inconnues dans l'histoire. Tous les partis tombaient d'accord que retrancher un iota à l'une des clauses du traité était chose impossible, que toute la question était de savoir si on les jugerait suffisantes, si on n'exigerait pas au moins une occupation temporaire de Constantinople... Qu'importait aux fanatiques de Moscou et aux phraséologues de profession de Saint-Pétersbourg que le crédit de l'état en fût réduit aux dernières extrémités? Que leur importait la dépréciation vraiment désespérée du papier-monnaie? En vain M. de Reutern affirmait-il qu'une nouvelle campagne était une impossibilité financière; en vain le ministre de la guerre, M. Miliutine, refusait-il de prendre sur lui la responsabilité de l'événement. D'après le propre témoignage de l'héritier de la couronne impériale, l'honneur du nom russe avait été engagé à San-Stefano, et le gouvernement avait brûlé ses vaisseaux. Le moyen de s'opposer à la volonté unanime de la nation! et qui pouvait avoir le courage de faire entendre le langage de la froide raison à un peuple enfiévré qui prophétisait, et par la bouche duquel le Saint-Esprit avait parlé? »

L'empereur Alexandre a eu ce courage. Persuadé par les argumens du comte Schouwalof, il s'est résolu à conférer avec l'Europe; le congrès s'est réuni, le traité de San-Stefano n'y a figuré qu'à titre de document curieux, la Bosnie est devenue une province autrichienne, la Grande-Bulgarie a été découpée en deux morceaux, et M. Aksakof, qui a toujours aimé l'hyperbole, s'est écrié que « les diplomates du mois de juin 1878 avaient porté au prestige russe des coups plus terribles que n'auraient pu le faire les plus pervers des nihilistes. » C'est au comte Schouwalof et surtout à M. de Bismarck qu'on s'en est pris. Cependant les vrais coupables n'étaient pas les diplomates du mois de juin, mais les diplomates du mois de février, qui avaient entraîné la Russie dans une politique d'aventure. Les institutions suppléent quelquefois aux hommes, et les hommes peuvent tenir lieu d'institutions; mais dans un pays où il n'y a point d'institutions, le choix des hommes devient une affaire capitale, et, faute d'un contrôle sérieux, les erreurs commises par les *dilettanti* sont irréparables.

Si les passions et les rancunes des peuples décidaient de la paix et de la guerre, à quoi serviraient les gouvernemens, et en particulier les gouvernemens forts et autoritaires? On ne persuadera à personne qu'une guerre d'entraînement national entre l'empire germanique et la Russie soit au nombre des futurs contingens; mais il y a de bonnes

raisons pour qu'on en parle. Ceux qui s'inquiètent outre mesure du langage alarmiste tenu par les journaux officieux de Berlin ou de Cologne devraient faire la réflexion bien simple que voici. Le septennat militaire expire l'an prochain, le budget de la guerre avait été voté pour sept ans, le *Reichstag* sera appelé à le voter de nouveau dans quelques mois, et pour former une majorité compacte, résolue à repousser toutes les réductions réclamées par les contribuables et à consentir à toutes les augmentations désirées par le gouvernement, il convient de persuader à l'Allemagne qu'on nourrit contre elle à Saint-Pétersbourg les plus noirs desseins, que sa sécurité est compromise, qu'un grand danger la menace, que sa frontière de l'est est insuffisamment armée.

La politique de l'épouvantail est très utile pour délier les cordons de bourse. Jusqu'aujourd'hui c'étaient la France et ses prétendus projets de revanche qui en faisaient les frais. Grâce à sa conduite éminemment correcte, le cabinet français ne peut plus être soupçonné de menées ténébreuses, et les accusations qu'on porterait contre sa bonne foi trouveraient peu de créance. On lui rend justice à Berlin, on s'y loue de ses honnêtes procédés et de sa modestie. Il a eu le mérite de ne pas se renfermer dans une abstention chagrine et boudeuse; il n'a pas dit : Je me recueille. Il s'est prêté de bonne grâce à se mêler des questions sur lesquelles on lui demandait son avis. Il a laissé à d'autres les vastes combinaisons, l'amour des entreprises; il a réservé tout son empressement, tous ses soins pour les affaires qui ne tirent pas à conséquence, il s'occupe de faire un peu de police en Égypte, d'arrondir la Grèce, d'assurer un sort meilleur aux juifs de la Roumanie. Les diplomates qu'on met à la retraite avant le temps amusent leurs loisirs à collectionner des médailles ou des gravures, d'autres s'adonnent à la culture des roses. Le gouvernement français, en se retirant des grandes affaires de l'Europe, s'est consacré tout entier à la culture des questions innocentes. A vrai dire, elles ont leurs épines, comme les roses: il y en a partout.

L'épouvantail aujourd'hui n'est plus la France, c'est la Russie. On affirme à Berlin et ailleurs que le parti national et les panslavistes ont amassé dans leur cœur des trésors de haine, qu'ils ont juré d'en découdre avec l'Allemagne, que l'empereur Alexandre et le prince Gortchakof ne sont plus maîtres des passions qu'ils ont imprudemment attisées. On a appris de bonne source que la Russie se livre à des armemens formidables, qu'elle augmente son armée de quatre cent mille hommes, qu'elle a créé de nouveaux cadres suffisans pour mettre sur pied vingt-quatre nouvelles divisions, qu'elle a posté en Pologne des masses effrayantes de cavalerie, qui en trois jours pourraient passer la frontière. Les Russes, ajoutent ces nouvellistes bien informés, ont découvert que c'est

à Berlin qu'il faut aller chercher les clés de Sainte-Sophie. D'autres Russes à la vérité répliquent que c'est à Vienne qu'elles se trouvent, mais ils estiment qu'on ne peut aller à Vienne sans passer par Berlin. Comme nous l'avons dit, on ne soupçonne pas le cabinet français de vouloir prendre part à cette aventureuse campagne; mais on déclare qu'il y a en France un parti bien dangereux, toujours prêt à comploter contre l'empire allemand, et qui profiterait de l'occasion pour s'emparer du pouvoir. Ce parti est composé d'hommes d'intrigue, industrieux, remuans, dont on ne saurait trop se défier. « J'aperçus, disait l'apôtre saint Jean, un ange qui était debout dans le soleil et qui cria d'une voix forte à tous les oiseaux, grands et petits : Venez, rassemblez-vous pour le grand festin que Dieu vous donne, pour manger la chair des rois, la chair des généraux, la chair des hommes forts, la chair des chevaux et de ceux qui les montent. » La grande coalition du prince Gortchakof et des orléanistes, voilà le mystère d'iniquité, voilà le puits de l'abîme, d'où sort la noire fumée qui obscurcit le ciel de l'Allemagne.

Nous ne pensons pas qu'à Saint-Pétersbourg on s'émeuve beaucoup de ces imputations, et nous inclinons à croire que le voyage de M. de Bismarck à Vienne a causé au gouvernement russe plus d'humeur et de contrariété que d'inquiétude. Le gouvernement russe sait bien que le septennat militaire a été pour quelque chose dans cette démonstration à grand effet; il sait aussi que quand M. de Bismarck conclut des alliances sérieuses en vue d'une action prochaine, il déploie moins d'apparat, fait beaucoup moins de bruit, que tout se passe sous le manteau de la cheminée et que l'univers n'est pas mis dans le secret. Il n'y a rien d'invraisemblable dans les paroles qu'attribue au chancelier de l'empire allemand un journal ministériel d'Autriche, qui affirmait l'autre jour qu'on n'a point échangé de signatures à Vienne, qu'on s'en est tenu aux conventions verbales : — « Nous nous entendrons plus facilement sans traité qu'avec un traité, doit avoir dit M. de Bismarck. Une convention écrite est plutôt une entrave qu'une garantie, car elle empêche de donner de l'extension à l'amitié. Qu'Haymerlé ou moi nous ayons subitement l'idée de ménager plus d'intimité à notre liaison, nos écritures seraient un empêchement, car il nous en coûterait de les remanier toutes les quatre semaines. Quand je me suis marié, je n'ai pas fait d'accord écrit avec ma femme, et nous avons vécu en bonne harmonie jusqu'ici mieux que nous ne l'aurions fait avec un contrat. » M. de Bismarck a toujours été friand de l'écriture des autres et avare de la sienne. Il ne se donne jamais, il réserve le lendemain, il est l'homme des occasions et n'a de goût que pour les alliances occasionnelles. Qui peut se flatter de savoir ce qu'il fera dans un an d'ici? On le saura d'autant moins que M. de Bulow vient de mourir. C'était un homme précieux que M. de Bulow, et sa perte sera longtemps pleurée par le corps diplo-

matique de Berlin. M. de Bismarck ne souffre pas qu'on l'interroge, et pour avoir le droit de l'approcher, il faut être député. C'est avec les membres du *Reichstag* qu'il dépense les 6,000 thalers qui lui sont alloués pour frais de représentation. Non-seulement M. de Bulow donnait à dîner aux diplomates, et il puisait dans sa bourse pour les bien traiter; mais il était accueillant, affable, il répondait aux questions qu'on lui faisait. Bien qu'il fût aussi docile que M. de Bismarck pouvait le désirer, il avait conquis une sorte d'autorité, et les renseignemens qu'il fournissait aux ambassadeurs et aux ministres plénipotentiaires avaient quelque valeur. Tant que cet homme d'un mérite aimable n'aura pas été remplacé, il n'y aura plus de bureau d'informations à Berlin, et on saura moins que jamais ce que M. de Bismarck est capable de faire dans un an.

Ce qu'on peut affirmer, c'est que jusqu'à l'heure plus ou moins prochaine où sera voté le budget de l'armée, la politique de l'épouvantail sera à l'ordre du jour dans toute l'Allemagne, que les journaux officieux réveilleront de temps à autre ses inquiétudes en lui montrant du doigt le sombre nuage qui s'amasse sur la Vistule. L'Allemagne se laissera persuader, elle croira au nuage et à la comète :

Nous l'avons, en dormant, madame, échappé belle.

Aussi, quand le moment sera venu, il se trouvera dans le *Reichstag* une majorité composée de conservateurs et de patriotes pour voter sans l'amender le budget qu'on lui proposera. Peut-être alors le prince Gortchakof aura-t-il de guerre lasse renoncé aux affaires, peut-être son successeur sera-t-il un homme agréable au chancelier de l'empire allemand, le comte Schouwalof par exemple, et un rapprochement s'opérera sans effort entre Berlin et Saint-Pétersbourg. Si l'on s'en plaignait à Vienne, M. de Bismarck répondrait à tout ce qu'on pourrait lui dire par sa théorie sur l'élasticité et l'extension des amitiés. Il expliquerait que tour à tour les unes décroissent tandis que les autres s'accroissent, il ajouterait que la politique est chose ondoyante et diverse, que tout dépend des circonstances et qu'au surplus il n'y a de marchés valables que ceux où le notaire a passé. Il y eut autrefois un roi de Suède qui fit un voyage à Rome; il était grand amateur d'antiquités, mais un peu dur à la détente, et les Romains, qui sont nés malins, disaient de lui qu'il voyait tout, achetait peu et payait moins encore : *Tutto vede, poco compra e meno paga.* Tout examiner, tout essayer, avoir l'œil à tout, mais n'acheter jamais qu'à bon escient et payer toujours le moins possible, c'est là le fond de la diplomatie réaliste.

G. VALBERT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 octobre 1879.

Le premier point, en politique comme en toute chose, est de savoir ce qu'on veut, ce qu'on peut et ce qu'on doit. Faute d'une idée précise et d'une direction réfléchie, on se laisse aller à l'aventure, à travers les expédiens, les contradictions et les confusions, on subit sans s'en apercevoir la tyrannie subalterne et invisible des circonstances, et on risque de se réveiller au milieu des incohérences d'une situation compromise. Les affaires intérieures de la France sont certainement depuis quelques mois, et surtout depuis quelques semaines, un des plus frappans exemples des dangers de l'incertitude. Il n'y a sans doute pour le moment rien d'irréparable; la force des choses, le jeu régulier des institutions, la volonté des hommes prévoyans et des pouvoirs publics peuvent suffire à tout redresser, à remettre la politique de la France dans son équilibre, dans le vrai chemin. Il n'est pas moins évident que, si le mal peut être réparé, il existe, il éclate à tous les yeux, sous toutes les formes. On a souvent parlé de l'ordre moral, qui n'a jamais été qu'un beau mot, une fiction de l'esprit, et dont il est toujours difficile de faire une réalité. Ce qui est manifeste et bien autrement réel à l'heure présente, c'est le désordre moral, d'autant plus sensible qu'il se produit avec une sorte de jactance bruyante, au milieu d'un pays matériellement paisible, désireux de repos, préoccupé des mille soucis pressans de sa vie laborieuse, importuné plutôt qu'intéressé par toutes les agitations dont on l'assourdit. Oui, sans doute, il ne faut pas craindre de l'avouer, ce désordre, assez superficiel encore, mais toujours dangereux, s'est étrangement développé depuis quelque temps; il envahit par degrés toutes les sphères, et si l'on veut mesurer le chemin qu'on a fait en moins d'une année, on n'a qu'à rapprocher par la pensée cette situation confuse, troublée, qui existe aujourd'hui, de la

situation qui existait au moment où M. le président de la république arrivait au pouvoir, il y a neuf mois. Entre ces deux époques, la différence est sensible. Il y a neuf mois, la république, n'ayant plus à craindre ni contestations, ni surprises, trouvant dans le chef de l'état la garantie vivante des institutions nouvelles, entrait dans une voie où, avec un peu de prudence et de bonne volonté, tout semblait facile. A l'heure qu'il est, sans exagérer, on peut dire que tout s'est aggravé, qu'on est plus que jamais dans cette « ère des difficultés » prédite par M. Gambetta, et que des crises nouvelles ne sont plus impossibles.

D'où vient cette différence, cette altération rapide d'une situation? C'est qu'il y a eu visiblement dans l'intervalle une déviation de politique. Sans nul doute, l'élévation de M. Jules Grévy, au moment où elle s'est accomplie, n'avait par elle-même rien que de naturel et de rassurant; elle était même une évolution assez logique, en ce sens qu'elle en finissait avec des contradictions dont M. le maréchal de Mac Mahon avait été la victime. Elle plaçait à la tête de la république un homme dont les opinions anciennes et l'intégrité étaient une garantie pour tout le monde; elle mettait l'accord entre les pouvoirs. L'avènement de M. Jules Grévy signifiait, en un mot, que la république était sortie de la phase des contestations et des crises pour prendre le caractère d'un établissement régulier et définitif. Il n'avait pas d'autre signification, il n'impliquait pas que les institutions eussent changé de nature, que la politique qui avait fait le succès de la république naissante eût cessé d'être efficace et fût épuisée. Ce qu'il y avait de plus simple désormais, c'était de conduire ce régime nouveau avec mesure, avec prévoyance, de manière à lui laisser le temps de se fonder, de s'accréditer par ses œuvres, par une fermeté conciliante et équitable.

C'était possible si on l'avait voulu. Malheureusement l'erreur ou la faiblesse de certains républicains est toujours de ne pouvoir s'accoutumer aux conditions les plus nécessaires de gouvernement, de se laisser emporter dès qu'ils se sentent à demi libres, de croire que la république n'existe que lorsqu'elle se manifeste par des agitations, par les guerres aux croyances, par des condescendances pour les séditions, par les évocations révolutionnaires, par les prétentions jalouses et exclusives. Ils se sont figuré qu'avec une présidence nouvelle ils pouvaient se donner libre carrière, et c'est ainsi que s'est formé, par la faiblesse des uns, par l'impatience des autres, tout un mouvement plein d'incohérence qui n'a pu qu'altérer une situation régulière, auquel des ministres eux-mêmes ont prêté un imprévoyant appui, au risque de compromettre le gouvernement tout entier. M. le ministre de l'instruction publique a cru satisfaire une partie du radicalisme en flattant les passions anticléricales, et il a imaginé son article 7! Il n'a pas vu qu'il n'agissait plus en politique maintenant impartialement les droits de l'état, qu'il faisait revivre une république de secte et de jacobinisme menaçant du même

coup les garanties libérales et les croyances religieuses. L'article 7, qu'est-ce que l'article 7? Cela ne suffit pas. Tandis que M. Jules Ferry allait en province faire de la propagande pour ses lois, M. Louis Blanc entrait en campagne à son tour, organisant une agitation pour l'amnistie plénière, reprenant les prédications d'un socialisme suranné, élevant le drapeau de la république conventionnelle contre la république de la constitution. Une fois ce mouvement engagé, on ne s'est plus arrêté. Il y a eu comme une émulation d'excentricités, de déclamations violentes et d'illégalités, une épidémie de démagogisme bruyant. Les revendications pour l'amnistie plénière sont devenues une réhabilitation de la commune, accompagnée d'outrages contre l'armée, contre la magistrature, contre M. Thiers, contre tous ceux qui ont contribué à dompter l'effroyable insurrection de 1871. De malheureux graciés rentrant en France après huit ans d'expiation et en grande partie disposés à se faire oublier ont été tout à coup traités en héros de la vraie république et fêtés comme des soldats revenant de faire campagne pour leur pays. On a offert au public la mise en scène du retour triomphal des exilés, et dans quelques quartiers de Paris, de Lyon, il s'est trouvé aussitôt des électeurs pour envoyer des amnistiés dans les assemblées locales en attendant de les envoyer au parlement. M. le président du conseil municipal de Paris, au lieu de rester dans son rôle, a, bien entendu, saisi l'occasion de faire son discours politique pour signifier son opinion aux pouvoirs publics, et le conseil général de la Seine, à son tour, sortant de ses attributions, s'est empressé de jouer au petit parlement, de voter pour l'amnistie plénière. Sur d'autres points de la France, des maires, des fonctionnaires, ont paru plus ou moins s'associer à ce mouvement et ont fait cortège à M. Louis Blanc ou à M. Blanqui.

C'est une contagion d'anarchie à la surface de certaines régions, et, comme pour compléter le tableau, un congrès ouvrier, réuni à Marseille, est venu mêler sa voix au concert des revendications. Ces naïfs énergumènes, sous prétexte de s'occuper des intérêts des ouvriers, sont occupés depuis quelques jours à régénérer la société. Ils suppriment tout, le capital bourgeois, la rente, les impôts, l'armée, la magistrature, le culte; ils promulguent l'évangile révolutionnaire, la propriété collective, la représentation des prolétaires, les lois humanitaires de l'avenir. Ils suppriment et ils promulguent, c'est-à-dire ils se livrent à tour de rôle aux divagations d'esprits troublés ou irrités. Tout cela est encore la république, ou du moins, au dire de certaines gens, fait partie de la république. C'est la politique républicaine, le progrès républicain !

Ce n'est point sans doute qu'on doive rien exagérer et se laisser émouvoir outre mesure. Assurément, ces agitations, en partie favorisées par le désœuvrement des vacances, par un certain relâchement d'autorité, par la dispersion momentanée du gouvernement, ces agitations

des dernières semaines, des deux derniers mois, n'ont qu'un caractère partiel et factice. Elles ne répondent ni à un mouvement réel d'opinion, ni même aux sentimens d'une partie considérable de la majorité républicaine des chambres, dont quelques membres, tous de la gauche, M. Fréminet, M. Casimir Perier, M. Franck-Chauveau, M. Alphonse Picart, se sont récemment prononcés avec une décisive netteté contre toute extension de l'amnistie, pour le respect des lois. Elles sont l'œuvre artificiellement passionnée et bruyante de quelques tribuns, impatiens d'importance, des partis les plus extrêmes. Toutes ces éruptions de radicalisme, ces tentatives de réhabilitations révolutionnaires, si éphémères et si restreintes qu'elles soient, n'en ont pas moins leur gravité. Elles ont mis à nu ce désordre moral qui est le phénomène du moment; elles ont dévoilé les passions qui fermentent dans certaines régions, les instincts de révolte mal assoupis, les goûts incurables d'illégalité propres aux démagogues qui se disent républicains, les velléités à peine contenues d'anarchie; elles ont montré où l'on pouvait aller, et c'est là le seul avantage qu'elles aient eu : en inquiétant l'opinion, elles l'ont réveillée à demi, elles ont fait sentir le besoin de mettre un terme à ces déchaînemens.

L'opinion s'est émue, et le gouvernement, à son tour, après avoir laissé beaucoup faire, n'a pas tardé à comprendre qu'il devait à sa propre dignité, qu'il devait au pays, et on peut dire à la république elle-même dont il est le gardien, d'arrêter ce débordement d'excès, d'accentuer son attitude. Il a renouvelé ses instructions pour recommander aux magistrats de maintenir l'autorité des lois. Il n'a point hésité à prendre une certaine initiative de sévérité, à faire peser la main de la justice sur ceux qui ne craignaient pas de relever le drapeau de la commune, de remettre en honneur de lugubres souvenirs de guerre civile. Ni M. le président de la république, ni les principaux ministres n'ont laissé ignorer qu'en aucun cas, ils ne se prêteraient à une extension de l'amnistie, et M. le ministre des finances a saisi ces jours derniers l'occasion de se prononcer avec la netteté la plus catégorique. Sur ce point le cabinet est parfaitement décidé. Que, malgré tout, ces premières mesures ou ces premières manifestations qui ressemblent à un réveil d'autorité révèlent encore certaines hésitations, certaines perplexités, on peut bien le soupçonner rien qu'à voir le soin avec lequel M. le ministre de l'intérieur s'efforce de pallier la destitution de quelques maires du cortège de M. Blanqui ou de M. Louis Blanc par la révocation de beaucoup d'autres maires royalistes. M. le ministre de l'intérieur n'est décidément pas la force du régime nouveau. Ce qu'il y a de certain, c'est que le gouvernement, dont les chefs principaux n'en sont plus à sentir la nécessité d'une action plus ferme, n'a qu'à vouloir : il est assuré de trouver dans le pays un énergique appui, de répondre à un vœu public en s'efforçant de dissiper par ses actes les équivoques

et les confusions dont l'opinion s'est émue. Il peut avec de la résolution retrouver une force nouvelle, il sera suivi; mais il est évident qu'au point où en sont les choses, les palliatifs ne suffisent plus, qu'il faut savoir nettement ce qu'on veut, qu'on ne pourrait se flatter par exemple de contenir les passions révolutionnaires sur la question de l'amnistie plénière en livrant à ces mêmes passions, par des articles 7, la liberté de l'enseignement et l'inviolabilité des croyances. Si on a espéré un moment jouer ce jeu de conquérir dans le sénat l'article 7 en combattant l'amnistie, on s'est très vraisemblablement trompé; ce sont là des propositions que les dernières agitations ont faites inséparables, qui ont un rôle presque égal dans les troubles d'aujourd'hui, et sur tous ces points le moment est venu de prendre un parti, de se ressaisir en quelque sorte, de dégager sans hésitation notre politique de tout ce qui a pu la compromettre. Il ne s'agit nullement d'entrer dans une voie de réaction; il s'agit de se replacer sur le terrain d'une constitution modérée, d'une république libérale et sérieuse, de montrer que cette république peut être la fidèle exécutrice de toutes les lois, la gardienne de la paix intérieure aussi bien que des intérêts extérieurs de la France. Il s'agit avant tout de s'éclairer de l'expérience, d'éviter des aventures où la république serait la première à périr. C'est pour aider au succès de cette politique que s'est récemment fondé un nouveau journal, *le Parlement*, qui n'a que quelques jours d'existence. Il ne sera ni le premier, ni le seul à soutenir cette cause; il sera une force nouvelle dans la lutte. Par les appuis qu'il compte dans les chambres, par les idées de sérieux libéralisme qu'il représente, il est fait pour parler à l'opinion et il naît évidemment à l'heure favorable. Il sera un soldat de plus dans une armée qui, pour toute conquête, ne se propose que de défendre la paix et la liberté légale de la France contre tous les excès.

Déjà, avec la saison d'hiver, le moment arrive où la politique va se ranimer un peu partout en Europe, comme elle se ranime en France. Le nouveau Reichsrath s'est réuni, il y a quelques jours, à Vienne, et le ministère qui s'est formé sous la présidence du comte Taaffe s'est trouvé aussitôt en face d'une situation parlementaire assez compliquée, ayant tout à la fois une majorité de libéraux, de centralistes allemands dans la chambre des seigneurs, et une majorité de conservateurs, de fédéralistes, dans la seconde chambre. C'est une phase nouvelle qui commence pour la Cisleithanie, tandis que le baron Haymerlé a pris décidément la direction des affaires étrangères de l'empire à la place du comte Andrassy, et que le ministère hongrois, présidé par M. Tisza, reste au pouvoir. On verra bientôt ce que produiront ces évolutions, qui peuvent certes n'être point sans conséquences dans le développement constitutionnel de l'Autriche. Le nouveau landtag récemment élu en Prusse vient d'être aussi ouvert à Berlin par un discours impérial à peu près exclusivement consacré aux affaires intérieures, et les premières

opérations de la chambre prussienne vont donner la mesure de la victoire des influences conservatrices, de la force respective des groupes parlementaires qui se retrouvent en présence. En Angleterre, tout semble s'acheminer vers des élections dont la date n'est pas fixée, mais que les partis considèrent désormais comme prochaines, au moins comme possibles d'ici à peu et pour lesquelles ils se préparent. Au-dessus ou en dehors de ces faits propres à chaque pays cependant, il reste toujours la vraie et grande question européenne qui intéresse tout le monde, cette question de l'alliance qui aurait été nouée entre l'Allemagne et l'Autriche, que M. de Bismarck, dans son dernier voyage à Vienne, aurait décidée ou enlevée. Sur ce point, dans tous les pays, les esprits sont en éveil, et comme ni M. de Bismarck, ni le comte Andrassy n'ont cru devoir jusqu'ici dire leur secret, les commentaires, les conjectures se succèdent, se croisent d'un bout à l'autre de l'Europe. C'est l'éternelle histoire : on ne sait rien et on suppose tout; on procède par des séries d'hypothèses et d'interrogations.

L'alliance, puisque alliance il y a, serait-elle d'un tel ordre qu'elle affecterait dès ce moment un caractère défensif et offensif, qu'elle confondrait les intérêts, les forces des deux empires ? Sous quelle forme aurait-elle été conclue ? Est-ce une entente générale convenue entre ministres, un simple protocole de chancellerie, programme élastique d'accords futurs et éventuels ? Y a-t-il plus que cela, un traité entre souverains, un acte auquel, ainsi qu'on l'a raconté, l'empereur Guillaume ne se serait résigné qu'avec peine, en se souvenant de ses vieux liens avec son impérial neveu de Russie, qu'il n'aurait consenti à sanctionner que pour ne pas désavouer son chancelier? Contre qui enfin et en vue de quelle éventualité plus ou moins imminente cette alliance serait-elle formée? Voilà bien des questions qui restent obscures et indécises même après les éclaircissemens et les récits de toute sorte qui courent le monde depuis quelques jours, même après les paroles d'un ministre de Berlin, M. de Puttkammer, qui, dans un banquet à Essen, aurait semblé avouer l'importance de ce qui vient de se passer à Vienne. Assurément M. de Bismarck est un diplomate de l'ordre positif qui ne fait rien pour rien; c'est aussi un grand acteur qui ne dédaigne pas les coups de théâtre quand il croit en tirer profit. Il n'est point impossible que dans ce voyage de Vienne qui a déjà tant fait parler, il y ait, à côté de quelques résultats réels, la part de l'ostentation, d'une ostentation calculée. Qu'une entente plus ou moins explicite ait pu s'établir sur certains points de politique générale et que cet accord des deux empires du centre de l'Europe soit par lui-même un événement de quelque gravité fait pour donner à réfléchir, cela n'est point douteux. Au bout du compte, ces prétendues alliances qui ont l'air de tout régler, de décider des destinées diplomatiques de l'Europe, ont assez souvent l'inconvénient d'être des combinaisons très problématiques et de n'être que de

décevantes fictions au moment décisif. Où est le fondement, où sont les élémens d'une alliance particulière et permanente entre l'Allemagne nouvelle et l'Autriche-Hongrie? S'il s'agit de l'exécution du traité de Berlin, c'est l'affaire collective de toutes les puissances. S'il s'agit, comme on le dit dans toutes les circonstances semblables, comme on le disait même autrefois à Tilsitt, de maintenir la paix du monde par le poids de deux grands empires, mieux vaudrait commencer par donner l'exemple du respect de tous les droits au lieu d'imaginer de ces combinaisons qui ressemblent elles-mêmes à une menace, à un défi pour les uns ou les autres.

Ce qu'il y a de plus évident, malgré tout ce qu'on peut dire, c'est que les deux empires qui sont censés s'être unis ne peuvent avoir le même objectif parce qu'ils n'ont pas les mêmes intérêts, et que, si l'Autriche croyait trouver dans une telle alliance l'avantage d'être garantie dans sa nouvelle politique orientale, elle perdrait à ce jeu et sa liberté et son indépendance. Elle aurait préparé de ses propres mains la séparation plus ou moins prochaine de ses provinces allemandes, la désaffection croissante de la Hongrie atteinte dans sa position au sein de l'empire, et, à l'heure des crises contre lesquelles elle aurait cherché à se prémunir, elle se trouverait absolument livrée à la merci de l'Allemagne, asservie dans son action, n'ayant plus même le choix de ses alliés. La politique qu'on lui attribue ressemblerait à une abdication; elle aurait aliéné son initiative entre les mains du chancelier de Berlin. Franchement, si ce qu'on dit était vrai, l'empereur François-Joseph aurait accepté là sans une évidente nécessité un étrange rôle. Aussi est-il fort douteux que le voyage de M. de Bismarck à Vienne ait la portée et les conséquences que les imaginations échauffées se plaisent à entrevoir, soit pour en triompher, soit pour s'en alarmer. Que reste-t-il donc de ce voyage et de tout le bruit dont il a été l'occasion ou le prétexte? Il reste un fait grave sans doute, un supplément assez imprévu au traité de Berlin, un rapprochement ostensible de deux empires succédant à l'intimité des trois empereurs, une tentative hardie de M. de Bismarck pour créer une situation diplomatique dont il soit, dont il paraisse plus que jamais l'arbitre. C'est beaucoup assurément, c'est assez pour réveiller la vigilance des cabinets; ce n'est pas assez pour laisser croire à de vastes et durables combinaisons, à des événemens plus ou moins prochains qui auraient été préparés dans les derniers conciliabules de Vienne. La France, quant à elle, n'a point en vérité pour l'instant à s'émouvoir plus qu'il ne faut de tous ces mouvemens auxquels elle reste nécessairement étrangère, et c'est vraiment une critique peu réfléchie de lui reprocher un isolement qui est la conséquence de ses désastres. Elle n'a point à prendre parti, elle n'a rien à faire dans ces agitations qui après tout ne sont qu'un nouveau signe de l'état difficile et précaire où glisse par degrés l'Europe depuis que l'esprit de conquête règne dans

les rapports publics. Elle a vu passer l'alliance des trois empereurs, elle voit aujourd'hui ce qu'on appelle l'alliance des deux empereurs, — tout cela imaginé, noué, préparé et remanié par M. de Bismarck. Au milieu de tous ces mouvemens contraires, la France n'a qu'une conduite à suivre : elle ne peut que garder pour le moment la disponibilité de sa politique et de ses forces, et, quelles que soient les alliances qui se forment, le jour où s'ouvriraient des crises qu'elle n'aurait pas provoquées, que d'autres auraient déchaînées, la France aurait encore assez de puissance pour être recherchée, pour avoir son influence, son rôle et même ses alliés dans les indépendances et les intérêts menacés.

Cette alliance mystérieuse de Vienne qui depuis quelques semaines est livrée à toutes les polémiques, elle a cela de particulier que tout le monde, sans en connaître le secret, la commente, la juge naturellement dans la mesure de ses craintes ou de ses désirs, de ses intérêts et de ses espérances. Lord Salisbury en a parlé l'autre jour dans le brillant discours qu'il a prononcé à Manchester; il en a parlé tout en faisant l'aveu qu'il n'en savait pas plus que les journaux, qu'il ne pouvait pas même se prononcer sur l'exactitude du fait, et sans rien savoir il n'a pas moins célébré l'alliance austro-allemande comme le plus heureux événement, comme la « bonne nouvelle, » comme le gage de la paix européenne. Il y a vu presque le fruit de ses propres efforts, le couronnement de la politique anglaise, la barrière infranchissable opposée désormais aux envahissemens de la Russie en Orient. Au fond, le discours de lord Salisbury n'est qu'une glorification ardente et spirituelle de la politique du ministère, et cette glorification retentissante n'est elle-même en définitive qu'un appel à l'opinion en vue des élections prochaines. C'est là en effet le secret. Évidemment tout se prépare en Angleterre pour une dissolution du parlement, qui a été déjà l'objet des délibérations du cabinet, qui peut être un peu retardée selon les circonstances, qui peut être aussi brusquée d'une heure à l'autre, le jour où le gouvernement croira avantageux d'engager la bataille du scrutin. La date n'est plus qu'une question de tactique, la campagne par le fait est commencée par les ministres eux-mêmes, et à défaut de lord Beaconsfield, qui garde encore le silence en attendant de retrouver la parole au banquet du lord-maire ou ailleurs, c'est le chef du *foreign office* qui est entré en scène à Manchester. Lord Salisbury a fait habilement, il est vrai, ce que lord Beaconsfield lui-même a fait il y a deux mois dans la dernière réunion publique où il a paru : il a su tourner les difficultés et éviter les questions épineuses. Il n'a parlé ni de la guerre des Zoulous, ni de l'affaire de l'Afghanistan, qui est loin d'être terminée, ni de la situation agraire, qui prend un caractère de plus en plus aigu, ni des agitations de l'Irlande, qui recommencent à devenir menaçantes. Il s'est borné à parler des succès de la politique extérieure dans ces dernières années, de l'occupation de

Chypre, qu'il a complaisamment assimilée à l'occupation de Gibraltar et de Malte, de la résistance victorieuse opposée à la marche de la Russie sur Constantinople et la mer Égée, et l'alliance austro-allemande est venue à propos ajouter un trait de plus à ce tableau.

C'est là sans doute le beau côté de la politique ministérielle, et lord Salisbury a pu facilement triompher en remuant la fibre du patriotisme anglais. Il n'est pas moins certain que cette brillante médaille a son revers, que ces succès extérieurs, où l'imagination a sa part, sont peut-être plus apparens que réels, et que les affaires intérieures restent la partie faible du gouvernement tory qui offre ainsi plus d'une prise à ses adversaires. Lord Salisbury n'a pas tardé à recevoir dans cette même ville de Manchester, une réponse des chefs du parti libéral, lord Hartington d'abord, puis M. John Bright, qui l'un et l'autre, à des points de vue différens, ont repris le procès contre la politique « impériale » de lord Beaconsfield. Le ministère a un avantage contre ses adversaires, c'est que le parti libéral, dans son dernier passage au pouvoir sous M. Gladstone, s'était montré réellement par trop insuffisant et avait laissé décliner l'influence de l'Angleterre. Les critiques d'aujourd'hui sont affaiblies par les actions d'autrefois, et les fautes du cabinet sont palliées par des actes qui ont flatté l'orgueil britannique. Le ministère se présente avec quelques résultats évidens, quoique peut-être exagérés; l'opposition libérale, acerbe dans ses critiques, est bien embarrassée quand elle doit dire ce qu'elle aurait fait à la place du gouvernement. Entre les deux partis, que décidera l'opinion? La question, tranchée plus d'une fois devant le parlement par la victoire du ministère, va être bientôt portée devant le pays tout entier, et rien n'indique jusqu'ici que l'Angleterre soit disposée à désavouer une politique qui, somme toute, l'a replacée assez haut dans les conseils de l'Europe.

Pour toutes les nations, la vie publique n'est qu'un perpétuel mélange d'événemens favorables et d'accidens douloureux ou de laborieuses épreuves. L'Espagne en fait aujourd'hui l'expérience. Le second mariage du jeune roi Alphonse XII est pour le moment la diversion heureuse au milieu de bien des préoccupations, les unes accidentelles et imprévues, causées par un fléau qui vient de désoler toute une province, les autres motivées par des questions de politique qui touchent à la situation tout entière, qui intéressent peut-être la paix intérieure et extérieure du pays. L'agréable roman qui a commencé il y a quelques semaines dans une station française, à Arcachon, par l'entrevue du souverain espagnol et d'une princesse autrichienne, ce roman va se dénouer décidément comme les contes de fées. On n'en est plus aux mystérieux préliminaires du mariage. Un ambassadeur extraordinaire, le duc de Bailen, a été envoyé à Vienne, et il a déjà officiellement demandé à l'empereur François-Joseph la main de l'archiduchesse Marie-Christine. Tout est arrêté et convenu. Dans un mois, la princesse qui va

ceindre la couronne des reines catholiques partira pour l'Espagne, où elle ne paraît devoir rencontrer que des sympathies. Sa grâce et son esprit feront le reste. Cette union, accomplie sous les plus favorables auspices, a été l'objet de bien des interprétations, de bien des commentaires, qui n'ont que le tort d'être des conjectures dépassant selon toute vraisemblance la réalité. Assurément ce mariage, qui renoue les vieux liens de la péninsule et de l'Autriche a son importance dynastique et diplomatique : il est fait pour donner à la monarchie espagnole un lustre de plus, des relations nouvelles, l'appui des cours du continent; il ne peut changer essentiellement le cours de la politique. Il réveille de vagues souvenirs de l'histoire, il ne refait pas artificiellement le passé, il ne renoue pas les traditions des Philippe et des Charles II dans l'Espagne transformée par les révolutions qui ont produit tout un ordre nouveau d'intérêts et d'institutions. L'archiduchesse Marie-Christine devient ni plus ni moins une reine constitutionnelle dans sa patrie d'adoption.

Elle n'a qu'une mauvaise chance, cette future souveraine espagnole choisie dans une des plus vieilles maisons de l'Europe et appelée à porter la couronne avec le jeune Alphonse XII. Elle va arriver au delà des Pyrénées au lendemain des malheurs qui viennent de frapper toute une population, peut-être aussi au milieu de difficultés politiques assez réelles. Il n'y a que quelques jours à peine, comme la France il y a quelques années, une partie de l'Espagne a été subitement envahie par des inondations qui ont pris aussitôt les proportions d'un fléau. Ces belles et fertiles régions méridionales de Murcie, d'Alicante, d'Alméria, de Malaga, ont été ravagées en quelques heures. Les désastres matériels sont immenses, le nombre des victimes est considérable; le fléau laisse la mort et la misère dans ces contrées. C'est une sorte de malheur public qui émeut l'Espagne entière, qui a été aussi vivement ressenti en France, où il a excité un mouvement spontané de sympathie naturelle entre les deux peuples, une généreuse émulation de charité, dont le digne et spirituel représentant du roi Alphonse parmi nous, le marquis de Molins, a pu recueillir déjà les premiers témoignages. Ce deuil imprévu de toute une population a jeté comme un voile de tristesse sur le mariage royal.

D'un autre côté, à Madrid même, des questions d'une certaine gravité s'agitent à l'approche de la réunion des cortès. La plus sérieuse de ces questions est celle des réformes qui sont la condition ou la suite de la pacification de l'île de Cuba. Ces réformes, devenues nécessaires, n'ont pas seulement de l'importance pour Cuba, elles touchent aux relations commerciales qui ont existé jusqu'ici entre la métropole et la colonie, aux intérêts des provinces les plus industrielles de l'Espagne; elles impliquent à la fois l'émancipation plus ou moins immédiate des noirs, qui a été promise, et des modifications dans la législation doua-

nière. Elles intéressent la prospérité, la sécurité de la possession des Antilles et la production espagnole. Le chef du ministère, le général Martinez Campos, qui a été assez heureux pour mettre fin par un traité à l'interminable guerre civile de Cuba, a pris des engagemens libéraux qu'il veut tenir. Une commission chargée de préparer les réformes semble, de son côté, se prononcer pour des atermoiemens ou des demi-mesures; elle cherche des combinaisons qui puissent satisfaire à la fois les noirs qui attendent la liberté, les propriétaires, les producteurs espagnols. Tous les intérêts sont en conflit, et le problème est d'autant plus pressant que, depuis quelques mois, une certaine agitation a recommencé à se manifester à Cuba. Les cortès, qui vont se réunir pour le mariage du roi, se trouveront, dès le lendemain du mariage, en présence de ces questions aussi délicates que compliquées, dont la discussion peut mettre en péril l'existence du ministère de Madrid.

Tout peut dépendre de l'appui que le chef du cabinet, le général Martinez Campos, obtiendra de M. Canovas del Castillo, qui vient d'être reçu avec des ovations dans la protectionniste Catalogne, mais qui est assez habile pour trouver une transaction, pour faire la part d'invincibles nécessités en tranquillisant autant que possible les intérêts qui résistent encore. M. Canovas del Castillo, après s'être effacé pendant quelques mois, semble redevenir ainsi un peu l'arbitre d'une situation où son esprit politique et sa dextérité ne sont pas de trop dans l'intérêt même de cette restauration constitutionnelle dont il a été le négociateur le plus actif et un des premiers serviteurs. Sera-t-il ramené au pouvoir par la force des circonstances, par le cours des débats parlementaires qui s'ouvriront, après le mariage royal, à l'occasion de cette épineuse affaire de Cuba? Ce qui n'est point douteux, c'est que la question est désormais de plus en plus urgente, qu'elle doit nécessairement être résolue, et qu'une solution insuffisante ou équivoque ne pourrait que compromettre la paix si péniblement reconquise à Cuba, en suscitant peut-être des complications internationales du côté des États-Unis. C'est là le danger que la prévoyance des hommes d'état de l'Espagne s'étudiera sans nul doute à conjurer pour l'avenir.

CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

Oraison funèbre du grand Condé, texte collationné sur l'édition originale par M. Emmanuel Bocher, illustré par M. Lechevallier-Chevignard, 1 vol. in-4°; Paris, 1879; D. Morgand et C. Fatout.

Il n'est guère de plaisir plus délicat, ni surtout plus complet, qui satisfasse plus pleinement les yeux et l'esprit à la fois, que de relire, dans

un beau texte, bien imprimé, quelqu'un de ces chefs-d'œuvre de l'éloquence ou de la poésie nationale, quelque comédie de Molière, par exemple, dans la belle édition qu'en a donnée l'imprimerie nationale, ou quelque oraison funèbre de Bossuet dans une édition illustrée comme celle que nous signalons au lecteur. Quelques personnes pourront trouver étrange qu'on *illustre* un texte de Bossuet. Elles n'auront qu'à jeter les yeux sur l'œuvre de M. Lechevallier-Chevignard pour s'apercevoir qu'il n'y faut qu'un artiste à hauteur de la tâche. Ce sont là vraiment des illustrations, c'est-à-dire une fidèle interprétation, le commentaire en quelque sorte imagé de l'éloquente parole de Bossuet. Nous ne savons, au point de vue de l'exécution matérielle, et peut-être même du dessin, si l'on ne pourrait élever quelques objections légères; ce que nous pouvons dire du moins sans marchander l'éloge, c'est que cette *Bataille de Rocroy*, cet *Escalier de Chantilly*, cette *Nef de Notre-Dame*, sont vraiment conçus et rendus dans le goût sévère du XVIIe siècle. Il serait difficile de mieux traduire par le dessin, avec un sentiment plus vrai, plus simplement et d'une manière plus frappante, ce contour arrêté, cette dignité un peu froide, cette gravité soutenue de la prose elle-même de la grande époque. Qui voudra s'en convaincre n'aura qu'à faire la comparaison avec ce qu'on nous donne aujourd'hui pour *illustrations* de Molière, et qui n'en sont la plupart du temps que la *caricature*.

L'illustration n'est pas d'ailleurs l'unique mérite de cette réimpression. La critique et l'érudition y peuvent encore trouver leur compte. M. Bocher nous donne en effet la réimpression textuelle de l'édition originale, mot pour mot, lettre pour lettre, l'orthographe elle-même et la ponctuation de Bossuet. A ceux qui ne verraient qu'une coûteuse manie dans l'ardeur avec laquelle on poursuit de nos jours, à prix d'or, dans les ventes publiques de livres, les éditions originales de nos grands classiques, je prends la liberté de donner le conseil de lire attentivement le texte de l'*oraison funèbre*, tel que le voilà, dans l'édition de M. Bocher et de le comparer au texte consacré, par exemple, dans nos écoles. Ils verront s'il a changé sur la route.

Nous n'exprimerons qu'un regret, en fermant ce beau livre, c'est que nous n'ayons pas Bossuet imprimé tout entier de la sorte. Ce n'est pas d'ailleurs que nous provoquions personne à nous le donner : l'entreprise de la révision du texte serait au-dessus des forces d'un seul homme, et l'exécution matérielle, assurément, au-dessus des moyens d'un seul éditeur.

F. B.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

s
a
,
,
-
e
it
e
a-
e
le
a-
le

s-
te.
on
et
use
or,
nds
ve-
de
nos

que
pas
rise
e, et
seul